QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12260 – 4 F

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 27 JUIN 1984

Nouvelle augmentation du taux de base des banques américaines

LIRE PAGE 35



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Les dossiers du « Monde »

La production laitière en France

LIRE PAGE 32

Le prix des obsessions albanaises

La défense hermétique des frontières, l'espionnite aiguë, la crainte de l'ennemi intérieur et extérieur, sont, du mur de Berlin à l'île de Sakhaline, les caractères les mieux partagés des *pays socialistes. Les deux cent* soixante-neuf passagers du Boeing sud-coréen abattu en septembre dernier par la chasse soviétique et le « gentil organisateur » du Club Méditerranée de Corfou retrouvé avec une *balle dans la tête au large* des côtes albanaises sont, toutes proportions gardées, les victimes du même complexe obsidional.

Le gouvernement français attend des « explications » des autorités de Tirana, car le moins qu'on puisse dire est que les déclarations officielles albanaises laissent *pour le moment* à désirer. Les circonstances de la mort de Jean-Marie Masselin ne sont pas encore parfaitement établies. Des témoignages contradictoires ont été recueillis sur le fait de savoir, par exemple, si l'animateur du Club Méditerranée a été vu, ou non, emmené vivant par des soldats albanais. Ce qui est sûr en revanche, le rapport d'autopsie l'établit formellement, c'est qu'il a été tué d'une balle dans la tête, *lundi 18 juin*, alors qu'avec deux amis il avait eu l'« imprudence » de vouloir faire de la pêche sous-marine dans le détroit qui sépare Corfou de l'Albanie. Son embarcation a été criblée de balles par les gardes-côtes albanais ; ses deux compagnons, *dont l'un* a été blessé, ont pu gagner un bateau grec. Jean-*Marie* Masselin n'en a pas eu le temps.

Ce n'est pas le premier incident de ce genre au large de l'Epire, aux confins de la Grèce et de l'Albanie. *Il* est déjà arrivé que des pêcheurs grecs, dont le bateau avait dérivé, passent quelques jours dans les prisons albanaises. Le « pays des aigles » est-il donc le « monde de la sauvagerie », comme l'a déclaré M. Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée ?

Se *proclamant* le seul défenseur de la véritable doctrine marxiste-léniniste, ayant rompu successivement avec la Yougoslavie voisine, l'URSS et la Chine, le « pays des aigles » est une forteresse assiégée, vivant en semi-autarcie, *sous la férule* d'Enver Hodja. Fondateur en 1941 du Parti communiste albanais (devenu Parti du travail), M. Hodja, qui a fait une partie de ses études en France, *bat le* record de longévité au pouvoir dans les pays socialistes. Il a fondé en 1946 la République populaire d'Albanie, et il s'est débarrassé tour à tour de tous ses rivaux potentiels. Le dernier en date fut Mehmet Shehu, qui – officiellement – s'est suicidé en 1981, mais qui a vraisemblablement été victime d'une purge avec d'autres responsables.

Seul dirigeant d'un pays socialiste à se réclamer encore ouvertement de Staline, M. Hodja, qui à soixante-quinze ans continue d'entretenir le culte de la personnalité, a poussé jusqu'à l'absurde une conception étroite du socialisme. *Il* a peu à peu coupé du reste du monde un pays *aux ressources naturelles* très limitées qui reste l'Etat le plus pauvre d'Europe. Alors que 70 % des trois millions d'Albanais sont d'origine musulmane, il a *interdit la religion et fermé* les mosquées. Il a fondé son pouvoir sur le parti unique, la police secrète (la Sigurimi) et un patriotisme exacerbé qui déborde quelque peu *sur* la province yougoslave voisine du Kosovo. Son vrai titre de gloire est d'avoir tenu tête à toutes les grandes puissances, sans exception, mais il s'est brouillé aussi avec des pays qui éprouvaient envers l'Albanie une certaine sympathie. La mort de l'animateur du Club Méditerranée, outre qu'elle n'arrangera pas ses relations avec la France, risque d'isoler encore *un peu* plus l'Albanie.

Un accord est intervenu sur le contentieux budgétaire européen

La Grande-Bretagne obtient une compensation moins avantageuse que celle qui lui était proposée en mars

Mardi, en fin de matinée, les chefs d'Etat et de gouvernement des dix pays de la Communauté sont parvenus à se mettre d'accord sur le montant de la compensation à accorder au Royaume-Uni au cours des prochaines années pour alléger sa contribution au budget de la Communauté. Cet accord *libérateur* met fin, au moins pour quelques années, à un contentieux qui empoisonnait la vie de la Communauté depuis 1979. Ce succès devrait permettre le *déblocage de décisions importantes :* en premier lieu, l'augmentation des ressources mises à la disposition de la Communauté, ce qui permettra à la fois d'assurer le fonctionnement *normal du Marché commun et singulièrement* de la politique commune et d'envisager le financement d'actions nouvelles, le cas échéant. Autre dossier d'importance qui se trouve débloqué, celui de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, les négociations avec les deux pays étant en bonne voie.

Mme Thatcher, tout en obtenant une compensation durable et certaine, s'est contentée d'une « offre » sensiblement moins avantageuse que celle qui lui avait été soumise bien imprudemment par les Neuf lors du Conseil européen de mars dernier, et qu'elle avait commis l'erreur de refuser. L'accord se ferait en effet sur la *base suivante :* la première année – c'est-à-dire en 1984, – le Royaume-Uni *bénéficierait* d'une compensation forfaitaire de 1 milliard d'ECU, soit environ 7 milliards de francs ; pour les années suivantes, l'« écart », c'est-à-dire la différence entre ce que *verse* le Royaume-Uni au titre de la TVA et ce qu'il reçoit du budget européen serait compensé aux deux tiers (66 %). Les Allemands, principaux contributeurs nets de la Communauté, ne participeraient que partiellement (pour les deux tiers) à la prise en charge de cette compensation.

Le débat sur cette affaire pourtant *familière avait commencé* dans la confusion. M. Roland Dumas, pour permettre aux chefs d'État et de gouvernement de faire le point, avait présenté les différentes hypothèses *envisagées*. Ses *auditeurs*, rendus perplexes par ces échafaudages technocratiques, en vérité assez compliqués, peut-être échaudés par leur pénible expérience du *précédent* conseil européen, décidèrent, après un premier tour de table, de demander aux ministres des affaires étrangères de débrouiller l'écheveau puis de leur faire rapport.

Ainsi fut-il fait. Lorsque les travaux reprirent après le dîner, il apparut que non seulement la situation était clarifiée, mais que des progrès substantiels *avaient été* accomplis.

Mme Thatcher avait d'abord indiqué que ses préférences, pour établir le montant de la compensation après une année de versement forfaitaire, allaient à un mécanisme très voisin de celui que les Neuf *lui avaient* proposé en mars. Ceux-ci, considérant que cette formule risquait de les entraîner trop loin, expliquèrent qu'ils souhaitaient qu'on s'entende sur un mécanisme simplifié, davantage prévisible. Premier point important apparemment révélateur de son souci de composer, le premier ministre britannique se garda d'insister.

Outre des divergences de détail (comment faut-il exactement calculer le retour, c'est-à-dire les sommes que le Royaume-Uni reçoit du budget *européen, par exemple*), la discussion a porté sur le pourcentage exact à retenir : 60 % ? 70 % C'est sur un chiffre intermédiaire qu'on s'est finalement mis d'accord, ce mardi matin.

Le chancelier Kohl, qui prenait son petit déjeuner ce mardi matin avec M. Mitterrand, a-t-il su trouver des termes suffisamment convaincants *pour sensibiliser ses interlocuteurs* à la situation extrêmement difficile rencontrée par les agriculteurs de son pays ?

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 3.)

LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU PCF

Les limites du débat communiste

par PATRICK JARREAU

Le comité central du Parti com*muniste, réuni le mardi 26 et le mer*credi 27 juin, engage la discussion annoncée, il y a une semaine, par le bureau politique, à la suite des résultats des élections européennes. Le rapport introductif, présenté par M. Claude Poperen, membre du bureau politique, a fait l'objet, lundi, d'une ultime mise au point.

Son orientation générale, conforme au texte de la déclaration adoptée par le bureau politique, le 19 juin, semblait devoir être en retrait par rapport à certaines interprétations qui avaient pu être données de cette déclaration la semaine dernière.

Le rapport insiste longuement sur l'abstention *des électeurs de gauche*, le 17 juin, en attribuant ce comportement à la « déception » et au « mécontentement » provoqués par la politique gouvernementale. La situation de l'emploi, l'évolution du pouvoir d'achat sont présentées comme les causes principales de cette réaction.

Le rapport souligne les lourdes pertes subies par le PS, avant d'aborder celles du PCF. Il reprend et développe la revendication d'une *« relance de l'action de la gauche »*, qu'il invite à s'attaquer, en priorité, aux problèmes de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'école et de la sécurité dans les villes. M. Poperen formule, à ce sujet, quelques propositions, de nature à alimenter le débat avec les socialistes dans la perspective du projet de budget pour 1985.

Le rapport de M. Poperen confirme, en outre, l'ouverture d'une discussion et d'une réflexion de fond sur la mise en œuvre, par le PCF, de la stratégie issue de ses trois derniers congrès, *cela en vue du prochain* congrès, qui devrait être convoqué pour le début de 1985. Le rapport souligne la validité des précédents congrès et, surtout, du dernier, le vingt-quatrième, réuni en février 1982. Il n'est donc pas question d'ouvrir un débat sur la stratégie, mais, au contraire, de reconduire le compromis qui s'était dégagé il y a deux ans.

Ce compromis consistait à main*tenir les orientations qui avaient été* celles de la campagne présidentielle de 1981, tout en confirmant l'engagement du PCF au gouvernement et dans la majorité. Cet engagement, dans cette perpective, ne devait être qu'un point d'appui, et non pas un axe de la politique du PCF. Le *« modèle » du Front populaire ou de* la Libération était définitivement récusé et, même, rendu responsable, par sa persistance jusque dans les années 70, à travers le programme commun de gouvernement, du recul électoral du parti.

En fait de stratégie, il s'agissait, plutôt, d'une parenthèse, permettant de juxtaposer la participation gouvernementale, héritée d'une conception que l'on disait périmée, et une orientation présentée comme novatrice, *mais qui avait abouti à l'échec* de 1981. Tous les responsables du parti sont tenus par ce compromis, et le bureau politique est dans son rôle lorsqu'il se réfère, pour les confirmer, aux conclusions du vingt-quatrième congrès.

(Lire la suite page 8.)

La mort du philosophe Michel Foucault

Le plaisir de savoir

par PIERRE BOURDIEU (*)

Le philosophe Michel Foucault, professeur au Collège de France, est mort le lundi 25 juin à Paris d'une septicémie, à l'âge de cinquante-sept ans.

Lors de la mort de Roland Barthes, Michel Foucault disait : *« J'ai perdu un ami, un collègue. »* Je peux dire aujourd'hui comme lui. C'est la seule chose qui m'autorise à parler de lui, et de son œuvre.



Je voudrais essayer de dire ce qui était sans doute le moins apparent : la constance et la cohérence, la *rigueur théorique et pratique.* Constance d'un projet intellectuel, constance d'une manière de vivre la vie intellectuelle. Avec, au commencement, une volonté de rompre (qui explique et excuse certains de ses apophtegmes célèbres sur la mort de l'homme) : rompre avec l'ambition totalisante de ce qu'il appelait l'*« intellectuel universel »*, souvent identifiée au projet philosophique ; mais en échappant à l'alternative du rien sur le tout et du tout sur le rien.

Pour inventer ce qu'il appelait l'*« intellectuel spécifique »*, il fallait, en effet, abdiquer *« le droit de parler en tant que maître de vérité et de justice »*, le statut de *« conscience morale et politique »*, de porte-parole et de mandataire. Et, de fait, il n'a pas cessé d'affirmer qu'en matière de pensée il n'est pas de délégation. Sans pour autant succomber au culte, illusoire, de la pensée en première personne.

Il savait mieux que quiconque que les jeux de vérité sont des jeux de pouvoir et que le pouvoir et le privilège sont un principe même des efforts pour découvrir la vérité des pouvoirs et des privilèges.

A la pensée absolutiste de l'intellectuel universel, Michel Foucault voulait substituer les travaux spécifiés, puisant aux sources mêmes – et on lui doit d'avoir exhumé des régions entières de la documentation historique ignorées des historiens, – mais cela sans abdiquer les plus grandes ambitions de pensée. De même, s'il entendait refuser les grands airs de la grande conscience morale – cible favorite de son rire, – il s'est toujours attaché à refuser la division, si commune et si commode, des investissements intellectuels et des engagements politiques.

(Lire la suite page 10.)

(*) Professeur au Collège de France.

AU JOUR LE JOUR

Punir

Evidemment, on les accuse d'avoir, nuitamment, cambriolé le rectorat pour y voler les sujets du baccalauréat. Cela ne se fait pas.

Mais fallait-il les jeter en prison comme de dangereux criminels, ces deux lycéens d'Orléans candidats au bac?

Le seul avantage qu'on voit à cette procédure sans indulgence qui les aura conduits de l'écrit à l'écrou, c'est de les aider à mieux préparer la prochaine session.

Ils auront ainsi le loisir de lire et de méditer Surveiller et punir, *le livre où Foucault explique la* « production du délinquant » *par la prison.*

BRUNO FRAPPAT.

LA FRANCE, L'URSS ET L'ALLEMAGNE

Une autre crainte

par ANDRÉ FONTAINE

Contrairement à ce que de mauvais esprits ont pu insinuer, Constantin Tchernenko existe toujours. La preuve : François Mitterrand l'a rencontré. Il a beau être atteint d'un emphysème qui le fait s'essouffler *au moindre effort*, tel des *coming men* du Kremlin a eu beau laisser entendre à tel de ses interlocuteurs français que le temps des vieillards ne durerait pas toujours, tout indique que, dans la mesure où il existe un patron à Moscou, c'est bien Tchernenko. Sans quoi d'ailleurs on ne l'aurait pas laissé recevoir le président de la République en tête à tête. Les kremlinologues notent *même l'apparition* d'un « culte » autour de sa personne. Et ils se demandent si le tout récent rétablissement dans la hiérarchie militaire du poste de généralissime, que seul Staline avait jadis détenu et qui demeure pour le moment sans titulaire, ne prélude pas à une mise sur le pavois du successeur d'Andropov.

Il paraît qu'en privé le successeur en question est plutôt aimable et qu'il a vite ravalé son agacement d'entendre Mitterrand appeler Sakharov par son nom. Il paraît aussi que, compte tenu de ce qu'avaient pu entendre, il y a quelques semaines, les ministres des affaires étrangères italien, allemand et australien, le toast prononcé par Tchernenko *en l'honneur de son hôte français* était plutôt « modéré ».

Avec les Soviétiques, cependant, le ton n'est que superstructure : c'est le contenu qui importe. Or l'on retrouve dans ce texte un thème qui paraissait évanoui. « *De nos jours, d'aucuns, en Occident*, a-t-il dit, *tentent de remettre en cause l'organisation territoriale et politique d'après guerre en Europe. C'est là un exercice extrêmement périlleux. Sur ce point fondamental, nous nous entendions depuis toujours avec la France. Nous voudrions espérer qu'il continuera d'en être ainsi.* » On aura noté le conditionnel et le scepticisme qu'il exprime.

Des noms, camarade secrétaire général, des noms ! Viseriez-vous par hasard notre président de la *République, qui a manifesté* son désir, un soir de réveillon, de voir l'Europe *« sortir de Yalta » ?* On a peine à le croire puisque vous vous référez à l'*« entente »* qui a, selon *vous, existé « depuis toujours »* avec la France. Or qui a réclamé avec le plus de force la sortie de Yalta – ou de ce qu'on entend par Yalta – sinon le général de Gaulle ? Qu'a-t-il dit dans son toast au Kremlin lorsque, dix-huit ans jour pour jour avant François Mitterrand, il y a *été reçu ? Sinon qu'il fallait rétablir « l'Europe en un ensemble fécond au lieu qu'elle soit paralysée par une division stérile »* et qu'*« on ne saurait en rester là »* (au *statu quo*). La netteté de ces propos ne l'a pas empêché de recevoir, tout au long de son voyage, un accueil de *héros* ni de demeurer aujourd'hui encore, aux yeux des Soviétiques, le plus populaire des dirigeants occidentaux de ce siècle.

(Lire la suite page 2.)

LIRE PAGES 10 ET 11

Le penseur citoyen
par PHILIPPE BOUCHER

Un relativisme absolu
par ROGER-POL DROIT

Une ascèse de l'égarement
par BERTRAND POIROT-DELPECH

La fin de vingt-cinq siècles de métaphysique
par PAUL VEYNE

Le Monde

idées

Retour de Moscou

M. Mitterrand est rentré de Moscou. André Fontaine montre que ses interlocuteurs ont peu apprécié, non seulement sa défense des droits de l'homme, mais sa position sur le problème allemand, passablement différente, en fin de compte, de celle de ses prédécesseurs. Elie Feuerwerker et Igor A. Mel'Cuk mettent en évidence les obstacles que l'URSS oppose aux échanges culturels de toute nature. Enfin, Lilly Marcou rend compte d'un ouvrage de Georges Labica sur le marxisme-léninisme tel qu'il a *été* et est *encore* pensé, enseigné et vécu dans les pays socialistes.

Prison culturelle

par ELIE FEUERWERKER (*) et IGOR A. MEL'CUK (**)

POUR se défendre contre les envahisseurs mongols, les Chinois eurent l'idée ingénieuse de construire la Grande Muraille couvrant presque l'étendue de leurs frontières au Nord. Une sorte de ligne Maginot avant l'heure... Pour se protéger, se disait-on, il suffisait de s'isoler à l'abri de pierres surélevées ou d'une ligne de fortifications.

Concept dépassé ? Rien n'est *moins sûr*, à en croire certains de nos contemporains. Il ne s'agit plus de repousser d'éventuels agresseurs mais d'exercer un contrôle strict des populations. L'Allemagne de l'Est *procédait récemment à la construction* d'une muraille énorme le long de sa frontière commune avec l'Allema*gne fédérale. On renforce les installations* existantes — destinées à décourager toute velléité ou toute tentative d'évasion — telles que les mines, les barbelés sous haute tension et *les mitrailleuses*. On s'empresse, toutefois, de « masquer » cette réalité d'un autre âge.

A Moscou, la prison Boutyrki, tristement célèbre, où le KGB isolait ses victimes, avait, prétendait-on, disparu. *Simple artifice visuel*. Un immeuble de plusieurs étages remplace l'ancienne muraille de la prison, *en la cachant à la vue.*

A l'Est, rien de nouveau...

Système fermé, par excellence, le camp communiste vise à isoler, à tout prix, la population prisonnière. Les échanges culturels n'échappent *pas à cette politique. Il importe* de s'entendre sur la nature des échanges permis ou acceptés. On *accorde*, avec *enthousiasme*, à la troupe du Bolchoï ou du Cirque de Moscou de partir en tournée. Des athlètes peuvent participer à des compétitions sportives. L'Etat dirige de main de maître ces activités. Avec un contrôle total. Il en tire un double parti : renommée et devises.

Dès qu'il s'agit d'échanges culturels au niveau personnel, l'Etat intervient. Il se charge de mettre les bâtons dans les roues. *Une illustration* relativement récente : l'envoi de livres, hors d'URSS.

Dans le but de protéger le « patrimoine » — but louable en soi, — une politique était en vigueur, il y a encore sept ans. *Contrôler la sortie* de livres publiés avant la seconde guerre mondiale. Des commissions *d'experts détachés* auprès des grandes bibliothèques déterminaient la valeur historique de tout ouvrage, *afin d'autoriser éventuellement* le départ, sans frais additionnels, du volume. Pour une publication ayant *une valeur historique*, les *commissions* d'experts avaient toute autorité d'imposer un droit de sortie. *Précision de rigueur*, il est hors de question ici d'incunables ou de livres *rares. Tout au plus de livres* d'auteurs connus et publiés en Union soviétique vers les années 20 ou 30, *par exemple. Les ouvrages antérieurs* à la révolution d'Octobre étaient, en principe, frappés d'interdit pour *l'exportation.*

Restructurations

D'autres mesures, par la *suite*, sont venues restreindre les possibilités d'envoi. Ainsi, par lieu d'expédi*tion (bureau postal)*, le *nombre* d'ouvrages autorisés et le poids total admis ont été sensiblement limités. *Dans une métropole aussi vaste que* Moscou, on a réduit à un nombre ridiculement bas les *bureaux* de poste pouvant accepter le courrier international.

Pour aller de mal en pis, l'escalade s'est poursuivie. On a modifié les exigences pour le contrôle obligatoire. Non *seulement les livres datant* d'avant le second conflit mondial demandaient un examen de sortie, *mais, progressivement, les restrictions* touchaient les dernières années puis, finalement, l'an courant. *Albums d'art et dictionnaires entrent* dans la catégorie d'interdiction absolue d'envoi à l'extérieur.

A présent, les bibliothèques ne sont plus responsables de l'émission *d'une autorisation de sortie.* On a créé, à cet effet, un service au ministère de la culture, en URSS. Il est rat*taché à la section des relations internationales*, sous-section n° 1.

Pour tout envoi de livre, un formulaire doit être *rempli. Il s'intitule : « Autorisation d'envoi postal d'imprimés de l'URSS vers l'étranger ». Il faut répondre à de multiples* questions. Indiquer le nom complet de l'expéditeur, sa citoyenneté, le numéro de son passeport, son adresse, sa date de naissance, sa profession et son emploi. *Puis donner* une description détaillée du destinataire et une description complète du volume. *Expliquer* les buts ou les motifs de l'envoi. Préciser le nombre total de volumes *dans le colis* ainsi que la valeur commerciale, si nécessaire. Le formulaire, signé par l'expé*diteur et un représentant spécial du* ministère de la culture, doit recevoir le tampon du ministère portant la mention : *« Autorisé à être exporté ».*

En termes clairs, à l'heure actuelle, il est devenu, en pratique, très difficile d'expédier sur une « base individuelle » tout imprimé *hors d'URSS. Tout dépend du bon* vouloir du pouvoir communiste soviétique. Pour se voir accepter ou refuser un envoi, combien de tracasseries administratives, de gaspillage d'énergie et de temps !

Plus grave encore, pour le simple citoyen, la forme claire d'intimida*tion. On ne vise pas à la protection* d'un héritage culturel. On instaure plutôt un climat très défavorable à tout contact postal. Au-delà du mur... Les renseignements personnels — à quel usage ? — n'ont rien à voir avec la protection légitime d'un patrimoine. Les livres les plus récents *imprimés en URSS ne sauraient être* considérés comme des incunables. D'ailleurs, pour les incunables et les ouvrages *précieux*, il suffirait d'établir des règlements généraux.

Vaine tentative que d'empêcher la circulation des idées... On ne peut, toutefois, rester indifférent face aux *brimades* que *subit* ce droit fondamental, reconnu par la communauté internationale.

(*) Docteur en biologie.

(**) Professeur de linguistique à l'université de Montréal.

Une autre crainte

(Suite de la première page.)

On tiendra donc pour beaucoup plus vraisemblable que l'allusion vise l'Allemagne fédérale, avec laquelle les rapports tournent à l'aigre depuis l'installation des Pershing-2. Le chef de la diplomatie de Bonn, Hans Dietrich Genscher, a pu le constater lors de sa visite récente à Moscou. En réalité jamais la RFA n'a été moins « revancharde », et on ne fera pas à Tchernenko, même si la subtilité n'est pas son fort, l'injure de croire qu'il pourrait l'ignorer. Mais le fait est qu'entre les Français et les Soviétiques s'était bel et bien nouée, sous la Vᵉ République, une « entente » de plus en plus explicite aux fins de contenir une Allemagne au dynamisme jugé excessif.

Contrairement à ce que beaucoup ont tendance à croire, de Gaulle lui-*même ne s'est pas avancé* très loin sur cette voie. La réconciliation franco-allemande était à ses yeux la *pierre* angulaire de la paix en Europe, et elle supposait de sa part une attitude parfaitement loyale et nette. S'il a dit à Kossyguine, en 1966, qu'en ce qui concernait la réunification la France n'était *« ni très ardente ni très pressée »*, il lui a dit aussi qu'il fallait *« laisser aux Allemands un espoir de réunification »*. En tout cas Paris ne reconnaîtrait *« jamais »* la RDA, dans laquelle il voyait quant à lui une création artificielle de l'occupant soviétique.

Il est bien vrai que la France et l'URSS recherchaient chacune à l'époque l'alliance de l'autre. Mais elles ne la recherchaient pas contre le même adversaire. De Gaulle voulait essentiellement renforcer sa main vis-à-vis des Etats-Unis. Brejnev voulait séparer l'Allemagne de ses alliés et, pour ce faire, s'entendre avec eux contre elle, ne lui laissant ainsi d'autre choix, en fin de compte, que de s'adresser à lui.

Très vite, il apparut que les deux desseins étaient incompatibles. Les rencontres franco-soviétiques eurent beau se multiplier, elles ne donnèrent aucun résultat. Le Polonais Gomulka répliqua par un *non possumus* sans ambages, l'année suivante, aux appels du pied du général, qui le pressait de relâcher ses liens avec Moscou. Et bientôt l'invasion de la Tchécoslovaquie sonnait le glas de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural.

Contenir l'Allemagne

Le tableau allait changer avec Pompidou. Dans l'immédiat, il jugeait excessif le poids de l'Allemagne *au sein de la CEE : il faut dire* que, au lendemain de la crise de mai 1968, Bonn avait purement et *simplement refusé de venir en aide* au franc menacé. A plus long terme, il était convaincu que la République fédérale ferait à l'URSS les concessions nécessaires pour obtenir une réunification qui l'établirait comme la première puissance d'Europe. La *« politique à l'Est »* de Willy Brandt ne pouvait que le confirmer dans cette analyse. D'où la ligne de conduite qu'il devait exposer, avec son franc-parler habituel, au cours d'un dîner, dans les débuts de sa présidence, avec l'état-major du *Monde*. Il fallait contenir l'Allemagne, tout en ayant les meilleures relations possibles avec elle, en s'appuyant à la fois pour ce faire sur les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne. *« Vous comprendrez,* ajouta-t-il, *que je ne puisse le dire publiquement. »*

Toujours est-il qu'il s'employa à maintenir des liens étroits avec Moscou, allant jusqu'à se rendre, presque agonisant, auprès de Brejnev, sur la mer Noire, pour lui dire que le peuple français resterait toujours l'ami des Soviétiques. Moyennant quoi il refusa de signer le traité d'amitié que le Kremlin suggérait avec insistance, et il était hostile à la tenue d'un sommet paneuropéen : ce qui allait devenir la conférence d'Helsinki. Mais il ne pouvait maintenir l'opposition du général à la reconnaissance de la RDA : elle n'avait plus de raison d'être depuis que la RFA, elle-même, avait normalisé ses relations avec « l'autre Allemagne » dans le cadre de l'*Ostpolitik*.

Giscard d'Estaing devait aller beaucoup plus loin. Non content d'aller à Helsinki, dans l'espoir de donner un coup de main à Brejnev, en qui il voyait, face aux « durs », le champion du parti de la paix, il n'hésita pas à lui dire qu'il souhaitait le maintien de la division de l'Allemagne et d'une coopération étroite entre Paris et Moscou à cet effet. Sans doute attendait-il un bénéfice de cette attitude sur le plan électoral, le Kremlin *renvoyant* l'ascenseur en décourageant le PCF de travailler vraiment à la victoire *de l'union de la gauche : combien d'hommes politiques de droite*, depuis Pierre Laval, n'ont-ils pas fait *le même calcul* ! Mais il craignait la puissance de l'Allemagne. Son analyse, sur ce point, était peu différente, en fin de compte, de celle de Georges Pompidou, à cette nuance près qu'il se méfiait beaucoup moins que lui des dirigeants soviétiques, en qui il voyait certes les prisonniers d'un système économique absurde, mais aussi des réalistes, à la limite des radicaux socialistes du bon vieux temps désireux de parvenir à une entente durable avec le monde capitaliste. Il avait peine à prendre au sérieux leur discours idéologique : *« Le drame de Giscard*, disait Raymond Aron, *c'est qu'il ne sait pas que l'histoire est tragique. »* D'où l'imprudent voyage de Varsovie, d'où il ne ramena rien d'autre que le contestable avantage d'être salué par l'ambassadeur soviétique à Paris du titre de *« véritable continuateur du général de Gaulle. »*

Si l'allusion de Tchernenko aux *« revanchistes »* a un sens, c'est que Moscou voudrait bien revenir à l'époque où il était si facile de s'entendre avec les Français sur le dos de l'Allemagne. Ce serait d'autant plus nécessaire que l'URSS non seulement souffre d'une série de faiblesses qu'elle ne peut pas ignorer, *mais craint de ne pas* être en mesure de rattraper l'avance américaine dans le domaine de la guerre spatiale. L'usage, dans de telles circonstances, est de serrer les rangs et de faire appel aux recettes éprouvées.

Jouer la carte de la réconciliation

Mais il se trouve que, concernant la France, l'*évocation* du « danger allemand » paraît laisser les dirigeants aussi froids que les dirigés, *lesquels se méfient* si peu de leurs voisins d'outre-Rhin que 69 % d'entre eux, à en croire un récent sondage Sofres-Expansion, se déclaraient prêts à accepter pour les Etats unis d'Europe un premier ministre *originaire* de la RFA. Et c'est ainsi qu'on a entendu le président de la République, lui-même ancien combattant et résistant, exalter à Stalingrad cette réconciliation franco-allemande à laquelle le Kremlin a d'autant moins tendance à se faire qu'il en met en doute la réalité.

Il n'est pas vrai, au demeurant, que toute *crainte* ait disparu dans la classe politique française à l'égard de la RFA. Mais la crainte a changé de *nature*. Hier, on redoutait que, réunifiée ou non, l'Allemagne ne domine l'Europe. Aujourd'hui on redoute qu'elle ne succombe aux incantations des sirènes du neutralisme et du pacifisme, et n'abandonne une Europe qui, sans elle, n'aurait plus de sens. Tout faire pour empêcher ce glissement fatal, c'est apparemment pour François Mitterrand la priorité des priorités, ce qui explique *qu'il joue à fond la carte* de la réconciliation.

Après la double gifle des européennes et du défilé de l'école libre, l'autorité avec laquelle il peut mener cette politique se trouve évidemment amoindrie. Et le sommet de Fontainebleau n'aura pas été le succès qu'il attendait un moment. Il *serait navrant que la contestation* d'une politique intérieure qui, indiscutablement, divise les Français *handicape une politique* extérieure autour de laquelle ils devraient, au moins en ce qui concerne la question vitale des rapports avec l'*Allemagne*, se rassembler sans barguigner. Car ici, à la limite, c'est de la survie de l'Europe, et donc de la France, qu'il s'agit.

ANDRÉ FONTAINE.

● **RECTIFICATIF.** — Une confusion nous a fait attribuer au général Pozzo di Borgo la paternité de l'expression *« une Europe à géométrie variable »* (Le mal des sommets, *le Monde* du 16 juin). L'auteur du livre *l'Europe sans défense*, Berger-Levrault, 1982, où figure cette formule, est en réalité le colonel Manel.

LU — « Le marxisme-léninisme », de Georges Labica

Une affaire non réglée

DIAMAT + HISTMAT = GENSEK. En dehors des initiés, qui comprend cette équation, essence même du stalinisme ? Abréviation russe de matérialisme dialectique et de matérialisme historique, le Diamat et l'Histmat sont l'œuvre du Gensek, abréviation — toujours en russe — de secrétaire général. On tient là les fondements du marxisme-léninisme qui, depuis le début des années 30, sera, selon les aléas de l'histoire, tantôt ou en même temps une science, une religion, une méthode d'investigation, une vision du *monde*. C'est la genèse de ce *corpus*, son extraordinaire prolifération dans le monde et son évolution jusqu'à nos jours que nous reconstitue, d'une façon dense et pénétrante, Georges Labica (1).

Didactique, cohérent et convaincant, *« le marxisme-léninisme a la force d'une évidence. C'est pourquoi il est suspect »*, constate, d'entrée de jeu, Georges Labica. Son ouvrage pose les bases d'une réelle problématique critique de l'œuvre théorique de Staline, ou, plus précisément, de la façon dont celui-ci forgea le léninisme, afin qu'il devienne une philosophie d'Etat, une philosophie pour l'Etat et, en dernière instance, une étatisation de la philosophie.

L'aventure du marxisme-léninisme — *« cette affaire non réglée »*, selon l'heureuse formule de l'auteur — est sûrement le phénomène politique et culturel qui devait marquer le plus profondément le vingtième siècle. *« A la science, on empruntait des « lois » ou des « coupures », à la philosophie ses « renversements », à la religion ses soumissions et ses fidélités, à l'art militaire sa discipline, ses stratégies et ses tactiques »*, observe Georges Labica.

Au lendemain de la mort de Lénine, le problème primordial qui se posa à ses héritiers fut d'établir, sous son nom, la nouvelle légitimité. D'où la floraison de textes qui se voulaient théoriques et qui tentaient de dégager, en termes de bilan, l'apport de Lénine au patrimoine du marxisme classique. C'est sous la forme de conférences, tenues devant des cadres du parti, que les principaux prétendants à la succession de Lénine vont s'exercer, afin de systématiser la pensée du fondateur de l'Etat soviétique : Boukharine dans *Lénine marxiste*, Zinoviev dans *V.I. Lénine, génie, maître, chef et homme*, Staline dans *les Bases du léninisme*. Sachant mieux que quiconque codifier la pensée de Lénine et en dégager un ensemble de dogmes à l'usage du parti, Staline gagne la partie. Ce fut, selon la formule d'un de ses derniers grands biographes, *« un véritable exploit »* (2). Le pédagogue l'emporte sur le théoricien, le politique sur le philosophe.

C'est ainsi que commença une longue et douloureuse histoire, étalée sur dix ou quinze années, et que Georges Labica retrace merveilleusement bien. Histoire qui aboutira, à coups de *décrets* et de *manuels*, à l'appauvrissement de la pensée créative, à la fin du débat d'idées (si riche durant les années 20), à la codification de la révolution prolétarienne et de l'édification du socialisme, à l'appropriation de l'histoire, qui devait s'écrire et se rectifier éternellement pour servir la ligne du moment. Enfin, cela devait conduire à l'imposition du « modèle soviétique » dans le mouvement communiste. *« Elle se traduira, entre autres effets*, écrit Georges Labica, *par ce bizarre mimétisme, peut-être insuffisamment aperçu, qui conduira les partis communistes les plus éloignés du pouvoir, et leurs groupes dirigeants, à se comporter exactement comme s'ils y étaient, quitte à ce que les militants soient traités comme les citoyens d'une république imaginaire, dont ils auraient les inconvénients sans aucun avantage. Tant est opiniâtre le fantasme du devenir-Etat. »*

Mais Georges Labica va encore plus loin. Au-delà de l'histoire de la constitution du marxisme-léninisme, il tente, par l'analyse parallèle des éditions successives des manuels publiés après la déstalinisation, de cerner la persistance de l'ancien dans ce qu'on voulait présenter comme du nouveau. Il constate que, à part la mise au rencard des œuvres de Staline lui-même, le marxisme-léninisme des épigones est très peu différent de l'originel : *« Le résultat de notre enquête est limpide. Non seulement la question de la philosophie n'a pas été posée lors de la déstalinisation, mais la réaffirmation pure et simple du marxisme-léninisme est créditée de la critique du culte. »* Bref, il s'agit donc d'un maintien des bases du stalinisme, *« sans et contre Staline »*.

Staline super-méchant

On ne dira pas assez l'utilité de l'ouvrage de Georges Labica pour la compréhension du stalinisme classique et de l'idéologie soviétique d'aujourd'hui, ou, plus précisément, de l'idéologie « orthodoxe » qui évolue parallèlement avec ce qu'on avait appelé l'« eurocommunisme » ou l'*aggiornamento* de certains partis communistes occidentaux. Cependant, sur ce point précis, au nom de la sauvegarde de *« l'essence du marxisme et de l'innommé de sa révolution »*, Georges Labica liquide d'un trait de plume le cheminement d'un certain communisme occidental, sous prétexte qu'il est réformateur et qu'il éclipse *« la nécessité de la révolution anticapitaliste »*. On ne peut que le regretter, la démarche eurocommuniste méritant une approche — fût-elle très critique — plus profonde.

Toujours dans le but de retrouver la pureté du marxisme et de préserver l'apport de Lénine, l'auteur nous laisse sur des images peu nuancées. Au risque de caricaturer à l'extrême, disons qu'on trouve chez lui un très bon Marx, un très bon Lénine et un super-méchant Staline. La réalité des faits étant autrement plus complexe, le problème de la filiation reste plus que jamais ouvert. Il ne cesse et ne cessera de se poser aux exégètes, aux disciples, aux partisans et aux ennemis de toute pensée qui relève de Marx.

LILLY MARCOU.

(1) Editions Bruno Huisman, 142 p., 35 F.

(2) Robert Tucker, *Staline révolutionnaire*, Paris, Fayard, 1975, p. 333.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

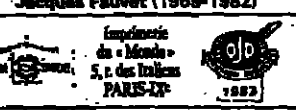
PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 1 600 L ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DIPLOMATIE

LE SOMMET DE FONTAINEBLEAU

M. Reagan et les participants au conseil européen ont exprimé leur satisfaction à M. Mitterrand au sujet de son voyage à Moscou

Fontainebleau. – Il est des manifestations qui tombent mieux que d'autres. En accueillant, lundi 25 juin, au château de Fontainebleau, les neuf chefs de gouvernement qui composent avec lui le conseil européen, le président de la République aura peut-être eu une pensée reconnaissante pour les quelques centaines de jeunes gens venus de différents pays de la Communauté et tout particulièrement d'Italie, qui portaient des pancartes et des banderoles en faveur de l'union européenne et du mouvement fédéraliste, en scandant : *« Viva Mitterrand ! Viva Spinelli ! »*

Sans doute le chef de l'Etat n'attendait-il pas de Mme Thatcher de tels transports d'enthousiasme. Mais on avait probablement un peu sous-estimé, du côté de la présidence française, la volonté (non pas seulement britannique, mais assez générale) d'entrer dans le vif du sujet, c'est-à-dire de passer à l'examen de l'interminable controverse budgétaire, et de réserver les débats proprement politiques sur l'avenir de la Communauté pour le cas où les Dix parviendraient enfin à un accord sur cette question.

Cela n'a naturellement pas empêché les chefs d'Etat et de gouvernement de procéder au traditionnel tour d'horizon de la situation internationale. Mais le cœur n'y était pas vraiment ; et, surtout, le débat de fond sur l'union européenne était si manifestement suspendu au résultat de la négociation budgétaire qu'il s'est inévitablement trouvé renvoyé à ce mardi. De façon positive ou négative : on peut soit considérer, comme le font notamment les Britanniques (et M. Gaston Thorn, président de la Commission de Bruxelles), que ce nouveau pas en avant dans la construction européenne est impossible tant que le problème du budget n'aura pas été résolu, soit au contraire y voir, comme la France, le moyen de surmonter – mais à neuf ? – un nouveau blocage, à Fontainebleau ou plus tard. Ce « conflit de priorité » entre union européenne et controverse financière devait de toute façon se résoudre dans la soirée, au profit de la seconde, après qu'on eut rappelé, du côté français, que, de toute façon, l'Europe continuerait, même en cas de blocage persistant.

Cela dit, M. Mitterrand avait au moins un grand sujet politique à proposer à ses hôtes : les résultats de son voyage à Moscou, ou plutôt les observations qu'il en a rapportées et les conclusions qu'il en tire. Ses partenaires ont exprimé, de façon unanime semble-t-il, leur approbation pour la façon dont la président français avait conçu et réalisé ce voyage. Et M. Mitterrand a reçu, lors d'une suspension de séance dans l'après-midi, un satisfecit téléphonique du président Reagan. Le chef de la Maison Blanche l'a en effet appelé à Fontainebleau pour lui exprimer, selon le porte-parole de l'Elysée, son *« sentiment très positif »* sur *« le niveau et le style »* des conversations qu'il a eues au Kremlin.

C'est ce mardi que devaient être abordées, en principe indépendamment d'un accord sur le budget, un certain nombre de propositions, notamment françaises, tendant à améliorer le fonctionnement institutionnel de la Communauté – comme la création d'un secrétariat permanent du conseil, chargé de la coopération politique entre les Dix – ou à faire mieux entrer la Communauté européenne dans la vie des citoyens, telles la levée des formalités aux frontières et l'instauration d'un « passeport CEE » (*le Monde* daté 24-25 juin).

Sur l'ensemble de ces questions, un « comité ad hoc » va être constitué et une résolution devait être adoptée et publiée ce mardi soir par les Dix. Ce comité devrait notamment préparer l'harmonisation des diplômes, des transports, de différentes facilités et démarches administratives, entre les Etats membres de la Communauté, mais aussi – mesures plus symboliques – élaborer un drapeau et un hymne communs. Un autre comité sera en outre chargé de préparer la marche vers l'union européenne, s'agissant en particulier de la modification des procédures de vote au sein de la Communauté.

La succession de M. Thorn

M. Mitterrand peut avoir trouvé une raison supplémentaire de souhaiter que les Dix accroissent leur présence politique sur la scène internationale dans les différentes demandes dont le sommet de Fontainebleau a fait l'objet de la part d'organisations ou de pays qui attendent de la CEE une action diplomatique particulière. Ainsi, M. Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a-t-il adressé aux participants une lettre dans laquelle il appelle de ses vœux *« une initiative européenne claire et résolue, par laquelle les pays de la Communauté, agissant de concert, pourront contribuer de façon décisive à la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, et, partant, à l'instauration d'un règlement global et durable »* dans cette région du monde.

Parmi les questions épineuses que les Dix devaient aborder ce mardi, figurait celle de la succession de M. Thorn à la tête de la Commission de Bruxelles, dont il quittera la présidence en décembre. Le commissaire belge, M. Davignon, est toujours sur les rangs, du moins officieusement. Le ministre danois, M. Christophersen, n'a pas fait de véritable percée. M. Biedenkopf, l'ancien secrétaire général de la CDU, ne paraît pas bénéficier de la part de la RFA du *« forcing »* qu'il pouvait en escompter. La journée de mardi devait permettre de mesurer si les chances que l'on prête à M. Cheysson, dans ces conditions, se confirment. Chacun assure en tout cas, chez les Dix, qu'il faut que la nouvelle Commission, promise en toute hypothèse à des heures difficiles, garde un président « grand format ».

BERNARD BRIGOULEIX.

Accord sur le contentieux budgétaire européen

(Suite de la première page.)

Le conseil a-t-il considéré que deux difficultés budgétaires, l'allemande s'ajoutant à l'anglaise, c'était trop si l'on voulait aboutir ? Quoi qu'il en soit, on estimait, mardi, qu'en dépit des fortes réserves exprimées par les Néerlandais, le chancelier obtiendrait probablement satisfaction, autrement dit que le gouvernement fédéral serait autorisé à accorder à ses agriculteurs un abattement fiscal plus important, et s'appliquant plus tôt, que ce qui avait été prévu en mars.

Les Français et les Néerlandais s'étaient initialement opposés à la requête présentée par Bonn, faisant valoir qu'accepter une telle dérogation risquait de susciter d'autres demandes d'agriculteurs mécontents et par là même de remettre en cause l'économie générale de l'accord de mars. Le danger subsiste.

Mais, à quelque chose malheur est bon, les Allemands, si ardents il y a un an à réclamer une réduction des dépenses agricoles, ont pris conscience, on peut l'espérer, après avoir vu leurs agriculteurs à leur tour manifester sur les routes, que trancher dans le vif n'est pas toujours évident, et qu'il est socialement et politiquement insupportable de vouloir trop précipiter la réforme de la PAC. Le désamorçage de la « bombe » allemande, en privant Mme Thatcher de l'espoir de rompre ou au moins d'affaiblir le front des Neuf, a sans doute contribué à débloquer le dossier britannique.

Pour bien faire, les Dix, pour en terminer avec les affaires budgétaires, devaient encore délibérer de la part de la compensation britannique qui serait prise en charge par les Allemands, déjà débiteurs importants. Il leur fallait également donner au moins des orientations sur la manière de financer en 1984 des dépenses, surtout agricoles, qui dépassent tant les crédits inscrits au budget que les ressources théoriquement disponibles.

Si les choses sont ainsi faites, le Conseil européen sera en droit de penser à l'avenir, et, pour commencer, de confirmer l'arrangement auquel il était parvenu en mars concernant l'augmentation des ressources propres. Un succès confirmé sur les affaires budgétaires écarterait aussi le seul obstacle politique subsistant sur la voie qui conduit à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal au Marché commun.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE REMPLACEMENT DE M. LUNS PAR LORD CARRINGTON

Changement de style à l'OTAN

De notre correspondant

Bruxelles. – Le changement de style ne fait guère de doute à l'OTAN depuis que lord Carrington, arrivé dans la Rolls Royce verte utilisée pendant de nombreuses années par son prédécesseur, M. Luns, a pris, lundi 25 juin, ses fonctions de secrétaire général de l'organisation atlantique. Interrogé sur l'état de l'alliance, l'ancien secrétaire du Foreign Office s'est réfugié derrière une formule jadis employée par Churchill en une tout autre occasion : *« La température est normale. »*

Le contraste est évident. M. Luns avait toujours un bon mot aux lèvres, qu'il s'agisse de décontracter ses interlocuteurs ou de dérouter les journalistes. Il gardait un ton populaire qui n'excluait pas la finesse. Après avoir « vidé ses tiroirs » la semaine dernière, il avait assuré avec une bonne humeur teintée d'amertume avoir désormais *« un bel avenir derrière lui »*. L'humour de lord Carrington est, en revanche, plutôt aristocratique. Ce qui n'a rien de surprenant de la part d'un « noble lord », dont la baronnie remonte à 1796.

Avant de se voir proposer le poste, lord Carrington avait ouvertement critiqué ce qu'il appelait, à la suite de M. Trudeau, la *« diplomatie du mégaphone »*. Selon lui, les Occidentaux devraient mettre au point une stratégie moins négative à l'égard du Kremlin. Aujourd'hui, il est très conscient des limites qui lui sont imposées. Personne ne se fait trop d'illusions sur les pouvoirs réels du secrétaire général de l'OTAN. Même si l'art et la manière ne sont pas à négliger totalement lorsqu'il s'agit d'orienter les débats d'une grande organisation internationale, il reste à voir si lord Carrington sera en mesure de redresser au sein de l'alliance un équilibre qui fait parfois la part un peu trop belle aux « militaires » par rapport aux « politiques ».

JEAN WETZ.

Selon Amnesty International

1 700 PERSONNES ONT ÉTÉ OFFICIELLEMENT EXÉCUTÉES EN 1983

L'organisation humanitaire Amnesty International a lancé, mardi 24 juin, un appel pour l'abolition de la peine de mort, qu'elle qualifie de *« forme ultime des peines cruelles, inhumaines ou dégradantes »*, et de violation du *« droit à la vie »*.

Au cours de l'année 1983, selon Amnesty, au moins 1 699 personnes ont été exécutées dans trente-neuf pays, et au moins 1 160 ont été condamnées à mort dans soixante-trois pays. L'organisation note toutefois que ces chiffres ne représentent que les cas parvenus à sa connaissance et que *« les chiffres réels peuvent être beaucoup plus élevés »*.

Amnesty cite la Chine, où elle a enregistré plus de 700 exécutions, mais *« où le nombre réel d'exécutions pourrait s'exprimer par milliers »*, et l'Iran, où elle a eu connaissance de 399 exécutions, mais où *« de nombreuses exécutions ne sont jamais rendues publiques »*.

Parmi les autres chiffres *« préoccupants »* figurent 300 exécutions en Irak et les 1 300 personnes actuellement condamnées à mort aux Etats-Unis, *« où le nombre des exécutions va en augmentant »*, selon Amnesty.

L'organisation note néanmoins *« une tendance mondiale à suivre l'appel de l'Assemblée générale des Nations unies de 1977 en faveur de la suppression de la peine capitale »*. Elle précise que le nombre des Etats ayant aboli la peine de mort pour tous délits s'élevait, à la fin de 1983, à vingt-six et que dix-huit autres l'avaient supprimée pour tous les délits, à l'exception de *« crimes extraordinaires »* tels que les crimes de guerre.

A MUNICH

Une conférence sur la défense de l'environnement réunit les pays occidentaux et socialistes

Munich. – Sur l'invitation de la République fédérale d'Allemagne, les ministres ou les responsables de l'environnement de trente et un pays de l'Est comme de l'Ouest sont réunis depuis le lundi 25 mai à Munich pour étudier le problème des pluies acides et les politiques susceptibles d'enrayer un fléau qui, rien qu'en RFA, menace déjà 35 % de la surface boisée du pays, soit 2,5 millions d'hectares de forêts. En marge de la réunion, Soviétiques et Américains se sont rencontrés et se seraient entendus pour « revitaliser » leur accord de 1972 sur l'environnement qui avait été mis en veilleuse. Cette conférence est une des « suites » de la réunion de la CSCE de Madrid.

L'intervention de M. Juri Israël, président du comité d'Etat soviétique pour l'hydrométéorologie et le contrôle de l'environnement, qui a rang de ministre, a été généralement bien accueillie. Pour la première fois, les Soviétiques reconnaissent avoir eux-mêmes des problèmes. De même que les Allemands de l'Est, ils se sont engagés à diminuer de 30 %, d'ici 1993, leurs émissions de soufre. Cet objectif, que s'étaient fixé en mars dernier à Ottawa les représentants de dix pays occidentaux (1) les plus en pointe dans la lutte contre la pollution, va plus loin que ce que d'autres capitales occidentales, comme Washington ou Londres, sont prêtes à accepter. Le délégué soviétique, fidèle à une constante de la diplomatie de Moscou, n'a pas omis d'insister sur le lien entre la conférence et les questions de désarmement.

De notre envoyé spécial

« Tout en discutant des problèmes de la protection de l'environnement, personne ne doit oublier un but essentiel : celui de maintenir la paix, de stopper la course aux armements, qui est si coûteuse et dangereuse pour l'humanité », a-t-il dit, sans mentionner, contrairement aux Allemands de l'Est, le déploiement des missiles américains Pershing-2 en RFA. Mais le représentant américain lui-même, M. Ruckelshaus, directeur de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, s'est déclaré surpris de la *« modération »* soviétique. *« J'ai entendu cela auparavant dans une forme beaucoup plus belliqueuse »*, a-t-il confié aux journalistes américains.

L'appréciation du danger représenté par les pluies acides et la nature des objectifs à atteindre restent fort différentes, y compris dans le groupe des pays occidentaux. A la veille du conseil des ministres de l'environnement de la CEE, qui doit se tenir jeudi à Luxembourg, les Britanniques ont réaffirmé leur hostilité à toute mesure contraignante. *« Nous ne voyons aucune raison*, a déclaré le chef de la délégation britannique, *à faire des efforts héroïques, à un prix élevé, pour contrôler un facteur parmi d'autres, à moins qu'il y ait des raisons valables de penser qu'un tel contrôle conduise à une amélioration réelle de l'environnement »*. Le représentant américain, qui a insisté sur le coût des mesures déjà adoptées par son pays – le premier à avoir instauré l'essence sans plomb – est, lui aussi, resté très réservé, en attendant de disposer d'*« études plus approfondies »* sur l'impact des pluies acides.

Soumis à une pression considérable de leur opinion publique, les dirigeants ouest-allemands, qui réclament à cor et à cri l'instauration de l'essence sans plomb en Europe, d'ici à 1986, sont suspectés de vouloir donner la leçon à tout le monde sans toujours aller jusqu'au bout de leur logique, par exemple lorsqu'il s'agit d'imposer des limites de vitesse. Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat français à l'environnement, a réaffirmé, pour sa part, l'intention du gouvernement français de *« réduire de moitié les rejets toxiques de soufre d'ici à 1990 par rapport à ce qu'ils étaient en 1980 »*. *« Nous devons reconnaître*, a-t-elle dit, *que les pluies acides sont un des plus graves dangers pour l'homme et l'environnement auxquels nos pays ont eu à faire face depuis dix ans. »*

Même si personne ne s'attendait à voir des résultats spectaculaires sortir de Bavière, le simple fait d'avoir pu réunir sur ce problème concret autant de pays de l'Est et de l'Ouest est considéré de manière générale comme la marque d'une « volonté politique » nouvelle.

HENRI DE BRESSON.

(1) Autriche, Canada, Danemark, Finlande, France, RFA, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse.

AMÉRIQUES

Les contre-révolutionnaires nicaraguayens ne recevront plus d'aides spéciales des Etats-Unis

Le pasteur noir américain, M. Jesse Jackson, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1984, devait avoir ce *mardi 26 juin* à La Havane, un entretien avec M. Fidel Castro. Les autorités cubaines accordent une publicité exceptionnelle à cette visite sans précédent depuis un quart de siècle. M. Jackson avait auparavant rencontré, à San-Salvador, le président démocrate chrétien M. Napoléon Duarte, à qui il avait remis un message de la guérilla proposant l'ouverture de négociations sans conditions préalables. Le chef de l'Etat salvadorien a réitéré son refus de discuter *« les armes sur la table »*. M. Jackson terminera sa tournée centraméricaine par une escale au Nicaragua.

Washington. – La guérilla antisandiniste ne recevra pas les 21 millions de dollars d'aide supplémentaire que M. Reagan aurait souhaité *lui faire accorder* cette année par le Congrès. Elle risque ainsi de se trouver bientôt démunie et incapable de *continuer à exercer une pression militaire* sur le régime de Managua – ce dont la Maison Blanche avait fait *un élément esentiel de sa politique* centraméricaine.

Adoptés par le Sénat que contrôlent les républicains, et refusés par la Chambre des représentants où dominent les démocrates, ces subsides figuraient sur une loi de crédit où étaient également inscrits les 62 millions d'aide supplémentaire pour le Salvador (acceptés, eux, par les deux Assemblées) et d'importantes sommes destinées à des programmes sociaux à l'intérieur même des Etats-Unis et à la lutte contre la sécheresse en Afrique.

Le déblocage de l'ensemble de ces fonds était ainsi suspendu à la question du soutien financier aux *contras*, car les représentants n'entendaient pas revenir sur leur refus, tandis que M. Reagan ne voulait pas laisser retirer les 21 millions du *texte de loi*.

De notre correspondant

Après plusieurs semaines de bataille, le président a cédé. D'abord, parce que l'aide au Salvador se retrouvait elle aussi bloquée et ensuite parce qu'il était difficile à M. Reagan de justifier devant les électeurs la suspension d'importants programmes sociaux aux Etats-Unis... pour cause de nécessité stratégique aux frontières du Nicaragua.

Avec l'aval de la Maison Blanche, le Sénat a donc décider, le lundi 25 juin, par 81 voix contre 1, de sortir de l'impasse en renonçant à l'aide aux *« combattants de la liberté »*, comme les appelle M. Reagan. Officiellement, ce ne serait que partie remise; mais en réalité, il n'y a pratiquement aucune chance que l'administration se lance dans une nouvelle tentative avant l'élection présidentielle de novembre. Ce revers est d'autant plus lourd pour M. Reagan que, même s'il était réélu, il aurait *a priori* peu de possibilités de redemander l'année prochaine avec succès les crédits qu'il n'a pu obtenir cette année.

Même parmi les républicains, le soutien à la politique de pressions militaires indirectes contre le Nicaragua s'érode en effet régulièrement. La raison tient dans la crainte que, par glissements successifs, les Etats-Unis ne finissent par s'engager directement dans un conflit généralisé en Amérique centrale. La tendance de l'opinion, comme du Congrès, est, *en conséquence*, à pousser de plus en plus l'administration à accélérer vigoureusement les possibilités d'un règlement pacifique – quitte à accepter une consolidation du régime sandiniste, à la seule condition qu'il n'exporte plus sa révolution vers les pays voisins.

M. Reagan affirme, au contraire, sa volonté d'obliger – grâce entre autres à l'action des *contras* – les dirigeants du Nicaragua à se réorienter vers le pluralisme politique.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, avait réitéré ses exigences le 1er juin à Managua, lors d'un voyage surprise essentiellement destiné à rassurer l'électorat aux Etats-Unis. Cette visite a permis l'ouverture, le lundi 25 juin au Mexique, de nouvelles discussions entre les deux pays; mais il y a, pour l'instant, peu d'espoir qu'elles débouchent sur de véritables perspectives de détente.

BERNARD GUETTA.

EUROPE

Portugal

La détention prolongée d'Otelo de Carvalho provoque une effervescence dans les milieux militaires

Lisbonne. – Soupçonné d'être le *« chef intellectuel et exécutif »* des Forces populaires du 25 avril, une organisation clandestine qui a revendiqué plusieurs attentats commis au Portugal au cours des dernières années, le lieutenant-colonel Otelo de Carvalho risque une peine de dix à quinze ans d'emprisonnement.

Arrêté le 20 juin en compagnie de quarante-deux autres militants politiques, le stratège de la révolution d'avril était toujours au secret six jours plus tard. Durant toute cette période de garde à vue – *légalement prévue pour vingt jours, éventuellement renouvelable*, – « Otelo » est autorisé à s'entretenir quotidiennement avec son avocat, mais en présence d'un agent de la police judiciaire.

Aux termes de la loi portugaise, l'instruction durera quatre-vingt-dix jours. Les avocats disposeront ensuite de quatre mois pour contester les accusations. Après quoi, le détenu pourra être formellement inculpé et le procès ouvert.

Cependant, l'avocat d'Otelo de Carvalho conteste déjà la façon dont celui-ci a été arrêté. Une loi du 22 juillet 1977 détermine, en effet, que, *« hors les cas de flagrant délit, l'arrestation de militaires doit être précédée d'une autorisation délivrée par leurs supérieurs hiérarchiques »*. Or le chef d'état-major de l'armée de terre a précisé qu'il n'a pas été informé de l'arrestation.

Interviewé par le quotidien *Diario de noticias*, le directeur général de la police judiciaire a reconnu qu'il n'y avait pas de mandat d'arrêt contre l'ex-leader de la révolution d'avril au moment où l'opération a été déclenchée.

Le 20 juin à 6 h 30 du matin, des agents se sont présentés au domicile d'Otelo munis d'un mandat de perquisition. Seuls y auraient été trouvés deux pistolets et un fusil-mitrailleur – ce dernier offert par Fidel Castro, – toutes armes régulièrement enregistrées, et qui n'ont donc pas été saisies.

De notre correspondant

Selon le témoignage de Mme Saraiva de Carvalho, *tout s'est déroulé* de façon courtoise. Peu après, Otelo se rendit, comme d'habitude, à son bureau, la direction de l'artillerie. En début d'après-midi, trois agents de la police judiciaire civile, accompagnés d'un lieutenant-colonel, s'y sont présentés. Ils ont accompagné l'officer au siège de la police où il devait, a-t-on précisé, *« faire quelques déclarations »*. L'interrogatoire a duré quatre heures, au terme desquelles Otelo a été emprisonné.

Selon les juristes qui suivent le procès, seule la police judiciaire militaire serait légalement compétente pour *arrêter* des militaires en activité. Ce principe n'a pas été appliqué dans ce cas précis, ce qui suscite les *interprétations les plus variées*.

Le général Eanes, chef de l'Etat, a-t-il été mis au courant de cette arrestation ? Face au mutisme du président, certains journaux, invoquant des *« sources bien informées »*, assurent que le chef de l'Etat a appris la nouvelle par la presse.

Débarquant à Lisbonne le samedi 23 juin à la fin d'un voyage officiel en Corée du Sud et au Japon, le premier ministre socialiste, M. Mario Soares, s'est déclaré *« peiné »* par l'arrestation de celui qui *« a joué un rôle décisif lors de la révolution aux œillets »*. Etait-il au courant d'une telle arrestation ? Encore une question qui demeure sans réponse...

Pourquoi le gouvernement aurait-il lancé le parquet dans une telle action ? Certains considèrent que l'exécutif a voulu faire preuve d'autorité, alors que la situation économique du pays provoque une radicalisation générale. D'autres associent l'opération déclenchée contre les Forces populaires du 25 avril à la discussion, en cours au Parlement, d'une *« loi de sécurité »*. Ce projet, fortement contesté, y compris par des députés socialistes, autoriserait les écoutes téléphoniques, ainsi que des perquisitions et des arrestations sans mandat judiciaire.

Il est pourtant difficilement concevable que le gouvernement se soit engagé dans une affaire aussi délicate sans un minimum de certitudes. L'arrestation du plus charismatique des « capitaines d'avril » suscite déjà d'innombrables réactions dans le pays et à l'étranger, alors que, dans les milieux militaires, règne une réelle effervescence.

Plusieurs officiers amis d'Otelo reconnaissent sa *« naïveté »* et son *« volontarisme »*, et *admettent* par conséquent qu'il ait pu tomber dans un piège. Ils n'écartent pas la possibilité qu'Otelo ait pu participer à des réunions avec des membres des Forces populaires du 25 avril. Mais tous se refusent à l'imaginer associé directement à des actes de violence aussi graves que, récemment, en Alentejo, la mort, après l'explosion d'une bombe, d'un enfant de quelques mois : *« Cela ne cadre pas avec son tempérament on ne peut plus généreux »*, affirment-ils.

L'affaire, en tout cas, ne fait que commencer, et ses conséquences *sont imprévisibles*. Le 23 juin, le bureau de l'agence espagnole EFE de Lisbonne recevait un coup de fil d'une personne qui, au nom des FP 25 donnait au gouvernement un délai d'une *semaine* pour libérer Otelo. Si l'*ultimatum* n'était pas respecté, l'organisation menaçait de tuer d'abord le président de la République puis le premier ministre et le vice-premier ministre, ainsi que le chef d'état-major des armées...

JOSÉ REBELO.

AFRIQUE

Swaziland

La cession par Pretoria de 1 million d'hectares de terre est ajournée « sine die »

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. – *Le* ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud, M. Pik Botha, doit se rendre, jeudi 28 juin, à Mbabane, capitale du Swaziland, pour s'entretenir avec le premier ministre, le prince Bhekimpi Dlamini, de diverses difficultés *qui sont apparues* récemment entre les deux Etats. La première d'entre elles concerne la décision prise par Pretoria, le 19 juin, de dissoudre la commission Rumpff, – du nom du magistrat qui la préside, – chargée d'étudier la cession au Swaziland de près de 1 million d'hectares, à savoir la totalité du bantoustan de Kangwane, au *nord*, *et une partie* de celui du Kwazoulou, au sud-est, ce qui permettrait à ce petit royaume enclavé d'avoir accès à la mer, en l'occurrence l'océan Indien.

Cette commission avait été créée il y a un an pour tenter de sortir de l'impasse. Un projet qui, d'ailleurs, avait été condamné par la justice sud-africaine comme *« nul et non avenu »*, et avait soulevé de vives oppositions de la part des populations concernées, soit près de *1 million de personnes. Le premier* ministre du Kwazoulou, le chef Gatsha Buthelezi, a protesté à plusieurs reprises contre l'amputation de son territoire, affirmant que cela conduirait à un *« bain de sang »*, entre Zoulous et Swazis, qui *ont toujours eu des relations* difficiles.

Les autorités sud-africaines estiment maintenant que cette cession ne peut se faire sans la consultation des populations intéressées. Le Swaziland, qui désirait s'attirer les *bonnes grâces de Pretoria* en signant, en février 1982, un pacte de non-agression et en menant la chasse *aux militants de* l'ANC (Congrès national africain), se trouve ainsi floué, même si aucune réaction officielle *ne* traduit cette déception.

Il est vrai que depuis la signature de l'accord de Nkomati avec le *Mozambique, l'Afrique du Sud* n'a plus besoin d'un véritable Etat-tampon entre elle et son voisin *oriental*.

Le deuxième *sujet* qui sera vraisemblablement abordé a trait au limogeage, le 8 juin, de quatre *personnalités du régime* : le ministre des finances Sishayi Nxumalo, le ministre des affaires étrangères Richard Dlamini, le chef de la police *Titus Msibi, et* le *commandant en chef de l'armée*, Manenomeni Ndzimantse, soupçonnés d'avoir participé à une fraude estimée à 13 millions de rands (environ 90 millions de francs) au détriment de l'Union douanière d'Afrique australe, dont font partie *l'Afrique du Sud, le Swaziland*, le Bostwana et le Lesotho. Une commission d'enquête a été désignée pour rechercher les responsables de cette fraude et les mécanismes utilisés.

Enfin, les récentes tensions politiques *au Swaziland inquiètent* l'Afrique du Sud. Le conseil supérieur du royaume, le Likoko, organisme de seize membres composé de princes et de chefs traditionnels, a accusé les quatre personnalités relevées de leurs fonctions d'avoir *fomenté un coup* d'Etat *pour renverser* la régente Ntombi, qui assure le pouvoir depuis la mort du roi *Sobhuza II*, en août *1982*. Depuis cette époque, et en attendant que le futur roi, un adolescent, atteigne sa majorité, Mbabane est en proie à de *sévères* luttes d'influences. L'un des hommes forts du Likoko, le docteur George *Msimbi, a indiqué ce week-end* que *« des têtes allaient tomber »*. Selon un document confidentiel, cinq membres du Likoko étaient surpayés, car appointés de deux manières différentes sur des fonds publics.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Etats-Unis

M. EDWARD KENNEDY SOUHAITE REFAIRE L'UNION DES DÉMOCRATES AUTOUR DE M. MONDALE

« Il est temps maintenant de s'intéresser... à Ronald Reagan ». Par ces mots prononcés à Saint-Paul (Minnesota) en présence de M. Walter Mondale, *le sénateur* Edward Kennedy a, le lundi 25 juin, jeté tout son poids, en faveur de l'union des démocrates *face* au candidat républicain, l'actuel président des Etats-Unis. Ajoutant qu'il avait un *« réel et profond respect »* pour MM. Gary Hart et Jesse Jackson, le sénateur Kennedy a officiellement mis fin à la réserve qu'il avait si longtemps gardée dans le débat au sein du Parti démocrate, après qu'il eut lui-même renoncé, en 1982, à se *lancer dans la course à l'investiture*.

M. Kennedy semble aussi être à l'origine de la rencontre qui devrait avoir lieu ce mardi à New-York entre M. Mondale et M. Hart, principal rival virtuel de l'ancien vice-président lors de la convention *démocrate de San-Francisco, en juil*let prochain. L'hypothèse d'un « ticket » Mondale-Hart, pour la présidence *et* la vice-présidence, paraît faire des progrès. En tout cas, l'état-major de M. Hart a fait connaître, le 25 juin, que le sénateur du Colorado renonçait à contester la validité de quelque 600 délégués favorables à son principal adversaire, et dont l'élection aurait été obtenue grâce à des contributions financières illégales.

Actuellement, M. Mondale dispose du soutien de 2 050 délégués, alors que 1 967 voix sont nécessaires pour devenir candidat du Parti démocrate à la présidence. M. Hart, pour sa part, a environ 1 250 délégués, et M. Jackson de 300 environ. – *(AFP, Reuter.)*

Italie

APRÈS LE SUCCÈS COMMUNISTE AUX EUROPÉENNES

Des élections régionales partielles ont redonné au paysage politique son aspect habituel

De notre correspondant

Rome. – Les résultats des élections régionales qui ont eu lieu dimanche 24 et lundi 25 juin en Sardaigne et dans quatre-vingt-huit communes étaient attendus comme un test : les tendances esquissées par les élections européennes seraient-elles confirmées ? Bien que leur valeur soit limitée puisque deux millions *d'électeurs seulement étaient* appelés à voter, ces résultats sont sensiblement différents. Le léger *dépassement (0,3 %) de la démocratie* chrétienne par les communistes, enregistré il y a une semaine, ne s'est pas reproduit. En revanche, les petits partis laïques (républicain, libéral, social-démocrate et surtout socialiste) améliorent leurs positions.

Sans dépasser la DC (qui obtient 32,2 % des voix), le PCI n'en progresse pas *moins* de 2 points (*avec* 28,7 % des voix). Quant aux socialistes, ils augmentent aussi leur pourcentage de *1,9* point. La progression la plus remarquable est celle du Parti d'action sarde, qui obtient 13,7 %, soit 10 points de plus qu'aux élections régionales de 1979.

Ce succès permettra sans doute la formation d'un gouvernement régional de gauche en Sardaigne.

Ces élections régionales, qui, dans tout autre pays, n'auraient guère suscité qu'une attention discrète, avaient *pris en Italie une importance* particulière à la suite du succès – un peu vite qualifié d'*« historique »* – des communistes aux élections européennes. Les résultats électoraux de ce week-end contribuent de redonner au cadre politique sa *physionomie* habituelle.

Cette stabilisation du rapport de forces donne à penser que la « vérification » de la majorité que M. Craxi avait annoncée avant les européennes devrait avoir lieu dans un climat plus détendu. Dès mercredi, le président du conseil doit fixer avec les chefs des partis de la majorité la date de la rencontre. Dans *l'immédiat*, la démocratie chrétienne ne semble pas souhaiter mettre M. Craxi en difficulté. Mais il est vraisemblable qu'elle entend faire progressivement sentir, avec plus de force que par le passé, qu'elle reste le parti de la majorité *relative*.

Deux grands problèmes se posent au gouvernement Craxi. Le premier tient à la démission vraisemblable de M. Pietro Longo, secrétaire général du PSDI, ministre du budget, impliqué dans le scandale de la Loge P 2 par le rapport de la *commission* d'enquête parlementaire. M. Longo est soucieux de quitter le gouvernement avant qu'un vote au Sénat ne l'y contraigne.

Le second problème est l'attitude de M. Spadolini, ministre de la *défense, qui veut obtenir* de M. Craxi des engagements fermes (notamment sur la réduction du *déficit budgétaire*, encore dénoncé avec vigueur lundi par la Cour des comptes).

M. Natta à la tête du PCI ?

Le Parti communiste, dont le comité central se réunit ce mardi, doit procéder à la *nomination* du successeur d'Enrico Berlinguer. Il est désormais pratiquement certain que le nouveau secrétaire général sera M. Natta, *soixante-six ans*, responsable de la commission de contrôle, qui a toujours évolué dans l'ombre de l'ancien secrétaire du PCI, et qui apparaît par conséquent comme l'homme de la continuité. Il *ne semble pas que, dans l'immédiat, le PCI* envisage la nomination d'un secrétaire général adjoint. La nomination de M. Natta, souligne-t-on dans les milieux communistes, préserve les équilibres internes de celui-ci.

PHILIPPE PONS.

URSS

Quand quatre prix Nobel soviétiques veulent faire oublier l'affaire Sakharov...

Moscou *(AFP)*. – Quatre prix Nobel soviétiques ont demandé, lundi 25 juin, au président Reagan d'intervenir en faveur d'un *gréviste de la faim américain*, Leonard Peltier, dans ce qui apparaît comme une contre-offensive du Kremlin dans l'affaire Sakharov.

Leonard Peltier est un défenseur des droits des autochtones indiens, qui a été condamné aux Etats-Unis il y a huit ans pour l'assassinat de deux agents de la sûreté fédérale (FBI). Dans l'optique soviétique, sa condamnation est le fait d'un *« complot »*.

« Complètement épuisé, Peltier ne peut pas se mouvoir, entend mal et parle à peine », indiquent les quatre savants soviétiques, MM. Pavel Tcherenkov (prix Nobel de physique 1958), Nikolai Bassov et Alexandre Prokhorov (physique, 1964) et Leonid Kantorovitch (économie, 1975) – auxquels s'est joint le vice-président de l'académie des sciences d'URSS, M. Evgueni Velikov, – dans leur lettre citée lundi par *l'agence officielle* Novosti.

Les autorités de la prison de Springfield (Missouri) où Pelier est *incarcéré ont aussitôt fait* savoir qu'il avait cessé sa grève de la faim, entamée le 10 avril, le 22 mai.

Le porte-parole de la prison de Springfield a précisé que M. Peltier *« mangeait de sa propre initiative les repas réglementaires de la prison »*. Il a ajouté qu'il se trouvait toujours au centre médical de la prison, où *« son état de santé était surveillé »*.

Des tornades auraient fait quatre cents victimes dans le centre de la Russie

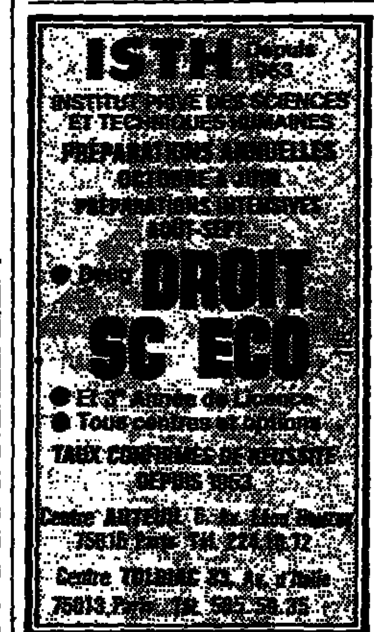
Moscou *(Reuter)*. – Plus de quatre cents personnes auraient *été tuées* par les très violentes tornades qui ont dévasté une partie du centre de la Russie au *début de ce mois, a-t-on indiqué* de source diplomatique, lundi 25 juin, à Moscou. Les diplomates ont précisé avoir appris de *responsables soviétiques que* la plupart des victimes avaient été signalées dans un ensemble de résidences secondaires, proche d'Ivanovo, à l'est de la capitale.

La presse soviétique a confirmé que des tornades avaient provoqué d'importants *dégâts matériels et avaient fait* de nombreuses victimes, mais n'a publié aucun bilan précis. Les mêmes sources diplomatiques ont indiqué que les services météorologiques avaient été complètement surpris par la catastrophe. Les autorités ne leur ont pas pardonné cette erreur et auraient immédiatement déclenché une campagne d'épuration.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• ATTAQUE REVENDIQUÉE. – *L'Unita* a revendiqué, dans un communiqué diffusé lundi 25 juin, une attaque contre un train, la semaine dernière, qui *transportait des troupes* angolaises et cubaines. Selon le mouvement rebelle angolais, l'attaque, qui se serait produite entre Luanda et Malange, aurait fait deux cent cinquante morts et quatre-vingt-quatorze blessés. Selon Luanda, il s'agirait d'un accident dû à un excès de vitesse et qui aurait fait cent trente-quatre morts.

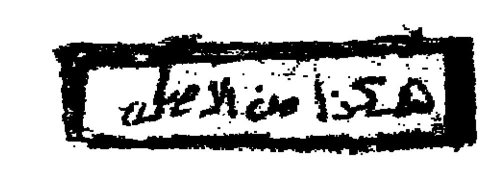


Irak

• ENLÈVEMENTS. – Deux techniciens travaillant en Irak, un Autrichien et un Allemand de l'Ouest, ont été enlevés, le 15 juin, par des éléments du Parti *démocratique kurde d'Irak*, apprend-on à Vienne. MM. Klaus Ecker, Allemand de trente ans, et Peter Starken, Autrichien de vingt-six ans, *travaillaient tous* les deux pour un projet, sur le Tigre, de la firme italo-allemande Gemund. Cinq autres Européens, de nationalité française, italienne et suisse, sont aux mains des Kurdes irakiens. – *(AFP.)*

Tchad

• *ADHÉSIONS A L'UNIR.* – Trois formations politiques ont rejoint, dimanche 24 juin, le nouveau mouvement (UNIR-Union nationale pour l'indépendance et la *révolution*) formé par le président Hissène Habré et ses partisans (*le Monde* du 26 juin). Il s'agit du « Frolinat originel » du docteur Abba Siddick, ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement de N'Djaména, du RUD (Rassemblement pour l'unité et la démocratie), de M. Djidingar, ministre d'Etat *chargé du développement rural*, et du RNDP (Rassemblement national démocratique et populaire), de M. Kassire Koumakoy, directeur de la Société *tchadienne* d'électricité. – *(AFP, Reuter.)*



EUROPE

Les finesses du socialisme hongrois

II. — *Les cousins pauvres et les « témoins »*

Les inflexions que certains dirigeants de Budapest tentent d'imprimer à la politique hongroise par rapport à la ligne orthodoxe dictée par Moscou se sont traduites ces derniers mois, entre autres, par une multiplication des contacts avec des dirigeants occidentaux (*le Monde* du 26 juin). Mais la marge est étroite : les « pays frères » veillent et jalousent ce voisin qui réussit mieux qu'eux.

De notre envoyé spécial JAN KRAUZE

Budapest. — Dire du mal de son voisin est d'une parfaite banalité. Mais il est déjà moins fréquent que des jugements désobligeants soient portés sur un pays dit « frère »; qui plus est devant un journaliste occidental. C'est pourtant de la bouche d'interlocuteurs officiels que l'on peut entendre à Budapest ces réflexions bien senties : *« La politique de Ceausescu est parfaitement ridicule. Il veut faire jouer à la Roumanie le rôle d'une France de l'Est, mais ce n'est pas crédible. »* Ou encore : *« Le mystère roumain, c'est qu'ils réussissent, avec de pareilles conditions naturelles, à ne dégager aucun excédent agricole... »*

Au siège du comité central, dans le bureau du chef du département international, il n'est pas question d'aller jusque-là. *« Ne dramatisons pas »* : les relations économiques avec la Roumanie sont satisfaisantes, les relations politiques sont suivies, en dépit de quelques différends. Mais dans tous les autres domaines, on l'admet, les problèmes sont *« assez graves »*.

Le vieux contentieux roumano-hongrois a été envenimé ces dernières années par des querelles d'historiens, les Hongrois acceptant mal que M. Ceausescu, emporté par son goût du grandiose, fasse « réécrire » l'histoire, y compris celle de l'Antiquité. Mais il y a aussi des raisons très simples. Une forte minorité hongroise (à Budapest, on parle de deux millions de personnes) vit en Transylvanie, c'est-à-dire en territoire actuellement roumain, et estime que ses droits nationaux sont bafoués toujours plus gravement, en particulier dans le domaine culturel (certains Roumains n'y voient qu'un juste retour des choses, après la domination magyare du siècle dernier). Et, comme la vie en Roumanie est incomparablement plus dure qu'en Hongrie, c'est une raison pour les Hongrois de Hongrie de plaindre ceux qui sont au-delà de la frontière.

Ce terrain miné est aussi un champ de discorde, en Hongrie même, entre les autorités et certains milieux intellectuels, plus ou moins proches de l'« opposition ». D'un côté, on estime, comme le ministre de la culture et de l'éducation, M. Köpeczi, lui-même né en Transylvanie, que faire trop de vacarme ne peut que nuire au sort des *Hongrois de Roumanie. Argument usé,* affirme de son côté le philosophe Gabor Miklos Tamas — Transylvanien lui aussi. Non seulement, explique-t-il, le pouvoir essaie d'étouffer, dans la presse ou les livres, tout ce qui pourrait sembler *« provocateur »*, mais encore il refuse d'accomplir un devoir élémentaire : celui d'accueillir ceux des Hongrois de Transylvanie qui, excédés, souhaitent émigrer.

La crainte des nantis

Au comité central, on ne cache pas que ce problème est *« difficile »*, mais sans s'étendre sur les raisons de cette difficulté. On préfère poser le problème autrement : *« Dans cette partie de l'Europe*, dit-on, *il faut assurer l'existence des minorités, et faire en sorte qu'elles puissent conserver leurs caractéristiques nationales. »* Et d'ajouter : *« Nous avions cru autrefois que le socialisme résoudrait le problème des nationalismes... »* On est loin d'être au bout du chemin. Pas étonnant dans ces conditions que certains Hongrois estiment que, dans cette affaire, les Soviétiques font tout pour entretenir les divisions, tandis que, selon une réflexion maintes fois entendue à Budapest, *« le seul moyen pour Ceausescu de rester au pouvoir, c'est d'agiter devant les Roumains le danger hongrois »*.

Les minorités hongroises ne se trouvent pas qu'en Roumanie. A une moindre échelle, le sort des Hongrois de Slovaquie suscite aussi beaucoup d'émotion, en particulier depuis une récente tentative, avortée semble-t-il, pour réduire à la portion congrue l'enseignement de la langue hongroise dans les écoles.

Mais la question des minorités n'est qu'un des éléments, pas forcément le plus important, affectant les rapports entre les Hongrois et les autres peuples de l'Europe socialiste. Car les Hongrois savent bien que leur relatif *bien-être fait des envieux*. Le spectacle de ces milliers de « touristes » qui envahissent les magasins de Budapest en quête d'une « bonne affaire », les trafics en tout genre qui ont pour cadre ce qu'on appelle le « marché du COMECON » (près d'une gare de Budapest), ne sont pas faits pour améliorer l'image des étrangers moins fortunés aux yeux des « nantis » hongrois.

Cette méfiance concerne en particulier les Polonais, d'autant que, du temps de l'existence légale de Solidarité, et pour prévenir la contagion, une habile propagande a tout fait pour accréditer l'idée que ces gens-là feraient mieux de travailler plus et de réclamer moins. L'argument a laissé des traces, même s'il est, dit-on, beaucoup plus répandu parmi les « petits-bourgeois » que chez les ouvriers ou les intellectuels. Mais au mépris se mêle parfois un peu d'envie. Même parmi ceux qui, instruits par l'expérience de 1956, limitent leurs ambitions à la seule réussite économique, on trouverait sans mal les signes d'une certaine « mauvaise conscience ».

Tout change évidemment quand on pénètre dans les milieux, étroits, de l'opposition. La Pologne reste un élément central de réflexion, et les nouvelles de là-bas occupent une grande place dans les publications clandestines. L'allusion à Solidarité est même évidente dans le graphisme du titre d'*Hirmondo*, un mensuel qui paraît à peu près régulièrement depuis le début de l'année, tiré à environ mille exemplaires.

Coup de semonce

Les activités plus ou moins légales n'ont en effet nullement cessé à Budapest, en dépit du net coup de semonce lancé l'an dernier par les autorités. Certes depuis la fermeture de la « boutique samizdat » — c'est-à-dire depuis que le pouvoir a chassé Lazlo Rajk (1) de l'appartement où étaient vendus, un soir par semaine, journaux et livres « auto-édités » — la distribution se fait plus discrètement. Mais elle n'a nullement disparu. Si la revue indépendante la plus connue, *Beszelo* (le Parloir), n'a pas reparu depuis près d'un an, il semble bien qu'un nouveau numéro soit en préparation. Et un opposant connu comme le loup blanc ne se gêne pas pour sortir de sa besace un exemplaire d'*Hirmondo*, qu'il laisse longtemps traîner sur la table, à la terrasse d'un café, en plein centre de Budapest...

La mésaventure survenue l'automne dernier à l'un des opposants les plus « engagés » dans l'édition indépendante, M. Gabor Demszky, avait inquiété. Violemment frappé par des policiers alors qu'il tentait de les empêcher de s'emparer de papiers personnels, il s'était retrouvé à l'hôpital, victime d'une commotion cérébrale, puis condamné à trois mois de prison avec sursis. Des procédés auxquels l'opposition n'était pas habituée, même si certains n'y voient qu'une « bavure » policière.

Cela n'a pas suffi en tout cas à décourager ce grand jeune homme aux allures de militant étudiant. Il fait moins que jamais mystère de ses activités, et vient de se payer le luxe d'un procès en appel. Naturellement, il l'a perdu. Si son avocat ne s'était pas départi d'une extrême prudence, lui-même avait dit ce qu'il voulait, devant une salle d'audience où avait pu pénétrer, à titre d'observateur, un avocat français. De là à penser que le pouvoir a compris qu'il a tout à gagner à en revenir à un jeu plus subtil...

Cela ne veut pas dire que l'opposition soit une activité « facile » : ses représentants les plus connus ont tous perdu leur emploi, et vivent d'expédients, dans la crainte permanente du coup de filet policier, qui, techniquement, ne présenterait sans doute guère de difficultés. Ici, comme ailleurs en Europe de l'Est, *certains rêvent parfois de souffler un* peu, de faire un séjour à l'Ouest, de se consacrer à leurs travaux intellectuels et pas seulement à un militantisme éreintant...

A quoi bon ce combat ? L'audience des ouvrages indépendants s'élargit doucement, mais elle n'atteint que quelques milliers de personnes. Parmi les objectifs mineurs, il y a celui de stimuler les éditions officielles, conduites à faire preuve d'un peu plus d'audace pour « résister à la concurrence ». Mais surtout il s'agit, là comme ailleurs, de témoigner, et c'est une question morale tout autant que politique.

Une pièce sur l'échiquier

Morales aussi, et parfois religieuses, les motivations de ces quelques dizaines de personnes qui s'entassent, un mardi sur deux, dans un appartement privé, pour participer aux réunions du SZETA, une organisation indépendante d'aide aux pauvres fondée en 1980 ; une initiative qui ne pouvait plaire à l'Etat socialiste, puisqu'elle mettait en lumière ses carences.

Une fois sur deux, on se réunit pour régler les problèmes concrets, la distribution de l'aide, et l'autre fois — c'est une innovation depuis quelques mois — pour entendre un exposé.

Il ne s'agit évidemment pas de répéter ce qu'on peut trouver ailleurs, et les sujets sont forcément « sensibles ». Un soir de mai, il devait être question de l'enfance inadaptée, mais l'orateur prévu a été averti qu'il perdrait son emploi, dans une institution spécialisée, s'il participait à la réunion. Un autre spécialiste, moins exposé dans son propre travail, est donc venu parler de l'alcoolisme, en particulier d'un camp de rééducation forcée pour alcooliques « asociaux » et de l'absurdité de ce camp.

Le propriétaire de l'appartement n'est pas là, mais il met son logis à la disposition du SZETA, par fidélité à l'ancienne occupante des lieux, fondatrice du SZETA, qui s'est suicidée. L'assistance est jeune, on achète des petits badges avec le sigle SZETA (*« Mais, vous savez, il vaut mieux l'accrocher sur la face cachée du revers du veston »*), ou bien un autre badge qui représente deux petites vagues bleues (il s'agit de protester contre le projet de construction d'un barrage sur le Danube, très redouté par les écologistes). Une petite pile de journaux a été posée discrètement sur une table par un membre de l'assistance ; elle aura disparu à la fin de la réunion. On se sépare en prenant rendez-vous pour la prochaine fois. L'orateur sera un prêtre.

Ce n'est pas cela, évidemment, qui mettra en danger le pouvoir populaire et le régime socialiste... Pourtant, là aussi, comme dans l'opposition proprement dite, on est à la merci d'une accentuation de la pression policière, d'un changement d'atmosphère, de vent, plus ou moins explicable. *« Nous sommes la pièce la plus facile à déplacer sur l'échiquier hongrois*, explique un sociologue « opposant ». *S'il faut donner un signal, à Moscou, ou au contraire à l'Occident, le plus simple est d'agir sur nous. Et pas forcément dans le sens que l'on croit, puisque nous pouvons servir de compensation : freiner la réforme tout en laissant un peu la bride sur le cou à l'opposition, ou bien le contraire. »*

Là comme ailleurs, le jeu est délicat. Ce que confirme à sa manière le ministre de la culture et de l'éducation, M. Köpeczi, qui fut étudiant à Paris.

Le pouvoir, explique-t-il, entend faire preuve de lucidité et de tolérance. Mais, dans un système de parti unique, le champ de la liberté d'expression politique est forcément limité. Et, si l'opposition considère qu'il n'est pas possible d'accepter ce système, *« alors le système se défend »*. *« Et puis à partir du moment où les textes de l'opposition sont diffusés par Radio Free Europe, où l'on en prend argument pour attaquer le camp socialiste, l'affaire cesse d'être strictement intérieure. »* Ce qui semble une manière délicate d'expliquer que, dans ce domaine comme dans tant d'autres, il ne faut pas trop taquiner le gros ours. Et aussi de suggérer que, si quelques intellectuels veulent se faire plaisir, pour des raisons morales, ils peuvent le faire sans trop de risque. Mais que, s'il leur venait l'idée de pousser un peu leurs ambitions, la réponse ne se ferait pas attendre.

Prochain article :

EN DEÇA DU RUBICON

(1) Fils du ministre de l'intérieur, ministre des affaires étrangères puis secrétaire général adjoint du parti, accusé de « titisme » et exécuté en 1949.

ASIE

Afghanistan

APRÈS SON OFFENSIVE DE PRINTEMPS

L'armée soviétique ne pourra se maintenir au Panshir qu'en y accroissant ses effectifs

L'offensive contre la vallée du *Panshir* a constitué la plus importante opération lancée par les Soviétiques depuis le début de la guerre en Afghanistan. Si rares soient les *informations sûres en provenance de* la zone des combats, elles n'en permettent pas moins d'avoir une idée assez claire, pour l'essentiel, de la *situation actuelle : les Soviétiques* occupent désormais le tiers de la vallée du Panshir, jusqu'aux villages de Astana et Barak inclus, ainsi que la basse *vallée d'Andarab; la* population du Panshir a quitté la vallée; le principal chef de la résistance dans la région, le commandant Massoud, *est vivant*, et *l'essentiel de ses* troupes est intact.

L'offensive soviétique avait été précédée d'une trêve d'un an entre le commandant Massoud et les forces d'occupation, dont tout indique aujourd'hui qu'elle a été mise à *profit par la résistance pour renforcer* son dispositif militaire et politique dans tout le nord-est de l'Afghanistan. Coïncidant avec un *durcissement général* de l'attitude de Moscou, c'est apparemment ce qui a conduit les généraux soviétiques à décider qu'il fallait « casser » Massoud.

Les opérations se sont déroulées en plusieurs temps, mais ont pris toute leur ampleur à la mi-avril avec l'intervention de bombardiers opérant à haute altitude et qui ont étendu un tapis de bombes sur le Panshir. Le 21 avril, une colonne blindée entreprenait de remonter les *vallées du Panshir et d'Andarab* tandis que des troupes héliportées, loin sur les arrières de Massoud, tentaient de fermer la nasse.

Les blindés ayant atteint sans problème les localités de Banu (dans l'Andarab) et Astana (dans le Panshir), les Soviétiques et les forces gouvernementales attaquent les *vallées adjacentes. Mais c'est à ce point* que l'offensive tourne mal : les groupes mobiles de Massoud contre-attaquent, les troupes régulières af*ghanes se débandent, et les Soviéti*ques subissent de lourdes pertes. Il semble qu'ils abandonnent les vallées adjacentes pour ne s'installer solidement que dans le bas Panshir.

Pour dresser un bilan de ces opérations, il faut savoir quels étaient les objectifs des Soviétiques et *quelle est la stratégie* de Massoud. Sur le premier point, il est impensable que les Soviétiques aient simplement désiré reprendre le Panshir, car *ils auraient pu le faire à moin*dres frais. L'armée soviétique peut circuler partout où un blindé peut passer. Ni les bombardements en altitude, *ni la fermeture du col d'An*joman, ni la prise de Khost-é-Féreng – abandonné par la suite – n'étaient nécessaires pour s'emparer du « *Panshir utile* ». *Occuper le terrain* relève d'une stratégie prénapoléonienne, et on sait que les Soviétiques sont férus de notre petit caporal. C'est donc que leur objectif *était ailleurs* : détruire, ou au moins asphyxier, les forces vives de l'adversaire. Or qu'ont-ils obtenu ? Exactement le retour à la situation de l'automne 1982, à la veille de la *trêve. C'est donc bien un demi*-échec pour Moscou.

Le piège évité

Comment Massoud a-t-il pu éviter le piège ? Selon les confidences faites à un Français qui l'a rencontré dans le Panshir en novembre 1983, *Massoud connaissait les grandes li*gnes et la date approximative de l'offensive soviétique, mais il en sous-estimait l'ampleur. Son plan était clair : vider et quitter le Panshir, établir la guérilla dans le quart nord-est du pays *en évitant les ba*tailles frontales, faire porter tout son effort sur les lignes de communications ennemies, c'est-à-dire l'axe Kaboul-Termez. Il a toujours été *conscient que la vallée du Panshir* pouvait se transformer en piège ; de toute façon, cela n'avait plus de sens de défendre un « bastion ». Dès no*vembre, Massoud commençait* à procéder à l'évacuation de la population civile (environ trente mille personnes sur les cent mille que comptait la vallée avant-guerre). *En février*, il évacue ses troupes, tout en gardant un rideau face à la base soviétique d'Anawa, à l'embouchure de la vallée. Le 20 avril, veille de *l'offensive, les groupes mobiles* détruisent entièrement un convoi au pied du Salang (1). Lorsque les Soviétiques attaquent, il n'y a presque plus personne dans le Panshir. Massoud attend que les Soviétiques *aient étiré* leurs lignes de communications et dispersé leurs forces pour contre-attaquer.

Même si Massoud a été surpris par les moyens mis en œuvre, il a su se *replier et préserver* l'essentiel de ses forces. Son problème n'est pas l'occupation du Panshir, considérée comme inéluctable depuis deux ans, mais plutôt la situation dans la vallée d'Andarab, où des groupes du Hezb-i islami ont collaboré avec les Soviétiques. Dans tous les cas, un Massoud évoluant dans tout le quart *nord-est est plus dangereux pour* les Soviétiques que s'il était enfermé dans son réduit du Panshir. D'autre part, la fermeture des voies de ravitaillement n'est pas un problème in*surmontable, dans la mesure* où la rusticité même de l'armement de la résistance la rend moins dépendante d'un approvisionnement extérieur et où d'autres voies *peuvent s'ouvrir*, plus longues certes, mais tout aussi sûres ; n'oublions pas qu'au temps de la trêve, le Panshir ne recevait pas plus de six convois par an. Enfin, les *faiblesses structurelles* de l'armée soviétique sont confirmées, malgré quelques progrès : centralisation, lenteur, lourdeur et absence de commandos mobiles et rapides.

Asphyxier la résistance

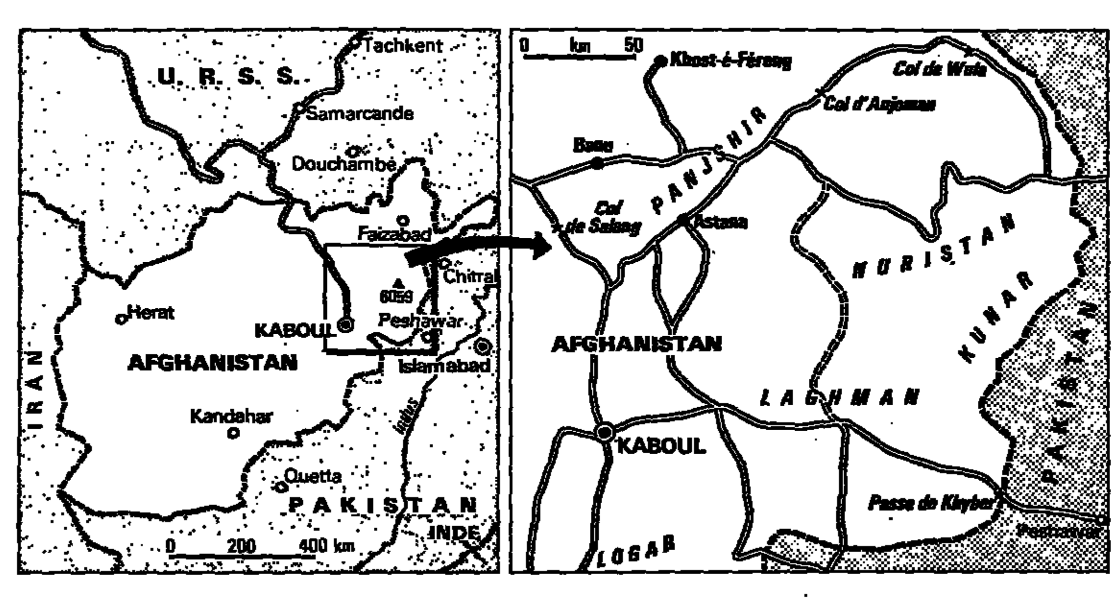
Comment l'offensive soviétique a-t-elle pu être *considérée comme* une victoire ? Beaucoup d'observateurs, d'abord, ignorent que dans une guerre de guérilla le terrain conquis compte moins que la mobilité des *troupes*. Il y a eu sous-estimation, ensuite, de la résistance afghane, qui, malgré ses défauts, dont l'improvisation n'est pas le moindre, a *fait ses preuves. Inversement, enfin*, a joué une sur-estimation de l'armée soviétique, dont on a du mal à admettre qu'elle n'a ni le moral, ni la discipline, ni *l'efficacité* dont la créditent la plupart des experts militaires occidentaux.

Que vont faire les Soviétiques ? Pour des raisons politiques (il ne faut pas paraître battre en retraite), *ils ne peuvent se retirer du Panshir*, qui en soi n'est pourtant d'aucune valeur stratégique à partir du moment où on tient son embouchure (ce que les Soviétiques avaient compris lors de la trêve). *Ce n'est pas la première fois que des considérations* de propagande entraîneront une erreur stratégique. Si les Soviétiques veulent tenir le Panshir, ils doivent y immobiliser des milliers d'hommes *ou y maintenir les meilleurs batail*lons de l'armée afghane, qui seront par conséquent inutilisables ailleurs. S'ils y mettent l'armée afghane ordinaire, les résistants seront de retour avant l'hiver. Même dilemme pour la population : *ne pas faire revenir* celle-ci, *c'est admettre que le gou*vernement est incapable de la contrôler ; la faire revenir, c'est se retrouver avec des réseaux résistants dans les jours qui suivent.

*Mais on peut être sûr que les gé*néraux soviétiques ont tiré les conclusions purement militaires de l'affaire. Comme on l'a vu, le but de *l'opération n'était pas simplement* de dégager les axes de communication, mais bien de réduire et d'asphyxier la résistance. Or, les Soviétiques n'ont pas utilisé assez d'hommes pour pouvoir réaliser un véritable blocus de la région. Les voies de ravitaillement de la résistance sont d'ores et déjà reconsti*tuées* (par d'autres chemins que les précédentes). Pour maintenir le blocus sur les voies déjà coupées et interdire les nouvelles, il faudrait des troupes plus nombreuses. De *quelque manière qu'on prenne* le problème, les Soviétiques butent sur la question des effectifs. Les maintenir à leur niveau présent, c'est s'interdire de détruire les forces vives *de la résistance. Dans le* course de vitesse entre la consolidation du régime et l'unification de la résistance, il est dangereux pour Moscou de se cantonner dans la *stratégie atten*tiste qui prévalait jusqu'à la dernière offensive. La septième offensive contre le Panshir a bien marqué un tournant dans la stratégie des Soviétiques, *mais ceux-ci ne se sont pas* encore donné les moyens de leur nouvelle stratégie. Cela ne saurait tarder.

OLIVIER ROY.

(1) La séquence a été montrée à Antenne 2 au journal *de midi* du 28 mai.



Inde

LES PÈLERINS ONT DE NOUVEAU ACCÈS AU TEMPLE D'OR D'AMRITSAR

New-Delhi *(AFP, Reuter)*. – Le Temple d'or d'Amritsar, au Pendjab, *qui avait été le théâtre, début juin, de* sanglants affrontements entre forces armées indiennes et militants sikhs, a été rouvert lundi 25 juin aux fidèles, *pour la première fois, pendant* trois heures. Quelque douze mille pèlerins se sont pressés à l'intérieur du sanctuaire. Un porte-parole du gouvernement du Pendjab a déclaré que les autorités espéraient pouvoir étendre progressivement les heures d'ouverture.

De nouveaux incidents ont eu lieu *près d'Amritsar : deux hommes ont* été abattus par des extrémistes sikhs, tandis qu'un sikh était tué au cours d'un affrontement avec les *forces armées. En revanche, une ten*tative d'attentat contre le propriétaire du groupe de presse Hind Samachar – dont le père et le grand-père ont déjà été assassinés – a *échoué*.

Des affiches et des drapeaux appelant à la création d'un Etat du Khalistan sont apparus dans certaines régions du Pendjab. Une centaine d'activistes *sikhs échapperaient encore aux recherches*.

Des *violences* ont *à nouveau* éclaté entre musulmans et hindous dans la région de Bombay. Deux personnes ont été tuées et quatre autres *blessées à Hubli ; des effectifs de* l'*armée ont été déployés dans* divers quartiers.

Enfin, en Assam, dans l'est du pays, des opposants à la présence d'immigrés bengalis ont fait exploser des *bombes*, qui ont *blessé* trois personnes.

PROCHE-ORIENT

Soudan

La fuite en avant du président Nemeiry

En dépit des difficultés que connaît le régime de Khartoum, le président soudanais Gaafar el Nemeiry a trouvé le temps de se rendre en pèlerinage à La Mecque afin de mieux marquer sa récente « conversion » aux idées de l'islam.

Après s'être entretenu avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite, il est arrivé mercredi 20 juin à Alexandrie pour une visite officieuse en Egypte, au cours de laquelle il s'est entretenu à plusieurs reprises avec le président Moubarak, avant de rentrer à Khartoum le 26 juin. A son arrivée à Alexandrie, le chef de l'Etat soudanais avait formellement démenti les informations au sujet d'un « *refroidissement* » de ses rapports avec Le Caire.

Ces paroles de circonstances ne peuvent cependant escamoter la réalité de la récente détérioration des relations entre Le Caire et Khartoum. L'introduction en septembre 1983 de la Charia (la loi islamique) au Soudan, a provoqué une vive irritation en Egypte, qui est liée avec le régime de Khartoum par une charte d'intégration qui *engage* les *deux* pays dans les domaines politique, économique, militaire et social. En conséquence, Le Caire n'a pas du tout apprécié le fait que Khartoum *se soit engagé* dans la voie de l'isla misation forcée de la société soudanaise sans l'avoir auparavant consulté, ainsi que le prévoit la *charte signée* en 1982. D'autant plus que le régime égyptien, qui affronte chez lui ses propres islamistes, ne saurait rester indifférent devant une *mesure qui renforce singulièrement* le mouvement fondamentaliste dans la vallée du Nil.

Le président Moubarak a multiplié depuis les démarches pour tenter de dissuader le chef de l'Etat soudanais de poursuivre son entre*prise* d'islamisation. Au lendemain du « *bombardement d'Omdourman en mars 1984 par un Tupolev libyen* », il s'est précipité à Khartoum, *tout en sachant que cette opé*ration n'avait nullement été montée par Tripoli, et a promis à son partenaire soudanais une aide militaire défensive. Mais les appels à la *modération qu*'il a prodigués n'ont pas été entendus. Le président Nemeiry a franchi, fin avril, un nouveau pas dans le processus d'islamisation en décrétant l'état d'urgence et en multipliant les mesures destinées à faire de Khartoum la capitale d'une nouvelle République islamique.

Tout semble indiquer, en effet, que le président Nemeiry est déterminé à proclamer la République islamique soudanaise, au plus tard en septembre prochain, à l'occasion du premier anniversaire de la promulgation de la Charia. Plusieurs mesures *ont déjà été prises dans* ce sens. Le gouvernement remanié au début de mai a été dissous et remplacé par un conseil de la République plus conforme aux principes de la Choura (consultation islamique). Le 6 juin, le chef de l'Etat, dont l'ardeur religieuse ne semble plus connaître de bornes, il prononce désormais des sermons comme les ayatollahs iraniens aux prières du vendredi pour exhorter les fidèles des mosquées « *à suivre les prescriptions du Coran et marcher dans la voie d'Adam, de Noé, de Moïse, d'Abraham, de Jésus et de Mohamed* » – a déposé devant l'Assemblée du Peuple une série d'amendements à la Constitution pour parachever l'islamisation du pays, ainsi *qu'un projet de révision* du système économique et social « *à la lumière de l'Islam et en accord avec le système de la zakat* (impôt *islamique*) ». Selon *Le Caire*, l'un des articles de la Constitution amendée proclamerait le président Nemeiry « *prince des croyants* » et « *imam des musulmans* ». *Le pré*sident Moubarak a marqué son mécontentement en boycottant le quinzième anniversaire du coup d'Etat *militaire qui a porté au pou*voir le chef de l'Etat soudanais.

On est persuadé au Caire que la soudaine conversion du chef de l'Etat soudanais est essentiellement une *démarche politique qui a pour* objectif de sauver le régime en ralliant autour de lui les forces religieuses les plus rétrogrades du pays.

L'embarras de Washington

L'embarras est tout aussi profond à Washington, qui est le principal fournisseur militaire de Khartoum. M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat aux affaires africaines, en visite officielle au Soudan au début *de mai* – son arrivée a malencontreusement coïncidé avec la première double amputation publique d'un Soudanais accusé d'avoir volé *10 dollars*, – n'a pas caché au président Nemeiry l'inquiétude des Américains devant la détérioration constante de la situation intérieure *et la montée de l'influence des fon*damentalistes islamiques dans le pays. Washington estime en effet que le pari du président Nemeiry, qui considère que l'unique remède à *tous les maux du pays* est l'islamisation de la société, accentue l'isolement du régime de Khartoum et consacre le divorce entre le Nord *musulman et le Sud* peuplé d'animistes et de chrétiens.

Les conseils de modération qui ont *été* prodigués à cette occasion par M. Chester Crocker ont, semble-t-il, eu le don d'irriter le président Nemeiry, qui, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion du quinzième anniversaire du coup d'Etat *militaire du 25 mai 1969*, a « *sommé* » la compagnie pétrolière américaine Chevron de reprendre ses activités dans le sud du pays, sous peine de se voir « *supplantée* » dans cette région par d'autres compagnies. Chevron avait dû interrompre en février ses travaux dans le sud du pays à la suite de l'attaque de *ses installations pétrolières dans* la région de Bentin par les rebelles du Sud, alors que la production de l'or noir était sur le point d'atteindre vers la fin de 1984 le stade de commercialisation.

Les Américains ont engagé dans cette entreprise des frais énormes, et ce n'est certes *pas* l'envie de commercialiser le pétrole qui leur fait défaut. Il est cependant impensable qu'ils puissent reprendre leurs activités sans *la protection* d'une force militaire, à laquelle ils seraient, tôt ou tard, forcés de participer, étant donnée l'inefficacité de l'armée soudanaise décapitée par les purges successives *qu'elle* a subies. C'est là une extrémité que Washington ne souhaite même pas envisager, estimant, il y a encore quelques mois, qu'un *accord aurait pu être conclu* avec les rebelles du Sud, si le président Nemeiry s'était montré plus souple et ne s'était pas engagé dans l'islamisation du Soudan, *qui a mis fin* à toute possibilité de négociation avec le Sud.

Reste l'Arabie Saoudite qui, théoriquement du moins, aurait dû être satisfaite du cours des événements à Khartoum. Il semble pourtant qu'il n'en est rien, et les dirigeants saoudiens paraissent tout aussi embarrassés que les Egyptiens et les Américains par le zèle de néophyte du *président* Nemeiry, *qui*, aux yeux de Ryad, ne possède aucune des qualifications propres à un chef religieux. Les Saoudiens détestent par ailleurs la *publicité tapageuse faite* à Khartoum autour des sanctions coraniques – flagellations et amputations notamment, – qui sont pratiquées en Arabie Saoudite avec un *maximum de discrétion*.

Les dirigeants saoudiens estimeraient en fin de compte que les conditions pour la création d'une république islamique, qui semble être l'objectif du président Nemeiry, n'existent pas actuellement au Soudan. *Ils rejoignent en* cela les thèses du chef spirituel et politique de la toute puissante secte religieuse des Ansars, M. Sadek el Mahdi, qui a été emprisonné en septembre dernier pour avoir dénoncé l'hypocrisie des mesures d'islamisation préconisées par le chef de l'Etat. La plupart des chefs religieux vraiment *représentatifs* du *Soudan mettent* d'ailleurs en doute la sincérité de la « conversion » du président Nemeiry à l'islam, estimant qu'il s'agit de sa part d'une fuite en avant destinée à éluder une solution rationnelle des nombreux et difficiles problèmes auxquels est confronté le pays.

JEAN GUEYRAS.

Israël

A L'APPROCHE DES ÉLECTIONS DU 23 JUILLET

Le gouvernement multiplie les dérogations à la politique de rigueur

De notre correspondant

Jérusalem. – Au fur et à mesure que l'on s'approche de l'échéance électorale du 23 juillet, le gouvernement de M. Itzhak Shamir multiplie les dérogations à la politique de rigueur instaurée par le ministre des finances, M. Igal Cohen Orgad, après son entrée en fonction en octobre dernier.

Depuis deux mois, le budget des subventions aux produits de base a été largement dépassé dans l'espoir de modérer la hausse des prix. Cet espoir a cependant été déçu. L'indice des prix du mois de mai, publié le 15 juin, a encore connu une hausse record de 14,2 %. Et l'augmentation *pour le mois de juin* sera sans doute du même ordre.

Dans l'immédiat, c'est à propos des salaires que le gouvernement de M. Shamir vient de lâcher du lest. Les négociations sur le renouvellement des conventions collectives, à quelques semaines des élections, ont inévitablement provoqué une vague *d'agitation sociale*. Les représentants syndicaux des différentes catégories de personnel dans le secteur public, dont les revenus avaient parfois été dépréciés de 10 % à 20 %, *ont tout naturellement* cherché à saisir l'occasion d'obtenir un réajustement des salaires. Les militaires de carrière ont été les premiers à avoir une augmentation allant jusqu'à 18 %. Puis ce mouvement a fait tache d'huile. Des grèves *ont* éclaté dans les administrations municipales et dans différents ministères, comme celui des affaires étrangères.

Cette vague d'agitation semble pourtant partiellement endiguée grâce à un accord-cadre *intervenu* le dimanche 24 juin, après vingt heures de *négociations* entre le gouvernement et les dirigeants de la centrale syndicale Histadrout. L'accord donne largement satisfaction aux revendications syndicales dans le secteur public. *Il prévoit* des augmentations de salaires de 15 %, avec une marge supplémentaire de 8 % négociable dans différents secteurs. Plusieurs *mouvements* de grève ont cessé, mais de nombreux syndicats refusent encore de souscrire à l'accord. C'est le cas des syndicats de journalistes de l'audiovisuel. La radio et la télévision ont même cessé de diffuser de la musique et des flashes d'information. Malgré les ordre de réquisition, cette grève a empêché, dimanche soir, le coup d'envoi de la campagne électorale à la télévision. Mais, à la suite d'un verdict de la Haute Cour de justice, des sé*quences filmées – produites par les* divers partis – ont été diffusées dès lundi soir.

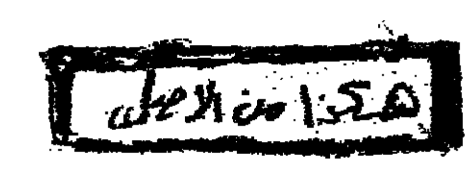
Une inflation de 1 000 % ?

Dans le secteur privé, on s'inquiète de cette soudaine largesse du gouvernement en matière de salaire. On affirme ne pas pouvoir y faire face. Et le président de l'Association des industriels, M. Elie Hourbitz, *n'hésite pas à prévoir que cette* hausse de salaires portera le taux d'inflation en Israël à près de 1000 %.

Il faut dire que, face à un front social en ébullition, le ministre des finances, *M. Igal Cohen Orgad*, est pris entre deux feux. Les *experts* et les hauts fonctionnaires de son ministère l'exhortent à ne pas céder et à s'en tenir à la politique de rigueur. *Plusieurs d'entre eux*, dont le directeur du ministère, M. Emmanuel Sharon, ont préféré démissionner plutôt que d'avaliser une politique *qu'ils désapprouvent. Mais*, d'autre part, les membres du gouvernement exercent des pressions sur M. Cohen Orgad afin qu'il desserre les écrous et donne satisfaction aux revendications d'un électorat *qui, selon tous* les sondages, délaisse de plus en plus le Likoud.

Au cours de consultations interministérielles, des projets d'amélioration de la situation *économique* ont été envisagés. Ces consultations s'accompagnent depuis plusieurs jours de rumeurs au sujet de nouvelles mesures fiscales *ou monétaires* qui pourraient être adoptées par le gouvernement avant les élections. De bouche à oreille, on parle d'une dévaluation de 20 à 30 %. Des informations alarmistes à ce *sujet* ont fait le tour d'Israël comme une traînée de poudre. Le ministre des finances a démenti tout en accusant l'opposition travailliste d'orchestrer aussi bien la vague *d'agitation que* la campagne de fausses rumeurs. Toujours est-il qu'un vent de panique financière a commencé à souffler sur le pays. On assiste à une véritable *ruée vers le dollar. Depuis que* le contrôle des changes a été rétabli, il y a près d'un an, le marché noir du dollar est à nouveau florissant et, à l'heure actuelle, connaît un véritable boum.

(Intérim.)



Le Monde

politique

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET LA MANIFESTATION DU 24 JUIN

L'opposition demande la dissolution la majorité s'interroge, l'opinion attend

La réflexion vient en marchant. Certains responsables de l'opposition en témoignent qui, après la manifestation du 24 juin, adoptent des positions pour le moins contradictoires avec leurs précédentes déclarations au lendemain des élections européennes.

C'est ainsi que M. François Léotard, secrétaire général du PR, après avoir affirmé, dans nos colonnes, que la question des alliances avec le Front national ne se posait plus au niveau national et qu'il était *« très réservé »* à l'égard d'alliances locales (*le Monde* du 20 juin), n'exclut pas aujourd'hui ces accords parce que, dit-il, il faut avant tout gagner en 1986.

C'est ainsi que le conseil politique du RPR, après que M. Jacques Chirac a souligné, toujours dans nos colonnes, qu'il fallait relativiser le vote du 17 juin, un vote, selon lui, sans conséquence sur les institutions et qui ne saurait justifier une demande de dissolution de l'Assemblée nationale (*le Monde* du 21 juin), juge aujourd'hui que le gouvernement n'est plus *« qualifié »* pour *« imposer »* ses projets et qu'il devra donc, s'il persiste dans ses intentions, recourir au référendum ou à la dissolution de l'Assemblée nationale.

M. Mitterrand, avant de se déterminer et avant éventuellement de changer de gouvernement, doit sans doute attendre que plusieurs débats viennent à leur terme. Il y a débat au sein du PCF, avec une forte pression contre l'actuel secrétaire général et une *interrogation de fond sur la ligne* politique.

Il y a débat au sein du PS : M. Chevènement repart à l'assaut de la politique Mauroy-Delors et prône, avec M. Servan-Schreiber, un « gouvernement de salut public ». Il y a débat enfin entre le PS et le gouvernement et au sein du gouvernement sur les choix budgétaires de 1985.

A cet égard, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, devait être reçu, mardi 26 juin, par le groupe parlementaire socialiste de l'Assemblée nationale, afin de *« plancher »* devant les députés PS sur le projet de budget pour 1985, dont l'élaboration, on le sait, est rendue encore plus délicate par l'engagement, pris par le président de la République, d'une baisse d'un point des prélèvements obligatoires. MM. Jean-Paul Planchou et Georges Sarre, députés socialistes de Paris, tous deux membres du CERES, nous exposent leurs réflexions sur le *débat en cours au sein du gouvernement* à ce propos, notamment au sujet de l'avenir de la taxe professionnelle.

M. PLANCHOU : « mieux d'Etat » et non « moins d'Etat »

« Si je conçois que se pose la question d'un allégement relatif des prélèvements, je ne peux m'empêcher de penser que cette préoccupation résulte d'abord de la très faible croissance économique que nous connaissons depuis un peu plus d'un an. En effet, au regard des fonctions de régulation, d'impulsion économique et de redistribution sociale qui sont dévolues en France aux administrations publiques, je ne trouve pas que le rôle de la puissance publique, des services publics, du secteur public, soient exorbitant, contrairement à ce que prétend la droite, surtout dans une période de crise, et pour sortir de cette situation de crise.

» Il y a sûrement des gains notables de productivité à réaliser dans les administrations. Il y a, à l'évidence, une efficience économique des aides publiques à améliorer, mais ce n'est pas en réduisant uniformément et brutalement les moyens matériels et humains que l'on parviendra dans les meilleures conditions au résultat souhaité, c'est-à-dire à une économie publique plus efficace. Une bonne économie mixte suppose un secteur public dynamique, au profit duquel l'Etat joue pleinement son rôle d'actionnaire, auquel il donne les moyens de son développement.

» La vraie question est de savoir jusqu'où on peut aller dans la réduction des dépenses publiques, sans que les capacités d'impulsion économique, de soutien au secteur public, soient entamées, sans coupes sombres dans les régimes sociaux, sans que la protection sociale soit gravement atteinte. Bref, sans que l'identité politique et sociale de la gauche soit atteinte.

» L'aménagement des dépenses publiques, s'il peut se faire, doit se faire dans le cadre d'une évolution, à moyen et à long terme, réfléchie, diversifiée, adaptée aux besoins. En résumé, je ne crois pas que, pour les dix à vingt ans à venir, un « mieux d'Etat » passe par un sensible « moins d'Etat ».

» A propos de la taxe professionnelle, il s'agit certes d'un mauvais impôt. Mais sa suppression ou sa réduction massive aurait des effets plus pervers encore : la dotation qui devra être obligatoirement offerte aux collectivités, en compensation, va freiner le mouvement de décentralisation, avec tous les mécontentements que cela risque de faire naître à l'encontre de l'Etat, qui ne sera jamais suffisamment généreux aux yeux des collectivités. Il n'y aura plus de lien entre ces collectivités territoriales et l'activité économique elle-même. Un critère de bonne gestion communale va donc disparaître, et je ne peux pas croire que, après que l'on aura supprimé un impôt local, on puisse, au bout de deux ou trois ans, en restaurer un nouveau qui soit, au surplus, meilleur.

» En outre, je demande comment on pourrait réaliser une réduction massive de cette taxe professionnelle sans un transfert massif de charges aux dépens des ménages. Il faut réduire les effets négatifs de la taxe professionnelle par une modification des assiettes, une uniformisation des taux, une révision des écrêtements.

» Quant à la baisse de l'impôt sur le revenu, il est nécessaire de l'envisager si l'on veut que les ménages bénéficient tangiblement de la réduction des prélèvements. Mais je ne crois pas qu'il faille aller trop loin dans ce sens si l'on ne veut pas tourner le dos à la réforme fiscale. »

M. Sarre : *le seuil du tolérable est franchi*

« La décentralisation va permettre un éclaircissement des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales. Cette redéfinition est d'ailleurs entamée ; les transferts de compétences en matière de formation professionnelle, puis d'action sociale, par exemple, ont été accompagnés de transferts de ressources correspondants. Cette clarification des rapports financiers doit se poursuivre, et elle doit porter désormais sur la taxe professionnelle.

» Nous sommes là au cœur de la question des prélèvements obligatoires. La taxe professionnelle représente près de 70 milliards et pénalise l'emploi. Il est vrai que des aménagements positifs sont intervenus récemment. Mais sa suppression ou sa réforme répondrait à l'exigence de baisse des prélèvements. A condition que les collectivités locales reçoivent évidemment des ressources correspondantes. Où les trouver ? Il ne s'agit pas de créer un impôt nouveau, car l'effet serait alors nul. Il ne s'agit pas davantage de procéder à des économies draconiennes sur le budget de l'Etat. Le seuil du tolérable est franchi dans ce domaine. Depuis des années, nous avons là le seul gisement fiscal exploité et utilisé par les gouvernements d'avant ou d'après le 10 mai. Et cela ne peut se faire qu'au détriment de l'école, de la culture, de la recherche, etc. Ce serait une démarche suicidaire, qui nous enfoncerait dans la crise.

» La solution peut résider dans le transfert aux communes de la perception d'un impôt national de volume et de rendement équivalents. On peut songer à l'impôt sur les produits pétroliers. L'équilibre serait ainsi maintenu au plan local, et l'indépendance des collectivités locales serait sauvegardée, du fait de la nature fiscale des ressources transférées.

» La suppression ou la réforme de la taxe professionnelle pour laquelle je milite serait compensée au budget de l'Etat par une réduction équivalente en volume de certaines subventions superflues aux entreprises.

» Mais pour qu'une telle opération ait un sens, il faudrait qu'elle s'inscrive dans une réforme fiscale plus profonde. C'est l'assiette des impôts qu'il faut modifier, tout autant que leur taux. Et on ne peut alléger la taxe professionnelle sans, dans le même temps, rendre plus juste la taxe d'habitation qui, actuellement, ne tient pas compte des revenus des assujettis. Il faut aller au-delà d'une simple opération comptable. »

POLITIQUE

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET LA MANIFESTATION DU 24 JUIN

M. Chevènement : *un changement d'idées, d'hommes et de méthodes*

M. Jean-Pierre Chevènement a présenté, mardi matin 26 juin, les résultats des premiers travaux du club République moderne, qu'il anime. Il a, à cette occasion, lancé un appel à la gauche et au président de la République. S'exprimant *« comme citoyen et non comme dirigeant d'un parti politique, mais sûr de traduire une sensibilité qui dépasse les clivages traditionnels »*, M. Chevènement a rappelé *« la nécessité d'un grand projet mobilisateur »*. *« Des choix difficiles et courageux doivent être faits. Ils incombent d'abord au président de la République »*, a souligné M. Chevènement, qui a ajouté : *« Les Français feront confiance au gouvernement qui prendra les moyens de sortir le pays d'une crise dont tout montre, hélas ! qu'elle nous frappera encore plus durement dans les années qui viennent, à défaut d'une riposte adéquate. (...) Ce serait une grave erreur pour l'actuelle majorité que de perdre de vue l'essentiel : les frontières de l'électorat ne sont pas des frontières intangibles. »*

L'électorat populaire

M. Chevènement a continué : *« La gauche n'est pas la gauche si elle ne parvient pas à nouer un dialogue direct avec le peuple. Il n'y a pas d'exemple qu'un gouvernement parlant le langage de la vérité et de l'effort ne trouve pas dans le peuple un puissant écho. Bâtir le peuple français comme acteur de son destin, tel est le défi auquel le gouvernement qui sera constitué par le président de la République devra répondre. »*

M. Chevènement a alors évoqué la constitution d'un gouvernement de salut public : *« Aujourd'hui*, a-t-il souligné, *la situation est grave, mais le pays ne le comprend pas parce que la menace ne revêt pas la forme traditionnelle d'une invasion étrangère. (...) Ce que le mouvement de l'opinion ne permet pas naturellement, les institutions en donnent cependant au président de la République la capacité. Mais la constitution d'un gouvernement de salut public, capable de transformer l'angoisse en action, impliquerait à coup sûr des changements profonds d'idées, de méthodes et d'hommes. »*

M. Chevènement a ensuite évoqué la nécessité de la remobilisation de l'électorat populaire : *« Il n'y a à proprement parler, glissement à droite. Il y a affaissement de la gauche »*, a-t-il affirmé à propos du résultat des élections européennes, avant d'ajouter : *« Il paraît clair que la politique économique actuelle ne diffère pas assez, dans ses objectifs et ses moyens, de celle de Raymond Barre (...) pour pouvoir être comprise et soutenue par l'électorat de gauche. (...) C'est cet électorat essentiellement populaire, frappé par le chômage et la baisse du pouvoir d'achat, que la gauche doit mobiliser à nouveau si elle veut gagner en 1986. »*

Après avoir évoqué l'affaiblissement du PCF, M. Chevènement a déclaré : *« Il faut parler au pays le langage du rassemblement en sachant à l'avance que le rassemblement est un itinéraire qui va de la gauche vers la droite. C'est en mobilisant la gauche au nom de l'intérêt général qu'on fera progressivement taire les intérêts particuliers et, par conséquent, reculer la droite. (...) Mobiliser les ressources morales, c'est accorder la priorité effective non pas à la lutte contre l'inflation, mais à la réduction du chômage. Mais, par ailleurs, il faut se défaire de l'idée qu'on pourrait en 1984 revenir en 1981. Le temps perdu ne se rattrape pas. Il faut tenir compte des choix faits et des nouveaux rapports de forces pour inventer une politique nouvelle. L'audace est devenue à l'évidence la plus grande sagesse. La gauche est aujourd'hui condamnée à innover. (...) L'emploi passe par la croissance. Il faut en prendre les moyens. (...) Dans le contexte actuel de guerre économique, les Français doivent se convaincre qu'il faut non pas travailler moins mais mieux, et le cas échéant davantage. (...) Evitons de chercher le salut dans un système électoral. Aucun mode de scrutin n'a jamais permis de gouverner s'il n'existe pas, pour ce faire, une majorité dans le pays. Ce n'est pas en brouillant les cartes que la démocratie se sauvera. Certains fondent leurs espoirs sur une problématique restructuration du champ politique, comme si la IV[e] République pouvait être ressuscitée. Ce serait se fourvoyer.*

» La bipolarisation gauche-droite s'enracine dans deux siècles d'histoire. Les institutions de la V[e] République, de par leur fonctionnement, ont ancré cette distinction dans un système de deux coalitions rivales, chacune dominée par un parti. Ce système permet l'alternance démocratique.

» C'est un legs à ne pas gaspiller. (...) Pour enraciner l'alternance démocratique comme un phénomène normal, la gauche doit remporter une nouvelle victoire et montrer que son passage au pouvoir n'est en rien un phénomène conjoncturel.

» Le faible score réalisé par la liste centriste montre, à l'évidence, qu'il n'y a d'issue qu'en avant et non au centre. »

« Le principe majoritaire mérite d'être conservé sous réserve de redécoupages électoraux », a conclu M. Chevènement, qui a souhaité l'introduction d'*« une dose de proportionnalité »*.

« Le président est très bon dans les épreuves »

Au cours de sa conférence de presse, l'ancien ministre d'Etat a affirmé que *« si le président de la République juge que M. Michel Rocard est le mieux placé »* pour animer le gouvernement de *« salut public »* qu'il préconise, non seulement il *« n'y ferait pas obstacle »*, mais il ferait tout ce qui est en son pouvoir pour *« assurer sa réussite »*.

A propos de M. François Mitterrand lui-même, M. Chevènement a affirmé : *« Le président de la République est très bon dans les épreuves. Comme les épreuves sont devant nous, je ne doute pas qu'il sera à la hauteur. »*

Il a estimé, toutefois, que la baisse d'un point des prélèvements obligatoires annoncée par M. Mitterrand pour 1985 est *« irréaliste si l'on considère que cela peut être atteint autrement que par une croissance plus rapide, d'au moins 3 % par an »*.

M. Léotard : *si M. Mitterrand nous oblige à faire alliance avec M. Le Pen...*

Invité, lundi 25 juin de « Face au public » sur France-Inter, M. François Léotard, secrétaire général du PR a déclaré que *« si M. Mitterrand décide d'un mode de scrutin qui nous oblige à faire alliance avec M. Le Pen, bien évidemment, nous essaierons de répondre à ce mode de scrutin. »* Pour les élections locales à venir, il a précisé qu'il jugera *« cas par cas, selon l'ampleur du risque que font peser les communistes et les socialistes sur la démocratie des Français (...). Il y a chez M. Le Pen des gens qui n'ont jamais fraudé sur le plan électoral, qui ont des convictions souvent très proches des nôtres »*, a-t-il souligné.

Quant aux élections de 1986, *« le problème est simple »*, a affirmé M. Léotard : *« Est-ce que cela peut continuer ainsi, ou est-ce que cela doit s'arrêter ? Je dis simplement : nous voulons arrêter cette expérience qui devient tragique pour la France. Et nous allons le faire avec tous ceux qui se reconnaissent dans notre projet politique. »*

Le secrétaire général du PR s'est étonné que l'on veuille *« faire un procès d'intention »* à l'opposition en *« l'accusant d'alliances immorales »* alors que *« le pouvoir, depuis trois ans ne fait que cela, s'est associé à des gens qui fraudent systématiquement, des gens qui sont des totalitaires reconnus comme tels »*. Il a poursuivi : *« La question n'est pas de savoir si l'on fait alliance ou non parce que à cette question c'est M. Mitterrand qui a la réponse (...). M. Le Pen n'existait pas en termes de force politique le 10 mai au soir. Il a marqué un essai grâce aux socialistes. Je demande simplement à M. Mitterrand de faire en sorte que M. Le Pen ne puisse pas transformer cet essai. »*

Commentant le débat qui s'est instauré à l'UDF entre partisans de MM. Giscard d'Estaing et de M. Barre, M. Léotard a sévèrement critiqué ceux qui se font aujourd'hui *« les tenants vertueux d'une indignation contre le retour éventuel »* de M. Giscard d'Estaing alors qu'ils lui *« doivent toute leur carrière politique »*. *« Toutes les déclarations, qui sont trop faites en termes de carrière ou de ralliement à telle ou telle personnalité, sont à mon avis mauvaises. Il faut faire très attention actuellement. Beaucoup d'hommes politiques ont le complexe du 18 juin. Ils campent à côté du micro en se disant : Il faut que je sois là si jamais il y a une déclaration à faire pour ne pas rater l'événement. »*

Le secrétaire général du PR tout en réaffirmant sa fidélité à M. Giscard d'Estaing : *« Je n'ai pas l'intention d'échanger mon droit d'aînesse contre un poste de secrétaire d'Etat »*, a précisé, faisant référence au Tour de France : *« Je ne suis pas un porte-bidons. Je veux être l'un des porte-parole d'une génération. Cette génération aspire à une chose : pouvoir s'exprimer sur elle-même, sur ses propres thèses avant même de choisir d'une façon rapide, et pour l'instant illusoire, un présidentiable. »* Il a ajouté : *« Certains d'entre nous pratiquent l'assistance, ils vont se réfugier derrière quelqu'un souvent parce qu'ils n'ont pas d'idées en pensant qu'un autre les aura à leur place. C'est fâcheux. Je ne pense pas qu'il y ait pour l'ensemble de l'opposition de sauveur suprême. M. Barre, pas plus qu'un autre. »*

LE RPR : le gouvernement n'est plus qualifié

Le conseil politique du RPR, réuni lundi soir 25 juin sous la présidence de M. Jacques Chirac, a notamment souligné : *« La démocratie repose sur un contrat de confiance entre le chef de l'Etat et la nation. Telle est la règle fondamentale de la V[e] République qui a été énoncée et respectée par son fondateur le général de Gaulle. Ce contrat serait rompu, les institutions menacées et la démocratie bafouée si les leçons du verdict du 17 juin rendu par le suffrage universel n'étaient pas tirées sans délai. Ce verdict a été largement confirmé lors de la manifestation du 24 juin pour la défense d'une liberté fondamentale.*

» Au lendemain de ces élections et de cette manifestation, le conseil politique du RPR considère que rien ne peut plus être comme avant. Le gouvernement a certes le pouvoir légal de gérer les affaires courantes, mais il n'est plus qualifié pour imposer des projets qui portent atteinte aux bases essentielles de notre société démocratique. Le conseil politique considère que toute initiative nouvelle dans ce domaine devrait recueillir, soit l'approbation de l'opposition, désormais majoritaire dans le pays, soit être précédée du recours au suffrage universel par le référendum ou la dissolution de l'Assemblée nationale. »

47 % DES FRANÇAIS SONT OPPOSÉS A UNE DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Selon un sondage de la SOFRES, une grande majorité de Français (79 %) considèrent que le résultat des dernières élections européennes constitue un *« échec »* pour le président de la République, mais 47 % sont opposés à une dissolution de l'Assemblée nationale et à des élections législatives anticipées (35 % sont pour).

D'après cette enquête réalisée du 19 au 21 juin auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publiée par *le Figaro*, 88 % des Français estiment également que le score de M. Marchais est un *« échec »*. Ils sont respectivement 79 %, 62 % et 85 % à considérer que ces élections sont un *« succès »* pour M[me] Veil, pour M. Chirac et pour M. Le Pen.

M[me] GOMEZ : le RPR a fait le lit de M. Le Pen

M[me] Francine Gomez, dont la liste Réussir l'Europe a obtenu 1,89 % des voix, estime dans *le Quotidien de Paris* daté du 26 juin que *« diverses analyses du scrutin sont* [pour elle] *plutôt encourageantes »*, notamment les votes de jeunes et d'agriculteurs.

Après avoir expliqué la modicité de son score par un affinage insuffisant et par le fait que la presse nationale l'a desservie, M[me] Gomez ajoute : *« Les industriels n'ont pas voté pour notre liste de professionnels, ils ont obéi aux mots d'ordre des syndicats patronaux comme la CGPME et le SNPMI et des mouvements dit socio-professionnels. Ils sont heureux de la victoire de M. Le Pen. »* A ce propos, elle affirme : *« C'est le RPR via M[me] Veil qui a fait le lit de Le Pen. La notion de vote utile a marché plein pot. Sans cet appel au vote utile, dirigé contre nous, « petite liste inutile », le Front national n'aurait jamais atteint ces 11 %. »*

« Ensuite, poursuit-elle, les médias ont fait de Jean-Marie Le Pen une vedette, une star. Je n'ai jamais eu, moi, la couverture de Magazine-Hebdo. Enfin, la gauche lui a donné un coup de main en allant le castagner lors de ses meetings et en le transformant en martyr de la « liberté ». »

Avant d'assurer qu'elle *« continue absolument son action politique »*, et que son mouvement est *« une voie différente »*, elle juge que l'élection du 17 juin est *« une catastrophe européenne »*. M[me] Gomez poursuit : *« L'opposition va être représentée au Parlement européen par un ramassis de cloportes. Ils ont fait de cette élection une affaire personnelle. Ils vont continuer à ne rien faire, sinon de la paperasserie et des dépenses. »*

● *Précision.* — Après notre article intitulé *« Chez les socialistes : le PC fait « plonger » la gauche »* (*le Monde* du 21 juin), M. Alain Billon, député PS du dix-neuvième arrondissement de Paris, dont nous écrivions que dans sa circonscription *« près de 20 % »* des suffrages s'étaient portés sur M. Le Pen, nous prie de préciser que le chef de file du Front national a recueilli 16,40 % des suffrages dans sa circonscription.

« Chaque camp doit faire des efforts » *déclare le porte-parole du gouvernement*

Commentant le déroulement de la manifestation du 24 juin, le porte-parole du gouvernement, M. Roland Dumas, a fait, lundi 25 juin, la déclaration suivante : *« La France est un pays libre : on y débat et on y manifeste librement. Le gouvernement, parce qu'il est garant des libertés républicaines, a d'ailleurs veillé à ce que la manifestation de dimanche, pour une liberté qui n'était nullement menacée, se déroule correctement. Ce fut le cas. Il est donc vain de lui faire un procès sur le thème de la liberté.*

» Cette liberté, pour laquelle tant de combats ont été livrés dans le passé, appartient aujourd'hui à tous les Français. Nul ne la détruit en particulier. Personne ne peut s'en arroger la défense exclusive.

» Aussi, après la manifestation de l'enseignement privé, le gouvernement réaffirme une nouvelle fois que la liberté n'est pas en cause et que la paix scolaire est un impératif. C'est le sens du projet de loi qu'il a déposé devant le Parlement. Ce texte reconnaît la liberté de l'enseignement, c'est-à-dire la liberté pour les parents de choisir l'école de leurs enfants, la liberté pour les enseignants d'opter pour un statut protecteur, la liberté pour les communes d'aider les établissements privés pour une fraction résiduelle de leurs dépenses.

» Ceux qui ont la patience et l'honnêteté de lire le projet de loi savent donc que demain il n'y aura rien de changé : les enfants iront dans les mêmes écoles, les écoles recevront toujours de l'argent public, les maîtres continueront à être payés. M. Guiberteau le reconnaît, mais s'inquiète des conséquences à terme de la loi, c'est-à-dire qu'il redoute que, dans huit ou dix ans, les communes ne puissent suspendre leurs subventions si moins de la moitié du personnel enseignant n'a pas opté pour la titularisation. Mais il faut alors rappeler que ces subventions des communes représentent à peine 2,5 % des aides publiques aux écoles privées : 500 millions de francs sur 18 milliards.

» Aussi, non seulement l'échéance est lointaine (d'ici là rien de changé), mais les sommes éventuellement en cause sont dérisoires (2,5 % des aides publiques). Est-ce pour cela que près d'un million de Français ont manifesté dimanche ? A moins que certains n'aient voulu les utiliser pour des raisons politiques qui n'avaient que peu de choses à voir avec le texte du gouvernement.

» Aujourd'hui, c'est au Parlement de se prononcer. Tel est le jeu normal en démocratie. Le gouvernement présente des projets de lois, le Parlement les amende, puis les vote.

» Il est temps, comme le dit Pierre Daniel, de « se libérer des passions et de se tourner enfin vers les jeunes et leurs besoins », bref d'en revenir à l'essentiel : préparer l'avenir et non solder les comptes du passé. Point n'est besoin de rappeler les onze millions de signataires qui s'opposaient, au nom des valeurs laïques, à la loi Debré en 1959. Le moment est venu de calmer le jeu.

» Le gouvernement a fait un choix : l'établissement de la paix scolaire. Il mesure les difficultés de l'établir, tant sont encore vivaces les querelles du passé et profondes les divisions entre les Français sur la question de l'école. Le projet de loi est un équilibre. C'est un projet qui s'inscrit dans l'histoire. Chaque camp doit faire des efforts. Le premier, et il est minimal, est de lire le texte. Le second est d'accepter certaines obligations contre des garanties fondamentales. Enfin, dans cette affaire, nul ne doit vouloir gagner ou s'imposer. Si l'on veut plus de liberté, il faut aussi plus de démocratie. »

Les limites du débat communiste

(Suite de la première page.)

Certains, pourtant — c'est le cas, notamment de M. Anicet Le Pors, membre du comité central, secrétaire d'Etat à la fonction publique, — avaient émis le souhait d'un débat portant aussi sur la *« ligne »*, et le bureau politique lui-même avait indiqué, de façon quelque peu ambiguë, dans sa déclaration du 19 juin, à propos de l'analyse des causes *« les plus générales »* du recul communiste, faite au vingt-quatrième congrès : *« Il convient de reprendre cette analyse, en tenant bien compte des évolutions profondes et complexes de la société française. »*

L'analyse des causes du recul est, évidemment, inséparable de la « stratégie » qu'elle permet de définir. En insistant sur la validité des conclusions du vingt-quatrième congrès, le rapport de M. Poperen précise les intentions de la direction, qui exclut du débat l'orientation elle-même et limite la discussion à sa mise en œuvre. La direction ne souhaite donc pas, au moins à l'étape actuelle, engager ouvertement une confrontation, au sein du parti, entre les différentes lignes qui y transparaissent dans les propos et les comportements.

Cette prudence se retrouve dans les considérations que contient le rapport, relatives au fonctionnement du parti. Loin d'envisager des *« modifications »* du centralisme démocratique, comme l'avait fait M. Pierre Juquin, le 24 juin, à Limoges, le texte de M. Poperen se borne à évoquer le fonctionnement collectif du parti à la base, c'est-à-dire au niveau des cellules, invitées à s'ouvrir davantage vers l'extérieur et à mieux appréhender les préoccupations et les aspirations des milieux dans lesquels elles s'insèrent.

Il est probable que les propos de M. Juquin ont été ressentis comme l'annonce maladroite d'un nouveau délestage doctrinal, qui, huit ans après l'abandon de la notion de dictature du prolétariat, risquerait d'apparaître comme un aveu de faiblesse. Le coup d'éclat de 1976 avait été, au contraire, une démonstration de force de la part d'une direction qui avait déjà dû, cependant, lancer un débat écran sur la morale pour rétablir, dans l'appareil, une cohésion ébranlée par le renoncement à une référence fondamentale du mouvement communiste.

Temporiser

L'ensemble des responsables et des cadres du PCF étant désignés et exerçant leurs responsabilités en fonction du centralisme démocratique, toucher à ce principe reviendrait à leur imposer une sorte de constat d'échec, devant lequel la direction peut craindre qu'ils ne regimbent. Ils pourraient être tentés d'y voir un fâcheux gadget, dont tout l'effet serait de les déstabiliser, en éludant les responsabilités propres de la direction dans les difficultés que connaît le parti.

Cette hypothèse semble donc, pour le moment, elle aussi écartée. De même, le rapport de M. Poperen, en mettant en avant la responsabilité collective de la direction et en dénonçant les « attaques » visant M. Georges Marchais, met en garde les communistes contre le débat *« sur les personnes »*, évoqué la semaine dernière. Au total, la position du bureau politique, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, consiste à donner des garanties aux responsables et aux cadres, en replaçant la situation du parti dans la perspective des échéances induites par sa participation au gouvernement, qui n'est pas mise en cause, et en limitant le champ du débat du congrès.

Plus rassurante pour les partisans du *statu quo* que pour ceux qui estiment urgent de *« tout mettre à plat »*, selon une formule de M. Le Pors, la position de la direction peut provoquer, de la part des seconds, une réaction qui pourrait s'exprimer au comité central. Il n'est pas sûr, en effet, que les apaisements donnés sur le caractère inévitable d'une temporisation, qui n'hypothéquerait pas les débats futurs, convainquent ceux qui jugent qu'il faut, au contraire, saisir dès maintenant l'occasion d'évolutions indispensables. Les interventions qui seront faites en ce sens et la publicité qui leur sera, éventuellement, donnée permettront d'apprécier les chances du *« débat de fond »* annoncé la semaine dernière.

PATRICK JARREAU.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Tribunal de commerce de Paris, jugement rendu le lundi 16 mai 1983, 10[e] Chambre,

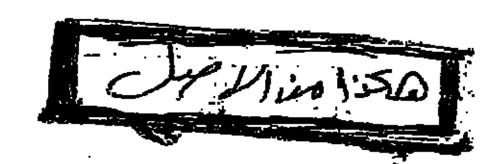
Entre

La S.A. FRANÇAISE HELITA, siège social à 75007 Paris, 116, rue du Bac, *demanderesse, assistée de* M[e] P. LENOIR, avocat,

Et la société FRANKLIN FRANCE, *siège social 49, rue de Patay,* 75013 Paris, défenderesse, assistée de M[e] BURGUBURU, avocat.

Le Tribunal dit HELITA mal fondée en sa demande de concurrence déloyale, elle en sera déboutée d'autant plus qu'elle n'a qu'à s'en prendre à elle-même d'avoir volontairement provoqué les circonstances qui ont entraîné la création d'un nouveau concurrent dont la loyauté n'est pas mise en doute. Le Tribunal se doit de relever la manœuvre de dénigrement à laquelle HELITA s'est livrée en diffusant dans la clientèle la mesure d'instruction représentée par le constat d'huissier qui laisse entendre que FRANKLIN se serait livrée à des faits répréhensibles à son égard, avant que le Tribunal ne se soit prononcé au fond sur des faits dont l'absence de caractère déloyal vient d'être démontrée. Ces manœuvres constituent bien le délit de concurrence déloyale commis par HELITA à l'encontre de FRANKLIN dont le Tribunal la dira coupable.

Le Tribunal dispose de suffisamment d'éléments pour dire bien fondée la demande de FRANKLIN en 25.000 F de dommages-intérêts, en application de l'article 700 du NCPC et il accueillera cette demande.



La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW YORK • ROME

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e *(ouvert en juillet et août)*

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au **samedi inclus** de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau - Gaîté - Edgar Quinet. Autobus : 28 - 38 - 58 - 68. SNCF : Gare Montparnasse.

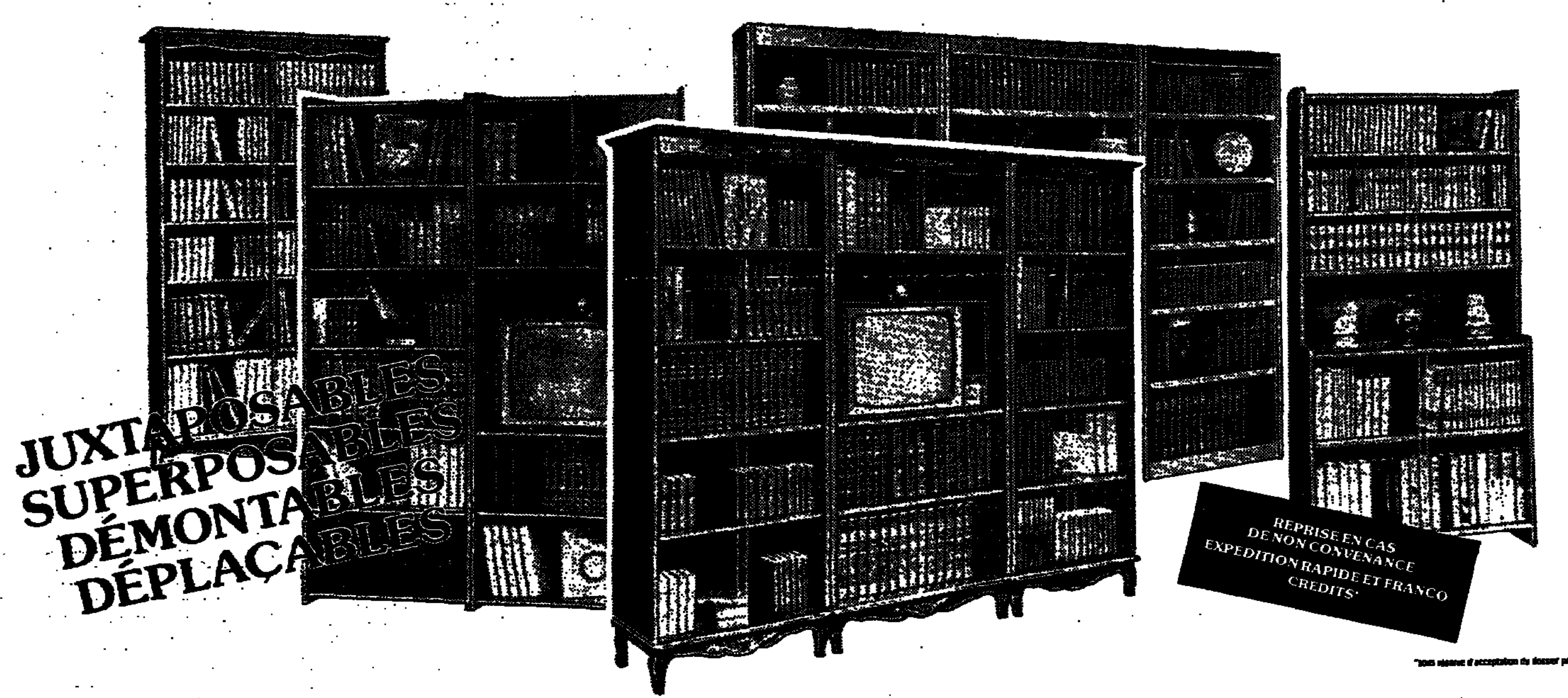
PROFITEZ DES VACANCES...

pour choisir, composer, organiser ou agrandir votre bibliothèque.

Pendant les vacances, La Maison des Bibliothèques présente dans ses magasins (voir encadré ci-dessous)

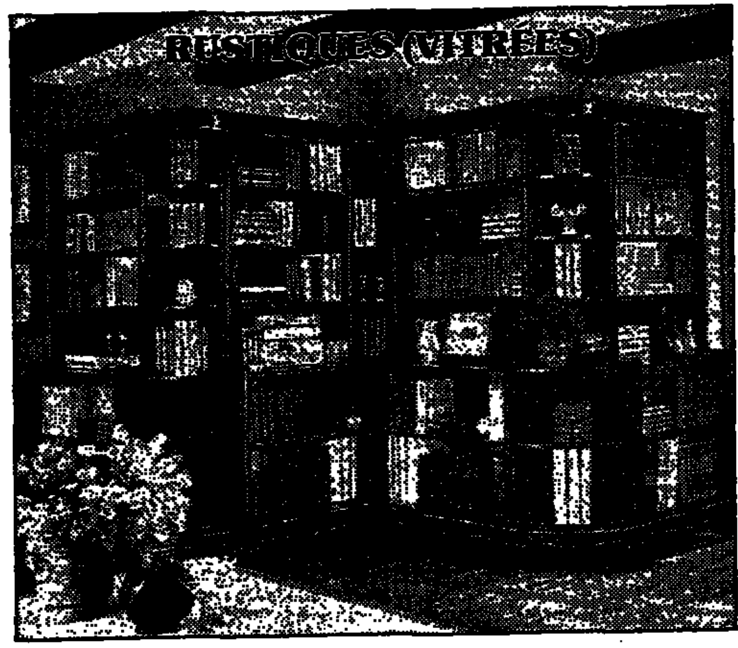
TOUTES SES NOUVEAUTES

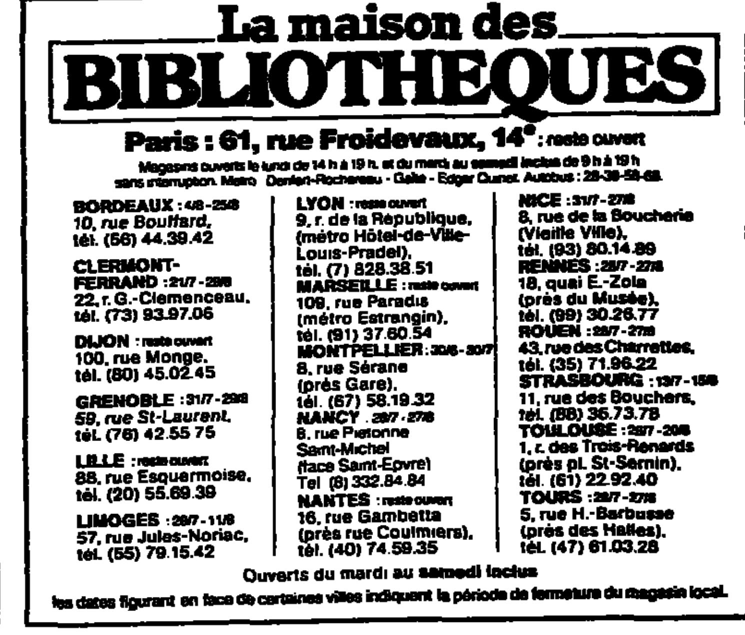
Nouveaux modèles - Nouveaux coloris - Nouveaux accessoires et ses lignes traditionnelles



12 LIGNES - 450 MODÈLES VITRÉES OU NON







La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e : reste ouvert

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. Métro Denfert-Rochereau - Gaîté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

BORDEAUX : 4/8 - 25/8
10, rue Bouffard,
tél. (56) 44.39.42

CLERMONT-FERRAND : 21/7 - 29/8
22, r. G.-Clemenceau,
tél. (73) 93.97.06

DIJON : reste ouvert
100, rue Monge,
tél. (80) 45.02.45

GRENOBLE : 31/7 - 29/8
59, rue St-Laurent,
tél. (76) 42.55 75

LILLE : reste ouvert
88, rue Esquermoise,
tél. (20) 55.69.39

LIMOGES : 28/7 - 11/8
57, rue Jules-Noriac,
tél. (55) 79.15.42

LYON : reste ouvert
9, r. de la République,
(métro Hôtel-de-Ville-Louis-Pradel),
tél. (7) 828.38.51

MARSEILLE : reste ouvert
109, rue Paradis
(métro Estrangin),
tél. (91) 37.60.54

MONTPELLIER : 30/6 - 30/7
8, rue Sérane
(près Gare),
tél. (67) 58.19.32

NANCY : 28/7 - 27/8
8, rue Piétonne
Saint-Michel
(face Saint-Epvre)
Tel (8) 332.84.84

NANTES : reste ouvert
16, rue Gambetta
(près rue Coulmiers),
tél. (40) 74.59.35

NICE : 31/7 - 27/8
8, rue de la Boucherie
(Vieille Ville),
tél. (93) 80.14.89

RENNES : 28/7 - 27/8
18, quai E.-Zola
(près du Musée),
tél. (99) 30.26.77

ROUEN : 28/7 - 27/8
43, rue des Charrettes,
tél. (35) 71.96.22

STRASBOURG : 13/7 - 15/8
11, rue des Bouchers,
tél. (88) 36.73.78

TOULOUSE : 28/7 - 20/8
1, r. des Trois-Renards
(près pl. St-Sernin),
tél. (61) 22.92.40

TOURS : 28/7 - 27/8
5, rue H.-Barbusse
(près des Halles),
tél. (47) 61.03.28

Ouverts du mardi au samedi inclus

les dates figurant en face de certaines villes indiquent la période de fermeture du magasin local.

Installez-vous, vous-même facilement, très rapidement à des PRIX IMBATTABLES !



Nouveau Catalogue

76 pages couleurs
200 photos et illustrations
Plus de **450** bibliothèques
vitrines, bureaux et meubles d'appoint
53 teintes, essences et coloris...
De nombreux accessoires et aménagements

CATALOGUE GRATUIT

en envoyant ce bon à :
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES - 75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, etc...) et votre tarif.

MO 59

M. - Mme - Melle ______ Prénom ______

Adresse ______

______

Code postal |_|_|_|_|_| Ville ______

(facultatif) Téléphone ______ Profession ______

Catalogue par téléphone : 24h sur 24 Répondeur automatique (1)320.73.33

A.T.P. s.a. au capital de 1 090 800 F

Un relativisme absolu

Un étrange silence s'est fait au sein de l'univers du discours. Une voix de chair vient de quitter une voix de papier. Comme à chaque fois qu'une phrase s'écrit. Mais cette fois les deux voix ne coïncideront jamais plus. Finie la vie, ne restent que les mots. Le fait est banal et scandaleux. La brusque disparition d'un penseur hors pair, jeune encore, au sommet de sa force, voilà qui suscite un sentiment d'intolérable, d'injuste, d'absurde... Ce qui ne peut se dire, il faut le taire (1).

Mais nulle tristesse. Foucault savait rire du tragique. La voix de papier demeure, la seule vraie voix des intellectuels. Les livres de l'un des plus grands d'entre eux vont continuer, sans lui, à porter des effets imprévisibles, à trouver des lecteurs inattendus et multiples, à faire parler (y compris d'autre chose), à déjouer les classifications où on voudrait l'enfermer, à s'inclure dans des luttes auxquelles il n'avait pas songé. S'il y a des travaux dont la mort de l'auteur ne peut sceller le destin, ce sont bien les siens.

Michel Foucault a toujours refusé la « monarchie de l'auteur » et ses « déclarations de tyrannie ». Il ne voulait pas être le maître de ses propres livres, le gardien du sens unique de son œuvre, celui qui dicte sa loi aux lecteurs en leur disant : Voici ce que j'ai voulu dire, vous n'avez pas le droit de comprendre autrement. Il rêvait plutôt de livres désacralisés, ayant échappé à la maîtrise de leur producteur, de « boîtes à outils » où chacun vienne prendre, *selon son besoin*, une analyse ou un concept, pour lutter, pour penser, pour parler, ces trois actions à ces yeux n'en faisant qu'une.

Un historien d'une espèce particulière

Quant à lui, il voulait n'occuper qu'un *« espace blanc »*, devenir, enfin, sans identité. Foucault écrivait *« pour n'avoir plus de visage »*. Ce n'est pas le moment de l'enfermer sous un masque mortuaire. J'aimerais plutôt esquisser ses trajets multiples, ses déplacements, ses ruptures et ses paradoxes. Sa disparition ne les arrête pas. Elle va les intensifier.

Nombreuses déjà sont les images, les affirmations et les activités de Foucault qui s'entrecroisent sans pouvoir s'unifier. Insaisissable et fuyant. Est-il historien ou philosophe ? Maître à penser ou destructeur de vérité ? Figure politique ou antipolitique ? Il se peut que les réponses ne soient pas simples. Ou que les questions ne soient pas pertinentes. *« Ne me demandez pas qui je suis et ne me dites pas de rester le même ; c'est une morale d'état civil ; elle régit nos papiers. Qu'elle nous laisse libre quand il s'agit d'écrire »*, dit-il dans l'*Archéologie du savoir*.

Essayons malgré tout d'y voir plus clair. Quelqu'un ne sachant rien de Michel Foucault pourrait croire, en lisant les titres de ses œuvres, avoir affaire à un historien des mœurs : *Histoire de la folie* (1961) et *Histoire de la sexualité* (1976-1984), *Naissance de la clinique* (1963) ou de la prison *(Surveiller et punir*, 1975), *Archéologie du savoir* (1969) ou des sciences humaines (*les Mots et les Choses*, 1966)... Voilà bien quelqu'un qui brasse des archives, et il suffit d'ouvrir les livres pour voir avec quel fantastique talent il les met en scène, à travers des agencements neufs et des perspectives inhabituelles. Un historien, donc ?

Oui, mais d'une espèce bien particulière. Qui d'abord s'attache aux changements qui s'opèrent dans les mentalités et les systèmes de pensée, ces socles où s'enracinent les évidences d'une époque. En cela Foucault est le fils de Lucien Febvre, de Fernand Braudel et de l'école des *Annales*, ces historiens de la « longue durée » qui ont substitué à l'*« histoire bousculée des gouvernements des guerres et des famines »* l'étude de phénomènes *« à pente faible »* (démographie, agriculture, transports, par exemple).

Mais ce fils n'est pas discipliné. Dans l'histoire des idées, il découvre des ruptures, des mutations brusques, des renversements inaperçus. Pis : l'objectif de son travail n'est pas la reconstitution du passé. Certains historiens bougonnent ou se fâchent. Décidément il n'est pas des leurs. *« Je fais l'histoire du présent »*, dit-il.

Foucault nous parle pourtant, avec quel luxe de détails, de l'enfermement des « fous » qui s'opère au seuil de l'âge classique, du nouveau visage de l'homme qui apparaît à la fin du dix-huitième siècle, de l'émergence au dix-neuvième siècle d'un regard différent sur le corps du malade, ou de la constitution, dans la Grèce antique, de la morale sexuelle de l'Occident. Bref, du passé. Pas si sûr... car ce sont nos évidences actuelles dont il retrouve les ancêtres et retrace la généalogie. En reconstituant l'engendrement de nos idées présentes sur la folie, la maladie, l'homme ou le sexe, Foucault nous montre qu'elles n'ont rien d'évident, rien d'éternel.

Il ne s'agit pas là d'une vulgaire critique de nos préjugés, qui laisserait intacte l'idée même de vérité. *La puissance de Foucault est de faire comprendre que même nos plus exacts savoirs sont transitoires et mortels. Ils résultent d'un agencement temporaire du discours, d'un système de représentations dont les enquêtes historiques ont révélé l'origine et la fin. La vérité n'est pas, il n'y a que des discours historiquement repérables. Ils produisent certes des « effets de vérité », en délimitant pour une époque ce qui est pensable et ce qui ne l'est pas. Mais en eux-mêmes ils ne valent rien. Nous sommes face à un relativisme absolu. Voilà de la philosophie.

Précisément celle de Nietzsche. Je crois que Foucault a tenté de mille façons de répondre à cette question : que faire après Nietzsche ? C'est-à-dire après la destruction sans retour de l'idée même de vérité. Seule une perspective historique est encore praticable. Qu'on relise le chapitre VII du *Gai Savoir* : *« Où donc a-t-on jamais entrepris*, écrit Nietzsche, *une histoire de l'amour, de la cupidité, de l'envie, de la conscience, de la piété, de la cruauté ? Même une histoire comparée du droit ou simplement des peines fait entièrement défaut... »* Tout Foucault trouve là son impulsion. Si Nietzsche a tué la vérité, Michel Foucault a entamé l'interminable rédaction de son acte de décès. En historien *et* en philosophe – ou en écrivant d'un lieu où la distinction n'a plus de sens : le lieu de la post-philosophie.

Voilà qui pourrait fort ressembler à Marx, qui lui aussi a *quitté* le point de vue de la philosophie éternelle pour la perspective historique. Il y a pourtant des différences majeures : Marx croit encore au vrai et à la science. Foucault lui oppose d'autre part une nouvelle conception du pouvoir, principalement thématisée dans *Surveiller et punir*. Pouvoir ramifié, dispersé, dont l'action se comprend mieux en analysant le plan d'un pénitencier ou l'emploi du temps d'un pensionnat qu'en lisant les débats parlementaires.

Technologie du dressage des corps, dispositif partout en action, ce réseau du pouvoir n'oppose pas deux classes (l'une qui le détiendrait, l'autre qui voudrait s'en emparer), mais exerce ces effets sur l'oppression comme sur la résistance, en des luttes multiples, locales, dispersées, où les discours sont aussi des enjeux et des armes. Il incite autant qu'il réprime. Bref le pouvoir n'est plus cet enjeu énigmatique des luttes politiques, mais un dispositif complexe et ramifié qui s'étend sur tout le corps social et ses productions.

Il y aurait encore beaucoup à dire. Sur les diverses facettes de l'œuvre (Foucault traducteur, préfacier, lecteur de Raymond Roussel, professeur...), sur les livres de méthode, cette *« sévère poésie de sa propre démarche »*, comme dit Gilles Deleuze, son complice... Je me bornerai, sur l'homme lui-même, à évoquer une impression personnelle. Ayant eu l'occasion il y a quelques années de travailler une dizaine de jours avec Michel Foucault, j'avais été frappé par le contraste entre la vigueur assurée des textes, la relative froideur de leur formidable dispositif logique et la sensibilité, la délicatesse, la finesse de l'être. Comme si, peut-être, il avait masqué de toute son intelligence une plus secrète fragilité, faite de réserve et d'inquiétude.

Ses deux derniers livres, qui lui servent de bien belle épitaphe, me paraissent indirectement confirmer cette modeste intuition. En s'interrogeant sur l'émergence du sujet sexuel, en revenant, sur les chemins de l'Antiquité et aussi de l'éthique, à une vision esthétique de l'existence, Foucault affirme chercher à *« se déprendre de soi-même »*. Il y voit la tâche de l'intellectuel (2).

Qu'est-ce à dire ? Etre celui qui ne répète pas, qui ne prophétise, ni ne légifère, qui ne fait la morale à personne et ne siège pas au tribunal de l'histoire... *« Je rêve de l'intellectuel destructeur des évidences et des universalités, celui qui repère dans les inerties et les contraintes du présent les points de faiblesse, les ouvertures, les lignes de force, celui qui, sans cesse, se déplace, ne sait pas au juste où il sera ni ce qu'il pensera demain, car il est trop attentif au présent... »* On mesure l'écart avec Sartre, par exemple.

Le nom de Michel Foucault n'est pas synonyme d'historien, ni de philosophe – pas même synonyme de « Michel Foucault ». Jamais identique à soi. Signe de contradiction, comme l'indique à sa manière cette citation de René Char qui à elle seule tient lieu de prière d'insérer aux tomes II et III de l'*Histoire de la sexualité* : *« L'histoire des hommes est la longue succession des synonymes d'un même vocable. Y contredire est un devoir. »* Parmi tous les discours qu'elle trame et entrecroise, cette œuvre paradoxale m'apparaît comme un nœud qui délierait...

Alors, Foucault maître à penser ? On aura compris que non. Modèle de rigueur, sûrement, pour toute une génération, en des temps où l'intelligence, en France, n'est pas une denrée excédentaire. Mort, Foucault ? Ecoutez, écoutez bien, à la page 28 de l'*Archéologie du savoir*, il dit quelque chose : *« ... Non, non... Je ne suis pas là où vous me guettez mais ici d'où je vous regarde en riant. »*

ROGER-POL DROIT.

(1) Né le 15 octobre 1926 à Poitiers d'un père médecin, Michel Foucault a été maître de conférences (1960-1962), puis professeur de philosophie (1964-1968), à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand. Il a été professeur à l'université de Vincennes de 1968 à 1970. Il occupait la chaire d'histoire des systèmes de pensée au Collège de France depuis 1970.

(2) Voir le compte rendu de ses deux derniers livres, *l'Usage des plaisirs* et le *Souci de soi*, tomes 2 et 3 de son *Histoire de la sexualité*, dans « le Monde des livres » du 22 juin 1984.

Les œuvres

– *Maladie mentale et psychologie*. PUF, 1954, réédité en 1966.

– *Folie et Déraison. Histoire de la folie à l'âge classique*. Plon 1961, réédité chez Gallimard en 1972.

– *Naissance de la clinique*. PUF, 1963.

– *Raymond Roussel*. Gallimard, 1963.

– *Les Mots et les Choses*. Gallimard, 1966.

– *L'Archéologie du savoir*. Gallimard, 1969.

– *L'Ordre du discours*. Leçon inaugurale du Collège de France, Gallimard 1971.

– *Ceci n'est pas une pipe*. sur le peintre Magritte. Fata Morgana, 1973.

– *Surveiller et punir*. Gallimard, 1975.

– *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère...* Gallimard-Julliard, 1973 (ce texte a fait l'ojet d'un film réalisé par René Allio).

– *La Volonté de savoir. Histoire de la sexualité. Tome I*. Gallimard, 1976.

– *Microphysique du pouvoir*. Einaudi, 1977.

– *Herculine Barbin, dite Alexina B*. Gallimard, 1978.

– *Le Désordre des familles*. Lettres de cachet des archives de la Bastille, présentées par Arlette Farge et Michel Foucault. Gallimard, 1982.

– *L'Usage des plaisirs. Histoire de la sexualité. Tome II*. Gallimard, 1984.

– *Le Souci de soi. Histoire de la sexualité. Tome III*. Gallimard, 1984.

Michel Foucault est aussi l'auteur de traductions : *le Rêve et l'Existence*, de Ludwig Binswanger. Desclée de Brouwer, 1954 ; *Anthropologie du point de vue pragmatique*, d'Emmanuel Kant. Vrin 1964 ; *Etudes de style* de Léo Spitzer. Gallimard, 1962.

Une ascèse de l'égarement

par BERTRAND POIROT-DELPECH

Périodiquement, les Français font fête à un grand penseur, comme s'ils s'étonnaient d'en produire encore. Depuis trente ans, Teilhard de Chardin et Jacques Monod ont bénéficié de tels engouements. Michel Foucault *fut le dernier en date*. Ce public élargi aux non-spécialistes assure des tirages inespérés. Mais l'achat des *livres*, apaisant en soi, ne prouve pas qu'ils sont lus, ni compris.

On a pu en douter pour *le Phénomène humain, le Hasard et la Nécessité, les Mots et les Choses*. Ce pourrait bien être le cas de *l'Usage des plaisirs* et du *Souci de soi*, les derniers ouvrages de Foucault. Ils aident moins à traverser la vie à la fin du vingtième siècle qu'à relire Platon, Aristote ou Epictète. Baudelaire avait résumé le secret de ces succès ambigus : *« L'admiration*, disait-il dans *Mon cœur mis à nu, commence où finit la compréhension. »*

Cette admiration à tâtons se trouve des motifs s'agissant de Foucault dans son « style ». Il était courant d'entendre dire, quand *les Mots et les Choses* envahirent les tables basses des *livings*, que c'était dur, mais merveilleusement écrit. On voulait signifier par là que, pour un philosophe, l'auteur écrivait souple, sans jargon excessif, avec des formules, des mots choisis, des sonorités heureuses. C'est vrai : la prose de Foucault « balance », comme disent les jazzmen. Le souci de l'euphonie y est toujours présent. L'intelligence y fulgure *comme dans cet œil amusé qui* démentait la tristesse du profil à la Cheval et la calvitie entretenue du moine.

Mais le *phrasé à lui seul n'est* rien. L'adage « Le style c'est l'homme », peu de philosophes contemporains l'ont vérifié à ce point. Le cinéaste Godard dit qu'il y a de la morale dans un traveling : il y a plus qu'une éthique *dans l'esthétique* littéraire des *Mots et les Choses* et la suite : il y a une exigence envers soi-même, dont notre *époque de m'as-tu-vu approximatifs a perdu* le goût et jusqu'à la notion. Foucault passait pour indocile auprès des journalistes. Parbleu ! il était le contraire exact de ce que les médias recherchent, ennemi de toute appropriation du public, soucieux de la vérité selon les vieilles règles universitaires, et de sa vérité personnelle à l'intérieur de ce *travail ; un ascète de* la connaissance, au sens où ascèse n'est pas autopunition chagrine, mais *jouissance* érotique du savoir.

Reconnaître ses erreurs

Le changement d'orientation dont résultent les tomes II et III de l'*Histoire de la sexualité* illustre à la perfection cette discipline d'esprit.

Le propos de Foucault, on le sait, était d'étudier la notion de sexualité telle qu'elle semble être apparue au dix-neuvième siècle. Chemin faisant, l'auteur a jugé que ce concept de « sujet désirant » n'avait pas été suffisamment étudié dans ses origines lointaines. Pour reprendre un de ses titres fameux, l'« archéologie » *de ce savoir manquait*. D'autres auraient relu le *Banquet* de Platon en diagonale et seraient revenus à leurs moutons. *Lui, non : au risque de* retarder et de bouleverser son calendrier de travail, de publication.

Comble de singularité en un temps où les intellectuels, à l'image des politiques, ne reconnaissent plus leurs erreurs ou leurs *manques*, Foucault prend soin de préciser qu'il n'est ni helléniste ni latiniste. Cet aveu, entre autres *explications sur son* changement de programme, figure dans la préface à *l'Usage des plaisirs*. Ce texte devrait prendre place à côté du *Discours de la méthode* et de la fameuse *Introduction à la médecine expérimentale* de Claude Bernard, tant les obligations du savant y sont rappelées avec justesse, panache et... style.

Une phrase de ce texte mériterait d'être donnée en sujet de baccalauréat. Ecoutez comme *elle sonne anachronique et* neuve : *« Quant à ceux pour qui se donner du mal, commencer et recommencer, essayer, se tromper, tout reprendre de fond en comble et trouver encore le moyen d'hésiter de pas en pas, quant à ceux pour qui, en somme, travailler en se tenant dans la réserve et l'inquiétude vaut démission, eh bien ! nous ne sommes pas, c'est manifeste, de la même planète. »*

Penser « autrement »

Cet appétit de connaître, encore faut-il en cerner l'économie véritable. Et c'est là que le style éclate ; non pas ornement, mais produit d'une franchise ravageuse.

Foucault ne cherche pas seulement à *débusquer une vérité* qui se dérobe, mais à combattre en lui les certitudes sclérosantes, ennuyeuses. Le plaisir de découvrir ne va pas chez lui sans déstabilisation de soi. La phrase prend la plénitude d'une confidence quand elle pose la question : que vaudrait l'acharnement du savoir s'il n'aboutissait à constater qu'on peut penser « autrement » ?

Je revois Michel Foucault s'expliquant en 1982 devant les représentants de son éditeur sur un recueil de « lettres de cachets » signé avec Arlette Farge : *Désordres de la famille*. *« Un chercheur*, disait-il, *ne trouve guère qu'une ou deux choses nouvelles dans sa vie, généralement au début. Peut-être ai-je passé l'âge des intuitions inédites ? »*

C'était énoncé sans coquetterie ni tristesse, avec le pétillement de la conviction. Pour les profanes, ce qui restera de son œuvre rassemblée autour d'une même curiosité — la constitution du sujet occidental à travers la folie, le crime, la sexualité, — c'est, plus qu'un style d'élégants artifices, une morale de l'insécurité intellectuelle, une ascèse de l'égarement.

Une grande audience dans le monde anglo-saxon

Historien et écrivain, « Fellow » à Kings College (Cambridge), Michael Ignatieff apporte, de Londres, le témoignage suivant :

Historien des institutions carcérales, philosophe du pouvoir, défenseur des droits des détenus, moraliste de la libération sexuelle, dans tous les domaines de son travail, Foucault disposait d'une audience énorme dans le monde anglo-saxon.

De *Folie et déraison* à l'*Histoire de la sexualité*, toutes ses œuvres étaient traduites en anglais, et, fait rarissime pour un intellectuel, elles étaient lues hors de l'Université, par un jeune public post-soixante-huitard.

Les Anglo-Saxons soupçonnaient parfois sa méthodologie anti-empiriste, mais ils étaient séduits par l'élégance de sa rhétorique, par la vivacité de son imagination *historique*, par son coup d'œil pour le geste ou le rite qui révèlent toute une époque, et, surtout, par la brillance de ses questions posées au passé sur l'origine du carcéral, la nature du pouvoir, la temporalité de notre expérience sexuelle.

Autant qu'à Paris, sa mort sera ressentie, à Londres, Boston, New-York et Los Angeles.

MICHAEL IGNATIEFF.

● Les principaux titres – *l'Archéologie du savoir, Histoire de la folie, Histoire de la sexualité, les Mots et les Choses, Surveiller et punir* – sont traduits en anglais, allemand, *italien*, espagnol, mais aussi en danois, finnois, suédois, norvégien, polonais, portugais, serbo-croate, slovène, grec, hébraïque, japonais, *etc.*

Le plaisir de savoir

(Suite de la première page.)

Les actes politiques, qu'il accomplissait avec passion et rigueur, parfois avec une sorte de fureur rationnelle, *ne devaient rien au sentiment* de détenir les vérités et les valeurs ultimes, qui fait les pharisiens de la politique, et d'ailleurs. *La vision critique*, chez lui, s'appliquait d'abord à sa propre pratique, et il était à ce titre le plus pur représentant de cette *nouvelle espèce d'intellectuels* qui n'a pas besoin de se mystifier sur les mobiles et les motifs des actes intellectuels, *ni de s'abuser sur leur efficacité* pour les accomplir, en pleine connaissance de cause.

Une longue exploration de la transgression

Rien n'est plus dangereux que de réduire une philosophie, surtout aussi subtile, complexe, perverse, à une formule de manuel. *Je dirai toutefois que l'œuvre de Foucault est une longue* exploration de la transgression, du franchissement de la limite sociale, qui tient inséparablement à *la connaissance et au pouvoir*. De là dans doute son intérêt, dès l'origine, avec son *Histoire de la folie à l'âge classique*, pour la genèse sociale de *la coupure*, matérialisée dans l'asile, entre le normal et le pathologique.

Cette étude d'une des frontières sociales les plus décisives, qui fondent l'état de raison, est en même *temps une transgression* de la frontière qui délimite l'impensé de Marx (c'est souvent que Foucault, qui aimait à dire que la meilleure manière de penser un penseur du passé consiste à s'en servir, voire pour le dépasser, fait ainsi d'une pierre deux coups). *Alors qu'il serait facile de* repérer mainte affirmation typiquement marxiste dans *l'Histoire de la folie* ou dans *la Naissance de la clinique*, Foucault observe que l'internement psychiatrique, la normalisation psychologique des individus et les *institutions pénales, n'ont sans* doute qu'une importance limitée pour qui ne considère que leur fonction économique. *Ce qui n'empêche* qu'elles jouent un rôle essentiel dans la machinerie du pouvoir.

De là naîtront les analyses de *Surveiller et Punir* sur l'omniprésence du pouvoir : *les rapports de force sont* aussi dans les rapports de reproduction dans les familles, les petits groupes, les relations sexuelles, les institutions. Et *surtout* peut-être dans les cerveaux. On revient ainsi à la transgression proprement philosophique comme effort pour penser l'impensé, *l'impensable, le tabou*, c'est-à-dire ce qui limite la pensée et qui en interdit l'au-delà.

Explorer l'impensé, c'est d'abord faire l'histoire des catégories de pensée, et de la connaissance qu'elles *permettent et de celle* qu'elles interdisent du même coup. Cette intention critique, au sens de Kant, se réalise dans une histoire sociale qui n'a *pas grand-chose à voir avec l'histoire* ordinaire des historiens — mais qui ne pensera à ces exceptions exemplaires que sont les travaux de Dumézil, un des modèles de Foucault, ou du Duby des *Trois Ordres* ? Evidente dans *les Mots et les Choses*, cette intention est à l'œuvre dans *la Naissance de la clinique*, histoire sociale de la vision clinique, du savoir-voir médical, et dans l'histoire de la sexualité. Proche ici de Bachelard et de Canguilhem, une de ses fidélités les plus absolues, et aussi du Cassirer de *Structure et fonction* ou d'*Individu et cosmos*, qui s'attachent à la vérité à l'état naissant, c'est-à-dire à *l'erreur féconde*, il transgresse la limite de leur impensé en travaillant à faire une histoire matérialiste des structures idéelles.

L'impensé de la science

Mais surtout, c'est en poussant à sa limite l'*intérêt* pour l'*erreur*, en étudiant par priorité les sciences où la frontière entre l'erreur et la vérité est la plus fragile, *celles qui sont les* plus contaminées par l'*idéologie* comme la médecine clinique ou la psychopathologie, que Foucault entend dévoiler l'impensé de la science, l'inconscient des sciences de la pensée.

Comme l'histoire de la connaissance renvoie sans cesse à l'erreur et à l'échec — par exemple, dans *l'Histoire de la clinique*, l'erreur dans les observations corporelles menées en l'absence d'une véritable analyse tissulaire, — *l'herméneutique du sujet* que propose *l'Histoire de la sexualité* est une histoire de l'erreur et de la violence, *qui n'est jamais aussi visible*, paradoxalement, que dans les *disciplines* — à tous les sens du terme — que l'entendement éclairé du *réformisme libéral* a *inventées* pour contrôler le comportement humain, psychologie, clinique, sciences de la vie.

La discipline, réunion du savoir et du *pouvoir*, *se réalise d'abord* dans un langage. Et la transgression, ici, doit trouver ses armes hors de la tradition, hors de l'univers des maîtres canoniques, du côté des hérétiques, Nietzsche, bien sûr, mais aussi Sade, Artaud, Bataille, Roussel, Blanchot et Deleuze. La philologie, chez Nietzsche, conduisait à la sociologie. La critique sociale de la raison conduit à une critique sociale du langage, limite *majeure* de la pensée humaine. Le tabou verbal, bien sûr, mais surtout peut-être la transgression imposée de l'interdit, le devoir de liberté, l'aveu extorqué, rappellent que le pouvoir est dans le savoir, mais que le savoir est dans le pouvoir ; la connaissance, y compris la connaissance de soi, est exposée aux effets de pouvoir. La morale est hantée par la politique.

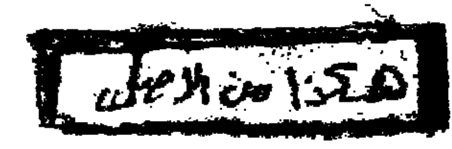
J'aurais voulu dire mieux cette pensée acharnée à conquérir la maîtrise de soi, *c'est-à-dire la maîtrise* de son histoire, histoire des catégories de pensée, histoire du vouloir et des désirs. Et aussi ce souci de rigueur, ce refus de l'opportunisme, dans la connaissance comme dans la pratique, dans les techniques de vie comme dans les choix politiques qui font de Foucault une figure irremplaçable.

PIERRE BOURDIEU.

Le communiqué des médecins

Le professeur Paul Castaigne, chef du service de neurologie de l'hôpital de la Salpêtrière, et le docteur Bruno Sauron ont publié, en accord avec la famille de M. Michel Foucault, le communiqué suivant :

« M. Michel Foucault est entré le 9 juin 1984 à la clinique des maladies du système nerveux à l'hôpital de la Salpêtrière à Paris pour que soient pratiqués des examens complémentaires rendus nécessaires par des manifestations neurologiques venues compliquer un état septicémique. Ces explorations ont révélé l'existence de plusieurs foyers de suppuration cérébrale. Le traitement antibiotique a eu d'abord un effet favorable ; une rémission a permis, la semaine dernière, à M. Michel Foucault de prendre connaissance des premières réactions consécutives à la parution de ses derniers livres. Une brutale aggravation a enlevé tout espoir de thérapeutique efficace, et le décès s'est produit le 25 juin à 13 h 15. »



LA MORT DE MICHEL FOUCAULT

La fin de vingt-cinq siècles de métaphysique...

Il y a plus de vingt ans, dans son *Histoire de la folie*, Foucault enseignait par exemple que le métier d'historien exigeait que l'on rompe avec les continuités que notre esprit ne cesse de *projeter* dans le *passé* à partir du présent. La leçon me parut être à la fois d'avant-garde et trop évidente. Mettre la différence à la place de l'identité, pensais-je, c'est *justement là ce que nous faisons* sans cesse, entre autres ambitions aussi, à l'école des Annales (qui, en ce temps-là, était encore une petite église militante). Foucault était un philosophe qui avait redécouvert notre idéal et le réalisait avec plus de talent que d'autres, voilà tout.

Ce que je n'avais pas compris était le caractère plus vaste de l'entreprise. Poursuivie jusqu'au bout, la thèse des fausses continuités historiques mène à la fin de tout rationalisme (la « mort de la vérité ») et à *l'abolition de tout privilège du sujet* — c'est-à-dire à la fin de vingt-cinq siècles de métaphysique. Accessoirement, à la fin de toute causalité intelligible : au lieu d'un sens global qui confirme l'esprit dans ses convictions, on a un polygone de causes de hasard. Il n'y a plus de moteur de l'histoire, ni, par exemple, de politologie. *Pouvait-on encore parler* d'explication causale ? Passant le pas sans trop le dire (le scientisme historique serait horrifié à l'idée qu'il existe d'autres intelligibilités qu'explicatives), *il* fallait se résoudre à considérer l'histoire comme une herméneutique des pratiques, une compréhension sans invariants de langage et sans grammaire générale. L'histoire n'explique pas : elle explicite.

Pour ma part, je n'ai commencé à apercevoir l'ampleur de l'entreprise qu'il y a quelques années, peu après être devenu un collègue de Foucault au Collège de France. Or, du point de vue de l'historien, l'intérêt de cette destruction de la raison est qu'elle laisse le champ libre à la construction d'algèbres herméneutiques beaucoup plus puissantes que celles dont nous disposions aux Annales. Elle ne les dicte pas : seul l'évènement, en sa particularité, peut le faire, de même que chaque langue dicte sa grammaire propre aux linguistes qui l'étudient. Mais elle supprime les invariants et les généralités qui font obstacle à une algèbre enfin capable d'analyser sans résidu l'événement.

Si j'écrivais aujourd'hui mon étude *sur le Pain et le Cirque, je l'écrirais* tout autrement. Depuis quelques années, j'ai vu Foucault étudier l'amour antique, sujet qui m'est familier, et les deux volumes qui viennent *de paraître illustrent la puissance de* cette algèbre. Même chose pour la notion de pouvoir politique (où on a bruyamment réfuté Foucault sans avoir compris un seul mot à ce qu'il voulait dire).

L'œuvre de Foucault me semble être l'événement de pensée le plus important de notre siècle. Elle est la mise en œuvre de la partie critique de la pensée de Nietzsche, indépendamment de ses options élitistes et en réduisant à une « métaphysique négative » sa nouvelle métaphysique de la volonté de puissance. Cela fait un virage à angle droit dans l'évolution de l'historiographie, qui prend alors la place de la philosophie devenue sans objet, à moins d'être la théorie de cette herméneutique.

PAUL VEYNE.
Professeur au Collège de France

La hantise du grand renfermement

Un thème a hanté la pensée de Michel Foucault : celui des exclus, des marginaux, des laissés pour compte. Ils sont présents dès son premier livre : *Maladie mentale et psychologie* (1954) où, sept ans avant *l'Histoire de la folie à l'âge classique*, il décrit comment au milieu du dix-septième siècle le monde de la folie va brusquement devenir le monde de l'exclusion.

Dans toute l'Europe, on construit de grandes maisons d'internement — les hôpitaux généraux — véritables dépotoirs qui accueilleront tous ceux *qui ne peuvent ou ne doivent plus* faire partie de la *société* : des fous certes, mais aussi des mendiants, des invalides, des asociaux, des libertins, des pères de famille dissipateurs ou des ecclésiastiques en rupture de ban... Dans cet espace d'exclusion, la folie nouera avec les culpabilités morales et sociales un cousinage qu'elle n'a jamais vraiment rompu.

Mais Michel Foucault ne s'est pas borné à faire l'histoire du partage incessant et toujours modifié entre folie et raison depuis l'âge classique. Il a également contribué, dans la mouvance antipsychiatrique, à démolir à l'intérieur de l'institution et de la conscience des psychiatres, la médicalisation de la folie. Il ne croyait pas que les progrès de la psychiatrie pourraient faire disparaître la maladie mentale, comme la médecine l'a fait pour la lèpre ou la tuberculose, *mais qu'une chose demeurerait : « qui est le rapport de l'homme à ses fantasmes, à son impossible, à sa douleur sans corps, à sa carcasse de nuit ; que le pathologique une fois mis hors de circuit, la sombre appartenance de l'homme à la folie sera la mémoire sans âge d'un mal effacé dans sa forme de maladie, mais s'obstinant comme malheur ».*

Si, dans les années 60, le retentissement des thèses de Foucault fut énorme, c'est qu'elles dynamitaient une conception étouffante de la raison et qu'elles *répondaient à une exigence* concrète de libération (des malades mentaux, mais aussi des femmes, des prisonniers, des homosexuels...) dont on trouve l'écho chez son ami Thomas Szasz aux Etats-Unis, chez Laing et Cooper en Angleterre, chez Basaglia en Italie.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Je me souviens avoir posé la question à Michel Foucault lors de la dernière visite que je lui rendis le 17 décembre 1983. Il me répondit qu'il estimait que, en définitive, depuis 1960, nous avions fait du bon travail en France, même si nous avions beaucoup « déconné ». Il riait en évoquant le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) ou certains groupes ultra-féministes. Nous sommes tombés d'accord sur le fait que si l'antipsychiatrie n'intéresse plus personne aujourd'hui, c'est peut-être qu'elle est passée dans la pratique. « *Les jeunes vivent ce pour quoi nous nous sommes battus* », ajouta-t-il tout en observant que *l'absence de combat sécrète de nouveaux* conformismes — se battre et penser étant liés.

ROLAND JACCARD.

EXTRAITS

De l'improbable commencement...

Dans le discours qu'aujourd'hui je dois tenir, et dans ceux qu'il me faudra tenir ici, pendant des années peut-être, j'aurais voulu pouvoir me glisser subrepticement. Plutôt que de prendre la parole, j'aurais voulu être enveloppé par elle, et porté bien au-delà de tout commencement possible. J'aurais aimé m'apercevoir qu'au moment de parler une voix sans nom me précédait depuis longtemps : il m'aurait suffi alors d'enchaîner, de poursuivre la phrase, de me loger, sans qu'on y prenne bien garde, dans ses interstices, comme si elle m'avait fait signe en se tenant, un instant, en suspens. De commencement, il n'y en aurait donc pas ; et au *lieu* d'être celui dont vient le discours, je serais plutôt, au hasard de son déroulement, une mince lacune, le point de sa disparition possible.

J'aurais aimé qu'il y ait derrière moi (ayant pris depuis bien longtemps la parole, doublant à l'avance tout ce que *je vais dire*) *une voix qui* parlerait ainsi : « Il faut continuer, je ne peux pas continuer, il faut continuer, il faut dire des mots tant qu'il y en a, il faut les dire jusqu'à ce qu'ils me trouvent, jusqu'à ce qu'ils me disent — étrange peine, étrange faute, il faut continuer, c'est peut-être déjà fait, ils m'ont peut-être déjà dit, ils m'ont peut-être porté jusqu'au seuil de mon histoire, devant la porte qui s'ouvre sur mon histoire, ça m'étonnerait si elle s'ouvre. » (...)

L'Ordre du discours
(leçon inaugurale au Collège de France, le 2 décembre 1970).
Gallimard 1971, pp. 7-8.

... à l'effacement probable

(...) En fait, parmi toutes les mutations qui ont affecté le savoir des choses et de leur ordre, le savoir des identités, des différences, des caractères, des équivalences, des mots — bref au milieu de tous les *épisodes de cette profonde histoire du Même*, — un seul, celui qui a commencé il y a un siècle et demi et qui peut-être est en train de se clore, a laissé apparaître la figure de l'homme. Et ce n'était *point là libération* d'une vieille inquiétude, passage à la conscience lumineuse d'un souci millénaire, accès à l'objectivité de ce qui longtemps était resté pris dans des croyances ou dans des philosophies : c'était l'effet d'un changement dans les dispositions fondamentales du savoir. L'homme est une invention dont l'archéologie de notre pensée *montre* aisément la date récente. Et peut-être la fin prochaine.

Si ces dispositions venaient à disparaître comme elle sont apparues, si par quelque *événement* dont nous pouvons tout au plus pressentir la possibilité, mais dont nous ne connaissons pour l'instant encore ni la forme ni la promesse, elles basculaient, *comme le fit* au tournant du dix-huitième siècle le sol de la pensée classique, — alors on peut bien parier que l'homme s'effacerait, comme à la limite de la mer un *visage de sable.*

Les Mots et les Choses,
Gallimard 1971, p. 398.

Le penseur citoyen

par PHILIPPE BOUCHER

L'espace d'une poignée d'années, Michel Foucault symbolisa l'une de ces rares occasions où le penseur devient citoyen. Non pas à l'image d'un Alphonse de Lamartine *cherchant* quelque fébrilité neuve dans les remous du siècle, *non pas* à l'instar d'un Michel de Montaigne devenu provisoirement édile pour mieux dédaigner *son temps ; mais comme un* philosophe sage et tourmenté, sage parce que philosophe, tourmenté parce que citoyen ; comme un citoyen qui sert son pays au même rythme *qu'il le juge*.

Alors les intellectuels triomphaient. Des jeunes gens en état de nymphose, à peine engagés dans la vie de l'Etat, mais déjà voués à lui, enseignaient la politique à de vieux récidivistes de la politique qui croyaient en savoir tout, quand leurs jeunes Pygmalions étaient assurés de n'en savoir rien. Géronte devenu Galatée y trouvait du plaisir.

Le Syndicat de la magistrature puisqu'il s'agit de lui, si convenable aujourd'hui, si anodin, jetait le plus *opportun des désordres dans la vie* publique et, paraissant tout nier, tout détruire, était en passe de donner au vieux pays français des engorgements de nouveautés et des motifs de se sentir intelligent.

Impromptu, inattendu, inopiné, surprenant, imprévu, indécent, intempestif, importun, en un mot *dérangeant*, une manière de maelström s'était formé autour du syndicat, composé d'hommes et de femmes plus individualistes que portés à l'action collective, mais que l'on voyait *étonnamment soudés par la volonté* de restaurer une pensée à la République. Tout fut bientôt dit qui n'a pas été depuis lors surpassé, et l'élan s'étouffa d'avoir été trop riche.

Michel Foucault était, au milieu ou aux côtés de ce maelström, l'une de ses raisons d'exister.

C'était dans les années 70, durant *lesquelles* la République *pompidolienne* feignait aussi de se faire peur, sous l'aiguillon d'actions dites gauchistes, plus maladroites qu'elles n'étaient illégitimes. Des groupes politiques *aux noms bizarres (mais pas* plus que ne peut l'être à présent celui d'un groupe rock) s'agitaient contre les violences policières, pour la liberté d'expression ou à propos des transports en commun, lançant un slogan qui aurait dû rester fameux : *« On ne vous transporte pas, on vous roule. »* C'était comme une pratique fragile de la gauche idéale, en qui l'apparence de la raison n'aurait pas étouffé ce qui la rend belle.

La répression s'était mise à l'unisson et, pour des actions qui, conduites par d'honorables ecclésiastiques, auraient valu médailles et décorations à leurs auteurs, amendes et emprisonnement avaient plu. On *en priva l'un d'eux, parce que* Georges Pompidou en avait dit : *« On ne met pas en prison Voltaire ».* C'était Sartre.

Dans ces moments-là, Michel Foucault, *soit qu'il fût personnellement* en cause, soit qu'il épousât des luttes dont il se savait proche, mit en pratique un droit toujours inscrit dans la Constitution française : le droit de rébellion.

Il ne prit ni les armes ni le maquis. Plus que la plume, il prit la parole : comme fondateur du GIP, un groupe *d'information qui devait être dans les* années 70 un souffle d'air sur un monde clos, celui de la prison, d'où il tirait son nom ; de toutes les prisons en fait, qu'elles en portassent le nom *officiel, ou qu'elles n'en eussent que la* réalité, asiles, folies, minorités ethniques, sexuelles ou morales. C'était renouer avec la Résistance.

La guerre

A la libération de la France, en 1945, des prisons étaient sortis *nombre d'hommes et de femmes qui,* pour certains parvenus au pouvoir, n'avaient pas oublié d'où ils venaient. Emprisonnés pour de nobles raisons où la défense de la patrie avait seule part, *ils avaient droit* à la parole, à leur discours d'honnêtes gens fraîchement libérés pour dire que la prison, au mieux, ne servait à rien, au pire pervertissait davantage l'égaré ou le vrai pervers qu'elle prétendait guérir ou sauver.

Des textes, des proclamations avaient paru, simples et novateurs, *que l'absence d'une volonté politique* constante ramena à leur état initial de paperasses. Sans qu'il se trouvât grand monde pour s'en inquiéter, une bonne centaine de milliers de prisonniers continuèrent de passer chaque année dans les maisons centrales, d'arrêt ou de correction.

La guerre d'Algérie ne renouvela pas l'espèce de miracle pénitentiaire qu'avait fugacement produit la seconde guerre mondiale. Le gros des détenus de 1954 à 1962 était fait d'étrangers et ceux qui, sur la fin, les *remplacèrent, de Salan à Jouhaud*, d'Argoud à Sergent, qu'ils fussent général, colonel ou capitaine, n'avaient pas les soucis d'humanité de leurs devanciers de l'autre guerre en matière de *détention politique*.

Vingt-cinq ans s'étant écoulés depuis 1945, Michel Foucault, élu au Collège de France sans même avoir atteint l'âge mûr, n'aurait choqué personne de ne marquer attention qu'à des travaux reclus d'homme de l'intelligence. Au contraire...

Aux heures où d'autres guettent le moment de se montrer au journal télévisé, Foucault, aidé de complices aussi disparates que distingués, mais point trop, où l'on comptait la veuve *de Paul Eluard, le fils de François* Mauriac, une comédienne célébrissime, et quelques autres, Foucault le philosophe injuriait la prison et ceux qui la nourrissent.

Dans la rue plus souvent que dans les journaux, devant les prisons plutôt que dans les antichambres, sur des bancs d'arrière-salles plus qu'au cœur de vastes amphithéâtres, il interrogeait publiquement la prison, les magistrats, la justice, c'est-à-dire le pouvoir qui se défend, avec de bons et de mauvais moyens, pour de *justes nécessités ou pour de moins* limpides, en incarcérant, en décapitant parfois, — alors.

Le mouvement prit une certaine d'ampleur. On rappelait à l'envi combien une *société* se définit par les égards qu'elle témoigne à ses mondes clos, par sa ligne de partage du bien et du mal. On citait Malesherbes qui, avant de périr sur l'échafaud pour avoir été l'avocat de Louis XVI, disait, à ce pauvre monarque encore régnant : *« Sire, les prisons de France ne sont pas dignes de votre majesté. »*

Le mouvement retomba et, sur les prisons, la coiffe du silence.

L'architecte

Les grandes révoltes de l'été 1974, qui causèrent un si grand effroi au sein de la République devenue giscardienne, ne brisèrent ce silence que superficiellement. Des textes furent de nouveau promulgués, des discours prononcés, des engagements proclamés. Bien vite, tout reprit *ordre et forme*, les détenus pour être détenus, les surveillants pour surveiller.

Michel Foucault, alors, était déjà retiré du combat ostensible. Mais il allait le continuer sur un registre qui, pour être différent, méritait une égale révérence. En 1975, parut *Surveiller et punir*.

Si l'ouvrage n'avait *été* que la description, l'explication, l'analyse et le commentaire d'un système répressif qui est l'une des identifications majeures du pays français, il aurait déjà mérité les salutations publiques qu'il reçut, encore qu'un peu chichement. Le livre, comme on l'a peu dit, n'était pas d'un philosophe qui se borne à *écrire et peser, mais d'un honnête* homme (ce qualificatif devrait-il heurter la mémoire de celui qu'il désigne) qui chausse aussi les lunettes du journaliste, du politique, du misanthrope, *pour dépeindre la totalité* de son temps et du pouvoir qui s'y fait jour et place, au travers de l'une de ses manifestations, si particulière à première vue, procédant de la sorte à une espèce de métonymie politique où l'analyse de la partie que l'on cache révèle le tout qu'on exhibe.

Car *Surveiller et punir* naquit encore d'une *pudeur d'auteur* chez *un* homme qui eut toujours à cœur de masquer jusqu'à sa pudeur, jusqu'à sa modestie, la masquer de colère, le cas échéant. *Surveiller et punir* est une dissection du pouvoir, après d'autres, avant d'autres, l'œuvre d'un architecte qui bâtit à l'envers, dévoilant la solidité des ruses en les abattant une à une.

Foucault a tout compris de la prison, mais c'est sur l'exercice du pouvoir qu'il a tout dit.

Foucault, qui n'était pas plus un anarchiste qu'un révolutionnaire, quoi qu'en ait pensé la commune renommée, n'aimait pas le pouvoir, qu'il vînt de droite, qu'il vînt de gauche ; où qu'il aille, ou vers quoi qu'on l'entraîne. Il donnait une peau neuve au retrait pascalien.

Mais il avait du pouvoir une intelligence *née de sa propre personne*, pour partie due à sa science, pour partie à son instinct. Foucault parfois savait sans qu'on sût comment il savait, pas même lui peut-être.

Un combattant de rue

M. Georges Kiejman, qui fut l'avocat de Michel Foucault, raconte :

Foucault fut le contraire d'un philosophe lointain prodiguant ses conseils du haut de l'Olympe.

Jamais découragé, toujours présent sur le terrain, et notamment sur le terrain judiciaire, là où le plus clairement l'individu affronte *le pouvoir*.

J'en évoquerai des exemples minuscules et porteurs de sens. Foucault et quelques amis distribuent le long des murs de la prison de la Santé des tracts du groupe Information sur les prisons à ceux-là mêmes que cela concerne, les familles des prisonniers. *Intervention* de la police, contravention pour colportage non autorisé, bousculade, embarquement au commissariat, longue attente, propos xénophobes à l'égard d'un des manifestants au nom « peu gaulois », coups de poing dans le dos de Foucault et insultes sexuelles.

Pour Foucault, rien de tout cela n'a la moindre gravité en ce qui le concerne. Tout est grave, qui, dans ce racisme quotidien, atteint les autres que ne protège pas leur *notabilité. Et Foucault* dépose plainte.

Cette plainte connaît le sort habituel. Non-lieu à l'égard des policiers identifiés comme ayant frappé. Confirmation de ce non-lieu par la chambre d'accusation. Du moins Foucault n'aura-t-il pas accepté.

Cette descente dans la rue pour y témoigner, y diffuser des idées, vaut à trois jeunes militants d'être poursuivis pour avoir *distribué des tracts qui ont pour* toute mention le nom de l'imprimeur, le GIP, et l'adresse personnelle de Foucault. *« Impossible,* dit le parquet, *qu'à cette adresse se tienne une imprimerie de labeur. » « Bien sûr,* dit Foucault, s'approchant du tribunal, *cette imprimerie, elle est là sous mon bras, c'est cet appareil à polycopier. »* Condamnation de principe, c'est-à-dire contraire aux principes, prononcée par une présidente dont l'avenir sera fulgurant. *Foucault aura essayé de lui* éviter cette erreur-là.

Ces exemples, on pourrait les multiplier. Le temps que d'autres auraient considéré comme perdu et insignifiant, Foucault n'a cessé de le donner, prodigue de tout et d'abord de sa personne.

Quel est celui d'entre nous, attristé d'avoir poussé un cri solitaire, qui n'a le lendemain, reçu un message d'encouragement et d'amitié du témoin combatif que fut Foucault à l'égard de tout ce qui opprime et de tout ce qui résiste ?

D'autres peut-être auraient pu écrire *Surveiller et punir*. Aucun n'aura tant fait pour rétablir dans leurs droits ceux à qui tous les pouvoirs ont continué de les contester. A l'aube du fantastique combat contre le racisme, contre les racismes, que la situation en France aujourd'hui rend inéluctable, ce n'est pas seulement un philosophe qui va nous manquer, c'est un combattant de rue.

● *M. Mauroy : un des grands philosophes français contemporains. — « Avec Michel Foucault disparaît prématurément l'un des grands philosophes français contemporains (...). A ses disciples appartient désormais la responsabilité de poursuivre son œuvre », a affirmé lundi soir le premier ministre. Dans une déclaration remise à la presse, M. Mauroy ajoute : « Son œuvre, originale, cherchait dans l'histoire et la sociologie les explications aux comportements humains, visant à faire comprendre, à interpréter et aussi à enseigner. Car ce grand chercheur fut aussi un pédagogue dont les enseignements dépassaient largement les frontières de notre pays. »*

● *M. Jack Lang : aux avant-postes de la recherche. — « Pendant plus de vingt ans, avec force et simplicité, Michel Foucault nous a guidés dans les dédales du savoir humain au fil de ses lumineuses évidences, a déclaré M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. Philosophe qui se tenait aux avant-postes de la recherche, il fut aussi homme de terrain. A partir de l'asile et de la prison, sa réflexion et son action suivirent, conjointes, le même chemin de liberté. »*

Le Monde

société

LA MISSION « DISCOVERY »

La faute à l'ordinateur

Il suffit toujours d'un grain de sable pour bloquer les mécaniques les mieux huilées. La NASA, l'agence spatiale américaine, vient, comme tant d'autres avant elle, d'en faire la triste expérience avec l'ajournement, vingt minutes seulement avant la mise à feu des moteurs, du lancement de la navette spatiale *Discovery*.

Après tant de sans-faute de la NASA, *Discovery*, dont ce devait être, lundi 25 juin, le vol inaugural, est restée clouée sur son pas de tir, perchée sur les deux jambes maigres de ses fusées d'appoint, dans cette allure de gros insecte un peu pataud qu'on lui connaît. Bloquée là, bêtement, pour au moins vingt-quatre heures, selon un porte-parole de la NASA. La faute à qui ?

Mais voyons, c'est tout simple. Et la NASA ne s'est guère privée de le faire savoir en diffusant cette réponse tant de fois entendue par le contribuable, l'employé ou l'assuré social : *« C'est la faute à l'ordinateur de secours dont un composant ne fonctionne pas »*. D'une certaine manière, cela a quelque chose de réconfortant, d'un peu rassurant, ce recours à l'homme pour diagnostiquer et suppléer à la dernière minute à la défaillance de ces merveilleux calculateurs. Tant pis pour l'image de marque de la NASA qui, au reste, n'en souffrira guère. Mais qui n'a pas ses petits soucis ?

Pourtant, ils sont cinq à bord de *Discovery*. Cinq ordinateurs éprouvés, fournis par IBM. Cinq *computers* qui, pendant les phases critiques de l'envol de la navette et de sa rentrée dans l'atmosphère, travaillent à pleine puissance. Au cours de ces opérations, en effet, quatre de ces calculateurs exécutent en parallèle le même programme et, avec une synchronisation parfaite, comparent leurs résultats.

Majorité

C'est ainsi qu'ils s'interrogent l'un l'autre, quatre cent quarante fois par seconde. Que l'un d'entre eux vienne à fournir des résultats aberrants et les trois autres, par un système de « vote à la majorité qualifiée », l'excluent du club et ne lui donnent plus voix au chapitre. De cette manière, en cas de pannes répétées, trois ordinateurs sur les quatre disponibles peuvent être ainsi mis progressivement hors circuit, un seul suffisant à exécuter l'ensemble des tâches. John Young, lors d'un vol récent de la navette, avait d'ailleurs connu quelques déboires avec des ordinateurs récalcitrants.

Le cinquième ordinateur, complétant cet ensemble, exécute quant à lui un programme différent de ses quatre collègues. Mais ce programme, écrit par Rockwell alors que l'autre est fourni par IBM, permet par des voies différentes de parvenir, sur cet ordinateur de secours, aux mêmes résultats que ceux communiqués précédemment par les quatre ordinateurs principaux.

En avril 1981, une absence de synchronisme entre les cinq machines avait conduit à reporter le départ de *Columbia* de quarante-huit heures, pour un retard de transmission d'informations de 40 millisecondes entre trois de ces cinq calculateurs. Tout cela, avaient dit les techniciens à l'époque, *« pour une dépression nerveuse des ordinateurs »*.

A n'en pas douter, le problème actuel de *Discovery* devrait trouver rapidement sa solution. Une solution radicale si l'on en juge par celle projetée lundi 25 juin en fin de soirée par la NASA : le remplacement pur et simple de l'ordinateur défaillant par une machine de même type prélevée sur la navette *Challenger*. Une chance pour les Américains qu'ils puissent puiser sans retenue dans une de leurs navettes restantes. Mais il n'en reste pas moins que si le « piratage » est toujours possible et les problèmes techniques jamais sans solution, les conditions météorologiques dictent aussi leur loi...

J.-F. AUGEREAU.

UNE DÉCOUVERTE DE CHERCHEURS AMÉRICAINS ET JAPONAIS

Le cœur produit une substance qui diminue la tension artérielle

Une série de résultats publiés dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique *Nature* révèlent que le cœur produit, de manière naturelle, une substance qui semble jouer un rôle fondamental dans le contrôle de l'excrétion de sodium par l'organisme. Il s'agit d'une donnée physiologique entièrement nouvelle dont l'importance pourrait, à terme, se révéler considérable, notamment pour le contrôle de l'hypertension artérielle.

On avait pris l'habitude de regarder le cœur comme un organe n'assurant qu'une seule fonction : la circulation du sang dans l'organisme. L'image doit être corrigée. « Pompe » on ne peut plus sophistiquée, le muscle cardiaque est aussi capable de synthétiser des structures protéiques dont tout laisse à penser qu'elles jouent le rôle d'hormones. Les publications de *Nature* sont signées par trois équipes américaines et une équipe japonaise (1). Elles portent, pour l'essentiel, sur le clonage d'un gène, la caractérisation et la synthèse d'une substance qui, produite naturellement au niveau du cœur, augmente l'excrétion de sodium par les reins. Cette élimination de sodium constitue l'un des mécanismes essentiels du contrôle physiologique de la fonction artérielle.

Plus exactement, les chercheurs ont identifié un produit qui doit être considéré comme le précurseur d'une famille de substances protéiques qui agissent au niveau des reins et des vaisseaux (action vasodilatatrice). Ces travaux ont été menés sur l'homme et sur le rat. Les résultats obtenus par des équipes travaillant de manière indépendante sont remarquablement convergents.

Puzzle biologique

« Même si des questions demeurent posées en ce qui concerne le mécanisme d'action et la pharmacologie de cette substance, nous a déclaré le professeur Philippe Meyer (hôpital Necker-Paris et INSERM), spécialiste international de ces questions, *il s'agit d'un résultat d'une importance fondamentale. Un résultat qui a aussi une valeur historique puisqu'il a été obtenu en dix mois seulement grâce à la technologie dont disposent aujourd'hui, en matière de génie génétique, les laboratoires américains et japonais. »*

Ce résultat vient compléter le véritable puzzle biologique qui s'échafaude depuis plusieurs années pour tenter de comprendre la physiologie du contrôle de la tension artérielle et, au-delà, pour améliorer le traitement de l'hypertension artérielle (2). Plusieurs arguments récents laissent supposer qu'une autre substance aux effets similaires serait produite au niveau du cerveau. Les auteurs américains font valoir, de leur côté, que la substance qu'ils viennent d'identifier pourra être produite sur une large échelle, ce qui devrait permettre de comprendre rapidement son mode d'action dans l'organisme. Il pourrait aussi, selon eux, s'agir là d'une base de départ pour traiter l'hypertension artérielle d'une manière plus « biologique » qu'aujourd'hui.

JEAN-YVES NAU.

(1) *Nature* (numéro daté 21-27 juin). Ces travaux ont été menés par des chercheurs des universités Cornell (New-York), de Nashville (Tennessee), de la société California Biotechnology Incorporated et de l'Institut de recherche Suntory (Osaka).

(2) L'hypertension artérielle constitue l'un des principaux facteurs de risques de mortalité dans les affections cardio-vasculaires.

« L'ÉVASION DU SIÈCLE » AUX ASSISES DE L'ESSONNE

Le pied de nez de l'hélicoptère

Comme tout un chacun, les jurés des assises de l'Essonne ont bien dû la trouver époustouflante cette évasion par hélicoptère, réalisée le 27 février 1981, en un temps record sur le terrain de football de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, d'où s'envolèrent Gérard Dupré et Daniel Beaumont, qu'étaient venus ainsi délivrer Serge Coutel et André Prebet. En ce pays, où l'on applaudit volontiers Guignol rossant le gendarme, ils ont peut-être même crié « chapeau » devant cet original pied de nez fait à l'administration pénitentiaire.

Seulement, depuis lundi 25 juin, les voici promus au rang de juges. Et les quatre accusés, auxquels s'ajoutent deux jeunes femmes qui furent leurs complices parce qu'elles étaient leurs amies, sont poursuivis pour des faits avec lesquels la loi ne badine pas : association de malfaiteurs, prise d'otages avec circonstances aggravantes — le pilote de l'hélicoptère, M. Claude Fourcade, ayant été obligé de les conduire, sous la menace d'armes, — détournement d'aéronef, connivence d'évasion et de fuite, recel de malfaiteurs, port d'armes prohibées, usage de faux papiers et de voitures volées.

Car, si l'évasion fut un modèle dans le genre spectaculaire, ses suites ont été dramatiques. D'abord, dès le 8 mars, Dupré, au moment d'être pris à Paris, a tiré sur l'un des policiers qui fut gravement blessé, avant d'être lui-même atteint de trois balles. Ensuite en Espagne, où, du côté de Malaga, Daniel Beaumont a été atteint le 8 juillet d'une autre balle, qui s'est logée près de la moelle épinière et a fait de lui un paraplégique condamné à vie au fauteuil roulant et dans un état tel qu'il a bien fallu le libérer à cause des soins qu'exigeait son état.

Lui, Beaumont, pâle, émacié, ne pense qu'à ça, à ce tir policier qui fait qu'aujourd'hui peu importe — en regard de son destin scellé d'impotent — la peine qui lui sera infligée. Aussi, quand le président Franceschi lui dit qu'il peut rester assis pour répondre aux questions, cela paraît tellement incongru qu'il riposte tout de go en demandant si c'est de l'humour.

Les autres ne sont pas en reste, qui ont montré, dès le premier jour, où il n'était encore question que de raconter leur vie passée, qu'ils entendaient aborder le débat en relevant le gant. C'est que Dupré et Beaumont, les deux évadés, mais aussi Coutel et Prebet, qui vinrent les libérer, la connaissent la prison. Ils y ont tous passé des années. Aux peines correctionnelles infligées pour des vols d'adolescents sont venues s'ajouter, pour chacun, des condamnations à la réclusion pour vols à main armée.

Des heures chaudes

Au fil des années, ils sont ainsi devenus, pour l'administration pénitentiaire, des détenus à surveiller particulièrement. Ils ont connu les quartiers de haute sécurité. Ils ont appris aussi toutes les règles de la détention. Et Coutel dira : *« Monsieur le président, avant l'évasion, il y a la prison ; et c'est ça qu'il faut voir aussi. »*

Or cette prison, chacun d'eux l'a éprouvée avec le sentiment d'avoir été injustement ou excessivement frappé. André Prebet, par exemple, n'en revient pas encore d'avoir été condamné à sept ans pour avoir, à bord d'une voiture volée, causé dans un accident la mort de deux personnes et pris la fuite. Il répète : *« A vingt ans, sept ans pour une voiture volée, vous vous rendez compte... »* Dupré récrimine de la même manière : *« J'ai pris douze ans à Créteil en 1981, pour une agression à laquelle je n'ai pas participé. »*

Auparavant, en 1975, les assises de Paris avaient infligé à Dupré dix ans pour une autre affaire de hold-up. Il dit, lui : *« Le président m'a donné dix ans.*

— Non, rétorque M. Franceschi, *ce n'est pas le président, c'est la cour et le jury.*

— Pardon, je dis, moi, qu'à l'égal d'un capitaine de navire le président conduit le bateau comme il veut...

— Eh bien, vous êtes dans l'erreur. »

Mais passons. Serge Coutel n'est pas en reste.

« C'est vous, Monsieur le président, qui avez instruit une de mes affaires.

— Tiens, croyez-moi, ça m'est totalement sorti de l'esprit. »

— Mais, moi, je me souviens des cinq ans de réclusion qui ont suivi. »

Coutel, c'est sûr, domine les autres. C'est lui du reste qui a eu l'idée de faire évader ses copains par hélicoptère pour la simple raison qu'au temps de son service militaire, à Dax, il avait commencé à apprendre à piloter ce genre d'appareil. C'est ce que l'on va maintenant examiner par le menu. Tel que le procès est engagé, cela promet des heures chaudes.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LE TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

Médiocre récital sous vent de force 7

Vent de force 7 sur la première journée des Championnats de Wimbledon. Malgré la tourmente, le tenant du titre, McEnroe, a passé le cap du premier tour, mais il a été accroché par l'Australien McNamee. Tout comme les autres têtes de série.

Le Tchécoslovaque Lendl, l'Américain Connors, le Suédois Sundstrom et le Sud-Africain Curren ont dû batailler ferme pour rester en compétition. Tandis que l'Américain Davis faisait la première victime de choix, le Suédois Jarryd et que l'Argentin Clerc déclarait forfait.

Wimbledon. — John McEnroe, le champion sortant qui selon la tradition a inauguré le gazon du court central de Wimbledon, n'a pas réalisé un match inoubliable, lundi 25 juin, pour gagner le droit d'affronter son compatriote Rodney Harmon au second tour. L'Américain a eu des difficultés dans les deux premières manches face à Paul McNamee qu'il l'avait éliminé au troisième tour de Roland-Garros en 1980. Excellent joueur de volée qui gagna, en 1982, le double des « Championships » associé à son compatriote McNamara, le joueur des antipodes a pris une fois le service de McEnroe dans chacun de ses sets, avant de sauver deux balles de match dans le tie-break du troisième qu'il a finalement remporté (9-7). L'Américain a dû alors forcer la cadence dans la quatrième manche et a aligné cinq jeux, sans pour autant bouleverser la foule qui s'était entassée dans les tribunes transformées en cathédrale des vents.

Mais les spectateurs — certains avaient campé toute la nuit devant les grilles du stade pour être sûrs de pouvoir pénétrer dans cette Mecque du tennis — ont peut-être été moins déçus par la petite qualité du récital offert par le champion du monde que par son calme. Tout semblait, en effet, avoir été « programmé » pour faire exploser la cocotte-minute new-yorkaise depuis qu'il s'en était pris verbalement à l'arbitre et aux journalistes lors de la finale du Tournoi du Queen's, une semaine auparavant.

Tout en affirmant qu'il n'y aurait pas de « chasse aux sorcières », Ronald Hadingham, qui a succédé à

De notre envoyé spécial

Sir Brian Burnett à la présidence du All England Lawn Tennis Club (AELTC), avait déclaré qu'il était *« inadmissible »* de jurer sur un court et que le code de conduite des joueurs, réprimant notamment les abus de langage, *« devrait être renforcé »*. Le juge-arbitre du tournoi, Alan Mills, avait déjà indiqué pour sa part qu'il ne ferait *« aucun cadeau »* aux champions qui se tiendraient mal.

L'opinion publique britannique avait été abondamment saisie de l'affaire par les médias. Un député conservateur, qui consacre ses week-ends à l'arbitrage, avait déclaré : *« Il est incroyable que cette prima dona* [McEnroe] *fasse n'importe quoi. Les officiels du tennis sont des mollassons. McEnroe doit être frappé là où cela lui fait le plus mal — le portefeuille — en le suspendant pour une longue durée. »* Champion en 1934-1935 et 1936, Fred Perry, dont la statue a été érigée à l'entrée du club, avait donné un avis « musclé » : *« Le môme a un énorme talent de tennisman mais ce n'est pas encore un grand joueur. Il aurait dû être « viré » en 1981, mais il n'est pas encore trop tard pour lui faire comprendre qu'il n'est pas plus grand que le tennis. »* Perry avait également dit à l'usage des adversaires que McEnroe rudoie : *« Si un joueur m'avait insulté ou accusé de quoi que ce soit, je lui aurais flanqué ma raquette à travers la figure. »*

Avec le détail des incartades du numéro un mondial sur les courts depuis 1979, la presse britannique avait rappelé la progression des sanctions normalement prévues en pareil cas : *« Avertissements, points de pénalité, jeux de pénalité, disqualification. »* La majorité des journaux ont souligné, en même temps, que McEnroe se conduisait, en fait, comme un joueur de football ou un hockeyeur américain : *« Aux Etats-Unis, l'agression des arbitres et les injures dans ces sports sont compris dans le prix du billet. »* La hargne des commentateurs semblait avoir été accentuée par le fait que McEnroe avait vendu ses commentaires au *Sun*, un journal spécialisé dans les informations à scandale avec lequel le champion avait eu des démêlés en 1981. *« Il s'agit moins de savoir si McEnroe va défendre son titre que de savoir s'il va pouvoir franchir les grilles de Wimbledon »*, avait dit un commentateur.

Les Britanniques auraient voulu tendre un traquenard à l'Américain qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement. Les organisateurs du tournoi semblaient, d'ailleurs, avoir raffiné leur piège en contractant auprès de la Lloyd une assurance de 100 000 dollars (équivalente à la bourse du vainqueur) contre le procès que leur intenterait éventuellement un joueur disqualifié.

Chercherait-on intentionnellement à pousser McEnroe au « crime » afin de justifier la « peine de mort » ? Pour son premier match, le champion du monde n'a guère été épargné. Avant de pénétrer sur le court central pour s'incliner devant la loge royale, il a dû changer de short, le blanc de sa première culotte n'étant pas assez blanc aux yeux du contrôleur des tenues. Pendant la partie, un juge de ligne tatillon lui a infligé une faute de pied pour le moins imaginaire, alors que des balles nettement mauvaises n'ont provoqué aucune réaction de l'arbitre. En d'autres circonstances, McEnroe se serait sûrement roulé de rage sur le gazon. Là, il a tout juste laissé échapper quelques soupirs.

Mais à la conférence de presse, pendant laquelle il a refusé la présence de la télévision, le numéro un mondial a néanmoins avoué : *« Je ne sais pas combien de temps je vais pouvoir me retenir. »* C'était dire que, pour ses prochains matchs, il risquait d'y avoir du sport dans tous les sens du terme. D'autant que s'il est en butte aux tracasseries des officiels, McEnroe s'est désormais assuré du soutien des joueurs : avant le début du tournoi, il a été élu membre du bureau de l'ATP (Association des joueurs professionnels), dont il a l'ambition de devenir prochainement président.

ALAIN GIRAUDO.

EN BREF

Deux condamnations après la manifestation du 24 juin

Après les affrontements qui ont opposé dans la nuit du 24 au 25 juin à Paris quelques jeunes manifestants d'extrême droite à des CRS, la 23e chambre correctionnelle de Paris a jugé, le 25 juin, deux des personnes interpellées. Elle a infligé deux mois de prison avec sursis et 500 francs d'amende à M. Gilles Nagtion, vingt-sept ans, contractuel à la SNCF, qui a reconnu avoir lancé des pierres sur les policiers afin de donner *« plus d'ampleur à la manifestation pour l'école libre »*, après avoir défilé, l'après-midi, de Montparnasse à la Bastille. Elle a aussi condamné M. Gaspard Coletta, vingt et un ans, couvreur, à trois mois d'emprisonnement dont soixante-quinze jours avec sursis pour avoir blessé cinq gardiens en leur jetant des pierres.

D'autre part, un lycéen a été remis en liberté par le parquet pour qu'il puisse passer les épreuves du baccalauréat. Trouvé en possession d'une grenade à plâtre, il sera jugé ultérieurement par la 24e chambre correctionnelle. Enfin, deux autres personnes sont l'objet d'un complément d'enquête.

Les suites de l'assassinat du juge Michel

Marseille. — L'un des trois inculpés de l'affaire de l'assassinat du juge Pierre Michel, Gilbert Ciaramaglia, un repris de justice marseillais de trente-sept ans, a été condamné, le 22 juin, par la septième chambre correctionnelle du tribunal de Marseille, à quatre ans d'emprisonnement pour détention illégale d'arme. Ses deux coinculpés, Daniel Danti, trente-quatre ans, et Charles Giardina, vingt-cinq ans, ont été condamnés, pour les mêmes faits, à, respectivement, dix-huit mois, dont dix avec sursis, et un an de prison. Ciaramaglia et Giardina avaient été arrêtés en février 1982, quatre mois après l'assassinat du juge Pierre Michel, le 21 octobre 1981, et inculpés d'homicide volontaire avec préméditation, complicité, vol, recel, association de malfaiteurs et infraction à la législation sur les armes. Danti avait été inculpé des mêmes chefs, sauf d'homicide volontaire. Ciaramaglia et Danti, toujours détenus depuis cette date, sont soupçonnés d'avoir été en possession de la moto Honda 900, Bol d'Or, qui aurait été utilisée par les tueurs du magistrat marseillais et sur laquelle une empreinte digitale de Giardina a été relevée par les enquêteurs. Les deux hommes nient, cependant, leur participation à l'assassinat. — *(Corresp.)*

Zampa déprimé

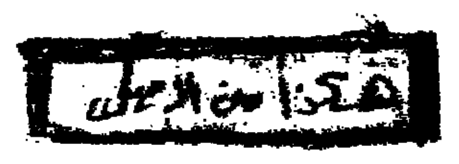
Marseille. — La justice s'inquiète pour Gaëtan Zampa. Un substitut du tribunal de Marseille a sollicité, le 25 juin, une *« expertise mentale »* de cet inculpé de choix. Zampa, dont le procès a commencé, le 20 juin (*le Monde* du 22 juin), s'est en effet ouvert les veines dans sa cellule, le 22 juin. Le « caïd » s'est entaillé le poignet avec un morceau de verre. Son compagnon de cellule a aussitôt donné l'alerte et un simple morceau de sparadrap a mis fin à l'incident.

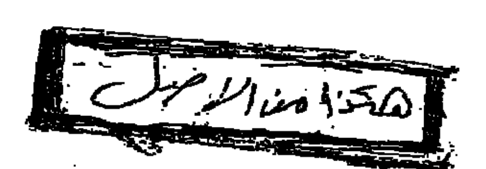
Mercredi dernier, en se tapant la tête contre un pilier du tribunal, Zampa avait déjà protesté contre l'interdiction qui lui était faite de communiquer avec son épouse, elle-même inculpée.

Ceux qui ont pu approcher le détenu affirment qu'il traverse une période très dépressive. Zampa vit dans la hantise d'un attentat contre sa personne, même en prison où il côtoie des détenus avec qui il a pu être « en relation » : en trente ans de « carrière », le « caïd » ne s'est pas fait que des amis. *(Corresp.)*

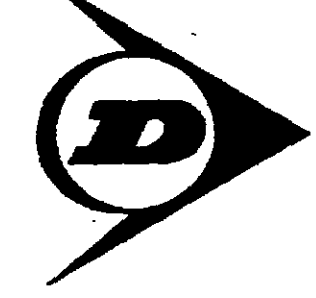
Gang des « postiches » : douze inculpations

Nice. — Douze personnes ont été inculpées d'*« association de malfaiteurs »* et écrouées, le 24 juin, après l'arrestation, le vendredi précédent, d'un gang des « postiches » à Nice. Elles auraient à leur actif une trentaine d'attaques de banques, dont une dizaine dans le département des Alpes-Maritimes, qui leur auraient rapporté quelque 30 millions de francs. Les malfaiteurs disposaient d'un récepteur de type scanner captant les messages radio des policiers. — *(Corresp.)*









SOCIÉTÉ | INFORMATIONS « SERVICES »

FAITS DIVERS

Sujets volés

De notre correspondant

Orléans. – Une première tricherie avait plutôt fait sourire : un candidat au baccalauréat équipé d'un talkie-walkie avait été démasqué par un cibiste zélé (*le Monde* daté 24-25 juin). Ce dernier avait alerté le rectorat au moment où la petite amie du lycéen, installée dans une voiture en face du lycée Jean-Zay à Orléans, lui dictait les sujets d'histoire et de géographie. Rien de très grave jusque-là. Mais, depuis, l'affaire a pris une autre tournure. Deux lycéens de terminale B de ce même lycée viennent d'être écroués après avoir été inculpés pour *« fraude dans les examens et concours publics »* : Frédéric Pion, dix-neuf ans, s'est fait « pincer » par le surveillant lors de la même épreuve d'histoire-géo. Ses « pompes » sur « Les origines de la guerre froide », c'était le sujet proposé, étaient un peu trop visibles. *« C'est une petite question du programme,* reconnaît un professeur, *pour en faire une « pompe », il fallait vraiment connaître le sujet à l'avance. »*

Un camarade de Frédéric, Yvan Foulquier, qui redoublait, a été également écroué. *« Je ne comprends pas,* explique son professeur d'histoire, M. François Paumier, *il aurait eu son bac sans problème, la classe est excellente et bien au-dessus de la moyenne... »*

Les enquêteurs se posent de sérieuses questions, car en 1983, dans la même académie, à la suite de fuites semblables, on avait dû recommencer une épreuve de philosophie. Ces nouvelles fuites proviendraient de l'intérieur du rectorat. Selon les enquêteurs, les deux jeunes gens auraient pénétré de nuit dans le bâtiment et, là, on leur aurait remis des clefs pour ouvrir les coffres qui renfermaient les sujets. Ce « cambriolage » pourrait expliquer l'incarcération des deux jeunes gens.

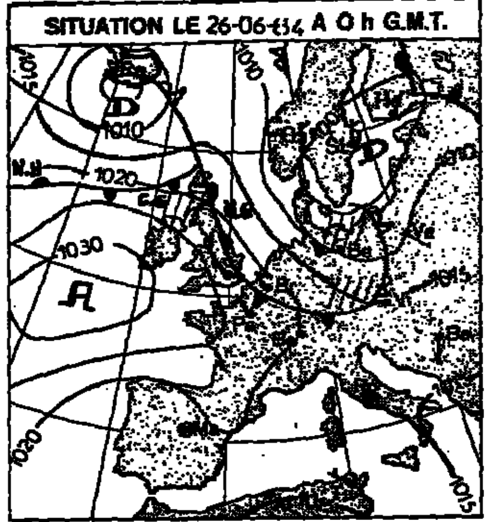
« Je serais étonné que l'enquête s'en tienne à ces deux élèves, ajoute M. François Paumier. *Il y a certainement, sinon une « bac connection », des complicités ».* « Bac connection » ou pas, cette nouvelle fraude plonge les responsables du rectorat dans l'embarras. L'an passé, le dossier avait été refermé rapidement, donnant l'impression que l'affaire était étouffée.

Une descente de l'inspection générale de l'administration provoque des remous. Le rectorat, qui s'était montré peu loquace et avait évité la presse ces derniers jours, a réagi par une courte déclaration : *« J'ai demandé la reprise de l'enquête qui n'avait pu aboutir l'année dernière. Je suis décidée à faire la vérité »,* a déclaré le recteur, Mme Augé-Laffon.

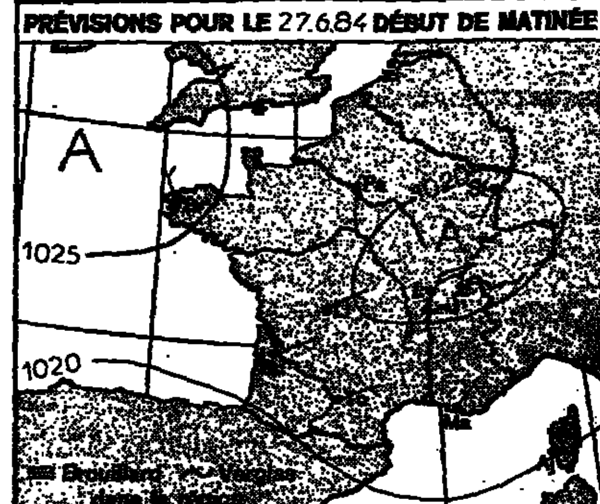
RÉGIS GUYOTAT.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26-06-84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27.6.84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 26 juin à 0 heure et le mercredi 27 juin à 24 heures.

Les hautes pressions atlantiques, s'étant renforcées en direction de l'Europe occidentale, protègent la France du flux perturbé océanique.

Mercredi, le temps sera très ensoleillé sur l'ensemble du pays. Au lever du jour, on observera localement des nuages bas sur les régions frontalières du Nord et du Nord-Est, mais très vite, le ciel se dégagera. En soirée, une légère tendance orageuse se développera sur les régions pyrénéennes mais elle ne devrait donner aucune précipitation. Les températures subiront une hausse sensible. Voisines de 15 degrés au lever du jour, elles dépasseront 25 degrés dans l'après-midi et même 30 degrés dans le sud du pays.

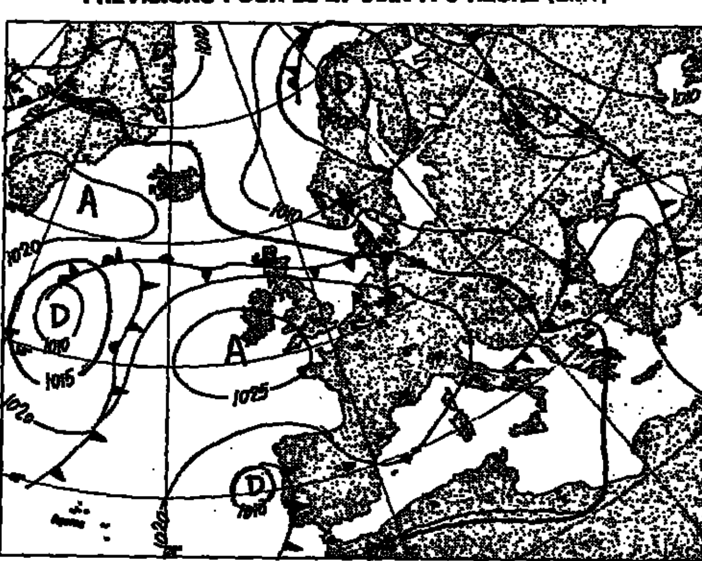
Sens d'évolution pour la fin de semaine. La France sera sous les influences conjuguées des masses d'air chaud et humide venues d'Espagne et de masses d'air frais venues du Nord.

Jeudi, le temps sera très nuageux et orageux de l'Aquitaine au Massif Central aux Alpes et au Midi méditerranéen. Les passages nuageux seront également nombreux sur le Nord et le Nord-Est et il fera frais. Le temps ensoleillé et chaud persistera ailleurs.

Vendredi et samedi, les orages régresseront vers le sud et se localiseront aux Pyrénées, au sud du Massif Central et des Alpes. Ailleurs, les éclaircies prédomineront mais on notera partout une baisse sensible des températures.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 26 juin à 8 heures, de 1024,3 millibars, soit 768,3 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 27 JUIN A 0 HEURE (GMT)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 juin; le second, le minimum de la nuit du 25 juin au 26 juin) : Ajaccio, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 21 et 14; Bordeaux, 25 et 13; Bourges, 22 et 12; Brest, 20 et 12; Caen, 23 et 13; Cherbourg, 19 et 11; Clermont-Ferrand, 22 et 9; Dijon, 21 et 10; Grenoble-St-M.-H., 25 et 10; Grenoble-St-Geoirs, 21 et 9; Lille, 21 et 11; Lyon, 21 et 9; Marseille-Marignane, 28 et 14; Nancy, 19 et 15; Nantes, 24 et 14; Nice-Côte d'Azur, 24 et 17; Paris-Montsouris, 24 et 14; Paris-Orly, 23 et 13; Pau, 25 et 13; Perpignan, 29 et 19; Rennes, 23 et 11; Strasbourg, 19 et 15; Tours, 22 et 11; Toulouse, 26 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 15 degrés; Amsterdam, 16 et 15; Athènes, 27 et 21; Berlin, 14 et 10; Bonn, 18 et 11; Bruxelles, 18 et 10; Le Caire, 34 et 19; îles Canaries, 24 et 19; Copenhague, 16 et 8; Dakar, 29 et 23; Djerba, 29 et 21; Genève, 24 et 9; Istanbul, 24 et 16; Jérusalem, 28 et 14; Lisbonne, 28 et 17; Londres, 23 et 13; Luxembourg, 15 et 12; Madrid, 32 et 16; Moscou, 25 et 13; Nairobi 25 (max); New-York, 25 et 18; Palma-de-Majorque, 28 et 11; Rio-de-Janeiro, 30 (max); Rome, 26 et 15; Stockholm, 13 et 10; Tozeur, 40 et 23; Tunis, 31 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 25 et mardi 26 juin :

DES DÉCRETS

- Portant application de l'article 273 *bis* du code général des impôts (résidences de tourisme).
- Révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au décret du 31 décembre 1946 pris pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale relatif à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Portant publication du procès-verbal de rectification du 22 décembre 1982 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, signée à Londres le 1er novembre 1974.

EN BREF

ASSOCIATIONS

SOLIDARITÉ NATIONALE. – *Les retraités représentent,* d'après l'Association nationale des retraités de France, 20 % de la population française, et 1,3 % d'entre eux seulement ont besoin d'assistance. Ils ont dépassé le stade des honneurs et de l'esprit revendicatif ; chez eux, point de hiérarchie et, pour un certain nombre, pas de soucis matériels. Autant de raisons qui, selon cette association, justifient leur disponibilité. Elle veut donc sortir les retraités de l'anonymat, de la catégorie sociale dans laquelle on les enferme et les regrouper en un mouvement indépendant de toute tutelle. Pour faire aboutir leurs demandes et utiliser leurs facultés intellectuelles gaspillées ou dévalorisées.

★ Association nationale des retraités de France, 3, allée des Tamaris, 21121 Fontaine-les-Dijon, ou, en région parisienne, BP 142, 75623 Paris Cedex 13.

INITIATIVES

DES VACANCES PAS COMME LES AUTRES. – Partir en vacances avec une équipe de jeunes et de personnes âgées : les Petits Frères des pauvres lancent cette proposition. Pendant trois semaines, jusqu'en septembre, dans un de leurs châteaux ou grandesmaisons en France. Partage des loi sirs et des tâches ménagères.

★ *Les Petits Frères des pauvres,* service vacances, 33, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél. : 355-39-19, de 8 h 30 à 12 heures.

VIE ASSOCIATIVE

L'ASSOCIATION DE PRÉFIGURATION DE L'ÉCOMUSÉE de Saint-Nazaire organise dans cette ville, du 27 juin au 9 septembre, une exposition sur le thème « Saint-Nazaire : le port et ses métiers ».

★ Ecomusée de Saint-Nazaire : le Building, bâtiment 3, porte 68, boulevard René-Coty, 44600 Saint-Nazaire. Tél. : (40) 66-79-66.

ETRE CHEZ SOI. – Tel est le titre du guide que vient de publier l'UFJT (Union des foyers de jeunes travailleurs) pour les jeunes qui souhaitent accéder au logement autonome. Présenté sous forme de fiches (15 au total) autour de quatre points-clés : comment rechercher un logement, droits et devoirs du locataire, aides financières et défense des locataires, ce guide peut être complété par des renseignements propres à chaque localité.

★ UFJT, 46, rue Decamps, 75116 Paris. Tél. 503-12-00. Prix : 10 F (6 à partir de 50 exemplaires).

VIE QUOTIDIENNE

UNE ARCHITECTURE POUR L'USAGER. – Notes de stage mais surtout contribution à la solution des problèmes urbains. *L'usager face à l'architecture* est un ouvrage collectif utile à ceux qu'intéresse l'approche socio-culturelle de la ville. Le CIEDART (Centre international pour la documentation, la recherche et la promotion des arts visuels aux fins de l'éducation) – organisme promu par l'UNESCO et dont le siège est à Venise, – la délégation Nord-Pas-de-Calais du Centre de formation des personnels communaux (CFCP) et l'Institut lillois d'éducation permanente (ILEP), ont une démarche commune : ils considèrent les réalités urbaines à partir de la perception qu'en a l'usager et de l'usage qu'il veut en faire.

Quatre parties : des réflexions sur le thème de l'ouvrage ; une analyse des méthodes de travail (visites d'études et évaluation) ; un fichier de quinze expériences d'habitat autogéré en Europe et une documentation qui recense (sous forme de fiches analytiques suivies d'un résumé) cent dix ouvrages ayant trait aux problèmes d'architecture, d'urbanisme et de sociologie.

Ce volume s'inscrit dans une série de dix études sur l'architecture et la participation en Europe. L'ensemble – ouvrages et fichier – constitue une véritable banque de données européennes sur le sujet.

★ En vente à l'ILEP, 1, place Georges-Lyon, BP 1194, 59013 Lille cedex, tél. : (20) 52-11-54, au prix de 37 F (frais de port : 9,20 F).

VIE ASSOCIATIVE

Café-couette

Une présidente qui préside, des membres heureux de travailler : ce tableau d'époque – contemporaine – se fait rare. Il est d'autant plus gratifiant à contempler. Anne Dunoyer de Segonzac, présidente de deux associations – La Marelle et Café-couette, – est née pour ce rôle. Si, gouverner c'est prévoir, présider, c'est doser. La jeune présidente sait plisser un sourire condescendant, donner à sa voix la note de sérieux qui convainc qui doit être capable d'écarter l'importun avec froideur.

Autour d'elle, trois femmes et un homme, M. Hervé Le Houelleur, fondateur et délégué général de La Marelle, et Anne-Chantal, responsable de l'activité traditionnelle de La Marelle : l'accueil d'enfants dans des familles à la mer, à la montagne, à la campagne ; Anne, organisatrice de Café-couette, la valeur qui monte, et Sophie, la plus jeune, douce, joues en pommes rouges, chargée de l'informatisation. Quatre femmes sûres d'elles, socialement et financièrement à l'aise, libres de leur temps et conscientes de leurs privilèges : *« Chacune a un conjoint qui travaille et qui lui permet de mener la belle vie. »*

Des bourgeoises. Ce n'est pas un gros mot, pas davantage une tare. Ce qui compte, n'est-ce pas l'usage que l'on fait de son temps, de son argent ? Vacataires à mi-temps, non salariées, elles se sont choisies, ce qui leur garantit une vie d'équipe harmonieuse.

En 1976, M. Hervé Le Houelleur fonde La Marelle pour recevoir les enfants en famille à tout moment de l'année. *« La séparation des parents peut être bénéfique pour un enfant »,* surtout au moment des vacances. La Marelle s'efforce de donner à la demande la réponse la plus proche possible : Jeannot, qui souffre d'allergie, doit aller à la campagne. Anne-Chantal consulte son fichier pour trouver une famille *« sans poils ni plumes... »* L'éventail social est large, l'accueil sur mesure, le prix moyen de journée de 100 F. Des accommodements sont possibles. La Marelle a hébergé mille enfants dans quatre cents familles pendant vingt mille journées.

Le recrutement des familles – qui ont une maison, un patrimoine – se fait par relations, par le bouche à oreille. Quinze déléguées régionales vont les visiter : les motivations ne doivent pas être financières ; l'accent étant mis sur l'accueil.

La Marelle organise aussi des séjours dans des familles à Paris pour des enfants trop jeunes pour aller dans des foyers. « Helo », c'est la prise en charge d'enfants à l'étranger, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Dernière initiative : le centre de créativité informatique ouvert à Paris (*le Monde* du 4 février).

Café-couette est née d'une constatation : il n'y a rien, en France, entre la ferme et le château, entre les gîtes ruraux et les « vieilles demeures de France ». Dans le réseau Café-couette, le visiteur est reçu en ami par une bourgeoisie *« évoluée, ouverte, qui offre un accueil sympathique : confort, conversation, tout en arrondissant ses fins de mois ».*

Confort bourgeois

L'idée trouvée, il fallait lui donner un nom. *Bed and breakfast,* c'est pratique, précis, brutal ; « Café-couette », plus subtil, plus chic, original, suggère l'arôme, la douceur, la chaleur.

Café-couette, c'est le confort bourgeois à la portée de presque toutes les bourses. D'un côté, les hôtes, soigneusement sélectionnés, forment *« une association de propriétaires de chambres d'amis ».* De l'autre, les visiteurs : *« Ces couples ou ces célibataires qui savent vivre et qui savent voyager. Ils ont besoin de leurs aises et de faire des découvertes authentiques. Ils aiment être reçus personnellement. »* Le ton est donné.

Annie, qui a dirigé, pendant deux ans, une agence de voyages avant de venir à La Marelle, connaît le marché. Elle veut attirer les Français mais aussi les touristes étrangers. Plus particulièrement les Japonais, qui *« passent en moyenne neuf jours en Europe, dont trois ou quatre à Paris, au Mont-Saint-Michel, dans les châteaux de la Loire, et qui ne se déplacent qu'en groupe, par cars de soixante personnes ».* Aussi propose-t-elle cent cinquante chambres à travers la France. Elle espère offrir mille chambres dans deux ans.

Annie a soigné les détails. La description des chambres est assortie de « cafetières » : deux cafetières signifient un bon accueil, correct. Des malouinières pleines de charme, avec parc sur la mer ; mais une salle de bains pour trois chambres méritent trois cafetières. Les quatre cafetières sont réservées aux maisons qui allient « gueule » et confort, voire luxe (piscine, tennis).

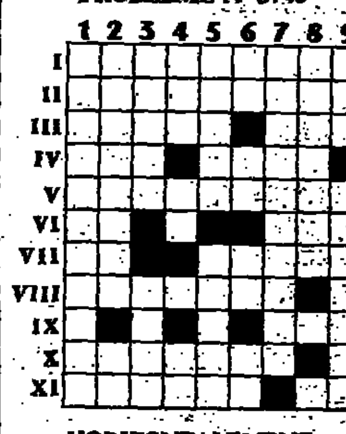
La nuitée et le petit déjeuner coûtent, selon le nombre de cafetières, de 120 F à 240 F pour un couple, l'accent étant mis sur l'hospitalité, point d'échange d'argent entre hôtes et visiteurs. Ces derniers sont munis de « cafés-chèques » d'une valeur nominative de 60 F qu'ils remettent en échange de leurs « nuitées ». L'hôte envoie les coupons à l'association, qui le règle par retour du courrier.

DANIELLE TRAMARD.

★ La Marelle, 8, rue de l'Isly, 75008 Paris. Tél. : 294-92-00.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3740



HORIZONTALEMENT

I. Éteindre le feu. – II. Travaille donc à l'air libre. – III. A la tête d'un réseau de distribution. Met souvent du plomb dans l'aile. – IV. Change de timbre. Couper le souffle. – V. Se fait sans l'accord des parties. – VI. Avant Jésus-Christ. Abréviation hormonale. – VII. Est bon pour avoir la ligne. Être embarrassé ou être débarrassé. – VIII. A donc l'air un peu plus fréquentable. – IX. Signes de paix. – X. Fume beaucoup mais est long à s'éteindre. – XI. Porteur à la SNCF. Exclamation.

VERTICALEMENT

1. A toujours peur du gendarme. – 2. Sans intérêt ou avec un gros taux d'usure. Sac facile à porter. – 3. Appareil de projection. Bon, il n'est pas commun. – 4. Adresse à conserver précieusement. Réduit de moitié. Démonstratif. – 5. Piège à loup. Va donc. – 6. Abréviation universitaire. Porte... clé. On peut toujours compter sur lui. Conjonction. – 7. Passage interdit. – 8. Fait tirer lorsqu'on veut repousser. – 9. Reçoit un câble. Sur lequel on peut compter ou sur lequel on ne peut plus compter.

Solution du problème n° 3739

Horizontalement

I. Fiancée. – II. Assaut. Se. – III. Ulcéré. Or. – IV. Naïve. Fil. – V. Endurer. – VI. Dis. Tans. – VII. Née. Trio. – VIII. Laos. – IX. Vénériens. – X. Et. Vit. Ut. – XI. Tapis. Olé !

Verticalement

1. Faune. Navet. – 2. Islande. Eta. – 3. Ascidie. – 4. Naevus. Lévi. – 5. Curer. Taris. – 6. Été. Étroit. – 7. Fraise. – 8. Soi. Nô. Nul. – 9. Perles. Este.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 JUIN

« Cathédrale Saint-Alexandre-Newsky », 14 h 30, 12, rue Daru, Mme Hulot.

« La tour Eiffel », 15 heures, pilier nord, M. Gazquez-Romero.

« Le treizième arrondissement », 15 heures, 55, avenue d'Italie, Mme Legrégeois.

« Château de Saint-Cloud », Mlle Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« Adieu Belleville », 15 heures, centre de la place des Fêtes (Mme Hager).

« De l'ancien Hôtel-Dieu et la médecine autrefois », 15 heures, entrée, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

« Autour de Saint-Victor », 14 h 30, métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Paris et son histoire).

Le Monde

culture

CINÉMA

« LIQUID SKY », de Slava Tsukerman

Un homme, une femme, underground

Dans un club new-wave, peuplé de zombies, garçons et filles aux torses androgynes, où les faisceaux de lumière glauque giflent les visages zébrés de jaune, de vert, Jimmy — un faux David Bowie aux yeux perdus, bleus comme un ciel liquide, — cherche de la drogue mais il n'a pas d'argent. Il emberque Margaret, l'amante d'Adrian, chanteuse façon Laurie Anderson, sa fournisseuse habituelle qui ne fait pas crédit. Margaret aux longues jambes, son sosie. Tout ce qu'il veut, c'est une dose. Il refuse de faire l'amour. Forcément, les deux personnages sont joués par une même actrice, Anne Carlisle. A la fin du film, pourtant, Margaret essaie de violer Jimmy au cours d'une séance de photos pour un magazine branché.

Pendant tout le film, Jimmy — dans la drogue et l'impuissance — et Margaret — dans le sexe et la frigidité — cherchent en vain quelque chose, comme un mot au bout de la langue, quelque chose qui a à voir avec ce qu'ils auraient pu être. Elle a fui les princes charmants des destins tout tracés et finalement s'est façonnée à ce qu'on attendait d'elle — une Lulu des bas-fonds chic de New-York. Le personnage de Jimmy est plus flou.

Le réalisateur, Slava Tsukerman, est un Russe qui vit depuis dix ans à Manhattan. Il a également fait la musique, épatante. Il est manifestement fasciné par la personnalité d'Anne Carlisle, comme le réalisateur berlinois Lothar Lambert l'est par Ulrike S. On y pense, parce que l'Américaine et la Berlinoise sont — en tout cas, représentent — des femmes en décalage avec leur corps, et que les deux cinéastes montrent de l'intérieur les milieux underground. Mais dans *Liquid Sky*, c'est l'underground hypersophistiqué, qui tourne autour de la mode et de la musique. C'est l'argent, la drogue, le sexe comme un défi sans passion, dans un New-York étonnant, fantomatique, recomposé en tableaux froids, déséquilibrés.

Et puis Slava Tsukerman ne possède pas la sensibilité sarcastique de Lothar Lambert. Son humour est battu en brèche par son moralisme. Il fait intervenir une histoire idiote d'extra-terrestre — sous forme de boule tournoyante à répercussions psychédéliques, ça revient à la mode. L'ET est attiré par la décharge que produit le cerveau sous l'effet de l'héroïne *(liquid sky)*, même décharge que pendant l'orgasme. Sa frigidité protège Margaret, mais ses amants sont désintégrés...

Tout ça n'est pas bien grave. Même si le film est mal bâti, parfois bien maladroit, au-delà du pittoresque, il émeut, il accroche, il transmet la fascination de Slava Tsukerman pour ces gens bizarres, à côté de la plaque, mais très présents.

COLETTE GODARD.

★ Voir les films nouveaux.

HOMMAGE A PAULO CEZAR SARACENI

La passion de l'absolu

La nouvelle direction du Cinéma *République* a la bonne idée de reprendre, à Paris, l'hommage des Rencontres de Digne, en avril dernier, au cinéaste brésilien Paulo Cezar Saraceni.

Il n'a tourné que sept films de long métrage à ce jour. Le premier, *Porto das Caixas* (1962), qui révélait nettement l'influence du Visconti d'*Ossessione*, manque malheureusement à l'appel, à Digne comme à Paris.

O Desafio (*le Défi*, 1965) s'inscrit juste dans la coupure intervenue en 1964 avec la prise de pouvoir des militaires. Une tension insoutenable porte des deux protagonistes, un intellectuel, une jeune femme bourgeoise qu'il aime, alors que toute la vie politique s'immobilise.

Loin de toute psychologie et de tout réalisme social, Paul Cezar Saraceni préfigure cette violence qui va éclater sur le pays. Suivent *Capitu* (1968), d'après un roman de Joaquim Maria Machado publié à la fin du siècle dernier ; *A Casa assassinada* (*la Maison assassinée*, 1971), d'après le roman de Lucio Cardoso. Le cinéaste s'y révèle auteur par excellence, s'invente un monde tragique, selon sa pente naturelle, même s'il adapte des œuvres littéraires qui semblent prolonger, ou préfigurer, sa propre sensibilité. Des êtres s'entre-déchirent au nom d'une morale chrétienne mise à bas par la passion.

Anchieta José do Brasil (1978), si j'en crois certaines voix autorisées, est à l'origine de la béatification récente, quatre siècles après sa mort, d'un personnage mythique de l'histoire du pays, envoyé par Rome, en 1553, pour évangéliser le Brésil et tombant inconditionnellement amoureux de ses habitants, de son paysage. *Ao Sul do meu Corpo* (*Au sud de mon corps*, 1982) achève ce court voyage dans un univers romanesque irréductible au simple réalisme : histoire d'un complot, d'une machination, qui par-delà les individus renvoient au destin. Paulo Cezar Saraceni s'y réfère explicitement à celui qui fut le mentor de toute une génération, Paulo Emilio Salles Gomes ; il l'a filmé avant sa mort, il adapte une nouvelle de lui.

Avec Salles Gomes et derrière, comme une ombre portée, Glauber Rocha, Saraceni nous invite à revenir aux sources d'une culture, à une façon de vivre, de sentir, d'aimer, qui ne rentrent plus du tout dans nos cadres européens. On accepte ou on rejette. Dans l'affirmative, c'est l'explosion d'un lyrisme échevelé qui ne connaît que l'exaltation, le refus du vraisemblable.

LOUIS MARCORELLES.

★ Du 27 juin au 3 juillet. Cinéma République (ex-Republic-cinémas), 18, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris.

Reprise

« LES ARAIGNÉES », de Fritz Lang

L'inventeur de James Bond

Tourné en 1919 à Berlin et à Hambourg, *les Araignées* est le premier film important de Fritz Lang, trois ans avant *Docteur Mabuse*, sept ans avant *Metropolis*. Ce film d'aventures rocambolesques en deux parties, *le Lac d'or* et *le Vaisseau au diamant* était resté inédit depuis soixante ans. On le ressort aujourd'hui dans une copie neuve, reconstituée à partir d'une copie exploitée dans les années 20 en Tchécoslovaquie ; les intertitres ont été traduits du tchèque et de l'allemand. Une musique nouvelle a été composée par Stephen Ferguson, un jeune Viennois originaire de Glasgow, spécialiste de Webern, Schönberg, et de musique traditionnelle africaine. Cela donne un coktail d'orgue, de synthétiseur, de flûte de Pan, de guitare électrique, de gongs, d'accordéon, de bongos, de triangle et de maracas, accompagné de trouvailles de bruiteur : de simples chocs répétés de coupe-papier contre une table, mais dans la main d'un méchant, font un effet d'épouvante.

Les araignées portent des loups et des chapeaux hauts de forme pour un fric-frac de diamants à la Banque centrale de San-Francisco. Prêts à tout pour mettre la main sur un diamant gros comme une tête de bouddha, ils laissent des mygales empaillées sur les cadavres de leurs victimes. Une très méchante femme, mais très belle, Lio Sha, est à la tête du gang ; un peu amoureuse aussi, on le sent, et c'est bien sa seule faiblesse, du héros Kay Hoog, détourné d'une course transatlantique par un message dans une bouteille qui l'envoie sur les traces d'un trésor inca...

Comme dans tout bon film d'aventures, chaque plancher a sa trappe et chaque mur son panneau coulissant, chaque diamantaire chinois sa longue natte tressée et chaque rat d'hôtel son tampon d'éther. Les miroirs, eux, n'ont pas de tain, les coffres-forts ont été déjà dévalisés quand on veut les dynamiter, les domestiques écoutent aux portes, ce sont des traîtres et ils n'ont que quatre doigts à la main qui leur sert pour assommer. Les fakirs font semblant de s'évanouir au terme des fausses prédications de leurs transes et le héros fait semblant de fumer de l'opium pour rester vigilant, les geôles rétrécissent pour bien l'écrabouiller, il suffit de donner une pichenette sur l'encolure du boa constrictor pour le foudroyer.

Pas de plaisir sans embrouille et sans invraisemblance. La ville chinoise souterraine et la caverne au trésor inca ont été fabriquées en studio, la goélette des flibustiers doit faire du sur-place sur le Wahnsee lorsqu'elle n'est pas une maquette. Mais les images de Fritz Lang et la musique de Ferguson rendent sublime le chiqué. Fantasmagorie hallucinatoire, mi-palpitante mi- hypnotisante, *les Araignées* dure près de deux heures trente. A voir en matinée plutôt qu'en soirée.

HERVÉ GUIBERT.

★ Voir les exclusivités.

THÉATRE

LES JOURNÉES DU CONSERVATOIRE D'ART DRAMATIQUE

Une année faste

La première des Journées 1984 du Conservatoire national d'art dramatique, le 25 juin, a été d'une qualité peut-être jamais atteinte. L'art des actrices et des acteurs est cette fois d'une dimension, d'une tenue, d'une intelligence, remarquables. Il n'y a pas eu de moments médiocres, de tunnels, d'ennuis, naguère constants. Les scènes jouées étaient émouvantes, ou très drôles, en fait passionnantes dans l'ensemble. Les révolutions ne se font pas en un matin. Les grands changements des débuts 70 portent à présent leurs fruits, ainsi que les années de direction de Rosner.

Jean-Pierre Miquel lui fait suite, et les choses vont bien, comme cette première journée le prouve. Il y avait un risque à ce «directorat» de Miquel, c'est que cela l'obligeait à quitter sa classe d'étudiants de première année, classe d'où émergeaient des personnalités fortes, attachantes, étonnantes de fraîcheur, de naturel et déjà de grand talent. Mais non, le désastre semble être évité, la transmission a été faite, c'est ainsi que cette première journée a commencé par une démonstration éblouissante de jeunes de première année, animés par Jacques Sereys : Anne Le Ny, Fabienne Tricotet, Fabienne Pahud, Alison Hornus, Pierre Berriau, Jean-Pierre Lorit, ont donné à quelques scènes de *l'Eventail*, de Goldoni, une vie violente, subtile, aiguë, souple, une merveille. Les êtres qu'invente Goldoni ne sont pas des mécaniques ni des «emplois» traditionnels, tels que les voit Strehler, ils sont bien plus personnels, rares, ouverts ou ombrageux et vrais. Et cela, ces nouveaux comédiens l'ont joué comme des as.

Leur ont succédé sur la scène du Conservatoire les élèves de Pierre Vial, d'un art peut-être plus réfléchi, plus décalé. Une actrice exceptionnelle, Sylvie Laporte, inventive, poétique, franche, naturelle, et un acteur direct, aigu, François Kergoulay, ont donné de *la Demande en mariage*, de Tchekhov, une vue neuve (élèves de deuxième année). Neuve aussi et saisissante d'intensité proche l'interprétation de *la Mégère apprivoisée*, de Shakespeare, par Zaïra Banbadis et Vincent Perez (deuxième année).

Ces élèves de Vial ont donné d'autre part deux travaux de jeu avec masque : un arlequin au masque classique de cuir, François Kergoulay, a joué *Arlequin poli par l'amour*, de Marivaux, et cette même Sylvie Laporte, sous un masque vert de femme très âgée, a joué *Entre chien et loup*, de Daniel Lemahieu, soliloque d'une pensionnaire d'asile, pas loin de mourir sans les siens.

La transposition des voix, des gestes, de ces comédiens, dictée par la présence artificielle du masque, une sorte de mimique décomposée, fragilisée, faisant un autre chemin comme dans une autre peau, plus éloignée, plus à part, tout cela a été très fort.

Nous retrouvons des élèves de première année, Valérie Vogt, Pascale Siméon, Esther Vörös, Christophe Brault, dans *le Cercle de craie caucassien*, de Brecht, présenté par la classe de Viviane Théophilidès. Une réussite aussi, de mouvement, de couleur, de clarté, un plaisir de l'esprit, une richesse charmante d'imagination, ce qui est un exploit s'agissant d'une œuvre d'un moralisme si banal et si benoîtement exprimé. Mais voilà, l'art de l'acteur fait des merveilles.

Epoustouflantes, en revanche, de jeunesse, de mordant, de don impeccable du verbe, de pénétration des instincts, restent les deux pièces courtes de Feydeau, *Léonie est en avance*, et *Mais n'te promène donc pas toute nue*. Classe de Michel Bouquet. Dans la première, Patricia Georget et Olivier Foreau (deuxième année) sont irrésistibles, de même que, dans la seconde, Marie Matheron et Franck Lapersonne (première année). Puis c'est un moment de tragédie : une autre élève de Bouquet, Gabrielle Forest (troisième année), dit quelques pages de la *Médée* d'Euripide avec une vraie grandeur.

Le dernier chic

Les camarades et parents d'acteurs ont fait, dans la salle, des accueils chaleureux aux élèves de la classe de Denise Bonal, mais les facultés, les dons, la présence, de ces comédiens-là, étaient plus difficiles à saisir, à imaginer, parce qu'ils ont joué des choses plus artificielles, plus intellectuelles, et en même temps plus raccoleuses, d'auteurs à la mode ces temps-ci, auteurs excellents dans leurs bons jours, moins convaincants dans d'autres, Peter Handke, Botho Strauss, Arthur Schnitzler, et le best-seller Albert Cohen. Les acteurs ont interprété ces œuvres assez spéciales, d'un genre appuyé, tantôt par l'emploi d'une diction monotone, ou parodique, style « je m'en lave les mains », tantôt en distillant au compte-gouttes des effets sûrs, malins, qui accentuaient les facilités, ou la prétention, du texte.

Il y avait une déviation, une aliénation, de l'art de l'acteur, dans le travail de cette classe Denise Bonal, mais il faut admettre que c'est le dernier chic aujourd'hui, et, au-delà de cette parade fictive, la nature et les dons des élèves envoyaient tout de même des signaux (de détresse, serait-il tentant de dire, mais non, ce ne serait pas vrai, ils avaient l'air contents d'eux).

A noter, cette première journée, l'absence quasi absolue des papas fondamentaux, Molière, Corneille, Racine, Hugo, Musset, etc. Il y a eu une seule scène de Racine, une scène de *Phèdre*, d'ailleurs mal jouée, dans le style murmure au petit point, sans feu.

Dans l'ensemble, encore une fois, rien que des acteurs habités, naturels, émouvants, discrets, doués, sachant se moquer d'eux-mêmes, jouant des scènes très vivantes. Sept heures de théâtre qui ont filé d'un train d'enfer, dans un bonheur constant.

MICHEL COURNOT.

PATRIMOINE

UNE EXPOSITION DANS L'ESSONNE

A la place de la cité il y avait des châtelains

Mal aimés, rejetés par leur petite ville de l'Essonne, les habitants de la cité des Bergeries à Draveil en ont assez d'être des parias. *«Pour leur redonner un peu de fierté»*, deux femmes, Gisèle Trioullier, directrice de l'école Saint-Exupéry, et Louisa Meilland, ont entrepris de retracer à travers une exposition le passé du château des Bergeries de Sénart et de son parc : là où s'élève aujourd'hui la cité, aristocrates, nobles et grands bourgeois se sont succédé, du seizième siècle jusqu'à la dernière guerre.

Patiemment, pendant quatre mois, de collectionneur en collectionneur, d'archives nationales en archives municipales, les deux femmes ont rassemblé comme autant de témoignages de *«l'histoire d'un lieu humain»* : des portraits des différents propriétaires; des gravures du château tel qu'il se présentait en 1705 avec son parc à la française; des actes de vente en vieux français, preuve qu'au seizième siècle de grands bâtiments s'élevaient déjà en cet endroit; toute une collection de cartes postales anciennes, images des années qui ont passé sur le château, construit, démoli, puis reconstruit en 1881; une série de photos jaunies devant lesquelles les plus vieux des habitants, nostalgiques, se souviennent.

Exposition modeste, «D'un monde à l'autre», a gagné son pari. Sur le grand panneau qui clôt ce voyage dans le temps, des enfants des Bergeries ont collé les photos qu'eux-mêmes ont prises de leur cité. Un regard rapide sur les autres documents, et l'un d'entre eux s'étonne : *«C'est là-dedans qu'on vit, nous ?»* Il s'émerveille : *«C'est la classe !...»*

C. He.

★ *Ecole Saint-Exupéry*, à Draveil (Essonne).

Indemnisation du chômage des intermittents du spectacle

UN ACCORD A ÉTÉ SIGNÉ

Prévue initialement pour le 20 juin, la clôture des discussions au sein de la commission paritaire de l'UNEDIC pour la réforme de l'indemnisation des travailleurs intermittents du spectacle s'est soldée, le 25 juin, par la signature d'un accord.

L'ensemble des partenaires sociaux, à l'exception de la CGT, ont accepté la proposition formulée, le 13 juin, par les représentants de Force ouvrière (*le Monde* du 15 juin), après, il est vrai, quelques mouvements d'humeur, — notamment de la part du syndicat national libre des acteurs FO.

De son côté, le CNPF avait menacé d'en revenir à toute la rigueur du nouveau système d'indemnisation de l'UNEDIC si l'accord n'était pas signé par, au moins, quatre des cinq organisations syndicales.

Ainsi, les travailleurs intermittents du spectacle bénéficieront, à compter du 1er juillet, d'un régime plus favorable que celui des travailleurs précaires ou des salariés sous contrat à durée déterminée, auxquels ils avaient été assimilés. Depuis le mois de mars des mouvements de grève avaient attiré l'attention sur ce conflit qui concernait les trente mille personnes d'une profession soumise à trop d'aléas.

■ **JOAN BAEZ NE CHANTERA PAS A PARIS.** — Joan Baez renonce à participer au concert de Bob Dylan et Santana qui aura lieu le 1er juillet à Paris. Rappelant l'accueil qu'elle avait reçu le 15 juillet 1983, place de la Concorde, la chanteuse a déclaré : *« Je ne voudrais pas ternir ce merveilleux souvenir en ne donnant pas aux Parisiens tout ce que je veux leur offrir. »*

INSTITUT

Académie des sciences morales et politiques

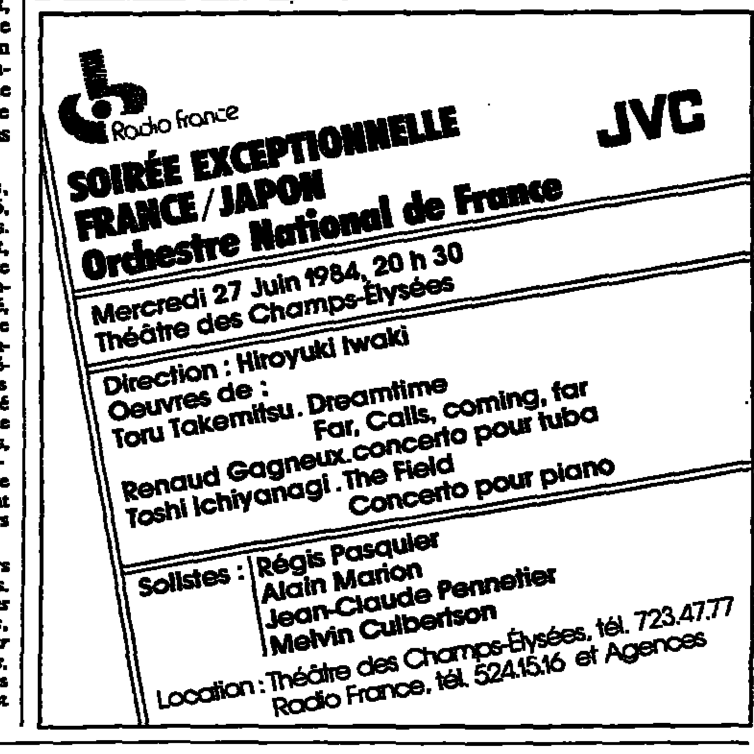
ELECTION DE M. PIERRE DE CALAN

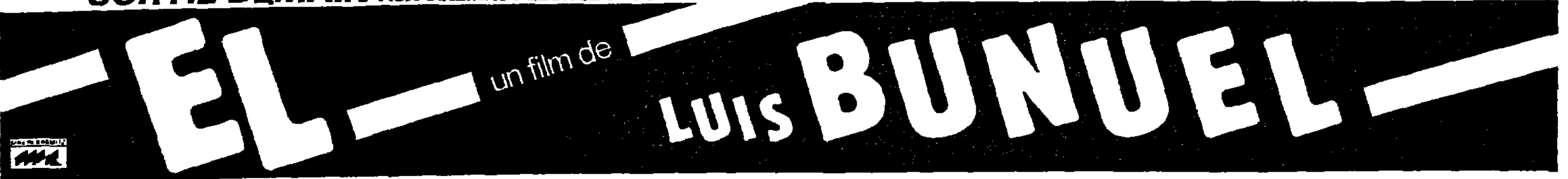
L'Académie des sciences morales et politiques a reconduit le 25 juin, pour six ans, dans ses fonctions, son secrétaire perpétuel, M. Bernard Chenot.

L'Académie devait, d'autre part, désigner, dans la section Economie politique, statistiques et finances, un successeur à M. Olivier Moreau-Néret. Elle a élu au premier tour de scrutin M. Pierre de la Lande de Calan par 31 voix contre 6 bulletins blancs, dont 4 marqués d'une croix.

[Né le 18 juillet 1911 à Paris, M. Pierre de Calan a été reçu, en 1936, au concours de l'inspection des finances. Resté quatorze ans au service de l'Etat, il a notamment exercé les fonctions de directeur du commerce intérieur. Pendant quatorze autres années, il a dirigé, en qualité de vice-président délégué, le Syndicat général de l'industrie cotonnière française. En 1965, il a pris la présidence de la société française des constructions Babcock et Wilcox, a créé en 1968 la société Babcock-Atlantique puis, en 1970, le groupe Babcock-Fives, devenu Fives-Lille. Ancien vice-président du CNPF, administrateur de plusieurs sociétés, il est actuellement président-directeur général de Barclays Bank SA.

M. Pierre de Calan a publié divers ouvrages économiques ou littéraires. Citons entre autres : *Renaissance des libertés économiques et sociales*, *le Coton et l'Industrie cotonnière*, *Pour les libertés sociales et économiques*, *Chère inflation*, *le Patronat piégé*, des contes (*les Cousins vraisemblables*) et un roman (*Côme ou le désir de Dieu*).]





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA MOUCHE ET LE PANTIN, Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h 30.

LE PETIT MAITRE CORRIGE, Montreuil, Studio Théâtre (858-65-33), à 21 h.

SCAPINO FANTASMIA, Espace 88.5 (523-43-56), 21 h.

CHACUN POUR MOI, Gaîté Montparnasse (322-16-18), 21 h.

LE GRAND RIVAGE, Pré catelan, 21 h 15.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Manon.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Rue de la Folie-Courteline.

ODEON (325-70-32), 20 h 30 : Frédéric, prince de Hombourg.

SALLE ROGER-BLIN (325-70-32), 18 h 30 : Homme avec femme, arbre et enfant.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Ballet Cullberg ; 18 h 30 : Carolyn Carlson.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : les Ballets Bougarabou (chants et danses du Sénégal).

Les autres salles

A. DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Naïves Hirondelles.

AMERICAN CENTER (341-42-20), 21 h : Stuart Sherman.

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 45 : Nos premiers adieux.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 15 h : le Nouveau Testament.

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : l'Amour en visite à l'école des veuves.

ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau ; 18 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Démons.

CALYPSO (227-25-95), 20 h 30 : la Mort douce ; 22 h : Une araignée au plafond.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Gilgamesh.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : l'Art de la fugue ; La Resserre, 20 h 30 : l'Ecole des mères.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : le Barbier de Séville.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Aventures de la villégiature.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : S.O.S. homme seul.

ÉDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 : Treize à table.

ESPACE KIRON (373-50-25), 21 h : l'Eternel amoureux.

ESPACE MARAIS (584-09-31), 20 h 15 : l'Autre Dom Juan ; 22 h 30 : Souriez s'il vous plaît.

ESSAION (278-46-42), I, 18 h 30 : Nuit et jour ; 20 h 30 : Sensualité ; 22 h : Tabous. – II, 20 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolini ; 22 h : Rimbophélie.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Terrain vague.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.

LUCERNAIRE (544-57-34), I, 18 h 30 : la Mort vivante ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II, 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Quatuor ; 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara. – Petite salle, 22 h 30 : Duo Cobra.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Œufs de l'autruche.

MAISON DE L'ALLEMAGNE (707-77-75), 20 h 45 : Un homme véritablement sans qualité.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), 21 h : Théâtre Jayu de Séoul.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Madame Benoît ; 22 h : La reine est morte.

MARIGNY, grande salle (256-04-41), 21 h : J'y suis, j'y reste ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTMARTRE, Parvis de l'église Saint-Pierre (277-19-90), 21 h : Souvenirs aux fenêtres.

MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Exercices de style. – Petite salle, 21 h : la Salle à manger.

ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.

PARC DU CHAMP DE MARS, 20 h : Ondaiko, Tambours.

PLACE SAINT-SULPICE (329-12-78), 17 h : Gros René écolier ; 18 h : Coct'Œdiporphée (dern.).

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : la Polka du spleen.

POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi. II. 21 h : le Plaisir de l'amour.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 45 : le Pain dur.

RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 45 : le Vison voyageur.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

STUDIO BERTRAND (783-99-16), 20 h : l'Échelle des vertus ; l'Arbre de mademoiselle d'Escarbasse.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : Bataille navale.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Écume des jours ; 22 h 30 : l'Homme cassé.

TEMPLIERS (303-76-49), 19 h : la Balade de Monsieur Tadeuz ; 20 h 30 : Offertes à tous en tout mignonnes.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : Y'en a marr... ez vous.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE PARIS, grande salle (280-09-30), 20 h 30 : Wielopole Wielopole.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.

TOURTOUR (887-82-48), 22 h : Arlequin poli par l'amour.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h : Laissez-les rire.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 45 : le Bluffeur.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : la Troisième Jambe du carrosse ; 22 h 15 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Pas de citrouille pour Cendrillon ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Mains basses sur la ville ; 22 h 15 : l'Omelette aux pingouins.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Ils avaient les foies dans l'Ouest ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

DIX HEURES (606-07-48), 21 h 30 : la Gauchère contrariée ; 22 h 30 : Théâtre de poche.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention ! belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 19 h 30 : Britannicus ; 21 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Roméo et Juliette ; 22 h 30 : Acide.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 20 h 15 : M. Boujenah.

LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 45 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 21 h 30 : le Céleri jaune ; 22 h 30 : Phèdre.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : Petitelle.

La danse

BASTILLE (357-42-14), 20 h : One Step Beyond ; 21 h : Tanaka Min. – Port de l'Arsenal, 21 h : Démons.

TH. DE L'ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : Ballets Jazz d'art.

Mardi 26 juin

Le music-hall

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Mezz, la rage de vivre.

L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : B. Gay ; 22 h : Cl. Katz.

ELDORADO (208-23-50), le 26, à 21 h : Paco El Lobo.

GOLESTAN (542-78-41), 18 h 30 : Musique traditionnelle iranienne-turque.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Le feu à la tête.

RANELAGH (288-64-44), 21 h : B. Bibas.

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : La Villette en chansons.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 21 h : De Broadway à Hollywood.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : Los Indianos, Mosalini/Caratini/Beytelman ; 24 h : Mariana.

Opérettes

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : Plein feu sur Offenbach.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Mam'zelle Nitouche.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (833-09-31), 20 h 30 : Barbe bleue.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : l'Opérette avec P. Merval et M. Merkès.

Grands spectacles

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (346-12-01), 20 h 30 : 6 juin 1944.

Les concerts

Lucernaire, 21 h : C. Minojosa, I. Villey (musique de la Renaissance).

Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30 : Libre Parcours Voix.

Salle Gaveau, 20 h 30 : Conservatoire du dixième arrondissement.

Crypte Ste-Agnès, 20 h 30 : F. Kneeps, S. Kleber-Besson (Dowland, Campion, Johnson).

Eglise St-Séverin, 21 h : Orchestre P. Kuentz (Bach).

Eglise St-Georges, 20 h 30 : Ch. Penicaud (Pénicaud).

Eglise de la Madeleine, 18 h 30 : Chœurs et Ensemble instrumental de la Madeleine, dir. J. Havard de la Montagne (Bach, Delalande, Haendel).

Centre Bosendorfer, 20 h 30 : A. Mikami, Y. Hirota (Mozart, Schubert, Fukushima).

Th. du Rond-Point, 20 h : J. Gottlieg.

Jazz, pop, rock, folk

BATACLAN (700-30-12), 23 h : F. Chassagnite, O. Johnson, D. Lemerle, A. Mattei.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. Saury.

CC SUEDOIS (271-82-20), 20 h 30 : Krokus.

ESPACE BALARD 21 h : King Sunny ade, Black Uhuru.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : G. Adams/Don Pullen Quartet, A. Shepp.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Cl. Bolling.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Chet Baker trio.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luther.

SUNSET (261-46-60), 23 h : F. Sylvestre, T. Rabeson, M. Bertaux, F. Faure.

Les festivals

FESTIVAL DU MARAIS
(887-74-31)

THEATRE

Cour d'honneur de l'hôtel d'Aumont, 21 h 30 : Liechi ou l'Esprit des bois.

Cave de l'hôtel de Beauvais, 20 h 30 : L'enfant de la haute mer ; 22 h : la Répétition dans la forêt.

CONCERT

Eglise Saint-Merri, 21 h 15 : E. Lamandier.

DANSE

Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 20 h 45 : Missives.

CONTES ET CHANSONS

Hôtel de Beauvais, 20 h 30 : Classées X.

Place du Marché-Sainte-Catherine, 19 h : Combien coûte le fer ?

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE
(723-40-84)

Paris, église des Invalides, 21 h : Petits chanteurs d'Atlanta, dir. : F. Wolfe, Orchestre de chambre B. Thomas (Gounod, Britten, Vivaldi).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 20 JUIN

15 h, Cinéma américain : The Toll Gate ; 19 h : Et l'acier fut trempé, de M. Donskoï ; 21 h : les Hommes de la mer, de J. Ford.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr.) (*) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Bergère, 9e (770-77-58).

ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Berlitz (h. sp), 2e (742-60-33).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES ARAIGNÉES (All.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

BEAT STREET (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

BREAK STREET 84 (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

CARMEN (Esp., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA CLÉ (It., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). V.f. : Français, 9e (770-33-88).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA DÉESSE (Indien, v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

LE DERNIER TESTAMENT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

EN PLEIN CAUCHEMAR (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

EMMANUELLE IV (**) Maxéville, 9e (770-72-86).

L'ETE DU BAC (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 13e (329-90-10) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93).

FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FOOTLOOSE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

FORT SAGANNE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88).

GABRIELA (Brésilien, v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HOMME AUX FLEURS (Aust., v.o.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-12-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; V.f. : Rex, 2e (239-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LOOKER (A., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à Films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).

MISTER MOM (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES MORFALOUS (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

LE MYSTÈRE SILKWOOD (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e

LES FILMS NOUVEAUX

APPELEZ-MOI BRUCE, film américain d'Eliot Hong, v.o., Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f., Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

BONJOUR LES VACANCES, film américain de Harold Ramis, v.o., Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Georges V, 8e (562-41-46) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; v.f., Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

LES ÉVADÉS DU TRIANGLE D'OR, film américain de Hall Bartlett, v.o., Georges V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenue, 15e (544-25-02) ; Images, 18e (522-47-94).

LA FRANCE INTERDITE (**), film français de J.-P. Himbrohoris, J.-P. Garnier, G. Delannoy ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Max Linder, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LIQUID SKY (**), film américain de Slava Tsukerman, v.o., Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11).

MARIA CHAPDELAINE, film canadien de Gilles Carle, UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Trois Murat, 16e (651-99-75).

MISSISSIPPI BLUES, film franco-américain de B. Tavernier et R. Parrish, Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE TOMBEUR, LE FRIMEUR ET L'ALLUMEUSE, film américain de Boaz Davidson, v.o., UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f., Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

UN DERNIER HIVER, film israélien de Riki Shelack, v.o., Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Champs Élysées, 8e (359-12-15) ; v.f., UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Trois Murat, 16e (651-99-75).

UNE FILLE POUR GREGORY, film anglais de Bill Forsyth, v.o., Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenue, 15e (544-25-02) ; v.f., Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Les Images, 17e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LE VOLEUR DE FEUILLES, film français de Pierre Trabaud, Movies les Halles, 1er (620-43-99) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Georges V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; 3 Parnassiens, 14e (320-30-19).

(359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

NEW YORK NIGHTS (A., v.o.) (**) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA PIRATE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

RECKLESS (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

RUE CASES NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE SUCCÈS A TOUT PRIX (Franco-Britannique, v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20).

TENDRES PASSIONS (A., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82).

TOOTSIE (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (320-42-05).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (331-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

YENTL (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (A., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 30.

CASANOVA (de Fellini) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), ven. à mar., 22 h 15.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h 15.

LA CITÉ DES FEMMES (*) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

COUP DE TORCHON (Fr.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), 22 h 15.

COUP DE GRACE (All., v.o.), République Cinéma, 11e (805-51-33), 16 h 20.

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.), St-Lambert, 15e (532-91-68), 20 h 15.

LES DIABOLIQUES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

FEMMES ENTRE ELLES (It., v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (545-35-38), 18 h.

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 17 h.

IL ÉTAIT UNE FOIS, LES FLOUPS (Fr.-can.), St-Ambroise, 11e (700-89-16), 16 h 15.

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (Ang.-A., v.o.), Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 24 h.

MORT A VENISE (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

PENDEZ-MOI HAUT ET COURT (A., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11), 17 h 30.

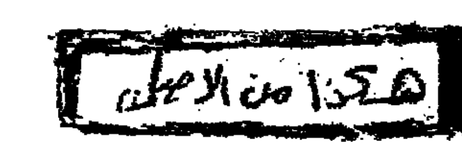
POSSESSION (**) (Ang., v.o.) Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LE RIDEAU CRAMOISI (Fr., v.o.), République Cinéma, 11e (805-51-33), 20 h 30.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 17 h 45.

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) (Brooks), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 20.



RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 26 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 35 Les Mardis de l'information : la Caraïbe, partie de dominos pour super-grands.
Magazine de la rédaction de TF 1 et d'A. Deavers. Reportage de P. Thivolet, K. Procop, P. Corrand.
La Caraïbe comme enjeu stratégique entre les deux super-puissances. Après le débarquement des troupes américaines à l'île de la Grenade, une équipe s'est rendue dans cette région pour prendre le pouls et y rencontrer des paysans, des hommes politiques, des journalistes et des « rastamen ». Au sommaire également : rue de la came ; et école privée-école publique : l'exemple québécois.

21 h 55 Concert.
Symphonie n° 4 en mi mineur, *de Johannes Brahms, par l'Orchestre de Paris sous la direction de Daniel Barenboïm.*

22 h 40 Hommage à Luc Bérimont.
Hôpital silence, *et* Images de l'Eros, *poèmes de Luc Bérimont.*

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Cinéma : Monsieur Ripois.
Film français de R. Clément (1954), avec G. Philipe, G. Montero, V. Hobson, J. Greenwood, M. Johnston, N. Parry (N. rediffusion).
Un Français fixé à Londres, époux d'une riche Anglaise, veut séduire une amie de sa femme. Il lui raconte son passé d'aventurier libertin, pour lui prouver qu'il n'a jamais aimé, avant elle. Est-il sincère, est-il menteur, ce personnage assez lamentable dont Gérard Philipe a fait une extraordinaire composition ? René Clément, dans sa mise en scène, construite de manière admirable, a préservé l'ambiguïté des jeux, parfois cruels, du badinage.

22 h 30 Mardi cinéma.
Avec Carole Bouquet, Bernadette Laffont, Véronique Genest, Pierre Mondy, Claude Rich, Ugo Tognazzi.

23 h 30 Journal.

23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Convoi de la peur.
Film américain de W. Friedkin (1977), avec R. Schneider, B. Cremer, F. Rabal, Amidou, R. Bierri, P. Capell.
Quatre aventuriers transportent, en camion, sur des routes chaotiques, un chargement de nitroglycérine, destiné à « souffler » l'incendie d'un puits de pétrole. Un remake inutile du Salaire de la peur, *par un cinéaste spécialiste de l'épate technique.*

22 h 40 Journal.

23 h 5 Prélude à la nuit.
Histoires naturelles, *de Maurice Ravel, interprétées par Gabriel Bacquier, baryton, Christian Ivaldi, piano.*

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Ciné 16 : Tom et Julie.
De Nina Companeez.
18 h 55 Atout Pic : Peter Townsend.
19 h Informations.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Les Indiens d'Amérique du Sud.
19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dialogues franco-néerlandais : la divagation, avec R. Kousbroek et R. Topor.
21 h 45 Lectures : Le Clézio.
21 h 50 Musique : portrait d'Irmgard Seefried.
22 h 30 Nuits magnétiques : la vie de bureau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Premières loges : *Mignon*, de Thomas ; *Shéhérazade*, de Ravel ; *Depuis le jour* (acte III), de Charpentier, par J. Micheau, soprano.
21 h Concert (en direct du cloître des Jacobins) : *Prélude n° 1, Concerto italien, Gavotte en si mineur, Toccata en ré mineur* de Bach, par J. Loussier, piano, V. Charbonnier, contrebasse, A. Arpino, batterie.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direct de la Cave des Blanchets).

Mercredi 27 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 TF 1 Vision plus.
11 h 50 Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Télé-foot.
12 h 40 Atout cœur : Herbie Hancock.
13 h Journal.
13 h 35 Vitamine.
Emission de Christine Coutin et Cécile Roger-Machart.
Gigi ; Pixifoly ; Malakia joue et perd ; Lotovitamine ; Jackson 5 : Vitaboum...
16 h Jouer le jeu de la santé.
16 h 5 Temps X.
Emission d'Igor et Grichka Bogdanoff.
Un nouvel épisode de la série « La quatrième dimension ».
17 h Un métier pour demain.
L'agro-alimentaire.
17 h 20 Les infos.
17 h 25 Le village dans les nuages.
17 h 45 Série : Quand la liberté venait du ciel.
18 h 15 Presse-Citron.
Magazine des adolescents.
18 h 25 Jack Spot.
18 h 50 Jour J.
19 h 5 Tirage du Tac-o-Tac.
19 h 10 Journal.
19 h 40 Tirage du Loto.
19 h 45 Football : finale du championnat d'Europe des nations.
France-Espagne, en direct du Parc des Princes.
21 h 45 Médicale : la médecine et le sport.
Emission d'Igor Barrère.
Psychologie et physiologie, problèmes de doping et de microtraumatismes cérébraux occassionnés par la pratique de la boxe ; les avancées récentes de la médecine sportive avec Jean-Claude Bouttier, Louis Acariès, deux boxeurs, et les docteurs de Monbenard, ancien médecin du Tour de France, Barrault, Lhermitte, Rappoport et Beaufils.
22 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Chefs-d'œuvre du muet.
« La glace est rompue ».
13 h 50 Les carnets de l'aventure.
« Cordée européenne », de L. Brandler (l'escalade des Dolomites par trois alpinistes européens) ; « Bye... Ubaye » (descente à la nage du torrent Ubaye).
14 h 25 Dessins animés.
15 h Récré A 2.
Yakari ; Latulu et Lireli ; Maraboud'ficelle ; Les petites canailles ; les Schtroumpfs ; les Croque-monstres ; les mystérieuses cités d'or ; la Bande à Bédé.
17 h 30 Micro-Kid.
18 h Platine 45.
Téléphone, Art Company, Véronique Jannot et Laurent Voulzy, Roger Waters, The Pretenders.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Pas de place pour l'erreur.
De V. Vogel. Avec G. Ford, J. Farentino...
Bloqué par quatre policiers, un homme armé détient un otage et ouvre le feu. Un officier de police riposte, tue le criminel mais aussi l'otage. Réflexion sur le problème de la légitime défense.
22 h 10 Psy-show.
De P. Brengnot, S. Leclaire, B. Bouthier et D. Chegaray.
Max, trente-six ans, et Patrick, trente-trois ans, un couple homosexuel, vivent ensemble depuis douze ans, et passent une période de crise. Patrick éprouve le besoin de s'émanciper, un comportement qui risque de mettre en péril l'équilibre du tandem.
23 h 10 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

13 h 30 Le Pays basque au présent.
14 h 55 En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.
17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Comédie : Au bord de la mer.
Réal. A.J.W. Bell et B. Wilson, avec R. Barker...
Une gambade hilarante avec une bande de vacanciers farfelus, un film muet avec des dialogues qui se bornent à des grognements, des ricanements, dit-on. A voir peut-être.
21 h 30 Journal.
21 h 50 Cinéma : Fernand.
Film français de R. Féret (1979), avec B. Bloch, J. Gastaldi, Y. Reynaud, D. Arden, R. Amstutz, A. Lacombe.
Un jeune homme sort de prison, décidé à être honnête. Il est entraîné dans des escroqueries, des vols et de louches activités par son oncle et de faux amis. Histoire d'un incurable naïf, incapable de voir la réalité en face. Réalisé dans un style de caricature grotesque, teintée de cruauté, ce film, trop original, fut un échec public.
23 h 15 Football.
Championnat d'Europe des nations (résumé).
23 h 30 Prélude à la nuit.
Midem 84 : *Ouverture de Semiramis*, de G. Rossini, interprétée par l'Orchestre Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dir. P. Bender.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 10 Mon ami Guignol.
17 h 25 Les Toros de Cajac.
17 h 40 Le Pau Big Band Jazz.
17 h 50 Québec-France : cap sur l'avenir.
18 h 30 Destination vingt ans.
18 h 55 Atout Pic : Peter Townsend.
19 h Informations.
19 h 35 Les Indiens d'Amérique du Sud.
19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

FRANCE-CULTURE

7 h Matinales : nouveauté musicale ; voyages dans le Nord magnétique ; pédagogie et jeu.
8 h Les chemins de la connaissance : heurs et malheurs du cochon ; à 8 h 33, poétique de Lautréamont.
8 h 50 Echec au hasard.
9 h 5 Recherches et pensée contemporaines : du machinal au neurone.
10 h 30 Le livre, ouverture sur la vie : « La nuit des Iroquois », de Nicole Vidal.
10 h 50 Musique : Festival de La Rochelle (atelier Pierre-Yves Artaud) et à 16 h 3 et 20 h 30.
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Instantané, magazine musical : présentation du Festival de La Rochelle.
14 h 30 Services des tropes, de S. Roumette. Avec C. Pieplu, C. Nicot, P. Tornade.
15 h 35 En remontant le Saint-Laurent : la poésie québécoise d'aujourd'hui (French Kiss).
16 h 3 Festival de La Rochelle : concert de l'Ensemble de solistes, dir. L. Pfaff (œuvres de Bartok, Ferneyhough, Carter, De Falla).
18 h Le cri du homard.
18 h 10 L'école des parents et des éducateurs : comment réussir avec les profs de vos enfants.
18 h 30 Histoires insolites et contes cruels (le secret de l'ancienne musique).
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Perspectives scientifiques : la sociologie de la connaissance (Durkheim).
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Musique : Festival de La Rochelle... concert en direct de l'hôtel de ville : œuvres de Dusapin, Heyn, Dillon, Tippett et Dutilleux, par le Quatuor Arditi.
22 h 30 Nuits magnétiques : la vie de bureau.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique : « Josef Joachim ».
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 5 Le matin des musiciens : Bach à plusieurs voix – les distributions rythmiques.
12 h 5 Concert : œuvres de Déodat de Séverac, Ravel, Fauré par H. Bentchouala-Golobitch, piano.
13 h 32 Les chants de la terre.
14 h 2 Jeunes solistes : œuvres de Byrd, Picchi, Merula, Frescobaldi, de Macque par W. de Leeuw.
15 h Microcosmos.
17 h Histoire de la musique.
18 h 5 Concert : Harmonie : musique sur des airs de Hummel, par l'Octuor du Capitole.
19 h L'imprévu.
20 h Le temps du jazz : Où jouent-ils ?
20 h 30 Musique contemporaine : magazine.
21 h 30 Concert : (en direct de la chapelle des Carmélites à Toulouse) : *Prélude et fugue en sol mineur*, de Mozart/Bach ; *Sonate en trio n° 2 en ut mineur*, de Bach : *Trio*, de Pablo ; *Sinfonias* à trois voix, de Bach par le Trio à cordes de Paris, sol. C. Frey, violon, M. Michalakakos, alto, J. Grout, violoncelle.
23 h Les soirées de France-Musique : Transcriptions en tout genre ; à 1 h, Poissons d'or.

LE CARNET DU Monde

Mariages

— **M. et Mme FAURE,**
M. et Mme ÖZMEN,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants
Yveline et Şevket,
qui sera célébré à Bry-sur-Marne (94), le samedi 7 juillet 1984, à 11 h 30.

— Lille-Alger,

Me Henri FENAUX et Mme
ont la joie d'annoncer le mariage de leur fils
Pierre
avec **Isabelle ALLARD,**
les 5 et 27 juillet 1984.

41, rue de Béthune,
59000 Lille.
85, avenue Guynemer,
59700 Marcq-en-Barœul.

Décès

— Vence, Bourg-en-Bresse, Paris.
Mme Yvonne Bonan,
M. Jacques Bonan et enfants,
M. et Mme Michel Bonan et enfants,
M. et Mme Claude Bonan et enfants,
Mme Léonie Samama, née Bonan,
et enfants,
Les familles Forti, Bessis,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Vittorino BONAN,

survenu à Bourg-en-Bresse, le 23 juin, à l'âge de soixante-neuf ans.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Pierre Deletraz,
née Claire Roussel,
Claude et Danielle Mikler
et leurs enfants,
Christian et Laure Delannoy
et leurs enfants,
Paul et Marie-Noëlle Laveissière
et leurs enfants,
Jean et Marie-Luce Deletraz,
Marcelle Roussel
et son fils,
parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire
part du décès de

M. Pierre DELETRAZ
professeur honoraire
au lycée Buffon,

survenu le 23 juin 1984, à Paris, à l'âge de soixante-quinze ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 juin 1984, à 15 h 30, en l'église d'Excenevex (Haute-Savoie).

21, rue Théophraste-Renaudot,
75015 Paris.
117, avenue du Drapeau,
21100 Dijon.
25, boulevard Négrier,
72000 Le Mans.
4, rue de l'Armorique,
75015 Paris.
14, rue de la Chine,
75020 Paris.

— Mme Jean Pierre Fargette,
née Odile Mathieu,
son épouse,
Isabelle,
Marie-Christine et
Marie-Caroline,
Florence et Sandrine,
ses filles,
et toute la famille,

ont la douleur de faire part
du décès de

Jean Pierre FARGETTE,

survenu le 13 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

17, place des Etats-Unis,
75116 Paris.

Le conseil d'administration de l'A.N.A.C.A.C.I Syndicat national des Commissaires aux comptes

a le regret de faire part du décès de

M. Jean Pierre FARGETTE,
président fondateur,

survenu le 13 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

17, place des Etats-Unis,
75116 Paris.

Le Conseil de l'éducation civique

a le regret de faire part du décès de

M. Jean Pierre FARGETTE,
président,

survenu le 13 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

17, place des Etats-Unis,
75116 Paris.

[Né le 23 juillet 1926 à Paris, commissaire de sociétés, Jean Pierre Fargette était président de plusieurs organisations professionnelles, notamment de la Fédération internationale des commissaires réviseurs de sociétés (depuis 1967) et du Syndicat national des commissaires aux comptes (depuis 1964). Directeur-fondateur de la revue « Contrôle et sociétés » (depuis 1966), Jean Pierre Fargette assurait aussi, depuis 1975, la présidence de la Confédération nationale des professions libérales.]

— Mlle Françoise Letondal,
Les docteurs
Pierre et Odile Letondal,
Les docteurs
Roger et Simonne Khoyan,
Ses enfants
François et Sophie Letondal,
Olivier Khoyan,
Ses petits-enfants,
Les familles Vétel, Baly, Bonnet,
Gicquel, Hantz,
font part du retour à Dieu, le 24 juin 1984, de

Mme J. F. LETONDAL,

à l'âge de quatre-vingt-onze ans.
La cérémonie religieuse aura lieu au temple de Générargues (Gard), le jeudi 28 juin, à 10 h 30.

« Ne crains pas, crois seulement ».
Marc, V. 36.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

18, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.
30140 Générargues.

— M. Robert Menasseyre, son époux,
Bernard et Christiane Menasseyre
et leurs enfants,
Frédéric, Anne-Sophie, Laurence,
Denys et Nathalie Menasseyre
et leur fils Blaise,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert MENASSEYRE,
née Antoinette Nachin,

survenu le 23 juin 1984.
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 28 juin 1984, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6e, et sera suivie de l'inhumation vers 11 heures, à Viarmes (Val-d'Oise).
35, rue Saint-Placide,
75006 Paris.
10, rue de Maubeuge,
75009 Paris.
4, rue de Sèvres,
75006 Paris.

— Les membres du Conseil d'administration, le délégué général et l'équipe du Comité français d'éducation pour la santé ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Jacques MONNIER,
président du Conseil d'administration.

Ses obsèques ont eu lieu le 23 juin à Toulouse.

9, rue Newton,
75116 Paris.

— Mme André de Paz,
M. Sion Guy de Paz,
et ses enfants André et Philippe,
M. Paul de Paz,
M. et Mme Alain Berda,
et leur fille Laura,
Les familles de Paz, Touitou, Braun, Bellaiche, Samama, Timsit, Brami, Arfi et Bonan,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André de PAZ,

survenu le 24 juin 1984.

L'inhumation aura lieu le 26 juin 1984, à 14 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

— M. Jean Tracou,
Mme Gabriel Guary,
M. et Mme Christian Tracou,
M. et Mme Xavier Tracou
et leurs enfants,
M. et Mme Nicolas Tracou,
M. Olivier Tracou,
Mlle Isabelle Tracou,
ont la douleur de faire part du décès de leur petit-fils, fils, frère et oncle,

Hervé TRACOU,
élève administrateur
de la Ville de Paris
survenu accidentellement à l'âge de vingt-six ans.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église Saint-Michel de Villefranche-sur-Mer.
Préfecture des Deux-Sèvres,
79000 Niort.

Anniversaires

— En ce jour qui marque le quatrième anniversaire de la disparition de

Mme KERBER,
née Sarha Pacanowski,

une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Manifestation du souvenir

— Le 14 juin 1944, huit jours après le débarquement des Alliés,

Albert PORTRON,
sous-lieutenant de cavalerie,
était fusillé par les Allemands, place Balard, après plus d'un an de détention.
Il ne possédait rien. Il n'ambitionnait rien pour lui-même. Orphelin de guerre. Il laissait deux enfants de un et trois ans.

Avis

— On nous prie d'insérer l'avis suivant :

Ivar Marcel Winiker,
né le 18 mars 1939, à 8610 Uster, canton de Zurich, originaire d'Altishofen, canton de Lucerne, fils de Franz Josef Winiker (1903-1963) et de Alice Winiker-Wicker (1918-1981), est porté manquant. Le disparu est né et a grandi à Uster. Dans sa lettre du 10 janvier 1962, il communiqua, depuis Genève, à sa mère, qu'il partait à l'étranger. Il n'a depuis lors plus de domicile connu. Selon des informations obtenues de sources incertaines, le disparu se serait engagé dans la Légion étrangère, de laquelle il aurait déserté en juillet 1962.
Toute personne qui puisse apporter des informations quant au sort du disparu est, par la présente, invitée, dans le délai d'un an dès la publication dans le « Journal officiel » du canton de Zurich, à s'annoncer au greffe du tribunal du district de 8610 Uster, Suisse. Si l'appel reste sans succès, le disparu sera porté manquant avec effet dès le 11 janvier 1962.
Uster (Suisse), le 7 janvier 1984 (date de la première publication).
Greffe du tribunal du district d'Uster.

ANNONCES CLASSEES

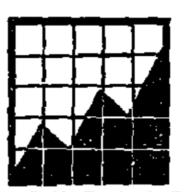
	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194.50

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes – C.A. 9 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Direction de la Qualité et Standardisation

Valeo Thermique (La Verrière – 78)

Plusieurs années passées au sein d'un Service Etudes ou de Fabrication ainsi qu'une EXPERIENCE CONFIRMEE de direction d'un Service Qualité vous prédispose à assurer la Direction du Département Qualité et Standardisation de notre Branche Thermique. Avec votre équipe, vous serez chargé de définir et de mettre en oeuvre la politique Qualité de la Branche et d'animer les actions de standardisation. Vous aurez une responsabilité fonctionnelle sur les Services Contrôle de Qualité des unités de production situées dans sept pays et garantirez l'homogénéité de la qualité de nos produits fabriqués par nous-mêmes ou par nos licenciés.
Les relations avec l'extérieur imposent la pratique de l'anglais et de l'allemand. Réf.54510/1/M

Ingénieur Responsable Atelier Outillage

Valeo Thermique (Nogent Le Rotrou – 28)

Vous valoriserez une PREMIERE EXPERIENCE Industrielle en prenant en charge, au sein du département «Thermique Moteur» de cette usine de 1250 personnes l'animation d'équipes chargées de la conception, la réalisation et la mise au point des moyens machines et outils de nos radiateurs ainsi que l'animation de l'atelier d'outillage (35 personnes). Réf.54510/2/M

Ingénieurs Commerciaux

Valeo Equipements Industriels SOMA (Asnières – 92)

Votre EXPERIENCE CONFIRMEE de la vente de produits industriels vous permettra de prendre en charge les relations techniques et commerciales (ponts moteurs, boîtes de vitesses et de transfert, ...) avec un important constructeur de véhicules industriels et d'engins de travaux publics. Réf.54510/3/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, pretentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à :
Valeo Service Recrutement I & C – 43, rue Bayen – 75017 PARIS

Notre Société, de renom national, côtée en bourse, réalise un CA de plusieurs Milliards de Francs dans une activité commerciale en pleine mutation.
La réorganisation qu'elle a entreprise l'amène aujourd'hui à compléter son équipe de Direction Générale et à rechercher son

directeur des services comptables et financiers

Pour prendre en charge et faire évoluer techniquement l'ensemble des services centraux regroupant une centaine de personnes au Siège Social situé en Région Parisienne.

Notre candidat aura autour de35 ans, de solides références, une formation supérieure à dominante comptable et juridique et sera rapidement disponible. Il pourrait avoir débuté sa carrière dans un Cabinet d'Audit ou d'Expertise Comptable, mais il a certainement élargi le champ de ses compétences professionnelles, informatiques notamment, par une expérience significative de plusieurs années en entreprise.
Ses capacités d'organisation et d'animation, son esprit de discernement et de décision, son goût du «challenge» lui confèrent l'*autorité naturelle d'un* ***jeune dirigeant à fort potentiel.***
Le caractère stratégique de la mission fait de cette proposition une réelle opportunité pour un candidat ayant la volonté de s'investir et de s'intégrer rapidement au sein d'une équipe résolue à réussir.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle) s/réf. 226, à Madeleine Delavallée-notre conseil, 40 rue Vauvenargues 75018 Paris. Ne pas téléphoner.

MOTIVACTION S.A.

recherche

Directeur Financier et Comptable

Vous assurerez la politique financière, le «financial-design» de notre développement international.
Vous serez un organisateur et un coordonnateur des finances et des comptabilités de notre siège et de nos filiales.
Vous serez le quart du temps à l'étranger. Vous contrôlerez et organiserez les dépenses de notre Groupe. Pour cette fonction, vous devez avoir un sens aigu des méthodes et de l'organisation. Vous devez avoir une grande rigueur et une réelle adaptabilité aux nouvelles situations.
Votre âge, votre sexe ou votre nationalité ont peu d'importance si vous parlez plusieurs langues et si vous êtes prêt à vous intégrer totalement dans un des rares instituts d'études de marchés d'origine française, bien implanté au niveau international - Votre salaire pourra dépendre de vos résultats si vous le souhaitez.
Votre base sera à Versailles.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 571 à



18 Avenue Matignon - 75008 Paris

Dessein

Directeur Financier d'un patron de choc

Imaginatif et entreprenant, ce patron a créé avec l'enthousiasme et le pragmatisme du sportif - qu'il est - une Société aujourd'hui florissante (CA 200 M - eff 260 pers.). Au départ importateur distributeur d'un produit de base essentiel pour une *industrie importante. Il a créé il y a quelques années une première unité de production* qui couvre actuellement environ 35% du marché français. Il doit en obtenir rapidement 50 à 60% étant le seul fabricant français. Dans une troisième étape, après le démarrage d'une deuxième unité de production, il compte se placer sur le marché international dominé actuellement par les 3 seuls pays producteurs : Japon - USA - RFA.

Ce développement, nullement utopique, implique et exige obligatoirement - les problèmes techniques et commerciaux ayant été résolus par une équipe très motivée et extrêmement qualifiée - que soit maintenant mis en place un outil de gestion moderne bien adapté à la dimension actuelle et future de l'entreprise - outil de gestion que le PDG et toute sa jeune équipe attendent impatiemment.

Nous recherchons donc pour compléter l'équipe de direction, un Directeur financier, qui, auprès de notre PDG, sera le conseil de tous les instants pour l'ensemble des problèmes de gestion et de relations avec les milieux financiers.
Doté d'une bonne formation de base (HEC, ESSEC, Sc. Po. ou Ingénieur + ICG) il doit impérativement posséder une solide expérience de la mise en place et au suivi d'un contrôle de gestion, être rompu au montage de financements, et savoir assurer avec autorité les relations avec le pool bancaire.

Assez jeune d'âge et/ou de caractère (35 ans au moins). Il doit pouvoir s'intégrer à l'équipe, lui faire partager son propre esprit de rigueur sans briser ses élans, participer à sa formation et à son évolution, en partageant lui-même l'esprit pionnier et la foi qui l'ont conduite au succès.

Adressez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. 2517 à **Cépiad** 135 av. Wagram, 75017 Paris.

DESSEIN

PILOTER LES INVESTISSEMENTS D'UN GROUPE AGRO-CHIMIQUE

ECP-AM — Bilingue Anglais

Groupe chimique de premier rang dans notre spécialité, nous *fournissons aux industries alimentaires, pharmaceutiques et photographiques des matières premières de haute technicité, produites dans plusieurs unités de fabrications spécialisées,* en France et à l'étranger.
Nous souhaitons confier le poste de

DIRECTEUR DE L'EQUIPEMENT

à un Ingénieur de Grande Ecole ayant acquis l'expérience de l'ingénierie chimique ou agro-alimentaire dans un Groupe réalisant des investissements productifs importants et diversifiés. Nous attendons de lui qu'il optimise les choix technologiques et fasse évoluer les techniques en assurant une gestion rigoureuse des budgets.

Pour informations complémentaires et l'organisation accélérée d'une rencontre, appelez *763.11.15 Réf. 110.*
RH CONSEIL *65, avenue de Wagram 75017 Paris.*

Un patron à forte carrure pour notre informatique de gestion

Ingénieur de formation Grande Ecole, vous êtes un homme d'expérience. Vous maîtrisez parfaitement les réseaux et les matériels informatiques, notamment HP 3 000. Mais surtout, vous savez dynamiser une équipe et promouvoir son travail.

Devenez le patron de notre Service Informatique de Gestion !

A la tête d'une vingtaine d'ingénieurs, vous devrez :
- *conduire les changements* dûs à l'évolution des méthodes et animer votre équipe,
- *maintenir* des relations professionnelles tant harmonieuses qu'efficaces avec les responsables des grandes unités de la Compagnie.

Votre fermeté, pondérée par un grand sens de la diplomatie, et votre forte implication personnelle seront des atouts déterminants pour cette mission de haut niveau.

Poste basé en Région Parisienne.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo)sous réf. 1686 M à

SOURCES *16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris* (qui transmettra).

Directeur Usine Paris

(Maroquinerie/Bagagerie de Luxe)

Créée en 83, cette unité d'une centaine de personnes évolue très vite, elle aura près de 150 personnes dans six mois.
Nous recherchons l'homme qui en prendra la responsabilité sur les plans gestion et production, réfléchira aux structures adaptées à la spécificité de nos fabrications, les mettra en place.
Nous souhaiterions un professionnel de la maroquinerie, sellerie, bagages ayant acquis une importante expérience de gestionnaire. Toutefois, la qualification et la technicité tant de notre personnel que de l'encadrement, font qu'un gestionnaire, soucieux de rentabilité, au fait des particularismes de la production artisanale, peut parfaitement, avec les qualités de contacts et d'ouverture qu'il a, poursuivre et mener à bien le développement de cette unité. Ce poste requiert donc avant tout des qualités de *"CHEF D'ENTREPRISE"*.
Si vous souhaitez en savoir plus, merci de faire parvenir votre candidature sous référence 84715 M à Madame Claude FAVEREAU qui assure cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53



AFCOREM

Importante industrie 1000 personnes, trois usines recherche pour son siège de Strasbourg

DIRECTEUR DU SERVICE RELATIONS HUMAINES

Maîtrise Droit, Sciences Economiques ou équivalent.

Mission :
- Gestion du Personnel,
- Politique des salaires et avantages sociaux,
- Amélioration de conditions de travail et de sécurité,
- Formation.

5 à 10 ans d'expérience : gestion du personnel, relations industrielles, problèmes du droit du travail, sont nécessaires.

Adr. CV dét. ss. réf. 1105 à

seletec Conseil — 67009 STRASBOURG CEDEX

DIRECTEUR DE FILIALE

Afrique francophone

Un groupe spécialisé dans la diffusion de véhicules automobiles VI + VP et de biens d'équipement recherche *le Directeur* d'une des Sociétés Africaines du Groupe.

Dépendant directement de la direction générale du groupe, il aura la responsabilité de l'animation, tant sur le plan commercial (analyse du marché, détermination d'objectifs, vente, après-vente) que sur celui de la gestion budgétaire de la *comptabilité*, de la trésorerie *et de la gestion des comptes clients.*

Il devra accroître la pénétration des marques représentées dans sa zone géographique.

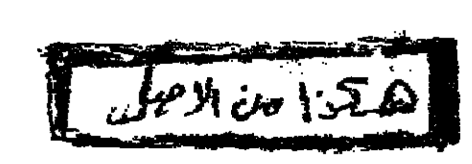
Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, possédera une bonne formation générale et une expérience professionnelle de l'automobile de plusieurs années surtout PL, avec des responsabilités de gestion.

L'expérience africaine est vivement souhaitée.

La rémunération sera importante et tiendra compte de l'âge et de l'expérience.

A cette rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation : logement, congés annuels, frais médicaux, etc...

Adresser C V. sous référence 96243 à CONTESSE PUBLICITE, 20, *avenue de l'Opéra,* 75040 PARIS Cedex 01 *qui transmettra.*





emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



agence spatiale européenne

L'Agence a pour mission d'assurer et de développer, à des fins exclusivement pacifiques, la coopération entre États européens dans les domaines de la recherche et de la technologie spatiales et de leurs applications, en vue de leur utilisation à des fins *scientifiques et pour des systèmes d'applications.*

Pour notre Centre de Recherche et de Technologie installé aux PAYS-BAS, nous cherchons

- un ingénieur pour le sous-système de traitement et de transmission des données des instruments du satellite d'observation de la Terre. Les candidats devront avoir plusieurs années d'expérience de la télémesure numérique à débit élevé et des télécommunications numériques à hyperfréquences.
- un ingénieur spécialiste du traitement des signaux des instruments radar embarqués sur le *satellite d'observation de la Terre. Les candidats devront avoir plusieurs années* d'expérience des méthodes d'avant-garde en matière de traitement des signaux radar et des technologies connexes.
- un ingénieur spécialiste de la compatibilité électromagnétique ayant au moins deux ans d'expérience d'un projet acquise dans les applications aérospatiales ou dans un *domaine voisin. La préférence sera donnée à un ingénieur électronicien possédant* une solide formation en matière de conception et d'analyse des interfaces.

*
* *

QUALIFICATIONS

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire. Ils devront avoir l'expérience de la technologie spatiale ainsi que de la gestion de contrats techniques. Une excellente connaissance de l'anglais ou du français et une connaissance pratique de l'autre de ces deux langues sont exigées. Les candidats doivent être prêts *à effectuer des déplacements.*

CONDITIONS D'EMPLOI

Les conditions offertes sont celles des Organisations internationales et comprennent : prestations familiales, indemnité d'expatriation, bons systèmes de sécurité sociale et de pension, et indemnité d'installation.

*
* *

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé,
doivent être adressées au Chef du Personnel, ESTEC,
Keplerlaan 1, Postbus 299 - 2200 AG Noorwijk (Pays-Bas),
avec indication du poste correspondant.

CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL

recherche pour ses opérations en Afrique francophone (Côte-d'Ivoire, Sénégal, Cameroun) :

RESPONSABLES D'AGENCE

Profil recherché :

- Expert comptable + diplôme de gestion.
- Nationalité française.
- Expérience professionnelle (minimum 6-7 ans) au sein d'un Cabinet d'audit (international ou français).

Pour le poste recherché, serait particulièrement considérée l'aptitude :

- à administrer et encadrer un groupe d'une dizaine de professionnels,
- à promouvoir et développer l'activité professionnelle.

La rémunération proposée sera fonction de l'expérience et du profil.

Adresser votre CV manuscrit détaillé avec photo sous réf. 45505 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

DECON Bureau d'Ingénieurs-Conseils allemands dans le domaine *de l'énergie électrique, assistant des sociétés d'électricité* et d'autres institutions, en principal dans les pays en voie de développement, recherche pour une mission *d'assistance technique de longue durée dans un pays* d'expression française dans la région des Antilles :

INGENIEUR SPÉCIALISTE EXPLOITATION MOTEURS DIESEL

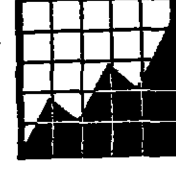
POUR UN POSTE DE RESPONSABLE SERVICE ENTRETIEN : SONT REQUIS MINIMUM CINQ ANNÉES D'EXPÉRIENCE DANS LES MOTEURS DIESEL 6-10 MW A CARBURANT BUNKER C ET TROIS ANS A UN POSTE DE DIRECTION DANS L'ENTRETIEN CENTRALES TERRESTRES OU MARINES.

INGENIEURS OU TECHNICIENS DIESEL

COMME INSTRUCTEURS D'ENTRETIEN (CONTREMAITRES) : SONT REQUIS MINIMUM CINQ ANNÉES D'EXPÉRIENCE DANS LES MOTEURS DIESEL 6-10 MW A CARBURANT BUNKER C ET TROIS ANS A UN POSTE SUPÉRIEUR IMPLIQUANT ENTRETIEN CENTRALES TERRESTRES OU MARINES.

En plus du français courant indispensable, la connaissance de l'allemand et/ou l'anglais est souhaitée.

Si vous êtes intéressé, adressez rapidement votre C.V. et photo à :
DECON DEUTSCHE ENERGIE-CONSULT
INGENIEURGESELLSCHAFT MBH
HINDENBURGRING 18
D-6380 BAD HOMBURG V.D.H.
Tél. : (6172)- 36031 - Télex : 415178 DECON D.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

Lotus Development Corporation s'est rapidement établie comme une entreprise de premier plan en matière d'applications de logiciels dans le secteur *des micro-ordinateurs.*

Le système de bureautique 1-2-3™ a été acclamé, dans le monde entier, comme un véritable produit révolutionnaire.

Des recettes de 53 *millions de dollars sont la preuve, non seulement,* de la réussite du produit, mais aussi de la prospérité de l'entreprise.

Lotus™ a récemment lancé un nouveau système, Symphony™, promis à un avenir encore plus prestigieux.

Pour affermir sa position sur le marché international, la société a établi son siège européen à Windsor, et pour mieux servi les besoins du marché européen, vient de créer le poste suivant :

DIRECTEUR EUROPÉEN

Marketing Communications
et Systèmes d'Appui Commerciaux
Autour de **£ 30,000** + voiture

Les responsabilités de ce poste intéressent le développement, la gestion et la coordination des programmes de marketing, de communications et d'appui, en liaison avec les filiales d'exploitation et les distributeurs en Europe occidentale, ainsi que la direction d'une équipe bien soudée de « Marcoms » et de spécialistes en systèmes d'appui.

Ce poste requiert une formation universitaire dans la gestion, le marketing, les sciences économiques et l'information, de préférence, au niveau de la maîtrise.

Une expérience d'au moins trois ans en marketing, à l'échelle européenne, dans une société de service logiciel, informatique ou périphérique, est indispensable.

L'expérience de la gestion directe des ventes, OEM ou de marketing, est un avantage. L'anglais courant, écrit et parlé, est nécessaire. La connaissance du français ou de l'allemand est souhaitable.

L'échelle de rémunération est attrayante, et comprend une prime de relogement, si nécessaire, une voiture de fonction, et de nombreuses indemnités intéressantes qui accompagnent, naturellement, un poste dans une société *internationale de grand standing.*

Pour un premier entretien confidentiel, veuillez prendre contact avec Tony McGrath au 19-441 637 9611 ou bien envoyez votre C.V. à :

MANAGEMENT & EXECUTIVE SELECTION
Suite 201/208 Albany House, 324 Regent Street, London W1R5AA.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



Première filiale Européenne, Groupe Américain, Leader Mondial Composants électroniques actifs.

230 % d'expansion ces trois dernières années.

Son développement actuel mais surtout ses perspectives et projets à venir, nécessitent la création de la fonction de

Directeur du personnel 300 000 F

Membre actif du Comité de Direction, il aura à promouvoir, appliquer et animer une politique dynamique incluant tous les aspects de la fonction, en privilégiant la gestion individuelle et prévisionnelle d'un personnel hautement qualifié.

Maturité humaine et polyvalence des compétences sont des atouts indispensables de réussite, d'autant plus déterminants, qu'ils auront été acquis au sein d'une PME et dans des Sociétés Anglo-saxonnes. Cette fonction à vocation européenne implique la pratique courante de l'anglais.

Faites nous part de vos motivations, en adressant votre dossier de candidature sous réf. 332 M à

claude debray conseil,
192 boulevard St-Germain - 75007 Paris.

SOURCES

GROUPE PUBLIC
recherche pour
RÉGION RHONE-ALPES (SAVOIE)
un cadre supérieur

DIRECTEUR DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

Conseil en organisation et informatique
Responsable des études et de l'exploitation
Budget de 5 à 10 millions de francs annuel
Service de 10 à 15 personnes
Formation grande école
Sens du dialogue et des contrats à niveau élevé
Expérience confirmée dans la fonction
Salaire 250.000 F à débattre selon profil et expérience

Adresser C.V. + *photo sous nº 8.090 le Monde* Publicité,
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82

PME 40 personnes, Biens Equipements Lourds, à PARIS *recherche son futur*

DIRECTEUR GÉNÉRAL

avant départ en retraite du titulaire.
Il s'agit d'un ingénieur Mines, ENPC, Centrale *10 à 15 ans expérience* industrielle, créatif polyvalent grande disponibilité.
Rémunération motivante.
Adr. C.V. à ROUX 5, rue La Boétie, 75008 PARIS.

ASSOCIATION CENTRE SOCIO-CULTUREL ET SPORTIF JEAN-VILAR ANGERS
1.500 adhérents, 7 permanents, 30 vacataires, activités multiples, salles de spectacle et cinéma.
recherche

DIRECTEUR

pour prendre en charge la responsabilité, animation et gestion de l'équipement. Expérience exigée. Dossier candidature (C.V., expériences, références) à retourner au centre avant le 15 juillet 1984. C.S.C.S. Jean-Vilar, place Jean-Vilar, 49000 ANGERS.

SAUVEG. ENFANCE SAVOIE, 177, avenue Comte-Vert, 73 CHAMBÉRY, *recrute*

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Oct. 84. Adress. candid. + C.V. avant le 10-7-84, diplômes et salaire selon conv. coll. *enf. inadaptée.*

LE CIRMAR

(Centre International de Recherches musicales et d'animation régionale de l'Abbaye aux Dames de SAINTES)
Organisateur du Festival de Saintes, directeur Philippe Herreweghe

recherche

DIRECTEUR (TRICE) ADMINISTRATIF (VE)

Chargé de la gestion de l'association et de la coordination des *activités en relation avec le directeur artistique.*

Profil souhaité :

- Formation supérieure de gestion, ESCP, HEC, ESSEC, *ESCAE Bordeaux,* Sciences Po.
- Bonnes connaissances musicales indispensables.
- Etablissement à Saintes (17) ou région proche impératif.
- Prise de poste au 1er septembre 1984.

Adr. vos candidatures avec C.V. + lettre manuscr. à :
LE CIRMAR
B.P. 214, 17100 SAINTES Cedex.

Entreprise matériaux de construction
Dynamique - Fort exportateur
Cinq cents personnes
cherche

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Homme de caractère mais aussi de contact ayant :
- soit déjà assumé fonctions direction générale ;
- soit atteint fonction spécialisée haut niveau.

PROFIL IDÉAL :
- formation grande école ou universitaire ;
- âge : 40 ans environ ;
- anglais courant et connaissances allemand ;
- compétence technique ;
- tempérament commercial ;
- bon gestionnaire ;
- sens des relations sociales.

Réponse sous référence nº 8.079 au *Monde*,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09, qui transm.

Confidentialité totale.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Recherche - Production

Ingénieurs chimistes ou mécaniciens

participez à notre succès dans le domaine des spécialités plastiques

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie - 2ème US - 6ème *mondiale*.
Notre site de Drusenheim, près de Strasbourg, regroupe plusieurs unités de fabrication (mousses et films plastiques...) de haute technologie.
Notre succès *dans le domaine de ces spécialités s'est concrétisé* par la création récente sur ce site, de notre centre européen de recherche et développement des films plastiques.

Vous êtes INGENIEUR DE FORMATION CHIMIE OU MECANIQUE et bénéficiez d'une première expérience (recherche ou production), même courte, en *extrusion de polymères*.

Notre croissance nous permet de vous offrir une CARRIERE PROMETTEUSE EN RECHERCHE OU EN PRODUCTION.

Ces postes, dans un environnement dynamique et une équipe internationale, peuvent vous ouvrir, selon vos performances et si vous savez être mobiles en France et à l'étranger, de brillantes perspectives d'avenir.
La bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Envoyez lettre, CV et photo à : Dow Chemical France
Département des Relations Humaines,
BP 20, 67410 Drusenheim.

DOW

* Marque déposée - The Dow Chemical Company.

SOCOMEC

Avec 450 pers. *et 160 MF de CA*, notre société occupe une place prépondérante dans *ses spécialités* : la fabrication d'appareillages et d'équipements électriques et électroniques. 50 % de son chiffre d'affaires est réalisé avec des produits qui n'existaient pas il y a 2 ans.
Nous recherchons, dans le cadre de l'expansion de notre division électronique, un(e)

Jeune ingénieur recherche et développement H/F

SUP ELEC - ISEP - ISEN - ENSI -...

De formation supérieure en électronique ou en électrotechnique, vous avez si possible une expérience de 2 à 3 ans dans la conversion d'énergie ; d'autre part, des connaissances pratiques en semi-conducteurs de puissance sont souhaitées.
Toutefois, un débutant à fort potentiel peut être accepté.
Créatif et ayant un goût prononcé pour le développement, vous serez chargé de *l'étude, de la conception et de la mise au point de nouveaux produits* au sein d'une équipe jeune et performante.
Votre connaissance de l'anglais constituera un atout supplémentaire.
La rémunération et les avantages offerts pour ce poste à pourvoir à 15 mn de Strasbourg, sauront vous retenir.
Les entretiens auront lieu à Paris et à Strasbourg.
Adresser lettre de candidature, C.V. *détaillé, photo et prétentions, sous* réf. n° 50604/M, à notre Conseil qui vous garantit une entière discrétion.

Staff Consultants
32, allée de la Robertsau 67000 Strasbourg.
STRASBOURG PARIS LYON NEW-YORK

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE AERONAUTIQUE
recherche
pour l'un de ses nouveaux établissements situé à proximité de ROUEN

Contrôleur Budgétaire

Sous l'autorité du contrôleur de gestion du centre d'activité, il aura pour missions principales : le contrôle budgétaire des dépenses à l'aide d'un outil informatique décentralisé (*mini et micro*), le suivi et le contrôle d'indicateurs de gestion au moyen de tableaux de bord.

Ce poste s'adresse à des candidats ayant une première expérience du contrôle et de la comptabilité analytique en milieu industriel.

La connaissance de la comptabilité générale et du contrôle des valeurs d'exploitation sera un atout supplémentaire.

Adresser CV, photo, prétentions sous N° 9063 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 Paris - qui transmettra

---

IRAM, un institut franco-allemand pour la radiostronomie en ondes millimétriques, basé à Grenoble, cherche un

INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE DIGITALE

avec expérience pratique en conception et mise au point de circuits en logique câblée ECL/TTL à grande vitesse et en techniques d'interfaçage avec les ordinateurs. Bonnes connaissances mathématiques exigées en traitement du signal (échantillonnage, analyse de Fourier, corrélation, ...), et un peu de programmation en Fortran nécessaire.

Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

Age : 25-35 ans.

Niveau : diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Salaire : selon diplôme et expérience, avec un minimum de 140.000 F par an + prime d'engagement.

Les candidats qualifiés enverront un curriculum vitae à :
Monsieur l'Administrateur - IRAM - Voie 10
Domaine Universitaire
38406 SAINT-MARTIN-D'HÈRES-CEDEX.

SA FRALSATION MALARDEAU

recherche

Chef comptable

Mission : Adjoint de notre responsable administratif et financier, notre candidat devra justifier d'une expérience lui permettant :
- De superviser l'ensemble des procédures comptables.
- D'établir les situations, bilans, et déclarations fiscales.
- De participer à la gestion du personnel.

Profil : Diplômé d'une école supérieure de commerce option comptable + DECS, si possible avec une expérience justifiant d'une capacité à être immédiatement opérationnel.
Connaissance du secteur de la construction appréciée.
Merci d'adresser votre dossier complet de candidature avec photo, sous réf. 0 16 K, à :

nicole maury conseil — 1, place Wilson 31000 Toulouse,
qui vous assure d'une totale discrétion.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Support Hard et Soft : prenez la dimension européenne

Hewlett Packard implante actuellement son centre européen *d'assistance logiciel et matériel* à Pinewood (Berkshire, Royaume Uni). Conjointement à la politique menée dans ce domaine aux États-Unis, ce service de support permanent de nos produits au niveau européen *permettra d'accroître encore la satisfaction de nos clients* grâce, à une optimisation de la productivité liée à l'utilisation de techniques de pointe.

Ingénieur support technique Hard et Soft.

De formation grande école d'ingénieurs française, vous avez une expérience d'au moins 3 ans qui vous a permis *d'acquérir la maîtrise des problèmes complexes.* La connaissance de la gamme HP sera un atout supplémentaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand ou de l'espagnol serait appréciée.
Une rémunération de haut niveau valorisera votre expérience et toutes les dispositions seront prises pour faciliter votre installation dans ce poste basé à Pinewood.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Charlie REAMES, *Hewlett-Packard Ltd, Nine Mile Ride* Wokingham, Berkshire, RG 11 3LL, Angleterre.



média-system

HELIOS STRECO DURANDO

Un des premiers cabinets français d'Audit et de Conseil

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

recherche dans le cadre de son activité EXPERTISE COMPTABLE

pour **ABIDJAN**

Expert Comptable ou Mémorialiste

pour **LIBREVILLE**

Assistant Confirmé (3 - 4 ans)

Nous leur proposons :
- le statut d'expatrié comportant une rémunération élevée, des avantages en nature et des congés annuels de deux mois en France,
- le cadre de travail stimulant d'un cabinet international d'Audit et de Conseil dont la croissance est rapide,
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous leur demandons :
- le diplôme d'une grande école,
- une aptitude marquée au Conseil d'Entreprise,
- une expérience dans un cabinet d'Expertise Comptable.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à
Madame LIPPUNER - 6, av. Marceau 75008 Paris.

HELIOS STRECO DURANDO

Un des premiers cabinets français d'Audit et de Conseil

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

recherche pour **DOUALA**

Directeur de Mission Audit

Nous lui proposons :
- le statut d'expatrié comportant une rémunération élevée de F. 400.000 +, des avantages en nature et des congés annuels de deux *mois en* France,
- *un poste comportant* des *responsabilités* élevées et une participation active à la gestion du cabinet,
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous lui demandons :
- le diplôme d'une *grande* école
- une expérience de 5 ans et plus dans un cabinet d'audit.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à
Mme Hélène LIPPUNER 6, av. *Marceau* 75008 Paris

COMPLEXE SUCRIER AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCOPHONE

cherche pour

SERVICE ENTRETIEN COURANT ET DÉPANNAGE
MATÉRIEL DE RÉCOLTE
(120 ENGINS ET TRACTEURS, 150 REMORQUES APPAREILS AGRICOLES)

RESPONSABLE DU SERVICE

(55 personnes travaillant par quart jour et nuit)
Environ 32 ans — expérience Afrique Noire souhaitée
Mécanicien confirmé — Anglais parlé
Connaissance matériel pour canne appréciée
Prise de fonctions : septembre 84

JEUNES MÉCANICIENS DE QUART

(Alternativement jour/nuit)
Compétences en mécanique et hydraulique
Préférence célibataires — Anglais lu
Prise de fonctions : mi-octobre 1984
Emploi saisonnier jusqu'au 15 juillet 1985

Envoyer C.V. + photo à : VECTEUR
58, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16.

Cabinet international de Conseil recherche,
pour des missions en pays
en voie de développement francophones des

Experts en Politique et Gestion du Personnel

Les candidats devront avoir une expérience de 5 années minimum dans des entreprises importantes, et accepter un contrat à durée déterminée.
Rémunération stimulante pour candidats de valeur.

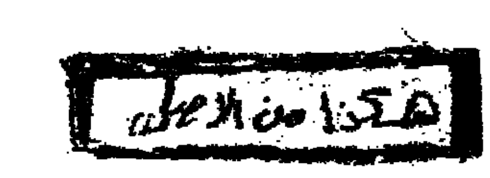
Adresser CV manuscrit et références techniques explicites sous réf. 1102/B à PLEIN CADRE qui transmettra.
350, rue de Vaugirard 75015 Paris.

PLEIN CADRE

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Important établissement industriel de mécanique
région ROANNAISE
recherche

un Ingénieur Hydraulicien h/f

Sous l'autorité du Chef du Bureau de fabrication, il aura pour mission de :
- piloter les travaux d'industrialisation des dossiers,
- assurer la mise en place ou l'adaptation de l'outil industriel,
- participer à la création des moyens d'essais nécessaires,
- réaliser l'exploitation des faits techniques de son ressort,
- centraliser et gérer les données techniques correspondant à son secteur d'activité

Formation : *Diplôme d'Ingénieur (INSA - ENSEEIHT - ENSHYG)*

un Ingénieur Bâtiment h/f

Adjoint au Chef de Service «Force Motrice et Bâtiments»

Il assurera les missions suivantes :
- conduire la réalisation de travaux d'aménagement et la gestion des crédits correspondants,
- coordonner les opérations du programme annuel d'entretien des installations, réseaux et bâtiments,
- coordonner et gérer les équipes d'entretien,
- faire assurer et contrôler l'exploitation des installations de production des fluides industriels et de leurs réseaux de distribution.

PROFIL :
- Ingénieur en construction du bâtiment (ESTP Section Bâtiment ou équivalent),
- maîtrise des technologies des installations techniques des fluides industriels,
- qualités nécessaires au travail en équipe.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions s/réf. LM 27238
à JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

JRP/Jean Régnier Publicité

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT



SUP'ELEC ou équivalent

Filiale en expansion constante, de la Société Européenne de Propulsion, ***S2M*** *leader mondial pour l'industrie du palier magnétique recherche un ingénieur débutant ou possédant une courte expérience.*

Il participera aux travaux de recherche et de développement de nouvelles fonctions électroniques et de leur numérisation.

Poste évolutif basé à ***VERNON (EURE),***
80 km Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s / réf. 350 à

Isabelle D. LAVAUD *Psycho-Sociologue*
IDL CONSEIL
JUMELLES - 27220 ST ANDRE DE L'EURE

IDL



CHEF DU BUREAU D'ETUDES INSTALLATIONS

Cette société (1550 personnes - 400 millions de C.A.) filiale d'un important groupe industriel allemand est spécialisée dans la conception, la fabrication et l'entretien d'ascenseurs.

Elle recherche son Chef du Bureau d'Etudes Installations comprenant 40 personnes chargées de l'établissement des plans d'installations et des dossiers de fabrication.

Ce poste basé à ANGERS conviendrait à un ingénieur Arts et Métiers (ou équivalent) possédant au moins 5 ans d'expérience professionnelle. Des connaissances en mécanique, tôlerie, électricité sont nécessaires ainsi que la pratique de l'allemand et de l'anglais. La connaissance de la CAO serait appréciée.

La réussite à ce poste requiert d'excellentes qualités d'animateur, un sens développé des méthodes et de l'organisation.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo
et rémunération actuelle à Monsieur le Directeur du Personnel
151, rue Saint Léonard 49000 Angers.



acheteur

Notre société, en expansion, se situe parmi les leaders du marché des matériels TELEPHONIQUES; nous recherchons un
acheteur

Ce cadre, homme ou femme, rattaché au directeur des achats, sera chargé des :
- achats et réapprovisionnements pour différentes familles de COMPOSANTS électroniques et mécaniques
- relations avec leurs fournisseurs.

La personne recherchée, jeune INGENIEUR, avec si possible, une expérience des achats en industrie. Les candidatures d'ingénieurs débutants sont également souhaitées.
Lieu de travail : **HAUTE-SAVOIE.**

Ecrire à : HPF Direction du Personnel BP 29
74130 Bonneville.



HP c'est une vive croissance, des secteurs technologiques de pointe et d'avenir, des marchés en expansion très forte; **une société qui veut et qui sait investir sur les hommes, une société qui a des projets...**
Pour des candidats à fort potentiel, c'est l'opportunité de larges ouvertures, **d'une carrière rapide et choisie.**
Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (MBA - HEC - IEP Paris - ESSEC - ESCP - ESCL) ou d'Ingénieur (ECP - MINES - ECL - ESE - ENSERG...). Vous avez 2 à 4 ans d'expérience et parlez couramment anglais.

Un des postes ci-dessous peut vous intéresser **ils sont tous à Grenoble.**

Ingénieurs électroniciens

Expert **technique** d'un produit ou d'une gamme de produits vous serez responsable du **développement et de la mise en place de moyens de test et de contrôle** afin d'optimiser des techniques et des processus.
Egalement gestionnaire, vous vous verrez confier l'analyse du produit dans toutes ses composantes techniques, économiques, pour ensuite prendre en charge **le transfert technologique** des Etats-Unis ver la France.
Ces postes impliquent l'interface constante avec nos laboratoires et nos unités de productions tant en France qu'aux Etats-Unis.
Adressez votre candidature sous référence 063 FM à Claire BACHELARD - Département du Personnel - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



Analyste en gestion industrielle

Sous la responsabilité du Directeur du Département "Materials Engineering" et à la tête d'une équipe de 3 personnes, il est responsable de **projets d'organisation** (en collaboration avec nos services informatiques).
Ce poste à la fois créatif et concret est une excellente porte d'entrée à HP, il est en effet charnière **entre la gestion et la production** et amène donc à une large connaissance de la société.
Adressez votre candidature sous référence 064 BT à Claire BACHELARD - Département du Personnel - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



Responsable des achats

Rattaché au Directeur du Département "Approvisionnements", il aura la responsabilité de la gestion des inventaires, il utilisera les outils de pointe en ce domaine et sera assiste en cela par une équipe d'acheteurs professionnels.
De plus il devra assurer le développement de nouvelles méthodes de gestion en collaboration avec une équipe d'informaticiens.
Adressez votre candidature sous reférence 065 BT à Claire BACHELARD - Département du Personnel - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



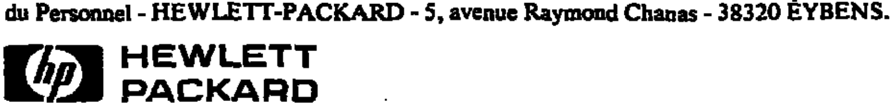
Gestion et planification de la distribution

Le candidat sera chargé, pour notre **centre européen de distribution**, de proposer une stratégie évolutive de gestion des inventaires européens de pieces detachées. Partant d'une analyse détaillée des flux actuels, il aura a définir des modeles permettant de prévoir la consommation à moyen et long terme, ceci en fonction des taux de croissance de notre societé et de l'évolution des matériels. Il sera responsable de l'élaboration des politiques et procedures a négocier avec notre réseau de distribution d'Europe, puis de leur mise en œuvre.
Nous recherchons pour cette fonction une personne ayant deux à trois ans d'expérience.
Adressez votre candidature sous référence 066 BT à Claire BACHELARD - Département du Personnel - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



Logistique et organisation administrative

Assisté d'une équipe de quatre personnes dont il aura la direction, en relation avec les divers centres de vente et de service apres-vente en Europe, le cadre que nous recherchons aujourd'hui aura la responsabilité de tout ce qui est information, organisation et support logistique de notre **activité européenne de formation.**
Il aura la supervision d'un personnel compétent et expérimenté, il disposera d'outils de gestion et de moyens informatiques performants qu'il aura à implanter et adapter.
Adressez votre candidature sous reférence 067 BT à Claire BACHELARD - Departement du Personnel - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



aerospatiale Aquitaine

DIVISION SYSTEMES BALISTIQUES SPATIAUX

Nous développons des ensembles complexes qui font appel à des technologies de pointe *(systèmes et matériaux composites) et qui utilisent des moyens exceptionnels.*

NOTRE DEPARTEMENT COMMERCIAL recherche

ECONOMISTE ET FINANCIER

Ce poste s'adresse à un jeune cadre commercial (débutant ou ayant une première expérience), de formation HEC, ESSEC, Sup de Co ou Sciences Po (écofi).

Le candidat se verra confier :
- les analyses financières
- les dossiers d'aides et subventions
- les suivis des dossiers de valorisation
- les questions d'import-export
- la réglementation des prix
- le suivi des brevets.

JURISTE

Ce poste s'adresse à un jeune cadre administratif (débutant ou ayant une première expérience), de formation maîtrise de droit privé - doctorat ou droit des affaires.

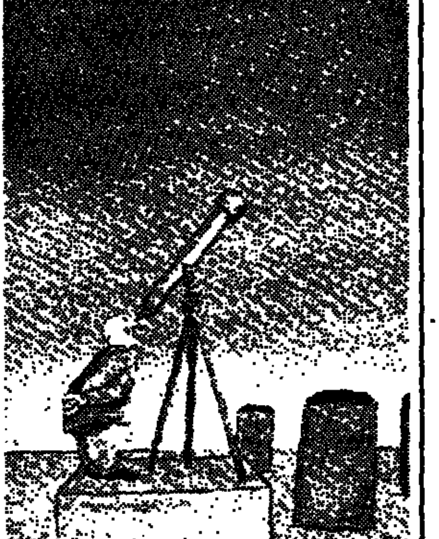
Le candidat se verra confier :
- la rédaction des contrats ou marchés (accord de coopération, licence, clauses de propriété industrielle, etc)
- suivi de la réglementation des marchés publics
- études juridiques de fond.

Pour ces deux postes la maîtrise de l'anglais (parlé, lu, écrit) est indispensable.

Nous sommes une unité décentralisée (1800 personnes) bénéficiant d'une large autonomie et implantée à SAINT MEDARD en JALLES entre BORDEAUX et l'Océan dans un environnement agréable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec photo à : AEROSPATIALE - Département des Relations Humaines - B.P. 11 - 33165 SAINT MEDARD en JALLES Cedex. Tél. 05.84.05 - Poste 467.

IL Y A TOUJOURS EU DES HOMMES QUI ONT SU VOIR PLUS LOIN.



Ingénieur commercial
TELECOM — **Région Nantes**

Vous avez réussi votre première expérience de la vente dans le domaine informatique : c'est votre atout majeur.
Nous souhaitons vous confier la responsabilité de développer notre progression sur le marché des télécommunications. Vous commercialiserez *une gamme complète d'équipements compatibles : contrôleurs à distance,* écrans (couleurs et graphiques), imprimantes hard copy et à aiguille et supports magnétiques.

Ingénieur commercial
SUPPORTS MAGNETIQUES — **Région Nantes**

Vous êtes reconnu comme un **excellent commercial dans votre branche** - *votre expérience le prouve* - ***et vous vous intéressez vivement au milieu informatique.***
Votre mission sera double : • prendre en charge la diffusion de nos produits «supports magnétiques» (bandes, disques magnétiques, disques souples) auprès des boutiques micro et des distributeurs de la région Nantaise • assurer la responsabilité *de l'action commerciale à développer sur une clientèle* spécifique (prospects, comptes nominatifs).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à : MEMOREX, Département des Relations Industrielles - 3-5, rue Maurice Ravel - 92300 LEVALLOIS

Ingénieurs produit télécommunications

Premier fabricant mondial de circuits intégrés, **nous avons choisi Villeneuve-Loubet, près de Nice pour nous établir en France. Et c'est à l'échelle de l'Europe que nous y développons des projets nombreux, dans tous les domaines d'application de l'électronique, dont les Télécommunications.**
Ingénieur électronicien ou ENST, vous êtes débutant ou avez une 1ère expérience. Vous participerez à l'industrialisation de nos produits. **Chargé de la mise au point des programmes de test et de la caractérisation des circuits intégrés Télécommunications, vous établissez les spécifications d'assemblage et de test avant le lancement en production. Vous prenez toute initiative propre à réduire les coûts de fabrication et à améliorer qualité et fiabilité. Vous apportez enfin un support technique à la force de vente pour la promotion des nouveaux produits.**

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence *SCTELPE/0684/2M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE*
8/10, avenue Morane Saulnier
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



Moulinex

Responsable Assurance Qualité-Composants

Premier exportateur français pour l'équipement ménager. (+ 65% de notre CA : 2,9 milliards). Notre division de **Saint Lô** (1100 personnes) dispose des équipements les plus modernes et fabrique les différents composants et sous-ensembles *pour tout le groupe* (12 usines. 14 filiales). *Dans le cadre de notre politique de développement* (investissements 1984 : 240 millions de francs). nous recherchons l'Ingénieur qui va créer au sein de notre Division la nouvelle structure assurance qualité-composants. (Produits électromécaniques. électrophysiques et électroniques). Une mission dynamique et créatrive à votre portée.

Votre objectif : *gérer l'assurance Qualité. En liaison avec les services études et méthodes.* il va s'agir de définir les niveaux de qualité à respecter des nouveaux projets industriels. d'assurer la mise en oeuvre. le suivi et le développement des méthodes et moyens nécessaires afin d'aboutir à la meilleure fiabilité possible. Rattaché au Directeur de la Division. vous animerez une équipe de 15 personnes.

Vous réussirez à ce poste d'analyse et de contact par vos qualités de rigueur. votre imagination et votre sens de la communication. *Jeune Ingénieur de formation* - ENSAM - UTC... *votre expérience qualité* acquise (3 ans environ) dans l'industrie électronique... électromécanique... de grande série vous incite maintenant à relever le challenge que nous vous offrons.

Merci d'adresser lettre manuscrite. CV. photo et salaire actuel sous réf. 32206M à Nicole Le Breuilly **TEG**. 18 place Henri Bergson. 75008 PARIS.

division de SYSTEMA — The Executive Group (France) Management



CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA DORDOGNE

recherche

CHEF DU SERVICE RECOUVREMENTS

POSITION CADRE.

MISSION :
- Gestion du service chargé des recouvrements interbancaires.
- Prise en charge de l'ensemble de l'évolution des nouvelles techniques du recouvrement interbancaire.

FONCTION :
- Coordonne et gère les secteurs opérationnels du service :
  - chèques et effets : traitement physique, traitements administratifs et comptables.
  - virements
  - paiements électroniques
  - moyens de recouvrements (chéquiers, cartes).
- Propose et met en oeuvre les actions dont dépend la mise en place de ces nouvelles techniques de recouvrements et moyens de paiement.

PROFIL :
- Autorité naturelle et capacité d'animation,
- Sens des responsabilités, esprit d'initiative et de décision,
- Grandes facultés d'adaptation et dynamisme,
- Capacité d'innovation.

FORMATION / EXPERIENCE :
- Diplômé de l'enseignement supérieur,
- Expérience bancaire indispensable dans la fonction,
- *Connaissances informatiques souhaitées.*

Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo au C.R.C.A.M. de la Dordogne Le Combal - Route d'Eymet - B.P. 208 - 24101 Bergerac Cedex.

GROUPE J. SOUFFLET
120 km Est de Paris
1er groupe français céréalier privé (collecte, stockage, transformation, négoce) recherche son :

Contrôleur de gestion

Chargé d'animer le contrôle de gestion du Groupe et d'assister les Directeurs des filiales, il participera à la mise en place et au développement du système d'information de gestion.

Notre candidat aura :
- 30 ans environ
- Une formation supérieure (HEC - ESSEC - SUP de Co...)
- Une expérience réussie de quelques années au sein d'une entreprise travaillant à *l'export* ou d'un cabinet d'audit.

Ses qualités essentielles seront :
- Dynamisme, rigueur, esprit d'équipe.
- Capacité de dialoguer *efficacement* avec les informaticiens et les utilisateurs.
- *Volonté de s'intégrer à l'équipe jeune* et performante d'une entreprise à fort développement.

Les dossiers de candidature (CV + lettre manuscrite + photo) seront *à adresser sous référence* 900-B à :

Jean-Pierre Martichoux & Associés
15, rue des Saints-Pères 75006 PARIS

MARKETING INTERNATIONAL

FABRICANT FRANCAIS, *nous distribuons nos produits à travers nos filiales :* F - EU - GB - D - B, et notre réseau international de 30 agents.
SPECIALISTE MONDIAL DE LA CHALEUR DIRIGEE, notre développement nous amène à créer le poste :

ETUDES ET PRODUITS NOUVEAUX

Candidat au FORT POTENTIEL, débutant ou confirmé, rattaché au Directeur Choix *Technologiques et Recherche,* le MARKETING "PRODUITS INDUSTRIELS" *vous* attire.

Travaillant sur nos marchés tant FRANCAIS qu'ETRANGERS, vous serez chargé des études qualitatives et quantitatives, des axes de positionnement, des lan*cements de produits nouveaux dans le domaine de* l'ELEVAGE *et de* l'INDUSTRIE.

Aller sur le terrain, partir à l'ETRANGER *assez régulièrement n'est pas un obs*tacle pour vous. Bien sûr, vous parlez ANGLAIS et vous êtes prêt à résider en BOURGOGNE à DIJON.

Adresser lettre manuscrite - C.V. - photo et salaire actuel à notre conseil sous réf. 1466

RESULTATS — CONSEIL EN RECRUTEMENT
7 place Darcy BP 1359 21051 DIJON Cedex

Spie Batignolles

Division Electricité et Nucléaire
(16.000 personnes, C.A. : 6,5 MF) spécialisée en équipements électriques et automatismes industriels recherche pour son établissement d'Aix-en-Provence-les-Milles

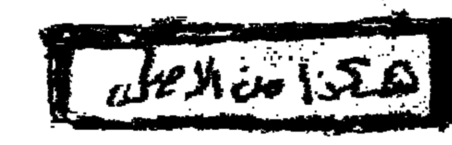
Ingénieur d'affaires
téléphonie privée et courants faibles

qui aura la responsabilité de la conduite complète d'affaires (études, prix, relations commerciales, chantiers, gestion) dans les domaines considérés.

Issu d'une école d'Ingénieurs ou équivalent vous avez environ 5 ans d'expérience, de bonnes connaissances en commutation électronique seront appréciées.

Vous êtes invités à écrire (CV détaillé, photo et prétentions) s/référence SB 84/24 à Spie Batignolles, DP/GRH, 202 quai de Clichy, 92101 Clichy Cédex.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Futur Directeur d'Usine

Jeune ingénieur Centrale, Mines, A & M, vous avez réussi une première expérience industrielle en production et/ou technique.
En ALSACE, une entreprise industrielle du secteur électroménager, 450 personnes, filiale d'un Groupe français de dimension internationale, vous propose cet objectif après quelques années au poste de Directeur technique et de production. Adresser dossier de candidature et rémunération souhaitée, sous réf. 72018/M à J.P. LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

Val de Loire

Responsable de production - 600 personnes -

Vous êtes ingénieur A & M ou équivalent, vous avez 5 ans d'expérience industrielle en fabrication mécanique de grande série. Nous vous proposons de diriger l'unité de montage de notre établissement industriel : *animation, organisation, évolution technique, propositions d'investissements.* L'entreprise construit des appareils électroménagers, elle appartient à un Groupe industriel français de dimension internationale qui vous offre, si vous êtes capable de mener et de promouvoir un ensemble industriel performant, d'excellentes possibilités de carrière. Adresser dossier de candidature et rémunération souhaitée, sous réf. 72017/M à J.P LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 Boulogne Cédex.

Publival

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

CREATION D'UN SERVICE INFORMATIQUE, APRES FORMATION.
Filiale d'un des plus grands Groupes industriels français — ALSACE

Ingénieur Informaticien

Grande Ecole option Informatique, MIAGE, IIE ou équivalent

Débutant ou ayant une première expérience professionnelle en informatique. Après formation aux procédures applications et matériels dans l'Entreprise, vous serez chargé de la mise en place, fonctionnement et développement du service informatique d'un établissement industriel du Haut-Rhin : choix système, matériel, prise en charge des applications de la Société et conception d'applications, études d'organisation, concernant le site proprement dit. Evolution à prévoir au sein du groupe. Adresser dossier de candidature et rémunération souhaitée, s/réf.72019/M à J.P. LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX

Publival

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

futur financial controller

LOIR ET CHER

Une Société industrielle dans les techniques de pointe, filiale d'un groupe multinational recherche un CHIEF ACCOUNTANT.

Il sera responsable de la comptabilité générale et analytique, de la préparation des budgets, des prévisions de trésorerie, des rapports mensuels anglo-saxons, de la maintenance et du développement des systèmes mis en œuvre, des questions administratives et financières et de toutes déclarations fiscales et sociales.

Ce poste conviendra à un candidat issu d'une solide formation financière et comptable, pratiquant couramment l'anglais et ayant acquis au minimum 5 ans d'expérience au sein d'une entreprise industrielle.

Evolution à moyen terme vers la fonction de FINANCIAL CONTROLLER.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo retournés et prétentions) sous réf. **20.620-M** à

CLA RECRUTEMENT
56 RUE DE PONTHIEU 75008 PARIS



bccm

banque centrale des coopératives et des mutuelles

recherche :

L'ADJOINT DU DIRECTEUR H/F

de son Agence de VALENCE.

PROFIL :
- BAC + 3 (Gestion Droit)
- Expérience exploitation bancaire (2 ans minimum)

Réf. M/V1

UN CHARGE DE CLIENTELE H/F

- Entreprises
- Associations

Poste basé à ROUEN.

PROFIL :
- BAC + 2 minimum
- une première expérience dans poste équivalent

Réf. M/R1

Adressez en précisant la référence du poste choisi, dossier de candidature à M. BRUSSIER, Service du Personnel BCCM, 12, Place de la Bourse 75002 PARIS

ETABLISSEMENT FINANCIER
de dimension internationale recherche
pour son unité décentralisée d'ANGERS (800 personnes),

RESPONSABLE PLAN ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Directement rattaché au Directeur de l'Etablissement, il sera chargé de coordonner le *Plan Informatique et de diriger les études d'organisation* et la mise en place des nouveaux systèmes de gestion. A ce titre, il aura la responsabilité du budget et animera une équipe de 25/30 personnes. Le candidat recherché est *âgé d'environ* 30 ans, de formation Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales et possède une expérience d'au moins 5 ans en informatique de gestion et en organisation. Une évolution *ultérieure de carrière* peut être envisagée dans le cadre du Groupe.
Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence DU 46 à :

EGS CARRIERES
55 Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

ONERA

recherche pour son centre de MODANE AVRIEUX un

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

L'intéressé aura la responsabilité de l'entretien de machines motrices de très forte puissance, turbines hydrauliques et compresseurs d'air - Expérience appréciée

Adresser C.V. et photo à ONERA - BP 25 73500 MODANE.

Important cabinet Expertise comptable, vocation nationale recherche

EXPERT-COMPTABLE ou MÉMORIALISTE

pour assumer direction régionale *MACON/BOURG*
Ecrire avec C.V. IFFA
5, rue de Téhéran
75008 PARIS.

URGENT
SOCIÉTÉ DE TAILLE MOYENNE
recherche immédiatement
pour TOULOUSE

son chef de comptabilité générale

Le *candidat idéal sera de formation* supérieure comptable (BTS ou DECS) et devra justifier d'au moins 5 années *d'expérience au sein d'un service comptable*, avec compétences particulières en comptabilité Anglo-Saxonne et animation *d'équipe.*
La maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 77453 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Pour prospection sur région lyonnaise et assistance technique :
INTERCHIM
recherche
B.T.S. ou équivalent
Connaissances GC, HPLC

Adresser C.V. + photo :
B.P. 15 - 03103 MONTLUÇON CEDEX.

En vue de création et d'expl. fonds restaur. indien sur Grenoble, cher. cuisinier qual. en spécial. indiennes. Ecr. au journal avec CV et photo en précisant la dernière rémunération, s/nº 8 036 le Monde Pub Service annonces classées, 5, rue des Italiens — 75009 PARIS.

La Commune de
BEAUFORT-ARÊCHES
recrute un
DIRECTEUR DE STATION
respons. des équipements touristiques. Renseignements et candidatures en Mairie de Beaufort avant le 9 juillet 1984.

Laboratoire universitaire situé en Alsace recherche pour la rentrée 84/85, chimistes et physico-chimistes pour la préparation de thèses de docteur-ingénieur et de troisième cycle.
Bourse d'un montant élevé.
Ecr. s/nº 8.086 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Boutique de gestion CAEN
recrute
ASSISTANT DE GESTION
« branché » économie sociale expérience souhaitée. Ecrire 128, r. Caponière, 14000 Caen.

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
recherche pour l'une de ses principales filiales
(REGION NORD)

UN CHEF DE LABORATOIRE

INGENIEUR GRANDE ECOLE et **DEA**, confirmé en **SYSTEME THERMIQUE** (fluides caloporteurs, échangeurs, compresseurs), et en processus associés de **FABRICATION.**

Directement rattaché au Directeur Recherche et Développement de l'entreprise, à la tête d'une équipe d'ingénieurs et techniciens, il a en charge :
— la mise en œuvre des **PLANS** de recherches.
— *la mise au point de* **NOUVEAUX PRODUITS,**
— l'**HOMOLOGATION** aux normes internationales,
— le suivi des **BREVETS.**

De larges évolutions au sein du groupe sont envisageables.

Les ingénieurs intéressés envoient leur C.V. et rémunération souhaitée à

CONSULTANTS ASSOCIES
C. LEMAIGNAN
19, rue Blanche 75009 PARIS

Importante société de gestion à Toulouse recherche son



Il aura pour mission :
- l'assistance et le conseil auprès de la Direction pour la politique sociale (études, salaires, tableaux de bord...).
- l'animation des services administratifs du personnel avec une mission de réorganisation.
- le conseil auprès de la hiérarchie en gestion de personnel (recrutement, formation...).

Expérience confirmée de la fonction.
Votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sera reçu sous référence 8489 mentionnée sur l'enveloppe, par Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui nous transmettra.

média-system

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



PECHINEY

La Compagnie Européenne du Zirconium CEZUS
- 1000 personnes, 5 usines, CA 600 Millions de Francs, 75 % à l'exportation - est le leader mondial de la fabrication et de la commercialisation du Zirconium, métal avancé employé principalement par l'industrie nucléaire et produit également d'autres métaux spéciaux (Titane, Tantale)
Elle recherche :

jeune ingénieur ventes - export

AM, IEG GRENOBLE, INSA, ...

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur technico-commercial avec une expérience de 2/3 ans de négoce international en milieu industriel.
Après une solide formation il aura la responsabilité des ventes des produits auprès des marchés d'exportation existants et d'assurer le suivi et les relations avec les usines.
Ce poste impliquant une présence marquée sur le terrain, de fréquents déplacements sont à prévoir.
Anglais courant indispensable.
Allemand souhaité. Réf. 339 LM

jeune ingénieur robotique

SUPELEC, AM, IEG GRENOBLE, INSA...

Débutant ou ayant une première expérience industrielle, même courte.

Sous l'autorité du Directeur Industriel, il sera chargé, dans un premier temps, de la conception et de la réalisation d'un dispositif d'ordonnancement de fabrications coordonnant les activités des usines.

Par la suite, il aura la responsabilité d'établir et mettre en œuvre un programme d'automatisation de divers procédés de production.
Anglais souhaité. Réf. 340 LM

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo en précisant la référence du poste choisi à SODERHU 22, rue Saint Augustin 75002 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

Soderhu

PJB

Importante banque nationale à vocation d'affaires

recherche plusieurs

EXPLOITANTS

HEC, ESSEC, SCIENCES PO...
Vous êtes des «Battants» avec un sens commercial développé.

Vous avez acquis une expérience de 4 ou 5 ans *dans les services* d'exploitation bancaire, clientèle entreprise.

Vous parlez l'anglais couramment.

Venez nous rejoindre et participer au développement de notre clientèle *commerciale et industrielle.*

Adresser lettre manuscrite, Curriculum Vitae, photo et prétentions sous réf. 96507 *à notre conseil*
Patrick Bruneteau - PJB INTERNATIONAL MANAGEMENT
8, rue Georges Ville - 75116 PARIS

BACCOZ

AFCOREM

Entrez en communication

Avec les clients qui seront les vôtres: ils attendent de vous assistance, conseil, efficacité... et sens du contact pour définir avec eux les opérations à mettre en place, les messages à délivrer, les supports à choisir.

Avec l'équipe *qui sera la vôtre : ils attendent de vous* intelligence, rigueur, organisation... et chaleur humaine pour assurer la mise en route et le suivi des dossiers depuis la conception jusqu'à la remise des éléments aux journaux...

Un Chef de Publicité à Média-System apprend à *faire beaucoup de choses en très peu de temps. Tout va très vite dans* l'univers de la publicité pour l'emploi, plus vite encore quand on est la filiale d'un important groupe de communication... n'attendez pas : évoluez avec nous.

Diplômé d'une école de commerce ou équivalent, adressez-nous votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous réf. 8457 M (mentionnée sur l'envoi).

L'adjoint de notre chef du personnel

Avec 1 250 salariés basés à Roissy, nous exploitons l'un des plus importants centres de restauration aérienne du monde.

Agé de 25-35 ans, directement rattaché au Chef du personnel de l'établissement, vous pourrez valoriser votre première expérience dans la fonction personnel acquise en PME/PMI ou sur le terrain dans une grande entreprise.

Pour réussir, vous ferez preuve d'une grande disponibilité et d'un goût prononcé des Relations du Travail. Suivant votre potentiel, votre activité pourra aller des relations sociales à l'administration du personnel.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à

Direction des Affaires Sociales, SERVAIR **4 rue de Ferrus, 75014 Paris**

SOURCES

MOTUL

250 personnes, 300 MF de CA dont 20% à l'export, nous sommes l'un *des leaders parmi les indépendants sur* le marché *français* des lubrifiants. Dans le cadre de notre stratégie internationale nous recherchons un cadre pour

Assister notre directeur export sur l'Europe

Ponctuellement toutefois vous aurez aussi à intervenir sur d'autres zones où nous sommes actifs (comme le Japon ou les USA) et dans d'autres secteurs où nous nous diversifions (les *casques de moto* GPA, notre filiale). Couvrant l'ensemble de notre réseau, vous êtes l'animateur de nos agents, et l'observateur du marché dont vous nous faites remonter les informations utiles.

27-30 ans, diplômé d'école de commerce, votre expérience de l'export est très concrète. Vous parlez anglais et allemand. La passion du commercial et le besoin de vous *investir à fond dans votre métier,* car *nous* vous voulons très mobile et disponible, sont quelques unes des qualités que nous souhaitons trouver en vous. Le poste est basé en banlieue parisienne.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2967M, 1 rue de *Berri - 75008 Paris.*



Bernard Julhiet Psycom Membre de Syntec

SOURCES

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Diplômés Grande Ecole ou DEA Universitaire pour :
TRAVAUX DE RECHERCHE BATIMENT
Plusieurs postes disponibles Paris, Provence, Etranger. Domaines : Thermique, accoustique, informatique, énergie nouvelle, économie de Bât., physique et chimie des matériaux.
Durée 1 an. Temps partiel possible.

Adresser curriculum vitae à : **IRBAT,**
242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recrute

EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE

(ESCP - Dauphine... + DECS).

Débutant ou 2 ans d'expérience.

Adresser curriculum vitae à :
FIDUCIAIRE DE FRANCE
11, avenue Dubonnet, 92407 COURBEVOIE Cedex.

170.000 F

Ingénieur automaticien central
ENSERG, ENSEIHT, etc....

Être les meilleurs: le défi que nous nous lançons à nous-mêmes.

D'ici peu, nous serons un "Grand", sur le marché très compétitif, mais *très porteur d'un produit grand public de haute technologie.*
Nous sommes une équipe jeune, motivée où l'initiative individuelle est encouragée et confortée par la dynamique collective.

Si vous souhaitez valoriser au plus vite votre expérience en automatisation de processus d'assemblage, ou conception et mise en place de machines spéciales.
Si pour vous, la créativité n'est pas exclusive de la précision et de la *rigueur.*

Adresser au plus tôt votre candidature manuscrite avec photo et curri*culum vitae sous* **référence 4.252 M à PUBLIPANEL,** 20, *rue* Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra. Discrétion absolue.

Poste à pourvoir: ville agréable Bourgogne.



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

JEUNES INGENIEURS
ville Côte d'Azur

UN ETABLISSEMENT INDUSTRIEL D'ETAT (1.200 personnes) dont la vocation est l'étude, la mise au point et la fabrication d'équipements complexes pour la Marine propose six postes à des Ingénieurs de haut niveau en début de carrière.

• Ingénieur hydrodynamique et mécanique des structures
ENSAM, ECL, INSA, Doctorat...

Fonctions polyvalentes (études, essais, industrialisation) comportant une part importante de calculs informatiques dans les domaines de l'hydrodynamique (conception de propulseurs sous-marins) et de la mécanique des structures (métalliques ou composites). Débutant possible.

référence FR 489 AM

• Ingénieur acousticien

Il sera chargé des études et de la mise au point d'antennes prototypes ainsi que des liaisons avec des organismes ou industriels coopérants. Ingénieur de formation avec spécialisation DEA en acoustique; il aura des bases en traitement de signal et *méthode d'éléments finis. Fortran apprécié, anglais indispensable. Débutant accepté.*

référence GS 490 AM

• Ingénieur analyste en simulation temps réel
ENSI, INSA, DEA, MST automatique...
2 à 3 ans d'expérience seraient appréciés.

Cet ingénieur participera à la définition des simulateurs et mènera des travaux d'analyse et de *programmation de simulations en temps réel.* De bonnes connaissances en informatique temps réel en électronique et automatique sont indispensables.

référence HT 491 AM

• Ingénieur "CAO"
grande école à dominante mécanique (INSA, ECL...).

Il aura pour mission d'assurer la gestion et le développement des systèmes mis à la *disposition des bureaux d'études.*
Une spécialisation en informatique et des connaissances soit CAO, *soit gestion* de base de données ainsi qu'une première expérience en bureau d'études seraient des atouts importants.

référence IU 492 AM

• Ingénieur logiciel
ENSAE, ESE, DEA, MST automatique

Fonction à *dominante automatique/informatique consistant* à développer et gérer des logiciels pour des systèmes micro-informatiques embarqués (domaine de pilotage-guidage de missiles sous-marins).
Travail d'équipe avec des moyens importants nécessitant la connaissance de langages *temps réels. Débutant possible.*

référence JV 493 AM

• Ingénieur "traitement du signal"
DEA ou école d'ingénieur (ENSIMAG, ENSEEIT...)

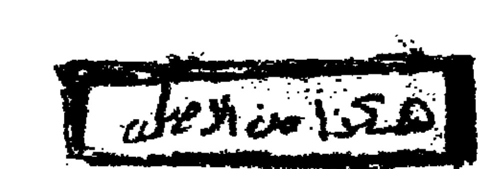
Poste d'études théoriques de simulation, de définition, mise au point et évaluation des fonctions traitement du signal et traitement de l'information des auto-directeurs de torpilles ainsi que de coordinations d'études faites à l'extérieur.
Un bon niveau en mathématiques générales et appliquées, la connaissance du fortran, de solides notions en électronique de base et/ou programmation de microprocesseurs sont indispensables. *Anglais souhaitable. Débutant accepté.*

référence KW 494 AM

Ces postes représentent des opportunités pour des ingénieurs diplômés motivés par les techniques de pointe.

Membre de Syntec

etap 4 rue Massenet 75016 Paris



etap
4,rue Massenet 75016 Paris
Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

GRAND ORGANISME INDUSTRIEL D'ETAT, dans le cadre de l'extension d'un centre d'études et de recherche situé à TOULON et spécialisé dans le domaine des vibrations et de l'acoustique sous-marine, recherche deux Ingénieurs ou Scientifiques de haut niveau.

• Spécialiste théorie des systèmes et/ou traitement du signal

Docteur ingénieur, ENSIMAG, ENSTA...

Cet ingénieur aura pour mission d'appliquer les méthodes de la théorie des systèmes et du traitement du signal à des processus mécaniques et acoustiques : identification dynamique des structures, analyses des données expérimentales multi-dimensionnelles, contrôle de processus vibratoires.
Poste à caractère scientifique nécessitant la maîtrise de l'outil mathématique et informatique.
Qualité de contact pour participer à des travaux d'équipes multi-disciplinaires.

référence CO 487 CM

• Spécialiste équipements électriques

Cet ingénieur devra suivre le développement, définir les méthodes de recettes, les instructions de montage et l'utilisation à bord des navires, des matériels électriques, afin d'améliorer les caractéristiques vibratoires de ces équipements connectés sur des réseaux complexes.
Ces travaux nécessitent des liaisons fréquentes avec les constructeurs de matériels, les bureaux d'études, les architectes et chantiers navals.
Formation d'ingénieur diplômé (ESE, ENSI ou équivalent) avec de solides notions de mécanique vibratoire, des capacités de contact et d'innovation technologique.

référence DP 488 CM

Ces postes, destinés à des Ingénieurs, ayant une première expérience, ou éventuellement débutants, constituent de réelles opportunités dans une activité en expansion rapide, un environnement de très haute technologie et seront confiés à des candidats apportant la preuve de capacités d'initiative, de curiosité d'esprit et d'un bon dynamisme.
Anglais lu et écrit fortement souhaité.

Ecrire en précisant la référence.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

---

etap
4, rue Massenet 75116 Paris
Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

UN GRAND ORGANISME INDUSTRIEL D'ÉTAT, mettant en œuvre des techniques de pointe, propose trois postes d'Ingénieurs au sein de ses laboratoires de Recherche et de Développement, dans le domaine des matériels d'acoustique sous-marine.

• Ingénieur généraliste

système et traitement du signal

Il aura de bonnes connaissances en électronique, traitement du signal et si possible, en informatique temps réel.
Il participera :
- à la conception, à la définition et à l'élaboration de l'architecture générale du système,
- à l'orientation des études confiées à l'extérieur,
- à leur suivi contractuel et financier.

référence LX 495 AM

• Ingénieur électronicien

études et expérimentations

Il aura de bonnes connaissances dans les composants électroniques.
Il suivra et orientera des études de technologie électronique.
Il sera responsable des expérimentations en mer, et du dépouillement des résultats.

référence MY 496 AM

• Docteur ingénieur (ou 3e cycle)

intelligence artificielle

Il aura au moins un an d'expérience de recherche en intelligence artificielle.
Il sera chargé de développer et de promouvoir un programme de recherche appliquant des méthodes d'intelligence artificielle à des problèmes de reconnaissance des formes.

référence NZ 497 AM

Ces trois postes impliquent un goût marqué pour la technique, un sens poussé du travail en équipe, de bonnes capacités de contacts humains et la connaissance de la langue anglaise.
Lieu de travail : côte méditerranéenne.

Écrire en précisant la référence.

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

olivetti

Jeune ingénieur pour coordonner l'ensemble de notre formation commerciale...

Rattaché à notre direction du personnel, votre formation d'ingénieur option informatique vous permettra d'apprécier les besoins de formations techniques et commerciales pour l'ensemble de nos réseaux de vente.

Votre technicité sera mise en valeur au contact de notre encadrement marketing et commercial. En étroite liaison avec notre filiale de formation, vous serez chargé de rechercher des organismes extérieurs pouvant répondre à nos besoins, et d'animer vous-même certains stages.

Dans un univers ou la formation (télécom, réseaux, produits...) prend une place fondamentale, les qualités essentielles à votre réussite dans ce poste proviendront de votre rigueur, votre ténacité et votre esprit de synthèse ainsi qu'à votre connaissance de l'anglais.

Votre évolution se fera à terme au sein de nos structures commerciales.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence PM à

OLIVETTI FRANCE - DPRH
89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

JOURCLE

Premier constructeur français d'instruments optroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscopes, mesures, analyses d'images) : C.A. 350 MF, 1350 personnes dont 135 ingénieurs répartis en 4 établissements à Paris et province.

INGENIEUR D'AFFAIRES
«DIVISION ARMEMENT»

Vous êtes ingénieur et vous avez quelques années d'expérience dans l'industrie.

Nous vous proposons les ventes de systèmes optroniques nouveaux et en cours d'études auprès des constructeurs de matériels des secteurs publics et privés. Ces contrats, d'une valeur variant de 3 à 20 MF doivent conduire rapidement à un C.A. annuel supérieur à 50 MF.

Votre action en France, mais également à l'étranger nécessite une bonne connaissance de l'anglais.

sopelem

Vous bénéficierez de l'aide des services techniques de la société et de la collaboration directe du responsable de la branche d'activité.

Adresser CV, photo et prétentions à Monsieur ORDAS, Chef du Personnel,
102, rue Chaptal, 92306 LEVALLOIS

GROUPE SLIGOS

DE RÉELLES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES POUR DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Dans le cadre de son expansion, le Groupe SLIGOS recherche des Ingénieurs Commerciaux confirmés pour PARIS et RÉGION PARISIENNE.

Leur mission :
elle consiste à commercialiser les activités informatiques de SLIGOS, progiciels, micro-ordinateurs, services auprès des cabinets comptables et des entreprises.

Leur profil :
ambitieux, dynamiques, ayant la volonté de convaincre, une expérience commerciale de 2 ans de la vente aux entreprises ou aux cabinets comptables.

Nous proposons :
- une formation complémentaire à nos progiciels, matériels et services,
- un salaire élevé en fonction,
- des possibilités réelles d'évolution de carrières.

Lieu de travail : **PARIS.**

Si ces perspectives vous motivent, envoyer en *toute confidentialité* votre dossier de candidature détaillé à la Direction de Région - P. MIKOWSKY -
SLIGOS - 111/113, rue de Reuilly - 75012 PARIS.

HAVAS CONTACT

GROUPE SLIGOS

---

goupil PRESSE ET INFORMATIQUE...

...2 passions à vivre chez un grand constructeur, dont tout le monde parle : GOUPIL. Pour en faire parler plus encore, en France et dans le monde entier, c'est sur vous que nous comptons.
La presse d'abord (générale et spécialisée), vous la connaissez sur le bout des doigts, vous savez qui appeler pour un papier...
Pour l'informatique, on ne vous demande bien sûr pas d'être un pro, l'essentiel est que le produit vous intéresse et vous stimule.
Pour le reste, vous connaissez les avantages et les contraintes du métier. Sachez tout de même que vous entretiendrez de nombreux contacts avec tous les services de la société, notre réseau de distribution, les sous-traitants. Vous mettrez en place et animerez un comité de communications, effectuerez la synthèse des articles et communiqués de presse, assurerez les relations média.

Le Directeur du Marketing auquel vous reporterez vous voit diplômé d'une école d'ingénieurs, de commerce, de l'EFAP ou du CELSA par exemple et parfaitement bilingue anglais. Dans votre lettre de candidature, il aimerait déjà découvrir vos talents rédactionnels.

Adressez votre dossier sous référence 909 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI

PMI Pte de la Chapelle, rech.

COMPTABLE I

Expér. trésorerie ou paie appréciée. Vacances assurées. Tél. pr r.-v. : 500-94-26.

INFORMATIQUE
Cours sur année universitaire pour devenir
- ANALYSTE-PROGRAMMEUR.
- TECHNICIEN DE MAINTENANCE.
- TECHNICIEN DE LA BUREAUTIQUE.

Recrutement les 5, 6 et 9 juillet 1984.
Renseignements et inscriptions mercredi et vendredi de 9 heures à 12 heures à IDA-CREAR ILE-DE-FRANCE
30, rue Henri-Barbusse
75005 PARIS. Mº RER Luxembourg. Tél. : 877-11-43.

Journal MÉDICAL cherche pour rédaction

MÉDECIN

Temps plein, bonne connaissance pharmaceutique exigée. envoyer C.V. et prétentions à RÉGIE PRESSE sous nº T 066.700 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

POUR UN CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

créer des procédés industriels

CENTRALIENS, ARTS ET METIERS OU EQUIVALENT
L'ELECTROMECANIQUE EST VOTRE DOMAINE.

Vos compétences technologiques se sont concrétisées par une solide expérience en **micro-électronique, lignes de transfert, assemblage.** Nous vous attendons pour créer les processus industriels permettant la fabrication de cartes de paiement très sophistiquées. Une équipe d'études de haute compétence vous apportera sa collaboration. Nous souhaitons que vous possédiez un bon niveau d'anglais. Ce poste est à *pourvoir en* Région Parisienne. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions) sous *référence* 2539 à *Organisation et Publicité* - 2, *rue Marengo* 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clés en mains». 15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50 % à l'exportation, recherche dans le cadre de son *expansion pour son Département Réalisations d'ensembles*

Ingénieurs d'Affaires à fort potentiel

Vous êtes :
ingénieur électricien spécialiste des courants forts avec des compétences en automatismes,

Vous avez :
une expérience de 3 à 5 ans de négociation, de réalisations d'affaires et de chantiers en installations électriques.

Vous souhaitez :
intégrer une entreprise performante qui offre de larges possibilités de progression,

Nous vous proposons :
de prendre la responsabilité d'affaires d'équipement électrique, du devis à la réalisation.

L'anglais parlé et écrit est indispensable.
Les postes sont basés à Paris, *avec quelques déplacements à l'étranger.*

CORT

Ecrivez à notre Conseil.
M. PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo en indiquant votre rémunération actuelle, sous réf. 3017 M à CORT, 65 avenue Kléber 75116 PARIS.

MG — DESSEIN — MEMBRE DE SYNTEC

FUTUR DIRECTEUR administratif & financier

Une ENTREPRISE FRANÇAISE INDÉPENDANTE réalisant un C.A. de 120 millions, solidement implantée dans la RÉGION RÉMOISE et développant ses activités sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger, renforce ses structures d'État-Major et recherche son FUTUR DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER.

Reportant au DIRECTEUR GÉNÉRAL de l'entreprise, il prendra dès le départ la responsabilité d'un service administratif et assurera parallèlement un certain nombre de missions ponctuelles ou d'audit, lui permettant d'acquérir une bonne connaissance de l'ensemble des activités de la société et d'évoluer vers un poste de DIRECTION.

Ce poste, nécessitant beaucoup d'esprit d'initiatives et d'autonomie, conviendrait à un JEUNE CADRE de formation GRANDE ÉCOLE ou MAÎTRISE DE GESTION, complétée par un DECS, ayant de préférence une première expérience acquise soit dans un Cabinet Conseil soit dans les services financiers d'une entreprise, et souhaitant accéder progressivement à un poste comportant de larges responsabilités.

Résidence Région Rémoise indispensable.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2875 M – précisant rémunération seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires Option Informatique

SG2: la réponse à votre avenir informatique

Vous souhaitez explorer un secteur de pointe en pleine croissance : L'Informatique.

SG2, premier groupe européen de Conseil et de Réalisation informatique (4 000 personnes - 21 filiales à l'étranger), met à votre disposition tous les atouts du succès.

Sa renommée dans la conduite de projets d'informatique de gestion vous donnera la possibilité d'appréhender les domaines d'application les plus avancés : bureautique, monétique, génie logiciel, architecture de réseaux, base de données réparties, interconnexion de systèmes.

Société de taille internationale, ses structures sont restées souples, composées de petites équipes opérationnelles de haut niveau, où l'initiative individuelle est toujours encouragée.

A tous ces atouts s'ajoutent : une formation permanente, la prise en charge de réelles responsabilités, une évolution qui peut être pour les plus performants très rapide, une orientation vers une carrière internationale si vous le souhaitez.

Répondez-nous en envoyant votre dossier de candidature sous référence YR 31 M à

GROUPE



Direction Recrutement
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris

JEUNE ADJOINT de direction comptable

Une SOCIÉTÉ d'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE de tout premier plan et en forte croissance recherche pour étoffer sa DIRECTION des SERVICES COMPTABLES un jeune CADRE.

Dans une première phase, à la faveur de missions très diverses, il acquerra la pratique des méthodes (très informatisées) de la Société. Il pourra évoluer par la suite vers des fonctions très importantes impliquant une excellente maîtrise des techniques comptables couvrant l'intégralité des travaux d'établissement du bilan tant sur les plans comptable, juridique et fiscal.

Ce poste évolutif conviendrait à DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESCP, + DECS, DÉBUTANT ou possédant une première expérience d'environ 2 ans dans Société importante ou Cabinet d'Audit.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2776 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

LA BANQUE HERVET
renforce l'équipe d'animation commerciale de sa
Direction Financière
pour faire face au développement de son activité de placements auprès des particuliers, entreprises et associations et recherche un

CADRE Classe VI, VII (H/F)

soucieux de valoriser sa double expérience de gestion de valeurs mobilières et d'exploitation en agence.

Dans le cadre de ses fonctions, il assurera :
• une mission d'assistance au réseau notamment par :
– *un appui aux exploitants dans les contacts de haut niveau : gestion de patrimoines, projets de placements importants...,*
– le développement d'une activité de conseil sur les produits financiers et leurs applications,
– une participation à l'animation commerciale des équipes d'exploitation.
• une participation active à la conception et à la mise en place de nouveaux produits ou services financiers.

De bonnes connaissances pratiques financières et fiscales acquises de par son expérience bancaire diversifiée complètent sa formation supérieure économique et financière.
Il associe à des qualités personnelles d'organisation et de contact une bonne capacité d'adaptation et un esprit créatif.

D. MARCADET vous remercie de lui adresser lettre manuscrite accompagnée d'un c.v., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel, *BANQUE HERVET, 127, av. Ch.-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-S/SEINE.*



Un scientifique pour le marketing

L'une de nos filiales spécialisées dans la **VENTE PAR CORRESPONDANCE** connaît une croissance très rapide et recherche pour son Service Commercial un Cadre de formation Scientifique, Statistique ou Economique (ENSAE, ISUP, DEA MATHS, ECOLE DE GESTION PLUS MATHS...) **POSSEDANT UNE PREMIERE EXPERIENCE DE 2 à 3 ANS.**

Au sein d'une petite équipe de haute technicité, travaillant avec des outils informatiques appropriés, il (elle) sera responsable de l'Informatique Commerciale et des Etudes Marketing.

De réelles possibilités d'évolution existent, tant au sein de la Société que dans notre Groupe, pour un candidat à fort potentiel technique et commercial.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 440M à Marie-Christine JANIN,
Service Orientation - Recrutement, 5 Av. Kléber - 75016 Paris.



UFB/LOCABAIL • UCB • CETELEM • COFICA • CARDIF • SINVIM • SIS



Chargé de l'étude et de la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes complexes, **l'AMX - APX** assure au sein du **GIAT** (Groupement Industriel des Armements Terrestres), les études de prototypes, le développement et le suivi des réalisations, les essais,...

La complexité de nos produits, l'évolution rapide des techniques de pointe mises en œuvre, notre orientation vers l'avenir nous amènent à renforcer notre potentiel humain, étendre nos compétences.

AMX APX GIAT

INGENIEURS MECANICIENS réf. M1

Dans le domaine des *ETUDES*, ces postes permettent l'utilisation et la mise en œuvre de technologies de pointe (CAO...)
Certains sont plus orientés vers des aspects de gestion technique (réf. M2).
Tous offrent à des *INGENIEURS DEBUTANTS* ou 2 / 3 ans d'expérience de nombreuses possibilités de contacts internes et externes.

INGENIEURS ELECTRONICIENS réf. E1

INGENIEURS ETUDES ayant des connaissances dans le domaine des *AUTOMATISMES*.
L'un de ces postes débouchera à terme vers une spécialisation en *DISTRIBUTION* et *TRANSFORMATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE*.

réf. E2
Ces postes offrent à des INGENIEURS DEBUTANTS de nombreuses possibilités de contacts internes et externes.

INGENIEUR CALCULS SCIENTIFIQUES réf. C

Ayant de bonnes connaissances en *MECANIQUE*, il réalise pour les services des logiciels de calculs scientifiques.
Autonome dans ses activités, cet *INGENIEUR DEBUTANT* à un intérêt marqué pour les problèmes théoriques.

Pour tous ces postes le lieu de travail est situé à VERSAILLES.

Adresser lettre *manuscrite*, C.V. *et prétentions en précisant* la référence du poste choisi à :
l'Etablissement **AMX - APX** Service du Personnel -
Route de la Minière SATORY RP 1342,78013 - VERSAILLES Cédex.



Le centre technique des industries mécaniques

recherche pour son service
«METAUX EN FEUILLES»

JEUNE INGENIEUR

ECL, INSA ou équivalent

Il sera chargé de travaux de recherche appliquée dans le domaine du comportement des produits plats lors de leur *mise en forme* ou après celle-ci.
Ce poste nécessite une bonne connaissance du comportement des *matériaux métalliques* acquises notamment dans le cadre d'une thèse.
Anglais indispensable, Allemand souhaité.
Lieu de travail SENLIS - *Laisons avec Paris assurées par car.*
Adresser CV, photo et prétentions à CETIM Départ. du Personnel BP 67 - 60304 SENLIS.

BANQUE HERVET
recherche pour son service
contrôle de gestion

JEUNE CADRE Classe V (H/F)

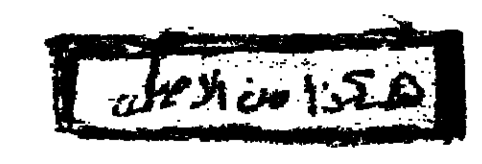
pour participer, en liaison avec l'équipe existante (5 personnes) :
• à la conception et mise en place de nouveaux outils comptabilité analytique et budgétaire,
• à la préparation et au suivi des budgets.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'études supérieures bénéficiant de bonnes connaissances comptables et informatiques. Vous pourrez valoriser, dans une structure dynamique, une approche du contrôle de gestion obtenue dans le cadre d'une première expérience professionnelle ou lors d'un stage en entreprise (en banque, établissement financier, cabinet comptable...).

Il allie à ses connaissances des qualités personnelles d'analyse, méthode et créativité.
Perspectives d'évolution au sein du groupe.

D. MARCADET vous remercie de lui adresser lettre manuscrite accompagnée d'un c.v., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel, BANQUE HERVET, 127, av. Ch.-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-S/SEINE.





BANQUE INTERNATIONALE

(siège social à Paris)

recherche

COLLABORATEUR(TRICE)

pour assister le responsable des recouvrements dans le suivi. L'analyse et la renégociation de certaines créances internationales.

Le(la) candidat(e) recherché(e) aura acquis une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine des crédits bancaires *internationaux* (euro-crédits et engagements par signature) ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais (parlé et *écrit*).
Une formation juridique de base serait appréciée, mais n'est pas indispensable.

Adresser c.v. détaillé et prétent. s/n° 8.102
le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

E.M.R.

Société spécialisée dans l'électronique l'informatique et les automatismes industriels

recherche

UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Responsable d'applications industrielles
Encadrement d'une équipe de 5 techniciens sur chantiers

UN DESSINATEUR-PROJETEUR EN ÉLECTRONIQUE POSITION II

Etude et réalisation de circuits imprimés
Etude en tôlerie électronique

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
E.M.R., 185, av. *de Choisy*, 75013 Paris.

PLAN DE VOL

Informatique de Gestion Haute Altitude
Ingénieurs Grandes Écoles

SOCIÉTÉ AVIONS MARCEL DASSAULT/BRÉGUET AVIATION: *nous développons tout le savoir-faire technologique, industriel, commercial d'un grand avionneur mondial.* L'un des outils privilégié de ce développement est notre CENTRE TECHNIQUE INFORMATIQUE DE GESTION.

- des moyens importants : IBM 3033 - 3032 - 4381 - 700 Terminaux,
- des domaines d'activités variés : Production, Maintenance, Documentation, Après-Vente, Achats, Finances/Comptabilité, Personnel, ...
- des applications nouvelles en cours

font de ce Centre un terrain dynamique, propice à votre accession vers de véritables responsabilités ; dans ce contexte, nous vous proposons un large éventail de missions :

DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS

Auprès du Responsable des spécifications, vous assurez la définition d'une *application donnée et sa réalisation, en dirigeant une équipe de* 3 à 4 Analystes-Programmeurs. Une première expérience est souhaitée. *Réf.* AMD/M 1

INGÉNIEURS MÉTHODES

Support "méthodologique" des équipes de développement d'applications, *vous étudiez les produits et méthodes afin d'orienter les modalités de réalisation.* Réf. AMD/M 3

INGÉNIEURS APPLICATIONS

Dans le cadre de l'exploitation du Centre, vous assurez la liaison avec le Développement et dirigez la mise en œuvre de grosses applications IMS. Votre expérience vous permet d'encadrer et d'animer une dizaine de personnes. Réf. AMD/M 2

INGÉNIEURS SYSTÈMES

Concernant des débutants, ces missions englobent la mise en place, la maintenance et le support technique de gros systèmes informatiques (MVS, JES 2, VTAM, IMS, DB/DC, CICS, TSO, VM, CMS).
Réf. AMD/M 4

Les perspectives de croissance de ce Centre sont importantes. Elles correspondent à vos ambitions : acquérir ou développer votre expérience dans une structure souple, en développement constant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence des postes qui vous intéressent à la *Direction du Personnel* - AVIONS MARCEL DASSAULT/BRÉGUET AVIATION - 78, *quai Carnot* - 92214 SAINT-CLOUD.

AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION

HAVAS CONTACT

GUERBET

Groupe Pharmaceutique Français à vocation internationale établi en région parisienne (proche banlieue Nord-Est)

— leader dans sa spécialité en France,
— croissance *moyenne annuelle de* 25 %, *fruit d'une politique* de recherche, d'innovation et de développement du potentiel humain,
— 65 % de sa production voués au marché international,
— activité dans un environnement scientifique de niveau élevé.

développe son département de
RECHERCHE PHARMACEUTIQUE et crée le poste de

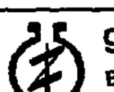
CHEF DE SERVICE GALENIQUE *HF*

En collaboration avec nos Laboratoires de Recherche et le Service des Méthodes, il aura la responsabilité de la mise en forme galénique de nos produits.
Ces travaux seront effectués pour partie dans son propre laboratoire mais pourront être sous-traités par des laboratoires extérieurs.

Il aura une large autonomie dans la détermination et l'optimisation des moyens propres au fonctionnement de ce nouveau service.

Cette fonction qui comporte une part très importante de contacts scientifiques *tant à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur*, s'adresse à un candidat pharmacien, ou possédant un diplôme équivalent, si possible spécialiste des *formes pharmaceutiques nouvelles et ayant* valorisé ses qualités créatrices lors d'une première expérience en milieu industriel.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous réf. BB 27684, à :



guerbet s.a.
BP N° 15.
93601 *AULNAY SOUS BOIS* Cédex.

JEUNES DIPLÔMÉS

ESC-Maîtrise...

CADRE A PART ENTIERE

CHAQUE ANNÉE LES A.G.P. RECRUTENT 20 STAGIAIRES COMMERCIAUX.
Ce sont des gens de qualité, au potentiel intellectuel prouvé, au caractère déterminé. Ils se *sont pris en main, et leur tempérament de "chef" se manifeste par leur volonté d'intervenir sur* leur environnement, dans leur vie professionnelle future.

BON PROFESSIONNEL

CES CADRES SERONT COMPÉTENTS SUR TOUS LES PLANS.
Bons généralistes des techniques de l'Assurance, spécialistes accomplis dans leur domaine d'action, réalisateurs capables de faire évoluer la fonction qui leur sera confiée.

BON LEADER

POUR RÉUSSIR CE PROGRAMME AMBITIEUX IL FAUT UNE PRÉPARATION SANS FAILLE.
Leur formation sera assurée pendant 2 ans au cours d'un stage conjugant harmonieusement l'enseignement théorique, l'expérience pratique et la connaissance de l'Entreprise. En fin de cycle, leur intégration sera complète et ils rejoindront alors le collège des cadres commerciaux qui participent au développement de la Société.

Les A.G.P. - 5 milliards de CA - Effectif technico-commercial 3500 personnes

Écrire : AGP - Centre de Formation et de Recrutement - Tour HORIZON
62, rue d'Aubervilliers 75019 Paris - Tél. : 240.44.50 - Sous référence 84 06 22



C.F.C.

Ingénieur Méthodes Paris

Marque prestigieuse de maroquinerie et bagagerie de luxe, nous avons nos propres unités de production (inclus USA) ainsi qu'un réseau important de sous-traitants travaillant en quasi exclusivité.
La réalisation traditionnelle artisanale de nos produits est notre force, fait notre succès..
Nous voulons étudier plus à fond l'évolution et l'adaptation des postes actuels de travail.
Nous devons apporter une *industrialisation certaine aux nouvelles* lignes utilisant des matériaux composites et de haute technologie.
Nous créons *donc ce poste méthodes* pratiquement inexistantes tant chez nous que dans la profession, c'est dire qu'il ne peut intéresser qu'un professionnel hautement motivé, curieux, ouvert, imaginatif et "bricoleur" sachant réagir vite pour trouver des solutions, les mettre en application.
Le spécialiste que nous recherchons, au fait des particularismes de l'artisanat, étudiera les *innovations* voulues, mettra en place les procédures nécessaires dans nos circuits de fabrication. Il conseillera aussi nos sous-traitants.
Votre candidature sous référence *84716 M, sera reçue avec intérêt par Madame* Claude FAVEREAU qui pourra vous rencontrer dans les meilleurs délais.

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53
AFCOREM



CIGREF

Le Club Informatique des Grandes Entreprises Françaises
Organisme professionnel regroupant
50 des plus grands Utilisateurs
de l'Informatique et de la Télématique en France

recrute

UN SECRÉTAIRE TECHNIQUE

Le candidat retenu fera partie de l'équipe permanente, placée sous la direction du Délégué Général. Il sera chargé de suivre un certain nombre de dossiers stratégiques destinés à éclairer la réflexion des entreprises. Le poste nécessite une aptitude aux contacts variés de haut niveau et un excellent esprit de synthèse, ainsi qu'un intérêt certain pour les problèmes liés aux nouvelles technologies de l'information.

Le profil recherché est celui d'un
JEUNE DIPLOMÉ INFORMATIQUE ET/OU GESTION

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
CIGREF,
21, avenue de Messine, 75008 PARIS.

Un important établissement financier recherche dans le cadre du développement de ses systèmes informatiques, de jeunes

ORGANISATEURS INFORMATICIENS

qui seront chargés de coordonner avec l'utilisateur la conception et l'analyse fonctionnelle d'importants projets de gestion.
Les candidats recherchés ont une formation supérieure, soit de gestion, soit scientifique (école d'ingénieurs) et d'un à quatre ans d'expérience dans un service informatique, ou comme organisateur dans le secteur financier.
Ils auront aussi de bonnes qualités de contact.
Une formation complémentaire à MERISE peut être envisagée, ainsi que des évolutions de carrière à l'intérieur du Groupe.
Les postes sont basés à PARIS.
Adresser C.V. détaillé en précisant votre salaire actuel, sous référence TH 46 à :

EGS CARRIERES
58 Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

CGCT COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

recherche

pour son Département Télématique et Micro-informatique

ANALYSTES PROGRAMMEURS

de formation **INGENIEURS INFORMATICIENS**
ayant connaissances complémentaires en
MICROPROCESSEURS et LANGAGE ASSEMBLEUR.

Intégrés dans *une équipe* de haut niveau, ils seront appelés à participer aux développements de produits nouveaux pour des applications télématiques, *depuis la réalisation* de modules de logiciel jusqu'aux essais d'intégration, dont ils assumeront la responsabilité.

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à
CGCT - *Direction du Personnel*
251, rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

CSTB

Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial recherche pour son **DÉPARTEMENT THERMIQUE :**

2 INGENIEURS

GRANDE ECOLE
(X, PONTS ET CHAUSSEES, MINES, CENTRALE...)

pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la **THERMIQUE** et la **VENTILATION DU BATIMENT.**

Envoyer C.V., prétentions et tous documents utiles à : Station de Recherche du C.S.T.B.
Département Thermique et Aéraulique
84, avenue Jean Jaurès *CHAMPS SUR MARNE*
77421 MARNE LA VALLEE Cédex 2.

Juriste d'entreprise

Importante entreprise de bâtiment et travaux publics recherche pour son service juridique France un ou une juriste d'entreprise.

Titulaire d'une maîtrise de droit, il ou elle devra posséder une première expérience de quelques années en contentieux et droit des sociétés.

Le poste en contrat à durée indéterminée est à pourvoir rapidement.

Lieu de travail : banlieue Sud - Sud-Ouest.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3051/M à

Communiqué
9, Bd des Italiens 75002 PARIS
qui transmettra

I : Communiqué

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Premier constructeur français d'instruments optroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscopes, mesures, analyses d'images) C.A. 350 MF, 1350 personnes dont 135 ingénieurs répartis en 4 établissements à Paris et Province.

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
DIVISION "CIVIL"

Vous êtes ingénieur, vous avez quelques années d'expérience dans la vente d'équipements industriels et vous possédez une bonne connaissance de l'allemand ou de l'anglais.

Nous vous proposons de développer en France et à l'export (notamment en R.F.A.) les ventes de notre gamme de produits nouveaux faisant appel aux techniques de pointe.

Vous bénéficierez de l'aide des services techniques de la société et du support du responsable de la branche d'activité.

sopelem

Adresser C.V., photo et prétentions à
Monsieur ORDAS, Chef du Personnel
102, rue Chaptal - 92306 LEVALLOIS.

ESSELTE METO

1er Fabricant Français et Européen de Balances Electroniques pour le commerce

Suite à une promotion interne, nous recherchons notre nouveau

CHEF DE PRODUIT

afin de contribuer à accroître encore notre succès.

De formation Grande Ecole (HEC, ESSEC...) vous possédez de préférence *une première expérience dans les produits d'équipement de magasins.*

Nous vous confierons les missions suivantes :

- *lancement de nouveaux produits*
- *préparation du plan marketing*
- *analyse et contrôle des résultats*
- études de marché et de la concurrence
- publicité, promotions
- formation des vendeurs...

Une excellente pratique de **l'Anglais** est indispensable pour évoluer dans notre groupe international.

Merci d'adresser votre candidature à
M. WEBER Esselte Meto
112, avenue du Général Leclerc 78220 VIROFLAY

Curriculum



recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

- *Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les adaptations nécessaires dans le but d'améliorer leur compétitivité.*
- *Ces responsables qui sont de véritables généralistes de l'Entreprise évalueront les situations avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit et le comportement du Manager.*

LE PROFIL

- *Formation Grande École d'ingénieur ou commerciale et ayant deux ou trois ans d'expérience.*
- *Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et une autre langue étrangère souhaitable.*
- *Les candidats démontreront de véritables dispositions pour les relations humaines.*

Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux techniques d'analyse et de gestion pratique des Entreprises est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein des Sociétés du Groupe.
Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 1806



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
Leader dans son activité
recherche

INGÉNIEURS CCIAUX

de haut niveau pr vendre et installer des *micro-ordinateurs* en entreprises. Formation supérieure de gestion. Expér. de vente en informatique appréc. Ecrire avec C.V. et prét. à CEGI, 16, impasse Compoint, 75017 PARIS.

COLLABORATEURS (TRICES)

Expérience CABINET.
Ecr. C.V. et prét. NICOT, 34, r. de Liège, PARIS-8e.

Compagnie d'Assurances recherche pour son service contentieux-primes à *92-CLICHY*

2 JEUNES LICENCIÉS(ÉES)

EN DROIT

Ecrire sous réf. 8221, avec C.V. et numéro de tél. et prétentions, à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

B. MAILLET ET ASSOCIÉS
pour assurer développement
recherche

DIPLOMÉS E.C.
RÉVISEURS QUALIFIÉS
RÉVISEURS

pour PARIS, MONTARGIS AVIGNON et ABIDJAN.

Adr. C.V., photo, prét.
184, Fg Saint-Honoré,
75008 PARIS.

Vous rechercherez les commerciaux de l'informatique

Département de Bernard Julhiet Psycom, nous réussissons depuis *5 ans dans le conseil en recrutement de forces de vente,* grâce à une approche professionnelle de nos consultants qui possèdent les compétences propres à leur domaine d'intervention. Pour rejoindre *notre équipe, jeune motivée, efficace* et *travailler dans une ambiance* chaleureuse et détendue, nous recherchons un

Consultant en recrutement opérationnel

Interlocuteur privilégié de ses clients, après une période de formation à nos techniques, il mènera des missions complètes auprès des entreprises dans toute la France, dans tous les secteurs, plus particulièrement dans les secteurs de l'informatique (Hard et Soft) et de la bureautique.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes professionnels de l'informatique ou de la bureautique possédant de préférence une connaissance des matériels «Hard», de formation commerciale type ESCAE avec une *expérience réussie d'au moins 5 ans* dans la négociation auprès des entreprises. Nous parlerons ensemble de votre rémunération et de votre avenir chez nous.

C'est avec plaisir que l'équipe de BJ FORCES vous conseillera.
Merci d'écrire (CV+photo) s/réf. 410/TM, 55 Av. Bugeaud-75116 Paris.

Un département de Bernard Julhiet Psycom

BJ FORCES

SOURCES

LA SIGNALISATION

Notre Société spécialisée dans l'ingénierie de réseaux de télécommunications recherche son

CHEF DU SERVICE DEVELOPPEMENT DE PRODUITS

réf. 8416

Il *étudie, conçoit et met au point de nouveaux produits dans des secteurs de* technologies de pointe tels que le contrôle d'accès et la sécurité électronique.
Maître d'œuvre de l'ingénierie des projets, il décide des moyens à prendre pour les réaliser dans le cadre du budget *qui lui est alloué.* Il définit les rôles et coordonne les réalisations entre les services internes, ceux du groupe et les sous-traitants avec lesquels il aura négocié.
Responsable du prix de revient des produits et de ses marges, il dirigera 75 personnes *réparties dans des services de méthode, de maintenance et de SAV.*
Nous confierons ce poste à un ingénieur ayant une première expérience de ces problèmes et possédant une formation en électrotechnique et en informatique du type ESE, ENST *par exemple.*

RESPONSABLE DE LA MISE EN SERVICE DE LA MAINTENANCE ET DU SAV

réf. 8417

Avec son équipe de 5 personnes, il est chargé de mettre en service des *installations de haute technologie : contrôle d'accès, systèmes d'alarme pilotés par* ordinateur. Il en organise la logistique technique et pédagogique : fiches techniques, traductions, mises à jour, formation des utilisateurs. Il gère son fichier client *ainsi que les plannings de maintenance.*
Il définit des ratios de gestion et en suit l'évolution.
Ce poste sera confié à un jeune technicien et gestionnaire DUT ou école d'ingénieur.

Lieu de travail : ORLY ville.

Envoyer lettre, curriculum-vitae et prétentions s / la réf. choisie à :
LA SIGNALISATION - Service Recrutement
25, impasse Lempernesse - 93000 BOGIGNY

Société d'Expertise Comptable
Surveillance - Tenue
Conseil Gestion PME/PMI
- recherche

Expert Comptable ou Mémorialiste

Le poste conviendrait à jeune ou futur diplômé cherchant prise de responsabilités *et désirant s'intégrer dans société* pour seconder Direction Générale.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions *sous référence 4327 à Mr Jeanpetit*
B.P. 361-08 75365 Paris Cedex 08

Son budget ?
1,5 milliard de francs
Son territoire ?
6000 km²
Sa chance ?
la décentralisation

c'est le département de
SEINE-ET-MARNE

Vous êtes jeune, disponible, entreprenant *REJOIGNEZ-NOUS !*

CONCOURS sur épreuves

POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE CADRES
CATEGORIE A (attachés) TITULAIRES DIPLOME 2e CYCLE
ETUDES SUPERIEURES OU TITRE EQUIVALENTS

Adresser candidatures à M. le Président du Conseil général, Direction du personnel - 77010 Melun Cédex - AVANT LE 31 JUILLET 1984

Renseignements : Tél. : (6) 437.91.37 - poste 52.86

L.E.R.S

Société de Recherche Pharmaceutique
du Groupe SYNTHELABO
recrute, pour son Centre de Recherche.

Un toxicologue

(Docteur-Vétérinaire - Ph. D.)

Le/la candidat(e) :

- sera responsable de la partie «in vivo» de toutes les études de sécurité
- assurera la coordination de tous les groupes afférents : Biologie Animale, Toxicologie Générale, Toxicologie de la Reproduction, Pharmacie, Analyse.
- aura la direction d'études toxicologiques.

Il/elle devra posséder :

- 10 années d'expérience dans la réalisation pratique des études de sécurité en industrie.
- une compétence précise en E.C.G., *ou ophtalmologie ou analyse.*

Lieu de travail : *60 km Ouest de Paris.*
Les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées, sous réf. RT/61, à :
L.E.R.S. Direction Administrative 58-60 rue de la Glacière
75013 Paris.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN TÉLÉINFORMATIQUE
ET LOGICIEL DE BASE
recherche
pour ses activités et celles de ses clients

INGÉNIEURS
INFORMATICIENS (NES)

EXPERTS :
Professionnels de haute technicité ayant des connaissances en téléinformatique (architecture de réseaux, protocoles de transmission...) et possédant une réelle expérience d'encadrement.

INGÉNIEURS D'ÉTUDE :
2 ans d'expérience minimum, connaissances réelles des logiciels de base et réseaux souhaitées.

Adresser C.V. à ARN INFORMATIQUE,
60-64, rue du Rendez-Vous, 75012 PARIS.

AMYOT FIDUCIAIRE JURIDIQUE
6, RUE AMYOT, 75005 PARIS - Tél. 331-86-92

RECHERCHE

EXPERT FISCAL

Ancien élève ENI ou équivalent ayant plusieurs années d'expérience en vue de gérer et de développer portefeuille clients.

JURISTES

Expérimentés : Droit des affaires.
Débutants : diplômés maîtrise droit des affaires ou équivalent

Envoyer C.V., *manuscrit, photo et rémunération annuelle* souhaitée.

T.N.S.C. Filiale d'un groupe américain important spécialisée dans les systèmes de télécommunications publiques et les réseaux de communication d'entreprise recherche pour son siège européen un jeune

Ingénieur télécommunication
HF

TELECOM - ENSEEIHT - ENSIMAG - SUPELEC

pour renforcer son département MARKETING.

Il développe notre connaissance du marché des réseaux de données, publics ou privés, et contribue à l'amélioration de nos techniques et outils de promotion.

Anglais indispensable. Première expérience appréciée.
Déplacements à prévoir.

Merci d'adresser un dossier de candidature complet à
J.L. Morard TNSC 210, bureaux de la Colline
92213 SAINT-CLOUD Cédex Téléphone (1) 771-91-15

Publival



aérospatiale

La Division Hélicoptères
de l'Aérospatiale recherche pour son établissement de La Courneuve (93)

INGENIEUR INFORMATICIEN CAO - CFAO

(2 à 3 ans d'expérience minimum)

Diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat retenu sera chargé du démarrage et du suivi des applications CAO - CFAO dans le cadre du système divisionnaire (CADAM - STRIM).

Envoyer *lettre manuscrite,* C.V., *photo à Monsieur le Chef du Service des Relations* Sociales, ss réf. AI 03, 2 à 20, avenue Marcel Cachin - 93126 La Courneuve Cedex.

Acheteur Emballages

GERVAIS DANONE FRANCE – 3,5 Md de F de CA, 7 usines – avec 25 marques et 140 articles, est le nº 1 en France des produits laitiers frais. Un million d'actes d'achats par jour permettent la consommation de 10 000 produits chaque minute en France.

Les achats d'emballages représentent plus de 400 MF, c'est dire la contribution importante de cette fonction aux résultats de l'entreprise.

Le Directeur des Achats recherche un jeune professionnel de formation supérieure ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience en achats d'emballages, si possible en industrie alimentaire. Responsable d'un budget d'achats d'environ 140 millions, il gère tous les paramètres permettant d'optimiser les opérations d'achats d'emballages sur différents plans: qualité, coûts, quantité, délais,… Il participe aux différentes négociations et assure l'approvisionnement des usines.

Ce poste, basé à *Levallois-Perret*, implique une bonne pratique de l'anglais. Les qualités que son titulaire saura développer dans le domaine de la gestion et de la négociation favoriseront *son évolution au sein de l'entreprise*.

HAVAS CONTACT



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 10 M en précisant rémunération actuelle à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN
recherche pour PARIS

ingénieur grande école
(ENPC, ECP, ETP ou similaire)

— expérience bâtiment TCE (4 à 10 ans).
— passionné par le développement de la micro-informatique dans le secteur du bâtiment et ayant déjà une première expérience dans ce domaine.

pour :
— *réaliser des logiciels architecturaux technico-économiques* et les développer auprès d'utilisateurs divers.
— participer à des actions de *recherche-développement* dans le cadre de la politique technique de l'entreprise.

La Société offre à un candidat de valeur de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.
Le titulaire du poste sera appelé à effectuer des déplacements occasionnels en France et à l'Etranger.
La pratique de la langue anglaise serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 4264 à **LION PUBLICITÉ,**
8 avenue de Camöens
75016 PARIS
qui transmettra.



Société française fabriquant et distribuant du matériel électronique professionnel – 850 personnes; CA : 750 MF –

recherche pour ses Agences de
MARNE LA VALLEE (94) et AIX EN PROVENCE

JEUNES CADRES
ADMINISTRATION des VENTES
(E.S.C. ou EQUIVALENT)

Adjoint direct du Responsable de l'Agence, chacun de ces collaborateurs aura pour mission, avec l'aide d'un système informatique performant, de coordonner et de contrôler l'ensemble des opérations administratives de cette unite commerciale : organisation générale, suivi des commandes, contacts téléphoniques avec notre clientèle, recouvrements, réglements de certains litiges...
Il sera également chargé, á ce titre, de la formation et de l'encadrement d'une équipe d'assistantes commerciales.

Une première expérience, soit commerciale, soit dans le *domaine de la gestion*, serait appréciée.

Pub 12 2595

Merci d'adresser : lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, sous référence LM 559, en précisant le lieu de travail souhaité à : Mademoiselle GAROND
TEKELEC AIRTRONIC, Cité des bruyères,
1 rue Carle Vernet - 92310 SEVRES



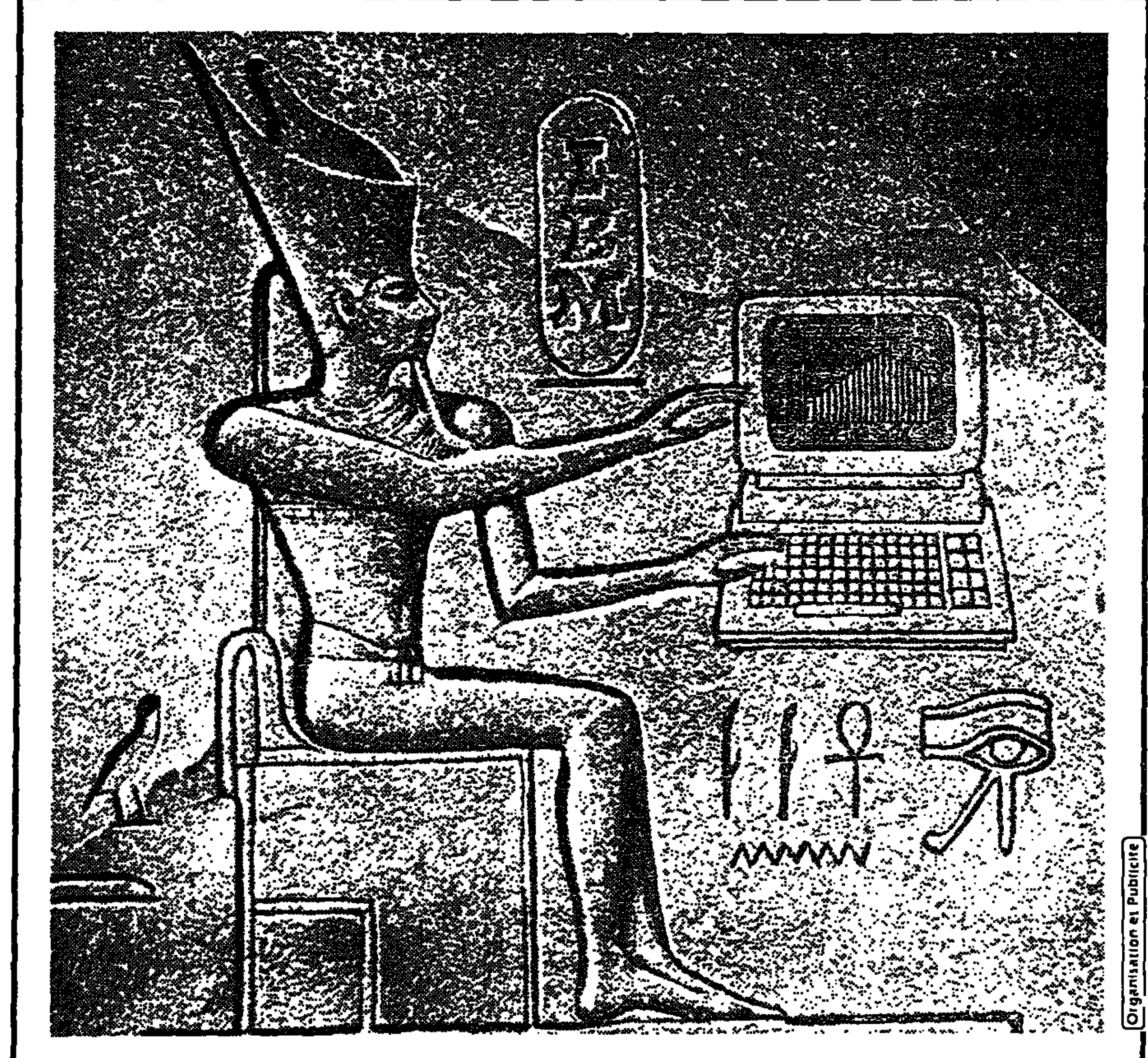
Le L.E.R.S. Société de Recherche du Groupe SYNTHELABO recrute, en vue de pourvoir un poste à Paris, un

Traducteur

Le/la candidat(e)
• sera *principalement chargé(e)* de la traduction, de français en anglais, de textes dans tous les domaines scientifiques afférents à l'industrie pharmaceutique.

Il/elle devra :
• être de langue maternelle anglaise.
• posséder une expérience professionnelle *en qualité de traducteur* dans un ou plusieurs des domaines techniques concernés et, de préférence, une *expérience* antérieure de l'industrie pharmaceutique.
• connaître, si possible, le traitement de texte (en particulier matériel Wang) ce qui représenterait un atout supplémentaire.
Le salaire proposé sera fonction de l'expérience *du/de la candidat(e)* et de l'importance que la Société attache à ce poste.
Toutes les candidatures *seront* traitées confidentiellement et devront être adressées (s/s réf. SGP 61), à :
L.E.R.S. Direction Administrative
58, rue de la Glacière 75013 Paris.





Organisation et Publicité

LE REVE DE SNEFROU

Une nuit, Snéfrou, fondateur de la 4ème dynastie d'Egypte, eut un songe : "l'heure est venue de faire construire ta sépulture. Qu'elle s'élève d'un seul jet vers le soleil" lui dit Horus. Au matin, il fit venir son architecte et lui ordonna de donner forme à son rêve : "tu dépasseras en gloire et en célébrité Imhotep, ton illustre prédécesseur, qui éleva pour Djoser la première pyramide à degrés". Aussitôt celui-ci se mit à ses calculs, rassembla les hommes et les matériaux nécessaires sur le site choisi, à Dahchour. Les travaux commencèrent, mais se heurtèrent vite à d'importantes difficultés techniques. Un jour, l'architecte rencontra un jeune homme étranger qui lui proposa son aide : "j'ai une machine qui te permettra de résoudre tous les calculs qui te préoccupent et même de prévoir tes besoins en blocs de pierre et outils, en hommes et en vivres pour les nourrir". Alors l'architecte s'éveilla et comprit qu'il avait rêvé... Il dut trouver à son problème la seule solution à sa portée.*

Aujourd'hui cette merveilleuse machine existe : elle s'appelle l'ordinateur. Et le jeune homme ou la jeune femme qui propose aux entreprises de réaliser, grâce à lui, leurs projets, c'est l'ingénieur commercial IBM. Son rôle : conseiller les directions générales dans l'établissement de leur plan informatique ; et pour cela analyser leur situation, bâtir des solutions adaptées. Partenaire de leur développement, il agit en toute responsabilité et autonomie.

DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE, vous venez d'achever vos études ou avez peut-être *une première expérience. Vous avez des connaissances en anglais et* acceptez la mobilité géographique... Nous vous proposerons une formation, *alternée et rémunérée, à nos produits et à nos méthodes.* Si vous êtes intéressé(e), écrivez-nous : IBM France référence ICM26/6 *Département Recrutement - Orientation - Conseil, 2, rue de Marengo,* 75001 Paris. Nous traiterons votre candidature avec discrétion et rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

** Cette solution ce sera une pyramide à double pente, connue sous le nom de "rhomboïdale". Elle a ouvert la voie aux lignes pures et aux proportions parfaites de la pyramide de Chéops, successeur de Snéfrou sur le trône de Haute et Basse Egypte.*



France

ENTREPRISE DE MECANIQUE
filiale d'un groupe international
(PARIS OUEST)
cherche son

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT
GRANDE ECOLE ou ENSI...

chargé de mettre en œuvre, auprès de l'Ingénieur en chef, le plan de développement technique et scientifique :
- **OUTILS DE CALCUL** (dynamique des fluides, *structures*).
- **PRODUITS NOUVEAUX** (conception, calculs, *essais*).
- **OPTIMISATION TECHNICO-ECONOMIQUE,**
- introduction pratique des **RESULTATS DE RECHERCHES AMONT** (centres techniques, laboratoires de recherches...).

Il a une première expérience industrielle en dynamique des fluides (compressible, incompressible, thermique) en RDM (métallurgie, matériaux composites) et en élastomères.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Les ingénieurs intéressés envoient leur C.V. et rémunération souhaitée à :



CONSULTANTS ASSOCIES
C. LEMAIGNAN
19, rue Blanche 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS COSMÉTIQUES
RÉGION PARISIENNE

recherche pour son service Documentation

DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

Vous possédez un diplôme universitaire en biochimie ou chimie (niveau maîtrise) et une formation de documentaliste.

La maîtrise de l'anglais est exigée. La connaissance d'une deuxième langue étrangère ainsi que des notions d'informatique documentaire (constitution et interrogations de bases de données) sont indispensables.

Adresser c.v. + photo + prétentions à C.G.P. (réf. H5), 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui transmettra.

---

serete ingénierie

Nous sommes une importante société française d'ingénierie (800 personnes) opérant tant en France qu'à l'étranger sur des projets industriels variés touchant tous les secteurs de l'économie : chimie, offshore, bâtiments, industries de transformation, techniques avancées... Compte tenu de notre développement, nous recherchons un

CHARGÉ DE RECRUTEMENT

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Humaines par exemple) et votre première expérience professionnelle en entreprise ou en cabinet vous permet de maîtriser l'ensemble des phases d'un recrutement. En étroite collaboration avec le responsable du recrutement, vous participerez à un important programme de recrutement (cadres principalement). Vous définirez les *postes à pourvoir avec les responsables concernés* et les méthodes appropriées pour y parvenir dans les meilleurs délais. La maturité, les qualités de contact, la vivacité intellectuelle, le professionnalisme dont vous ferez preuve vous permettront de devenir rapidement autonome et de vous réaliser à ce poste clef de la vie de l'entreprise.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon *sous réf. 6806 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une* future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTEC

Responsable administratif et financier

RAMBOUILLET **150-180.000 F**

La croissance de trois petites sociétés de distribution, récemment créées, filiales d'un important groupe français, justifie maintenant la création du poste de responsable administratif et financier. Le chiffre d'affaires consolidé est de l'ordre de 50 millions de francs avec 40 personnes.
Rattaché au Directeur Général, la personne recherchée animera des services comptables dans chacune des filiales avec pour tâches principales : • le développe*ment et l'informatisation des tableaux de bord,* • la *préparation* et le suivi des budgets.
Le groupe offre d'excellentes perspectives de carrière.
Les candidats devront posséder une formation ESC, le DECS, et une expérience en cabinet d'expertise ou en PME.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 4590 (mentionnée sur l'envoi), à *Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.*

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
recherche
POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES

ASSISTANT DU RESPONSABLE CREDITS ACHETEURS

H/F
Classe IV à VI

• Le candidat recherché sera chargé d'intervenir dans le montage des crédits acheteurs et entretiendra des relations avec la clientèle Exportatrice, les Banques de la Place et les Administrations concernées (Coface... etc).
• Il aura une expérience bancaire de 3-4 années minimum acquise dans un Service de montage des crédits moyen terme export.
• ANGLAIS COURANT et si possible notions d'Espagnol.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae à
Nº 96501 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra



Importante Société Aéronautique
recrute pour son siège social à Paris

Un CADRE FINANCIER

chargé du suivi des activités d'une division opérationnelle pour :
– l'analyse des résultats réalisés,
– les prévisions de C.A. et de marge,
– le suivi des engagements contractuels,
– la détermination du besoin en fonds de roulement.

Diplômé(ée) d'une École de Commerce, option Comptabilité-Finances ou Institut Supérieur de Gestion, il(elle) a un attrait pour la technique et du goût pour l'informatique.

La personne retenue devra pouvoir s'intégrer aisément dans une petite équipe, être d'un contact facile et avoir des qualités d'analyses.

Agé(ée) de 25 ans ou moins, il(elle) justifie au minimum de 2 années d'expérience dans une fonction similaire au sein d'une entreprise à dominante technologique.

Bonnes notions d'anglais souhaitées, quelques déplacements de courte durée sont à prévoir en métropole.

Envoyer lettre manuscrite, cv, référence sous nº 45516 - HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS. Discrétion garantie.

HAVAS CONTACT

Entreprise plomberie, chauffage, couverture, recherche

TECHNICIEN

AGENT DE MAITRISE
pour direction chantiers Paris et grande banlieue.
Envoyer C.V. et photo à :
nº MO 77443 Bleu, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

Organisme important rech.
FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H.F.)
– Dynamiques et ambitieux.
– Goût du contact haut niv.
– Excellente présentation.
– Sens des responsabilités.
Tél. au : 500-24-03, poste 40 pour Paris et région
Versailles ou 860-52-52, poste 55 pour banlieue sud.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES
recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

pour ass. des développements :
– CAO.
– LOGICIEL DE BASE.
– LOGICIEL D'APPLICATION.
– TRANSMISSION.

Ecrire ou téléphoner au :
78-80, avenue Galliéni
Tour Galliéni 1
93174 BAGNOLET CEDEX.
360-13-54/55.

Institut privé enseignement supérieur recherche
Enseignants vacataires
Histoire, géographie, culture générale, anglais, allemand, espagnol. Diplômé I.E.P. exigé.
Ecrire sous le nº 291.227 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Institut privé, recherche
ENSEIGNANTS EN DROIT PUBLIC
Ecrire sous le nº 291.228
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Wabco Westinghouse équipement ferroviaire recherche :

1 CADRE COMPTABLE

Niveau DECS ou équivalent pour ass. les fonctions suivantes :
– Trésorerie.
– Charges sociales.
– Financement export et compte de tiers.
Anglais apprécié. Envoyez C.V. détaillé à Mme DESVAUX, BP2, 93270 SEVRAN.



La Direction de l'Exploitation de TRANSPAC recrute pour ses centres d'Exploitation de PARIS des



chargés dans un premiers temps, d'assurer les raccordements et participer ensuite à la maintenance des abonnés du Centre.

Si vous êtes d'un niveau BTS, DUT Electronique ou BAC F3 (débutant accepté) ou avez une expérience dans le domaine des Télécommunications ou de la Télématique et êtes disponibles rapidement.

Adressez C.V., photo et prétentions à
Nicole MARCHAL Service du Personnel
et des Relations Sociales.

transpac Réseau national de transmission de données par paquets.
Tour Maine-Montparnasse
BP 145 - 75755 PARIS Cédex 15

BANQUE PRIVÉE - PARIS-8ᵉ
Filiale d'une grande Banque Française
recherche
pour son département commercial.

RESPONSABLE DE CLIENTÈLE ENTREPRISES

Bonnes connaissances des crédits.
Aptitudes à la négociation.
3 à 5 ans d'expérience.

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite à :
ZIMMERMANN, 55, rue La Boétie,
75008 PARIS.

Pour renforcer ses structures
Société PARIS 18ᵉ
spécialisée dans la distribution
de composants industriels
recherche

E.S.C.P. - E.D.H.E.C. E.S.C.A.E.

en début de carrière
avec orientation administrative.

Anglais indispensable.
Lieu de travail PARIS 18ᵉ.

Adresser CV et prétentions
sous référence 6446 à
Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

AGENCE DE CRÉATION ET DE RÉALISATIONS GRAPHIQUES

Équipée en photocompo, création, exécution et photo. Spécialisée dans la conception et la fabrication de tous documents imprimés.
Abordant un nouveau stade de son développement commercial, recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Il se verra confier plus particulièrement la prospection d'une clientèle industrielle, PMI/PME, Services.
Poste basé en proche banlieue Sud de Paris
Rémunération : fixe + commissions.

Merci d'adresser lettre manuscrite CV, photo téléphone prétentions et délais de disponibilité
Daniel VALLA PUBLITEAM
21, avenue du Gén-de-Gaulle - 94240 L'Hay-les-Roses

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS
recherche
pour participer au développement de son projet d'exploitat.

1 ANALYSTE PROGRAMMEUR

NIVEAU IUT

Ayant 1 à 2 ans d'expérience. Connaissance du COBOL exigée, du matériel DIGITAL souhaitée.

Lieu de travail :
RÉGION PARISIENNE

Ecrire sous le nº T086.895 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Vous êtes dynamique, à la recherche d'une situation stable et évolutive. Une importante société suisse vous propose de devenir

CHARGÉ DE MISSION

DÈS LE 1ᵉʳ SEPTEMBRE 1984

A PARIS
EN RÉGION PARISIENNE

La rémunération est motivante et la formation assurée par ses soins.

Adresser votre C.V., photo à son service « ORGANISATION », 41, rue de Châteaudun, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE
DE RENOMMÉE INTERNATIONALE
(région parisienne) recherche
pour son Bureau d'Études

2 DESSINATEURS

Titulaires d'un BTS ou DUT option ELECTROTECHNIQUE minimum.

Les candidats, libérés des O.M., devront justifier de bonnes connaissances en étude d'installations automatisées d'équipements industriels (notions de micro-informatique souhaitées).

Envoyer lettre, C.V. et prét. s/réf. 11582 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Constructeur américain d'informatique
implanté à Paris Ouest, recherche

Ingénieurs logiciel UNIX, langage C

Il prendra en charge, les relations techniques avant et après-vente auprès de nos clients.
2 à 3 années d'expérience sont souhaitées.
Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1682M à
SOURCES
16 rue J.J. Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra

CHAQUE MERCREDI PRIX : 6 F

Emplois Cadres

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ____________ Prénom ____________

Adresse ____________

Code postal ____________ Ville ____________

Nombre d'exemplaires ____________ × 7 F (frais de port inclus) ____________

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427-PARIS CEDEX 09
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

---

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 555-91-82

OFFRES D'EMPLOIS

GenRad Leader mondial du TEST AUTOMATIQUE appliqué aux industries électroniques recherche

ingénieur d'application en électronique

(réf. JPM 1)

Pour conforter notre avance technologique et répondre à tous les besoins de nos utilisateurs, nous recherchons un INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR diplômé, pour lui confier le support logiciel de notre ligne de produits TESTEURS DE COMPOSANTS linéaires et digitaux.

ingénieur de maintenance en électronique

(réf. JPM 2)

Pour renforcer notre équipe support client et faire face aux exigences de nos utilisateurs, nous recherchons un INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR diplômé pour lui confier la maintenance de nos matériels de PILOTAGE et d'ANALYSE DE VIBRATIONS.

Pour ces deux postes, nous offrons les formations complémentaires en EUROPE et aux USA à des candidats ayant une bonne connaissance de l'anglais et désirant rejoindre une équipe très performante.

Rémunération et avantages sociaux attrayants, perspectives d'évolution de carrière rapide pour des candidats désireux de nous apporter une expérience professionnelle réussie.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi

GENRAD
96, rue Orfila 75020 PARIS.

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE
recherche pour Paris

Analyste de crédit

- débutant ou 1re expérience dans un établissement financier,
- diplômé HEC, ESSEC, École de Commerce...
- L'ensemble des travaux étant rédigé en anglais, il est impératif d'écrire et de parler couramment l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à :
MHBN - Service du Personnel - BP 259.08 -
75364 Paris Cédex 08.

média-system

FILIALE DU GROUPE PECHINEY

recherche
POUR LA DIRECTION MARKETING ET DÉVELOPPEMENT PRODUITS (PARIS/LA DÉFENSE)

INGÉNIEURS MÉTALLURGISTES (GRANDES ÉCOLES)

- Contacts avec les utilisateurs des ferro-alliages produits par la Société et ses filiales, pour la conseiller dans l'utilisation de ses produits et anticiper ses besoins.
- Relations avec les Usines, le Centre de Recherche et les commerçants.
- Fréquents déplacements France et étranger.

Expérience « Recherche » dans la profession.
Expérience pratique Atelier Fabrication.
Anglais indispensable.
Autres langues appréciées.

Envoyer c.v. et photo à RÉGIE-PRESSE sous n° T 066.698 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Société d'ingénierie à vocation internationale recherche dans le cadre du développement d'un progiciel de gestion pour des organismes de télécommunications étrangers

1 Ingénieur Informaticien

chargé :
- de la mise au point des spécifications avec les clients,
- de la formation des stagiaires informaticiens étrangers au progiciel en cours de développement,
- de l'implantation sur les sites du package, adapté si nécessaire aux besoins des clients.

Niveau requis :
- Ingénieur,
- Expérience d'au moins 5 ans, si possible dans le domaine de conseil en informatique,
- Anglais courant,
- Disponibilité pour missions fréquentes à l'étranger.

Matériel informatique utilisé : Micromega 32 de Thomson sous UNIX Langages C et Basic.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 6192 à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR des RELATIONS HUMAINES
groupe français 10.000 personnes
recherche
- Poste similaire (Paris-Région parisienne).

OU

- CONSULTANT (Conseil social-Recrutement).

Ecrire M. ERNOULT, 75, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS ou téléphoner 246-75-75, poste 04.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGÉNIEUR, 23 ans, stages 3 mois au service Etudes de Paix + stages divers entreprise initiation CAO, anglais, espagnol courants, dynamique et ayant le goût du travail en équipe.
RECHERCHE : poste avec responsabilités motivant dans entreprise désirant s'adjoindre une *jeune diplômée après une période de formation* – Paris – R.P. (déplacements acceptés France/Etranger) (section BCO/JCB 535).

JOURNALISTE REPORTER, 30 ans, CADRE, licence lettres faculté Sorbonne, diplôme supérieur de russe, option relations internationales de l'Institut national des langues orientales. Très bonne connaissance anglais, notions espagnol, allemand, bulgare. 2 ans 1/2 presse hebdomadaire aux informations générales, titulaire carte journaliste prof. Formation journalisme radiophonique.
RECHERCHE : poste de journaliste dans presse écrite ou radio. Disponible immédiatement. Paris, R.P. (section BCO/GR 536).

J.F. 26 ans, GEOGRAPHE - CARTOGRAPHIE, DEA aménagement du territoire (urbain, rural, tourisme). Expérience acquise dans stages régionaux effectués auprès organisme aménagement, anglais, espagnol (bonnes notions).
RECHERCHE : situation auprès organisme aménagement ou environnement ou office du tourisme désirant profiter formation en vue de développer département d'études opérationnelles, toutes régions (section BCO/JCB 537).

RESPONSABLE RELATIONS EXTÉRIEURES, 40 ans, IAE, sciences éco. 7 ans exp. organisations professionnelles, études et liaison. Objectif sensibilisation aux réalités de l'entreprise + 9 ans exp. bancaire.
PROPOSE : activité similaire à établissement financier, association, entreprises pour développer une politique d'information auprès des Institutions, élus, milieux industriels sur questions d'ordre économique et gestion d'exploitation, Paris R.P. (section BCO/GR 538).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

H., 33 ans, formation MARKETING + PUBLICITÉ. 7 ans expérience AGENCE + ANNONCEUR. Etudie toutes propositions. Ecr. s/n° 3.580 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Maîtrise droit des affaires, J.F., 24 ans, cherche 1 emploi. Tél. : 535-59-68.

Ecrivain, profess. d'anglais, nationalité bengalie, 44 ans, bonnes connaiss. (outre bengali et anglais) urdu, hindi, arabe et français, cherche travail en France, enseignement, traduction, édition.
Ecr. s/n° 8.110 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Tr. urgent, J.F., maîtrise de lettres, angl. exp. presse, édit. (lectrice) rewrigt, cherche emploi correspond. Event. mi-temps.
Ecr. s/n° 8639 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F., 32 ans, études supérieures, bil. anglais, 14 ans act. profess. contact, initiatives, organisation, formation marketing management (stage pratique édition) cherche poste.
Tél. : 547-77-30, avant 10 h, après 18 h 30.

ÉTUDIANTE allemande, cherche pour de suite emploi au pair, pendant 2 mois. Offres. *Tél. : 19.49/4522/55 51.*

J.H., 24 ans, lic.-LEA angl./esp., permis de cond., cherche trav. juillet/août. Tél. : 237-31-71.

COMMERCIAL
Si plus de 10 ans d'expérience vous intéressent ?

Si vous offrez un poste à responsabilités, au sein d'une équipe dynamique ? Je suis l'homme qu'il vous faut. Merci de m'écrire sous réf. 528 à CURRICULUM 26, rue du 4-Septembre 75002 PARIS.

F 36 ans, maît. de psychologie clinique, graphologue déb., rech. temps partiel. Ecrire sous le n° T 066.652 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN 3 ans exp. informatique indust., gestion, bases de données, ch. mission longue durée ou poste à Lisbonne, Portugal. Ecrire sous le n° T 066.686 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

formation professionnelle

Vous avez dit B.T.S. ?
Nous préparons au B.T.S. INFORMATIQUE
- COURS ANNUEL
- PERFECTIONNEMENT

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118-130, av. J.-Jaurès, Paris-19e.
TÉL. : 206-24-63. Mme EDON.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 402, 75009 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), B.P. 402, 75009 PARIS.

villegiature

A LOUER LA SEYNE 83 Villa 4 pces, juillet 4.000 F. Tél. : (94) 48-82-21, h. repas.

Ch. pour juillet maison à louer avec jard. préfér. sud de Paris, maximum 60 km, conft. Tél. : 328-98-43, 19 h.

capitaux propositions commerciales

Personnel, afric. et europ., bien introduites mil. gouvernem. afric., coopérer avec groupes financ. ou firmes intér. pour opér. en Afrique. Court. s'abst. Ecr. s/n° 8113 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Particulier vend cause départ R4 GTL, année 1980, bon état général. 55.000 km. Prix : 16.000 F. Tél. : 936-03-55.

de 5 à 7 C.V.

CADRE RENAULT vd R 5 Alpine turbo noire, faible km, garantie, prix intéressant. T. (7) 876-53-13 (b.) ou (7) 833-33-12 après 17 h.

Honda Prélude 1980, noire, int. cuir, 90.000 km. T.O. électr. autom. Autoradio 4 H.P. Tél. : 889-23-50.

GOLF GTI noire
(année 1982). Etat neuf. prem. main. 48 000 km. Toutes options possibles toit ouvrant. Tél. : 030-51-24 (après 18 h).

divers

BMW SÉRIE 3-5-7
83 et 84 peu roulé, garantie, Auto Paris-XV. 533-69-95. 63, r. Desnouettes, Paris-15e.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

MARAIS, SÉJ. + CHBRE Bains REFAIT NF. Poutres. 450.000 F. Tél. 526-99-04.

ILE-SAINT-LOUIS Vrai 2 pces, s. de bns, conft 3e étage. Tél. 633-38-80.

5e arrdt

RUE DES ECOLES
3 p., tt cft, en duplex, 4e ét. imm. rénové. 940.000 F. LERMS. 535-14-40.

6e arrdt

PROX. SEINE 170 m²
Et. élevé, asc. 703-32-44.

LUXEMBOURG, grand studio avec balcon sur jardin, calme et ensoleillé, comprenant entrée, living, cuisine, salle de bains, dressing-room, cave. Immeuble standing. 500.000 F au plus offrant. Tél. : 586-79-21 le matin après 10 h.

7e arrdt

VIIe, 4 ET 6 PCES
service matin : 567-47-47.

8e arrdt

ALMA GEORGE-V (près) BEL APPT CLASSIQUE 6 P. DORESSAY - 624-93-33.

9e arrdt

PRÈS MAUBEUGE
liv. dble, 2 chbres, conft imm. ravalé, chauf. cent. indiv. 680.000 F. VERNEL. 526-01-50.

R. MANSART, calme, soleil
CHARMANT STUDIO
entrée, cuis., bns, w.-c., chf 220.000. VERNEL 526-01-50.

14e arrdt

RUE SCHOELCHER Bel atelier d'artiste chbre en loggia, tt cft. 78 m² *DORESSAY - 624-93-33.*

GD STANDING, 3e ÉTAGE
TRÈS BEAU 7 PIÈCES
200 m², balc., park., poss. prof. libér. 2.650.000 F. 605-10-08.

15e arrdt

DANS IMM. GRAND STAND. Construit par CECOGI au
329, RUE LECOURBE
IL RESTE UN 3 PIÈCES : 72 m² *Prix : 948.900 F* LIVRAISON IMMÉDIATE Tél. : 575-62-78.

CONVENTION, pptaire vd imm. ravalé, r.-de-ch., studio, cuis., w.-c., possib., bains. 504-49-13.

CONVENTION GRAND STUDIO T CFT. 206-15-30.

MOTTE-PICQUET 52 m² EN DUPLEX, possibilité 2 chbres, étage élevé, asc. 630.000 F. Tél. 261-85-80.

PASTEUR 4 P., r.-de-ch., calme, bel imm. 735.000. BRANCION. 575-73-64.

BIR-HAKEIM, 5 pces, parfait état, chbres s/jard., loggia. Tél. 633-29-17 - 577-38-98.

Mo FELIX FAURE
cuis., w.-c., s. de bains possib., soleil. 255.000 F. 567-60-78.

16e arrdt

MAISON DE LA RADIO
S/voie privée, 6e ét., asc. 3 pces, calme, soleil, charme 755.000 F. Tél. 734-36-17.

PONT DE GRENELLE Quai Louis-Blériot 1er ét., 5 pces. 1.800.000 F. Tél. 457-63-40 / 548-54-99.

JASMIN
Imm. p. de t., beau 4 P., calme. 1.300.000. 288-87-16.

127, rue du RANELAGH AGRÉABLE 3 P. 530.000 F. mardi, mercredi, 14 h.-20 h.

17e arrdt

Bd Pereire Studio 30 m² tout confort Px 36.000 F. Tél. 327-28-60.

18e arrdt

CECOGI CONSTRUIT Résidence « Mairie du 18e »
53, RUE DU SIMPLON
ST., 2, 3 P., PARK.
ST. à partir de 322.500 F
2 P. à partir de 472.800 F
OFFRE EXCEPTIONNELLE
6 APPARTEMENTS EN PRÊTS CONVENTIONNÉS STUDIO, 2, 3 P.
Bureau de vente ouvert mardi, jeudi et samedi de 14 heures à 19 heures. Tél. : 575-62-78.

PL Ch.-DULLIN, studio 30 m² cuis., s. de bns, 5e ét., asc. très bon état. 285-00-59.

94 Val-de-Marne

GENTILLY
Mo PORTE D'ITALIE 2, 3, 4, 5 P. SUR JARDINS
PRÊTS CONVENTIONNÉS
Taux préférentiels LISIÈRE DE PARIS 45, avenue Jean-Jaurès LIVRAISON IMMÉDIATE Bureau de vente sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 19 h, week-end de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h 546-07-73 - 365-03-23.

Province

SAINT-TROPEZ
CHAPELLE SAINTE-ANNE STUDIOS ET 2 PIÈCES LUXE, TERRASSE, JARDIN MICHEL BERNARD. 502-13-43.

A vendre dans un petit chalet à PRAZ-SUR-ARLY, MEGÈVE, magnifique appart., 3e et dernier étage, 3 pièces : 54 m² habitables + 25 m² de mezzanine + 25 m² de combles + balcon orienté sud. Grande cuisine équipée, cave, local à ski. Parking couvert. Tout meublé. 690.000 F. Tél. : après 20 h (50) 21-91-95.

locations non meublées offres

Paris

BIENFAISANCE, 5 pces tt cft prof. libér. 10.000 F + ch. Tél. matin. Ségéco. 522-69-92.

Région parisienne

NEUILLY CHEZY, récent living, 3 chbres sur verdure. 8.500 ch. compr. 285-00-59.

locations non meublées demandes

Paris

Pour dirigeants et personnel mutés IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PÉTROLE rech. : APPTS et VILLAS ttes tailles même loyer élevé Paris et envir. 503-37-00. p. 240.

Couple fonctionnaire rech. location F 5, Paris-11e-18e-19e environ. 5.000 F charges comprises – Soir 805-43-28.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl. loyer garanti. 889-89-66. 283-57-02.

locations meublées offres

Région parisienne

PARIS LA DÉFENSE
Résidence ORION OUVERTURE 30 JUIN Studios, 2 pièces Tout équipés, linge fourni téléphone, télévision prix studio : 2 jours 580 F semaine 1.600 F, mois 5.000 F Renseignements : 39, r. de Suresne, 75008 PARIS Tél. : (1) 266-33-26.

Etranger

NEW-YORK, beau loft. 200 m², Greenwich vill. vue Hudson air cond., 2 ch. 3000 $ juil. + août. (91) 47-27-84 soir.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

terrains

ILE-D'YEUX (85) part. vd immédiat., ter. construct. équipé vue sur mer. 229-71-43.

MONTMORENCY 95 exceptionnel terrain à bâtir plat et rectangulaire, eau, gaz élect., égout, sur rue, 300 m² façade 13,85 m, constr. possible. 90 m² au sol + combles et s/sol. Prix H.T. 240.000 F. Prop. 989-30-02, apr.-midi

propriétés

URGENT CAUSE DÉPA[RT]
EXCEPTIONNEL
Ouest proche Paris magnifique propriété sur trè[s] beau parc. 2.100.000 F. Téléphone : H.B. 260-86-1[…]

FOREZ Cause mutation vend deme[ure] seigneuriale restaurée. Px très ab[…] Ecrire pour doc. M. BERTH[…] 11, quai Rambaud, 69002 LYO[N]

VALLÉE DE MONTMORENC[Y] 30 km Paris, tr. belle propri[été] construct. 1970 de gde cla[sse] style manoir, 15 pces princ[…] 500 m² hab., s/sol total, [ga]rage 4 voit., box cheval, terrain 24.000 m². Px 3.675.000 F Téléphone : 989-40-01.

1 H. de Paris, autoroute du S[ud] magnifique propriété, 500 m² aucun travaux à effectuer 5 chbres, 3 s. de bns, très grand séjour, bureau, log[…] terrain 8.000 m², petit bois attenant, piscine équipée dépend., cave, hab. de suite Prix 1.500.000 F Tél. mer. 27 et jeudi 28 juin H.B. 329-12-24, p. 36-57 et ap. 17 h. dom. 544-06-8[…]

CHANTILLY, Quartier ga[re] somptueuse propriété, sty[le] Mansard, entièrement restau[rée], comprenant 12 pièces + sous-sol complet + maison gardien. 4.000 m² de parc c[los] de mur. Pompe à chaleur, éq[ui]pement informatique. Idéal pr[o]fessionnel ou habitation. Prix 2.600.000 F. Tél. heures bureau : 15/4 458-07-56.

domaines

MARCHÉ DES NOTAIRES
DOMAINE
Château de Morainval. Pr[ès] Beauvais. Demeure 19e siè[cle] et nombreuses dépendanc[es] dans parc bois et terres, 51 h[a] *Mise à prix : 2.000.00[0]* Me DMITRIEFF (1) 830-11-5[…]

viagers

PORTE DE COURCELLES imm. très récent, gd standing superbe liv. + 2 chbres, 90 m, gds balcons s/jardins, soleil 2 bains, cuisine équipée, park Viager occupé couple 71 ans 100.000 cpt + 4.600/mens. Rare. VERNEL. 526-01-50.

appartements achats

JEAN FEUILLADE, 54, av. de L[a] Motte-Picquet, 15e. 566-00-7[…] paie comptant, 15e-7e arrdts IMMEUBLES même occupés.

Recherche 2 à 4 P., PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e avec ou sans travaux PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

AGENCE DE L'ÉTOILE
DÉPARTEMENT INTERNAT. rech. pour clients sérieux 80 à 200 m², 16e, 17e, 8e, 7e – 9[…] INTÉRESSANT, réservés aux indicateurs
380-26-08 7, av. CARNOT PARIS-17e.

constructions neuves

ST-GERMAIN-EN-LAYE dans luxueuse réhabilitation près RER, du studio au 4 P. TIFFEN. 562-04-66.

pavillons

Mo ANTONY CENTRE *Propriété 6/7 p., sur 1.000 m²* de terrain, prestation exceptionnelle. 1.800.000 F Téléphone : 547-62-62.

BOULOGNE, pavillon 3 P. cuis., bains, s/sol, jardinet Px 600.000 F. tél. 327-52-44.

maisons de campagne

Proximité Mur-de-Bretagne Lac de Guerlédan, vends longère de ferme XVIIe siècle s/2.000 m², toiture neuve eau, électricité, vue *250.000 F. 16 (20) 70-79-19.*

échanges

Appt clair, 4 p., claires, cuis., w.-c., s. de bns, cave, 4e av. asc., loyer loi 48, très bien sit., à ST-MANDÉ ; contre appt loyer modéré, 2 p., claires ou 1 gde, cuis., w.-c., s. de bns, étage bas si pas asc., situé à ST-MAURICE. Tél. 328-86-05 (avant 20 h.).

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Ventes

BON XVIIe
Pptaire vd BUREAUX de GRANDE QUALITÉ. Parkings. Excellents locataires Prix : 3.500.000 F. Excellente rentabilité RCI - 758-12-21.

Locations

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée
ACTE 562-66-00.

SIÈGE SOCIAL 8e
RÉDACTION D'ACTES TELEX ts SERVICES BURX
AGECO 294-23-93
(STATIONNEMENT AISÉ)

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitutions de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de Sté G.S.M.P. 54, r. de Crimée (19e) et 4, rue des 2 Avenues (13e) Téléphone : 607-62-00.

ARTISAN 100 F. - R.C. 180 F. Constitution SARL 2.000 F S.D.M. 21, rue Fécamp (12e) 340-24-54, 8, fg Poissonnière 9e-10e. Tél. 770-54-66.

CRÉATEURS d'entreprise !
disponible à Paris et Province
SIÈGES SOCIAUX
et adresses commerciales
loc. bureaux meublés, secrét., télex.
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

VOTRE SIÈGE SOCIAL 92
burx meublés, domiciliation secrét., tél., télex. Boulogne ACTE 92. Tél. 603-38-32.

locaux commerciaux

Ventes

BEL INVESTISSEMENT Bastille, r.-de-ch., 480 m². Loyer 107.000 F. 750.000 F. Ecr. ACP N° 6.417 8, r. Arcade Paris-8e.

dossier

LE POINT SUR...

La production laitière en France

Les stocks de beurre et de poudre de lait écrémé européens atteignent aujourd'hui des records, rejoignant l'un et l'autre le million de tonnes. La CEE, qui consacre 30 milliards de francs au soutien du marché des produits laitiers, n'a plus les moyens de continuer à financer sans limite les excédents dus en partie à une croissance régulière de la production de lait. Conçus comme un filet de sécurité pour les producteurs, les mécanismes d'intervention butent en 1984 sur les capacités financières des Etats membres. Un accord, difficilement conclu en mars par les ministres européens de l'agriculture, a institué un système de « quotas » par laiterie ou par producteur.

Pour la France, un dispositif complexe est en train de se mettre en place, basé sur la collecte de chaque laiterie en 1983, qui doit diminuer de 2 % en 1984. L'incitation à la cessation d'activité de tout petits producteurs âgés de plus de cinquante-cinq ans et des producteurs âgés de plus de soixante-cinq ans devrait laisser du « mou » pour permettre aux jeunes récemment modernisés de maintenir leur production. L'inquiétude est grande chez les éleveurs français. Elle ne l'est pas moins outre-Rhin, où la structure de la production est comparable à celle de la France. La diminution des livraisons variera là de 2 % à 12,5 %, selon la taille de l'exploitation et la progression de sa production. En Belgique, elle sera de 3 % à 5 %, aux Pays-Bas, de 8,65 %, au Danemark, de 6,7 %. On comprend que la nouvelle politique de maîtrise de la production suscite la grogne de ceux qui se sont lancés à corps perdu, moyennant de lourds endettements, dans le développement de leurs élevages.

Les producteurs peuvent enfin arguer que le secteur des produits laitiers, avec 13,6 milliards d'exportations et 3,3 milliards d'importations, apporte 10,3 milliards de francs à la balance du commerce extérieur français.

Comment se répartit la production française ? Quel est le rôle et le poids des laiteries ? C'est à ces questions que nous nous sommes efforcés de répondre, un peu schématiquement, dans ce dossier.

De l'expansion au repli

UNE accorte fermière trayant une vache normande dans une prairie ensoleillée... Un ...le paysan auvergnat, le front ...puyé au flanc de la Charmante, ...seau de lait blanc et crémeux ...lé contre genoux et sabots... Ces ...ions bucoliques appartiennent ...jà en grande partie au folklore ...blicitaire des produits dits « natu...s ». Modernisation, accroissement ...la production, productivité, ren...bilité sont devenus peu à peu ...puis vingt ans les maîtres mots de ...l'Europe laitière. En la matière, ...ux pays européens font figure de ...ampions de l'industrialisation de ...production : la Grande-Bretagne, ...plus de la moitié des exploitations ...(5,2 %) ont plus de quarante ...ches, regroupant près de 85 % du ...eptel britannique (1), et les Pays-...s, où près de 39 % des exploita...ns sont de grande taille, rassem...ant 70 % du troupeau national.

Au Danemark, le gigantisme est ...oins fréquent mais plus accusé : un ...nquième des exploitations ont plus de quarante têtes, mais près de la ...oitié du troupeau. C'est en Italie qu'on trouve le moins d'« usines à lait », puisque 87 % des fermes produisant du lait ont moins de dix vaches, et à elles toutes seulement 42 % du troupeau. La France et l'Allemagne sont à cet égard comparables aussi bien par la diversité de leurs modes d'exploitation que par la concentration des grandes unités productrices. On ne trouve que 3,2 % des exploitations d'outre-Rhin possédant plus de quarante laitières (13,7 % du cheptel) et 6 % en France de ces grandes unités détenant le cinquième du cheptel. Et la France n'a que 40 % d'exploitations possédant moins de dix vaches, contre près de 50 % en Allemagne...

La France est le premier producteur européen de lait, avec 253,4 millions d'hectolitres collectés en 1983, contre 248,4 en 1982 (+ 2,1 %) et 201,6 en 1973 (+ 25,7 %). C'est, en 1983, le quart de la production européenne. Trois régions, la Bretagne 51,1 millions d'hectolitres), les Pays de Loire (39,9 millions d'hectolitres) et la Basse-Normandie (29,5 millions d'hectolitres), font couler à elles seules presque la moitié du fleuve blanc français (47,6 %). En une décennie, la production de ces trois régions a augmenté respectivement de 55,7 %, de 57 % et de 18,7 %. Cinq autres régions produisent plus de 10 millions d'hectolitres : la Franche-Comté (10,4), Midi-Pyrénées (11,7), Nord-Pas-de-Calais (12,9), Lorraine (14,5) et Rhône-Alpes (15,4) ; globalement le quart de la production française.

Depuis dix ans, une seule de ces régions fortement laitières, le Poitou-Charentes, a vu sa production de lait diminuer, revenant de plus de 10,5 millions d'hectolitres en 1973 à 9,8 millions en 1983 (– 6,6 %). La reconversion des exploitations vers le lait de chèvre (mieux rémunéré) et vers la vigne (le cognac) donnerait la clé de ce phénomène.

Mais ces chiffres globaux, utiles pour replacer la production française dans son contexte européen, rendent mal compte de l'extrême diversité des exploitations agricoles produisant du lait. Surfaces de prairies, composition des troupeaux, modes d'alimentation, modernisation des étables, plus ou moins grande spécialisation, taille des fermes, âge des exploitants, autant de variables dont il faudrait tenir compte pour dresser un tableau ressemblant d'un univers complexe où survit, vaille que vaille, la toute petite exploitation à l'ancienne, à côté du jeune agriculteur dynamique et surendetté qui voit menacé, avec le lait, un des deux secteurs d'activité de sa ferme, à côté de la grande unité spécialisée qui n'a rien à envier à ses homologues britanniques ou néerlandaises... De toute évidence, cette diversité se traduit par une forte inégalité des résultats économiques des élevages.

Disparités

Il y a dix ans, on prévoyait que la production laitière se concentrerait dans des exploitations de faible surface hautement spécialisées. Force est de reconnaître qu'il n'en a rien été. C'est dans les exploitations moyennes (de 20 à 40 hectares) qu'on trouve le plus grand nombre d'étables laitières : les deux tiers d'entre elles produisant du lait. Et c'est là aussi qu'on trouve le plus fort degré de spécialisation. Il est vrai que, lorsque la surface de l'exploitation augmente, sa production de lait est moins spécialisée, mais elle continue de croître. *« Les producteurs très intensifs sont minoritaires en France, mais ils représentent un poids économique important : 16 % seulement des éleveurs produisent plus de 8000 litres de lait par hectare de surface fourragère consacrée à la production laitière (SFP), mais ils réalisent près du tiers de la production et plus du quart du produit brut agricole »*, écrivent (2) trois chercheurs de l'INRA (Institut national de recherches agronomiques). A titre de comparaison, ajoutons que, d'après une évaluation de l'INRA, la production par hectare de SFP laitière est en moyenne de 5000 litres en France, contre 13 500 aux Pays-Bas.

Ces « grands producteurs » ne sont pas tous spécialisés uniquement dans le lait, même si le troupeau d'herbivores a cette seule fonction, mais cette activité peut être associée à une autre spécialisation (production végétale par exemple). La production laitière non intensive sur une grande surface herbagère est ainsi caractéristique des élevages lorrains-champenois et de Franche-Comté, tandis que dans le Nord, la Picardie, la Haute-Normandie la production de lait est associée à une grande culture. Enfin, en Bretagne, on trouve de grands élevages qui pratiquent le hors-sol (troupeau nourri avec des aliments du bétail).

A l'autre bout de l'échelle, on trouve la masse des petits producteurs. Certains sont spécialisés (le cinquième des exploitations) souvent sur des surfaces insuffisantes, et se trouvent essentiellement en Bretagne et Pays de Loire ou dans les régions montagneuses (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes).

Entre ces deux pôles extrêmes, se trouvent les producteurs moyens, spécialisés ou non, pratiquant ou non des méthodes intensives.

On se doute que ces différences de taille, de mode d'exploitation, entraînent des différences considérables de revenu. Le revenu disponible des grandes exploitations laitières (après paiement de tous les frais de production, y compris les remboursements d'emprunts) se situait ainsi à 81 000 F en moyenne en 1979 pour celles qui produisent plus de 1 400 hectolitres par an, contre moins de 30 000 F par an pour les petits producteurs spécialisés qui livrent moins de 600 hectolitres, la moyenne de ces revenus s'établissant à 50 000 F. Le revenu disponible élevé, concrétisation de la performance économique de l'exploitation agricole, s'accompagne d'une formation technique supérieure et d'un poids réel dans les institutions syndicales et coopératives.

L'âge des agriculteurs produisant du lait donne un autre aspect de cette réalité paysanne spécifique. Les moins de cinquante-cinq ans gèrent les deux tiers des exploitations, possèdent les trois quarts des vaches laitières et livrent plus des trois quarts (77 %) du lait collecté (chiffres 1982). Les plus de soixante-cinq ans exploitent 9,3 % des fermes laitières, possèdent 3,7 % du troupeau et livrent 3,3 % de la collecte nationale. C'est à certains d'entre eux (ceux qui bénéficient déjà d'une retraite et qui livrent moins de 30 000 litres de lait par an) que s'adresse l'offre d'une prime de 18 300 F au maximum, versée en une fois pour les encourager à cesser leur production. Enfin, les exploitants âgés de cinquante-cinq à soixante-cinq ans gèrent le quart des fermes laitières représentant le cinquième du cheptel et de la collecte. Ceux qui produisent moins de 600 hectolitres par an se laisseront-ils séduire par l'allocation annuelle d'attente (au plus de 32 000 F) que leur propose le ministre de l'agriculture ?

De toute façon, les chiffres que nous citons ne peuvent être qu'indicatifs puisque, d'une part, les statistiques dont ils sont extraits datent de dix-huit mois, et que, d'autre part, elles ne permettent pas d'apprécier avec précision la situation de chaque exploitation : sur les quatre mille deux cents exploitations de plus de quarante laitières dont le patron a plus de cinquante-cinq ans, combien sont rentables ? Combien de ces hommes de plus de cinquante-cinq ans – et quel que soit le nombre de leurs bêtes – sont prêts à abandonner, en pleine force, l'activité qui a tissé leurs jours de soucis et de joies, une vie durant ? Les chiffres ne peuvent rendre compte de ces réalités-là.

Ce bref aperçu, pour insuffisant qu'il soit, des disparités de l'univers de la production laitière, serait cependant incomplet si l'on ne tenait compte, tout aussi brièvement, des organes de collecte que sont les laiteries, privées et coopératives.

Le rôle des laiteries

Il existe en France 1 623 laiteries (à fin 1982) dont 275 (17 %) collectent chez plus de 300 000 paysans (près de 75 % des exploitations) 83,3 % de la totalité du lait ramassé en France. Onze d'entre elles collectent chacune plus de 2 millions d'hectolitres de lait par an. Parmi les « petites », 614 collectent de 10 000 hectolitres à 50 000 hectolitres annuels. Les laiteries pratiquant la collecte se répartissent en 933 coopératives et 690 entreprises privées, qui ramassent un peu plus de la moitié de la production, 52,6 %. Les activités de ces laiteries sont multiples, du lait de consommation (895 d'entre elles en conditionnent) au beurre (922) et au fromage (1 400), en passant, bien sûr, par le lait en poudre écrémé (111, dont 60 privées), la crème (765, dont 481 coopératives), les yaourts (161, dont 116 privées), etc.

Dans les trois régions de grande production (Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie), 30 % tout juste des laiteries sont coopératives, les coopératives étant plus nombreuses dans le Poitou-Charentes (85 %), en Franche-Comté (77 %) et en Rhône-Alpes (69 %). Parmi les régions de grande production, le Nord-Pas-de-Calais compte cependant 55 % de laiteries coopératives. Le poids des coopératives est cependant plus fort dans l'industrie laitière que dans l'ensemble des industries agro-alimentaires. En effet, la totalité de la branche compte 90 % d'entreprises privées, tandis que l'industrie de transformation du lait (531 entreprises de plus de 10 salariés) compte un tiers de coopératives qui réalisent 46 % d'un chiffre d'affaires de 91,3 milliards de francs.

(1) A la fin 1981, dernière année statistique disponible.

(2) J.-P. Butault, D. Hairy et D. Perraud, *les Systèmes de production du lait en France*, colloque organisé par l'INRA et l'ONILAIT le 7 mars 1984, sur « L'avenir de la production laitière ».

ADRESSES UTILES

Pour réaliser cette page, nous nous sommes appuyés sur les documents établis par trois organismes :

- **Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, (ONILAIT), 2, rue Saint-Charles, 75740 Paris CEDEX 15. Tél. : 575-62-60.**
- **Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL), 8, rue Danielle-Casanova, 75002 Paris. Tél. : 296-67-07.**
- **Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL), 140, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 562-96-60.**
- **Fédération syndicale nationale des coopératives laitières (FNCL), 34, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris. Tél. : 742-24-31.**

Holsteinisation

Une vache laitière française produit en moyenne en un an 3736 litres de lait (1 litre de lait = 1,03 kilogramme). Les plus performantes des vaches françaises vont jusqu'à fournir 8000 litres l'an. C'est que plusieurs décennies de travaux scientifiques et techniques ont tendu à *« spécialiser »* les animaux, les croisements et les *modes d'alimentation (tourteaux de soja, aliments composés divers, ensilage)* tendent à *« optimiser »* les rendements.

Une super-laitière américaine, la holstein (de race pure, elle, produit jusqu'à 12 000 litres de lait par an) est ainsi venue *« enrichir »* le patrimoine génétique du cheptel français. Les inséminations artificielles provenaient à 80 % de taureaux de race françaises frisonne pie noire (déjà en partie croisée de holstein) et du *« rameau holstein »* de cette vache. La prédominance de la française frisonne s'est ainsi affirmée en vingt ans : le troupeau n'en comptait que 37,4 % en 1960 et 68,9 % en 1982. Et cela aux dépens des races *« mixtes »*, fournissant lait, mais aussi veaux de boucherie et viande, lorsque la laitière est abattue (le tiers de notre viande rouge provient de vaches de réforme) telles que la *« normande »* ou la *« montbéliarde »*.

La *« holsteinisation »* à outrance du cheptel laitier présente plusieurs inconvénients : le lait produit est certes plus abondant, mais relativement pauvre en matières grasses et surtout en matières protéiques. De plus, la qualité des veaux de boucherie et des carcasses de vaches de réforme est bien inférieure. La holstein n'a pas de quartiers arrière importants et fournit surtout de la viande à hamburger.

Si la politique laitière du Marché commun rend à longue échéance le lait moins attrayant en termes économiques, il faudra soit modifier en profondeur les habitudes alimentaires des Français, soit renverser le courant génétique suivi. Il faudra au moins dix ans et, pendant ce temps, importer des quartiers arrière...

DOSSIER ÉTABLI PAR JOSÉE DOYÈRE

Le palmarès des Dix

On remarquera que la croissance de la production va souvent de pair avec la concentration des exploitations et des laiteries, et avec le rendement par vache.

Ces chiffres montrent à l'évidence que l'Allemagne fédérale est le pays le plus comparable à la France, que l'Irlande a fait de gros efforts pour accroître sa production, que les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark, sont les plus « performants », et que l'Italie a l'appareil de production le plus disséminé d'Europe.

Tous les chiffres portant sur les structures (nombre d'exploitations, de vaches laitières, et leurs rendements de laiteries) sont ceux de 1982.

	Nombre d'exploitations (en milliers)	Nombre de vaches laitières (en millions)	Rend. moyen par vache en kilo/an	Nombre de laiteries	Collecte de lait (en millions de tonnes) 1981	1982	Evolut. en %	1983	Evolut. en %
France	458	7,1	3 848	1 477 (1)	25	25,6	+ 2,4	26,1	+ 1,9
R.F.A.	431	5,5	4 683	546	23	23,7	+ 3	25,2	+ 6,3
Italie	468	3	3 469	3 115	7,9	8,2	+ 3,8	8,6	+ 4,9
Pays-Bas	67	2,4	5 280	49	11,8	12,4	+ 5,1	12,8	+ 3,2
Belgique	53	1	3 958	71	3,3	3,4	+ 3	3,5	+ 2,9
Luxembourg	3	0,07		2					
Royaume-Uni	59	3,3	5 078	374	15,4	16,3	+ 5,8	16,8	+ 3,1
Irlande	105	1,5	3 547	74	4,5	4,9	+ 8,9	5,3	+ 8,2
Danemark	40	1	5 115	167	4,8	5	+ 4,2	5,2	+ 4
Grèce	94	0,2	3 089	n.c.	0,4	0,4	–	0,4	–
Total CEE	1 778	25	4 332	5 875 (2)	96,1	99,9	+ 3,9	103,9	+ 4

(1) Non compris 146 « fruitières » franc-comtoises, qui sont de toutes petites coopératives (au plus 30 exploitations fabricant uniquement du gruyère).

(2) Sauf la Grèce.

L'intervention communautaire

Le soutien du marché des produits laitiers repose sur trois méthodes : l'intervention (de loin la plus importante) ; l'aide à la consommation intérieure animale (et notamment la prime de dénaturation de la poudre de lait écrémé pour la nourriture des veaux) ; l'aide à l'exportation et la protection aux frontières pour l'importation.

Le mécanisme de l'intervention, très grossièrement résumé, est le suivant : la Communauté européenne fixe chaque année un *« prix indicatif »* du lait (1,90 F le litre au 1er avril 1984) et des prix d'intervention.

Sur la base du prix indicatif, les responsables des laiteries et des exploitations agricoles négocient le prix réel qui sera payé par la laiterie à l'agriculteur. Ce prix réel se situe en général entre 90 % et 97 % du prix d'intervention, selon la rentabilité de la laiterie. La laiterie collecte toute la production des exploitations.

Imaginons une laiterie qui ramasse, en un an, 1 million de litres de lait, qu'elle transforme, à raison de 500 000 litres en yaourts et de 300 000 litres en fromage. Les 200 000 litres restants seront transformés en beurre et en poudre de lait, conformes au cahier des charges de la CEE, et *« mis à l'intervention »* par le biais de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT). La laiterie, qui a perçu auprès des exploitants la *« taxe de coresponsabilité »*, créée en 1977, et en a versé le montant au FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles), toujours par le truchement de l'ONILAIT, touchera les montants correspondants aux quantités livrées (22,18 F par kilo de beurre et 11,51 F par kilo de lait écrémé, actuellement). Un hectolitre de lait fournit 4,5 kg de beurre et 9,6 kg de poudre de lait écrémé (à moins de 1 % de matières grasses), mais qui contient des matières protéiques.

Les stocks communautaires ont très fortement augmenté en 1983 ; le stock de beurre européen (public et privé) de 853 000 tonnes était près de trois fois celui de 1982. Tandis que le stock privé diminuait de 16,9 %, le stock public était multiplié par six. Quant aux ventes de poudre de lait maigre à l'intervention, elles ont porté sur 870 000 tonnes, en augmentation de 87 % sur 1982 ; pour 34 %, la production européenne a ainsi débouché sur le stockage communautaire. Le Danemark a ainsi *« mis à l'intervention »* 62,7 % de sa production de poudre maigre, contre 46,4 % pour les Pays-Bas, 45,2 % pour le Royaume-Uni, 43,2 % pour l'Allemagne et 11 % pour la France. Cependant la poudre de lait à destination du stock communautaire peut franchir les frontières des Etats membres (ainsi l'organisme allemand d'intervention a acheté 496 000 tonnes alors que les laiteries allemandes ne lui en ont vendu que 322 000 tonnes). Pour le beurre, cette opération est interdite par la réglementation communautaire.

L'explication du gonflement de ces stocks tient en grande partie à l'effondrement des achats des pays tiers, et particulièrement des pays en voie de développement (Moyen-Orient, Amérique du Sud) qui n'ont plus les moyens financiers de leur politique d'aide alimentaire.



économie

AFFAIRES

RENVOI DU PDG D'USINOR

Une bien piètre revanche

Le non-renouvellement du mandat de M. Raymond Lévy à la présidence du groupe sidérurgique Usinor, après deux ans et demi d'exercice (nos éditions datées du 26 juin 1984) n'a pas fini de faire couler de l'encre ni d'alimenter les commentaires des milieux industriels et financiers. Qu'est-il reproché véritablement à M. Lévy, homme de principes, bon professionnel et dont le caractère n'est pas à démontrer ? Officiellement rien, mais officieusement, bien des choses.

Ce n'est un secret pour personne, M. Lévy avait pris position très tôt, et courageusement, pour une révision du plan acier adopté par le gouvernement en juin 1982, dont il jugeait les objectifs de production utopiques (24 millions de tonnes par an, soit l'hypothèse haute du rapport Judet, au lieu des 16 à 17 millions de tonnes actuelles). A l'époque, il avait prévu que de nouvelles suppressions d'emplois seraient malheureusement nécessaires, ce qui a été confirmé par la suite. Surtout, il avait pris parti dans la controverse née à propos de la révision de ce plan. Une première conception voulait que l'on remette tout à plat, et que l'on coordonne de façon étroite la politique des deux grands groupes Usinor et Sacilor. A défaut de les fusionner, il convenait de nommer un coordinateur pour accorder les deux frères ennemis. Cette conception était soutenue non seulement par M. Lévy mais aussi par les syndicalistes proches de la CFDT. Matignon et M. Delors estimaient que cette solution, plus coûteuse du point de vue social (25 000 à 35 000 *emplois supprimés*), était la seule susceptible de sortir définitivement de l'ornière la sidérurgie française.

La deuxième conception, qui avait la faveur de M. Claude Dollé, président de Sacilor et ancien conseiller technique de M. Dreyfus, ministre de l'industrie, appuyée par la CGT et par certains conseillers de l'Elysée, dont M. Boublil, reposait sur un postulat : *« La crise de la sidérurgie est passagère, il faut éviter de trop réduire les capacités de production et ne supprimer que 15 000 à 20 000 emplois. »* En outre, dès le début, M. Lévy avait pris position contre la construction d'un train universel de laminoirs à Gandrange, en Lorraine, au prix de 1,5 milliard de francs, vigoureusement défendue par M. Dollé, les Lorrains, la CGT et, plus mollement, par M. Fabius. *On se rappelle que le 29 mars dernier*, l'Elysée et Matignon tranchèrent : pas de train universel, et de nouvelles et nombreuses suppressions d'emplois. M. Lévy avait eu raison trop tôt : dans certains milieux, notamment en Lorraine, cela ne lui a pas *été* pardonné. En outre, dans l'exercice de ses fonctions, il s'est montré régulier mais strict et, de *ce fait, s'est heurté plusieurs fois* à la CGT, dont on connaît les positions maximalistes sur l'avenir de la sidérurgie française.

Au-delà de son cas, qui rejoint celui de M. Daniel Deguen, ex-président du Crédit commercial de France, auquel rien n'était reproché professionnellement, et qui a été *écarté tout* récemment, on peut se poser plusieurs questions. En remplaçant M. Levy et en conservant M. Dollé, a-t-on voulu donner des gages ? A qui ? Autre interrogation : ces PDG peuvent-ils être déplacés à intervalles réguliers ou révoqués comme de simples préfets étroitement assujettis au pouvoir central, et, dans ce cas, la société Usinor est-elle une préfecture ? Tout le monde sait que deux ans de présidence pour une grande société *c'est bien peu : il faut un an pour* prendre la mesure de l'entreprise, un an pour aménager les structures et trois ans pour la faire fonctionner sur les bases nouvellement définies, soit cinq ans au total. A moins, c'est du gâchis, cela provoque un effet déplorable sur l'encadrement. N'oublions pas l'étranger, notamment les sidérurgistes européens, dont M. Lévy était l'interlocuteur principal, et qui ne comprennent pas en quoi il a démérité. Pas plus que ne l'ont compris les milieux financiers internationaux pour M. Deguen. A cette occasion, relevons que, à l'extérieur de nos frontières, la réputation d'autonomie des PDG nationaux, notamment les banquiers qui avaient mis deux ans à s'édifier péniblement, vient de prendre un coup très rude.

Mais, au-delà de ces considérations, pourquoi le pouvoir, représentant les actionnaires que sont tous les citoyens français, n'aurait-il pas à justifier ses décisions, sans s'enfermer dans un silence olympien, qui laisse tout supposer, et pas obligatoirement le meilleur ? *Dans un communiqué très significatif*, la CGC de M. Marchelli pose trois questions, à la suite du limogeage de M. Lévy : *« Quels sont les critères de décision des coupeurs de têtes gouvernementaux ? A quoi sert la démocratisation des entreprises nationalisées puisque les représentants des salariés sont toujours informés après la prise de décision ? Usinor est-elle une entreprise nationalisée ou étatisée ? »*.

Certes les PDG en question ne sont pas propriétaires de leur poste, et on ne saurait déposséder l'Etat de ses prérogatives d'actionnaire unique. Mais, alors, il faudrait que les princes qui nous gouvernent aient le courage de motiver leurs décisions et d'informer les citoyens, dont ils ne sont, en définitive, que des mandataires à titre temporaire.

FRANÇOIS RENARD.

● **Réaction de la CGT.** – M. André Sainjon, secrétaire général de la FTM-CGT, a déclaré : *« J'apprends que M. Levy n'est pas reconduit dans son mandat de PDG d'Usinor. Lors de sa désignation, la question m'était posée de savoir ce que j'en pensais. A l'époque, j'avais exprimé un certain nombre de craintes sur un changement profond dans la politique menée dans son groupe et que nous jugerions en fonction de la vie. Il est vrai que nous ne pouvons pas considérer la politique sociale menée par M. Levy et son équipe comme un changement radical par rapport à ce que nous connaissions. Ce qu'il faut espérer, c'est que les rapports sociaux s'améliorent sensiblement dans toutes les entreprises de ce groupe. »*

EN 1983

Michelin a réduit ses pertes de moitié

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. – M. François Michelin a fait état, devant l'assemblée annuelle de la Compagnie générale des établissements Michelin, d'une amélioration des résultats du groupe pour 1983. La perte consolidée a été réduite de moitié (4 milliards de francs en 1982, 2 milliards en 1983) et la marge brute d'autofinancement consolidée en 1983 marque une amélioration de plus de 1 200 millions de francs.

« Nous n'avons certes réalisé qu'une part encore faible du redressement indispensable mais nous sommes en bonne voie », a notamment déclaré M. François Michelin, qui a souligné que les quatre premiers mois de l'année en cours indiquaient une amélioration sensible par rapport à la même période de 1983, tant au niveau du chiffre d'affaires que de la marge brute d'exploitation.

La reprise s'est fait surtout sentir en Amérique du Nord dans le domaine du poids lourds, alors qu'en Europe l'accroissement des ventes a été relativement faible, la France ayant été, pour sa part, le théâtre d'une stagnation sensible.

En ce qui concerne le rachat de Dunlop par le groupe japonais Sumitomo, M. François Michelin voit dans la décision des pouvoirs publics *« un témoignage de confiance dans la capacité de Michelin de se battre avec succès contre une concurrence redoutablement aggravée »* et un stimulant. *« Le maintien de notre avance technique et l'abaissement de nos prix de revient permettront à Michelin de relever ce défi. »* Quant à Kléber, il a un avenir malgré la perte de sommes considérables, mais il *ne peut le réaliser qu'à la condition* d'une injection suffisante de fonds propres. Or Michelin n'a pas aujourd'hui les moyens de participer à cette injection. Les pouvoirs publics ont donc manifesté leur intention de rechercher avec les établissements financiers les moyens nécessaires à la restructuration de cette entreprise.

L. T.

● **ULN : Redressement.** – Le groupe Union laitière normande (ULN), qui par décision de justice a été assuré en 1984 de conserver la gestion du groupe Préval que lui disputait la société Besnier, poursuit son redressement financier. Avec un chiffre d'affaires consolidé de 11 milliards de francs en 1983 (contre 10,5 en 1982) le groupe a dégagé un bénéfice net de 6,6 millions (contre 4,4 millions). L'ULN a collecté 2,85 milliards de litres de lait, soit 2 % de plus qu'en 1982, *« un plafond que nous reverrons pas de sitôt »*, a commenté le directeur général, M. Denis Gauthier-Sauvagnac. Lahausse des résultats est surtout due à un accroissement des ventes de camembert (+ 60 %) et de crème (+ 16 %) ainsi qu'à un resserrement de la gestion : frais généraux comprimés à + 8,6 %, avec les dépenses de publicité, masse salariale en progression de 5,3 %, frais financiers nets en régression de 4,4 %.

L'AVENIR DE CREUSOT-LOIRE

Le tribunal de commerce reporte sa décision au 28 juin

Tant au gouvernement que chez Schneider le 25 juin à 14 heures, l'on affirmait n'avoir plus aucun espoir de sauver Creusot-Loire. *« Vous ne prenez aucun risque en titrant que le dépôt de bilan est inévitable »*, ajoutait-on. Trois heures plus tard, le président du tribunal de commerce de Paris, M. Jacques Bon, reportait une nouvelle fois son jugement au 28 juin, *« constatant qu'après trop de temps perdu et une détérioration croissante de la situation, une certaine convergence entre les positions de la société et des pouvoirs publics, qui ne s'était jamais manifestée jusqu'à présent, permet enfin d'envisager sérieusement une solution définitive aux difficultés de la société Creusot-Loire »*.

Dans ce qui tient plus d'une partie de poker menteur que d'une négociation industrielle – le ministre de l'industrie, M. Fabius, préférant expliquer sa position à la télévision ou au cours de petits déjeuners de presse que de recevoir les dirigeants de Creusot-Loire, *tandis que ceux-ci* manifestent leur désaccord lors d'une conférence de presse, – la peur du vide a sans doute eu raison de l'intransigeance des uns et des autres. D'autant que, tant chez Schneider – où certains administrateurs *« mollissaient »* – qu'au gouvernement, l'unanimité n'était pas de règle.

Pourtant peu après la réunion du tribunal de commerce on affirmait chez Schneider n'avoir *« pas fait de propositions nouvelles »*. Mais l'on réfléchit de nouveau, semble-t-il, sur l'entrée dans le capital de Schneider – vidé d'une partie de ses participations – des créanciers de Creusot-Loire (banques et Framatome). Il n'est que temps. Les cadres CGC du Creusot se disent, dans un communiqué, *« exaspérés par l'attitude de leurs dirigeants et des pouvoirs publics »*. Et c'est sûrement là le dernier report car, à la fin du mois de juin, il faudra payer 125 millions de francs de salaires. Or les caisses de Creusot-Loire sont vides.

B. D.

Douloureuse attente au Creusot

De notre envoyé spécial

Le Creusot. – *« Alors, qu'est-ce qu'ils ont décidé à Paris ? »* La question était sur toutes les lèvres à la porte de la Forge, l'une des entrées principales de l'usine Creusot-Loire. Certains ouvriers qui avaient écouté la radio passaient la nouvelle à l'équipe de nuit, qui allait la transmettre à l'équipe du matin : *« Les pendules sont arrêtées. On connaîtra la réponse jeudi... »*

Dans la petite ville du Creusot, fief principal des héritiers de l'empire Schneider, la mise en règlement judiciaire de la société Creusot-Loire provoquerait, on le sait, la disparition d'une bonne partie des 6 000 emplois de l'usine, et d'un plus grand nombre encore d'emplois de sous-traitance. Après l'annonce d'un nouveau sursis – le quatrième et sans doute le dernier – la longue attente s'est transformée en tension éprouvante pour tous. Ce mardi soir 26 juin, les responsables syndicaux CGT et CFDT devaient se concerter pour décider de leur attitude.

Au cours d'une brève conférence de presse, MM. Rigniaud, secrétaire général de l'Union locale CGT et Tripoli, secrétaire de la fédération des métaux de cette centrale au Creusot, ont déclaré que ce nouveau délai devait être mis à profit pour trouver, coûte que coûte, une solution rapide. *« Il faut, ont-il ajouté, que le PDG de Creusot-Loire revienne sur ses exigences exorbitantes. »* La CGT continue d'exiger que les organisations syndicales soient associées aux négociations, ce qui n'est toujours pas le cas.

A la CFDT on soulignait *« les dangers d'une attente de plus en plus douloureuse et qui risque de pousser à bout les travailleurs »*. M. Delage, responsable de la fédération des métaux CFDT remarquait également que si le dossier de l'emploi n'était pas réglé, *« les pires réactions seraient à craindre de la part de la population »*.

Les deux syndicats s'accordent à considérer qu'il faut « maintenir la pression » au Creusot même, ainsi qu'à l'usine de Chalon-sur-Saône. C'est pourquoi ils ont décidé de consulter les salariés dès ce mardi matin dans les divers ateliers.

JEAN BENOIT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E-U	8,5890	8,5910	– 15	+ 5	– 25	+ 5	– 140	– 20
$ can.	6,5415	6,5455	– 11	+ 19	– 19	+ 19	– 107	0
Yen (100)	3,6137	3,6160	+ 177	+ 190	+ 347	+ 365	+ 1030	+ 1090
DM	3,0690	3,0710	+ 163	+ 173	+ 314	+ 328	+ 910	+ 961
Florin	2,7249	2,7263	+ 136	+ 146	+ 263	+ 276	+ 766	+ 813
F.B. (100)	15,0843	15,0920	+ 40	+ 115	+ 115	+ 221	+ 418	+ 604
F.S.	3,6784	3,6810	+ 225	+ 240	+ 444	+ 464	+ 1390	+ 1460
L. (1 000)	4,9890	4,9916	– 132	– 106	– 267	– 228	– 864	– 754
£	11,6115	11,6200	+ 289	+ 333	+ 516	+ 574	+ 1380	+ 1500

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	11 1/8	11 3/8	11 7/8	12	12	12 1/8	12 1/2	12 5/8
DM	5 1/8	5 3/8	5 9/15	5 11/16	5 11/16	5 13/16	6 3/16	6 5/16
Florin	5 1/2	5 3/4	5 15/16	6 1/16	6 1/16	6 3/16	6 7/16	6 9/16
F.B. (100)	10 1/4	10 3/4	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 1/4	12 1/4	12 3/4
F.S.	1	1 1/2	4 5/8	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16
L. (1 000)	13	14	14 3/8	14 7/8	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/8
£	8	8 1/4	8 13/16	8 15/16	9 3/16	9 1/4	9 7/8	10
F. franç.	11 5/8	11 7/8	11 11/16	12 1/16	12	12 1/4	13 1/8	13 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

La négociation sur la flexibilité de l'emploi

LES DISCUSSIONS SUR LA DURÉE DU TRAVAIL AURONT LIEU EN SEPTEMBRE

Pour sa deuxième séance, le 15 juin, la négociation sur la *« flexibilité de l'emploi »* entre les partenaires sociaux a procédé à la mise en place d'un décor qui occupera la scène de la politique sociale jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, bien que cela puisse paraître mineur, l'intitulé de ces rencontres – qui avait fait sourciller plus d'un syndicaliste – a-t-il *été* modifié au profit d'une appellation plus neutre, *« l'adaptation des conditions de l'emploi »*. Ainsi, également, l'ordre du jour des prochaines réunions a-t-il été arrêté, en donnant lieu à des escarmouches significatives. Six sujets ont été définis, dont aucun ne sera considéré comme *« tabou »* a précisé M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF. Il s'agit des commissions paritaires de l'emploi, des mutations technologiques, de la durée et de l'aménagement du temps de travail, des *emplois nouveaux à contraintes allégées*, du travail différencié et des procédures de licenciement.

Les organisations syndicales, et particulièrement la CGT, ont souhaité que le thème de la réduction du temps de travail soit discuté au plus tôt. Ce qui sera fait en septembre, à la satisfaction de tous les syndicats. D'ici la fin octobre, l'ensemble des dossiers aura ainsi été abordé. Cela devrait ensuite permettre une seconde phase de consultations, plus précise, qui déboucherait, enfin, sur un accord général, le cas échéant, vers la fin de l'année.

Il est en effet entendu par toutes les *organisations syndicales* (CGT, FO, CFDT, CFTC et FO) et patronales (CNPF et CGPME) que chacun des *sujets traités ne fera pas l'objet d'un* accord séparé, à l'exception, sans doute, des commissions paritaires de l'*emploi et des commissions* interprofessionnelles régionales de l'emploi.

Ce thème, en discussion dès la réunion du 25 juin, et qui sera encore précisé lors de la prochaine séance du 2 juillet, ne présente guère de difficulté puisqu'il s'agit de réactiver des instances déjà prévues ou mises en place depuis l'accord de février 1969 et l'avenant de novembre 1974. Seule la CGT, semble-t-il, *souhaiterait conditionner sa réponse* au résultat global de la négociation qui n'est encore à ses yeux, comme l'a *dit* M. *Louis* Viannet *« qu'une discussion »*, quand M. Chotard rétorquait : *« Nous sommes en plein dans la négociation. »* Mais ce ne sont là que des nuances puisque l'essentiel du débat, sur le fond, aura lieu à la rentrée d'automne.

A. Le.

● **Talbot UK va cesser les livraisons à l'Iran.** – Un porte-parole du constructeur Talbot Motor, filiale britannique de Peugeot, a déclaré le 25 juin que les kits pour l'assemblage du modèle Paykan seront arrêtés, à moins que la partie iranienne ne reprenne ses paiements.

● **CERABATI demande sa mise en règlement judiciaire.** – Les dirigeants de la Compagnie générale de céramique du bâtiment (CERABATI), principal fabricant français de carreaux de céramique, ont demandé au tribunal de commerce de Paris la mise en règlement judiciaire de la société, compte tenu de la détérioration des résultats depuis le début de 1984.

SOCIAL

Point de vue

Solidarité et responsabilité

par LOUIS CALISTI (*)

IL devient de plus en plus évident qu'il est inexact de prétendre *qu'il faille, en période de crise,* réduire la protection sociale et changer le système actuel en le « privatisant ». C'est une thèse anti-économique. Appliquée, même partiellement, elle ne ferait qu'aggraver la crise.

La Commission des Communautés européennes, elle-même, insiste sur le fait que la protection sanitaire et sociale très étendue dont bénéficient les populations européennes est *l'une des raisons de leur dynamisme* et de leur compétitivité. « *Outre le fait qu'elle* [la protection sociale] *joue un incontestable rôle de distribution, elle irrigue des courants d'activité d'une importance majeure pour l'économie* » (1).

C'est notre thèse. C'est pourquoi nous préconisons, comme l'un des moyens de sortir de la crise, une protection sociale au plus haut niveau. Nous pensons que l'on peut soigner mieux en dépensant *différemment.* Autrement dit, qu'il faut maîtriser les dépenses de santé, les rationaliser pour les rendre plus efficaces.

Ce résultat peut être obtenu par l'intervention consciente des intéressés. Il faut donc que *les* Françaises et les Français soient solidaires et responsables. Mais pour que la solidarité et la responsabilité *soient réelles, il est nécessaire de ré*duire les inégalités sociales et de n'exempter personne de l'effort.

L'objectif recherché peut-il être at*teint sans accroître les prélèvements* obligatoires actuels ? C'est possible. Les mutualistes en apportent la preuve. Ils utilisent *différemment,* de façon plus précoce, plus efficace, globalement plus économique le système de protection sociale et de santé (2). C'est pourquoi nous demandons que soit conférée à la mu*tualité* l'*exclusivité de* la complémentarité au régime obligatoire de protection sociale.

Il faut développer la coopération des *formes* obligatoires et volontaires, les porter l'une et l'autre à leur plus haut niveau si l'on veut allier *rigueur et efficacité* avec progrès social et économique. Il nous apparaît qu'il y a là une voie nationale originale *conforme* à la *réalité* de notre pays.

Les exemples étrangers témoignent *que là où les pratiques d'assurances* sont le plus développées, les coûts de la santé augmentent relativement au PIB, dépassant le niveau français actuel et creusant les inégalités sociales.

Contrairement à ceux qui préconisent des solutions analogues pour la *France,* nous proposons d'opposer au couple étatisme-assurance le couple sécurité sociale démocratisée et décentralisée-mutualité autogérée et développée.

Nous pensons qu'il est impérieux de faire de tous les intéressés des responsables actifs intervenant directement dans tous les domaines de la protection sociale. *Celui* des prestations comme celui des financements à rechercher et à définir.

La mise en œuvre, par la mutualité des travailleurs, d'une nouvelle pratique médicale et sociale démontre qu'une stratégie nouvelle du développement des hommes peut conduire à la fois à la maîtrise des coûts et à la réduction des inégalités.

La mutualité a une large expérience de gestion, de réalisation et d'action. Elle peut être d'un concours décisif pour promouvoir des solutions modernes et adaptées aux problèmes actuels de santé et de protection sociale.

(*) Président de la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs.

(1) *Le Monde diplomatique* (mars 1984).

(2) Enquête IGAS-CREDOC-CERC.

Insalubrité et vices de construction

Un an de grève des loyers dans un foyer d'immigrés du bureau d'aide sociale de la Ville de Paris

Des fuites d'eau sur quatre étages, des cloisons défoncées, des fils électriques à nu, plus d'eau chaude depuis le 4 mars, des rats dans les couloirs et dans les garde-manger : tel est le « cadre de vie » des quelque trois cents occupants d'un foyer d'immigrés situé 15, boulevard de la Commanderie, à Paris-19e.

Depuis un an, **les résidents du foyer – en majorité originaires de l'Afrique de l'Ouest : Maliens, Sénégalais, Mauritaniens, Ivoiriens, Voltaïques – font la grève des loyers, réclamant de meilleures conditions d'hygiène et de logement. Rien n'y fait, malgré de multiples démarches en direction des gestionnaires du BAS, du propriétaire de l'immeuble, une société d'habitat communautaire locatif, de la Ville de Paris. Le bureau d'aide sociale (BAS) de la Ville de Paris vient de demander par référé l'expulsion d'une partie des résidents.**

Ouvert en 1977 et construit théoriquement pour durer trente ans, le foyer de la Commanderie s'est vite révélé insalubre, en raison de nombreux vices de construction. En premier lieu, le manque d'étanchéité de cette tour de huit étages, dont les terrasses supérieures recueillent l'eau de pluie comme de véritables réservoirs. Après chaque hiver, cette eau traverse les plafonds, suinte dans les chambres, les réfectoires ou les W-C, *pour se répandre* dans les couloirs et les escaliers. Ensuite, la mauvaise qualité des cloisons, constituées de carton aggloméré, que les rats, plus encore que l'humidité, rongent peu à peu. D'énormes trous apparaissent dans les murs – ou ce qui en tient lieu – qui séparent les chambrettes.

Un long procès

Défauts de conception, mais aussi d'exécution. Un long procès *s*'ensuit entre le BAS et les propriétaires de l'immeuble. De 1978 à 1982, les résidents demandent la réfection des toitures, le renforcement des cloisons, le nettoyage plus fréquent des couloirs et des parties communes de l'édifice, et diverses mesures de sécurité contre l'incendie. En vain, car le BAS refuse d'effectuer les grosses réparations indispensables. Ce n'est qu'en juin 1982 qu'il promettra le début des travaux pour octobre de cette même année.

En mars 1983, rien n'étant encore réalisé, les résidents décidaient de ne plus payer leurs redevances, fixées en moyenne, pour *les salaires* supérieurs à 4 000 F, à 635 F par mois pour une chambre individuelle de moins de 10 mètres carrés et à 400 F pour une chambre double. A partir de cette date, le BAS refusera de réaliser des travaux tant que la totalité des arriérés de paiement liés à la grève ne lui seront pas réglés (1).

« *Pourtant,* affirme le comité de défense des résidents, *le BAS dispose du financement nécessaire. Un crédit de 2 565 368 francs serait, en effet, bloqué par la commission départementale du logement des immigrés depuis le 23 mars 1983. Alors pourquoi le BAS ne tient-il pas ses engagements ?* »

Dès le 6 juin 1983, le gestionnaire coupe l'eau chaude et le chauffage et refuse de délivrer les certificats de domicile des résidents, ce qui mettra nombre d'entre eux en situation « irrégulière » (deux cent quarante-quatre « clandestins » ont *été recensés récemment dans* l'immeuble). En novembre dernier, la préfecture de Paris et le secrétariat d'Etat chargé des travailleurs immigrés proposaient leur médiation : M. Lafouge, directeur du BAS, refusait l'invitation transmise par le préfet, invoquant l'« *incompétence* » de l'Etat en la matière. Cependant, pour montrer leur bonne volonté, les résidents reprenaient les paiements à dater de décembre. De son côté, le BAS rétablissait, le 9 janvier, le chauffage, l'eau chaude et le service des draps. Entre-temps, plus de deux cents résidents avaient été convo*qués devant le tribunal d'instance* du dix-neuvième arrondissement.

Le 27 janvier, celui-ci décide de surseoir aux saisies-arrêts sur salaire réclamées par le BAS, tandis que les résidents font l'avance de 157 262 francs : environ la moitié des arriérés. Le 10 février, après une nouvelle réunion au secrétariat d'Etat – où le représentant du BAS brillait toujours par son absence, – le tribunal demande aux résidents de rassembler, pour le 30 mars, la moitié des sommes restant dues. Las ! le 4 mars, les prestations d'eau chaude étaient de nouveau supprimées, ce qui déclenchait une plainte en référé des résidents.

Interrogé sur ces faits, M. Lafouge nous a déclaré *qu'il s'agissait* là d'un « *roman de cape et d'épée* » ; que les dégradations observées dans cet établissement étaient dues aux résidents et que, au demeurant, ces derniers empêchaient toute intrusion des agents du BAS dans ce foyer de la Commanderie, « *où il y a eu deux meurtres avant 1980* » ; un immeuble qui abriterait, selon notre interlocuteur, « *des activités criminelles : drogue, travail clandestin, prostitution, recel* ». Version que contestent formellement les avocats du comité des résidents, Mmes Françoise Costa et Dominique Terrasson.

Un fusil de collection

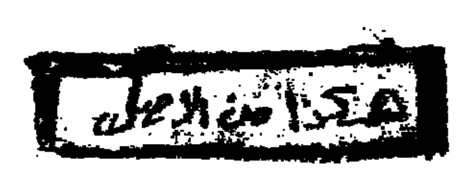
Le 5 mai dernier, il est vrai, un fusil de collection avait *été* trouvé dans l'une des chambrettes au cours d'une opération de « *recensement des occupants* » effectuée à la demande du BAS avec le concours des forces de l'ordre. Une bien maigre prise. En revanche, quatre plaintes ont été déposées par les immigrés à la suite des perquisitions quelque peu brutales effectuées à cette occasion – deux pour vol d'argent et deux pour vol de documents administratifs – et l'inspection générale des *services* de police a été saisie.

« *En réalité,* déclare Me Terrasson, *la direction du BAS, qui gère de nombreux foyers dans la capitale, prépare progressivement l'expulsion des locataires étrangers. L'objectif : modifier la destination des établissements, qui seraient transformés en résidences pour le troisième âge ou en centres d'accueil pour handicapés.* »

Un nouveau sujet de querelle, sans doute, entre l'Etat et les services de M. Jacques Chirac.

JEAN BENOIT.

(1) Selon le BAS, ses propres dépenses, pour une chambre à un lit, s'élevaient, en 1982, à 42,64 F par jour pour chaque *résident. Celui-ci payait* une redevance de 20,50 F par jour (dont 13,61 F pour les dépenses de fonctionnement – eau, gaz, électricité, prestations hôtelières – et 5,72 F pour les frais de nettoyage). *La* différence (22,14 F) était couverte par la Ville de Paris, laquelle réglait en outre les frais de loyer (5,65 F par jour et par personne). Depuis lors, ces dépenses ont augmenté avec le coût de la vie.



AGRICULTURE

LA MORT DE BERNARD LAMBERT

La gauche paysanne orpheline

Homme-phare de la gauche paysanne et l'un des rares théoriciens du mouvement paysan, Bernard Lambert est mort dimanche 24 juin, à la suite d'un accident de voiture survenu le jour même à Angers. Il était âgé de cinquante-deux ans.

Du Larzac et des luttes foncières à la dénonciation du veau aux hormones, de la délégation du comité Bertrand-Russell pour le Portugal, au Secours rouge ou au lycée pour marginaux de Saint-Nazaire, Bernard Lambert a été de tous les combats dans laquelle la gauche autogestionnaire, un brin libertaire, se retrouve. Curieux et riche itinéraire que celui du militant dont les qualités de tribun ont d'abord fait un homme d'appareil et que ses exigences propres ont conduit à bien des ruptures. Mais il construisait aussi à la hauteur de ces ruptures et était devenu, depuis 1981, le principal artisan de la mouvance paysan-travailleur, regroupée sous un sigle nouveau, la Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans.

Il était né à Jaillé, en Loire-Atlantique, dans une petite ferme, le 11 septembre 1931. Après son certificat d'études à treize ans, retour sur l'exploitation familiale. De quinze à dix-sept ans, il lit des livres, cloué par la tuberculose. Des livres qui le conduiront à militer à la Jeunesse agricole catholique (JAC), mouvement qui tient lieu d'université pour les futurs dirigeants de l'agriculture française. Des livres qui le conduiront à adopter une vision moderniste de l'agriculture lorsqu'il succédera à son père en 1950, associé à l'un de ses trois frères. Il est secrétaire national adjoint de la JAC, fait la guerre d'Algérie, y obtient la croix de la valeur militaire puis devient en 1959, à vingt-sept ans, l'un des plus jeunes députés de France, en battant, sous l'étiquette du MRP, l'ancien ministre André Morice.

Avec le développement de l'intégration, les éleveurs devenant des façonniers pour le compte des industries agro-alimentaires, Bernard Lambert va développer dans le monde paysan une analyse originale qui se résume dans le titre de son livre publié en mars 1970 : *les Paysans dans la lutte des classes*, dont Michel Rocard signe la préface. Il s'agit de démontrer que, intégré dans un cycle de production, dépendant de plus en plus de son amont qui lui fournit les moyens de produire, et de son aval qui récupère ses productions, le paysan petit et moyen est en fait un salarié comme les autres, et qu'il est, qu'il le veuille ou non, inscrit dans la lutte des classes.

S'opposant principalement à Michel Debatisse, son alter ego à l'école de la JAC, il développe cette thèse dans les instances syndicales. Après avoir été en 1956 secrétaire général adjoint du Cercle national des jeunes agriculteurs, il sera élu secrétaire général de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest (FRSEAO). On est en 1968 ; membre du PSU depuis deux ans, Bernard Lambert est alors un des dirigeants de ce parti aux côtés de Michel Rocard. Une révolution dans le monde paysan, une révolution qui ne durera guère puisqu'il sera évincé du bureau de la FRSEAO en 1970, y faisant un bref retour en 1971 ; une révolution aussi qui ne sortira pas de Bretagne, car jamais Bernard Lambert ne pourra accéder à des responsabilités nationales, au sein de la FNSEA.

1970 est d'ailleurs l'année du virage, celle où la gauche paysanne manque de peu la prise du pouvoir au sein du CNJA, les minoritaires et les exclus menant alors dans les départements des actions contestataires contre l'intégration, les puissances foncières, le Crédit agricole, les entreprises tant coopératives que privées, avec l'apparition aussi de thèmes nouveaux dans les préoccupations des agriculteurs, le régionalisme et la place de l'armée dans la nation. Il faudra dix ans et la victoire de la gauche en 1981 pour que le mouvement des paysans travailleurs surmonte ses maladies infantiles, sa phobie du centralisme et de la bureaucratie syndicale. Bernard Lambert contribuera beaucoup à cette évolution, comme il aurait contribué à l'étape suivante, celle du rapprochement avec l'autre syndicat de gauche, né aussi en 1981, la Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP).

Avec sa casquette de marin-pêcheur canaille, un sourire carnassier qui se fige brutalement dans une bouille ronde, le paquet de Gauloises toujours tendu, « l'ancien » avait une place à part dans ce mouvement sans chef. Leader naturel, il était aussi parfois affectueusement remis en place par les jeunes à la fois admiratifs et irrités de la prestance du militant tout terrain. Mais il va leur manquer, autant qu'à *Jaillé où il s'occupait des poulets* quand sa femme, Marie-Paule, fabriquait à Paris, *Vent d'ouest*, le journal du mouvement, et inversement, un partage des tâches syndicales et professionnelles pas très courant dans les familles paysannes. Il manquera aussi à l'agriculture française qui, dans la tourmente qu'elle traverse, a plus besoin d'imagination que d'agitation. Les pensées *hétérodoxes* de Bernard Lambert manqueront-elles rue de Varenne où, par un hasard de l'histoire, il avait retrouvé Michel Rocard, avec lequel il avait rompu en décembre 1972 comme il avait rompu avec le PSU ? Bernard Lambert était sans illusion sur la volonté de réforme du ministre.

JACQUES GRALL.

CONJONCTURE

Le Conseil économique et social recommande de doubler les investissements français à l'étranger

« La présence française à l'étranger » fait l'objet d'un rapport et d'un projet d'avis présentés devant le Conseil économique et social, les 26 et 27 juin, par M. Jacques Ehrsam. Cet avis avait été demandé par une lettre du premier ministre en date du 27 mai 1983, afin de *« stimuler le dynamisme de nos entreprises et rétablir l'équilibre de notre balance commerciale »*.

Pour le rapporteur, l'objectif – souhaitable – d'un excédent de la balance des paiements courants de 50 milliards de francs par an dès 1986 *« ne peut être atteint sans un effort considérable d'implantation de structures permanentes industrielles, commerciales et de services »*, qui, *« à l'horizon 1990, devrait se chiffrer par un investissement de l'ordre de 120 milliards de francs »*.

M. Ehrsam recommande, notamment, un doublement en cinq ans des investissements français à l'étranger. Les investissements bruts ont représenté 21 milliards de francs en 1983, contre 26 milliards de francs en 1982 et 38 milliards en 1981. De 1979 à 1980, ils ont atteint 115 milliards de francs.

Après avoir souligné la nécessité d'améliorer l'*image* de la France à l'étranger, le rapporteur préconise la création d'une Maison des Français à l'étranger (un million cinq cent mille expatriés en 1983, dont un million d'immatriculés), une modernisation des consulats (une seule ambassade et un seul consulat sont informatisés), le renforcement des postes d'expansions économiques (alors qu'ils font l'objet de compressions budgétaires qui bloquent leur activité). Ayant souhaité que l'ASSEDIC considère comme *« valables les stages à l'étranger des chômeurs qui en ont la capacité »*, M. Ehrsam émet des réserves au sujet du projet de création d'une école nationale d'exportation : *« Plutôt qu'une nouvelle école, c'est le bon fonctionnement des écoles existantes ainsi que le recrutement d'élèves et de professeurs spécialisés qui devraient être recherchés. »*

De façon générale, il y a *« pléthore »* – plus de deux mille – d'organismes intéressés, ce qui rend indispensable *« un double effort d'organisation et de coordination »*. Cependant, la consultation de tous les partenaires dans ce domaine pourrait être assurée, propose le projet d'avis, au sein d'un haut conseil de la présence française à l'étranger, placé sous l'autorité du premier ministre. Car *« diplomatie, culture et économie doivent aller de pair. »*

LANCEMENT D'UN EMPRUNT D'ÉTAT DE 12 MILLIARDS DE FRANCS

L'Etat a lancé, mardi 26 juin, un emprunt de 12 milliards de francs dans le cadre de ses émissions classiques destinées à financer par de l'épargne une partie de son déficit budgétaire.

Cet emprunt comprend deux tranches :

● La première est de 4 milliards de francs, à taux fixe et avec faculté de prorogation. La durée de départ est de huit ans. A la fin de la huitième année et de la douzième année, cette faculté permettra d'obtenir une prorogation de deux fois quatre ans. Les titres sont de 1 000 F, et le prix d'émission au pair. Le taux pour les huit premières années est de 12,80 %, et, à chaque période de renouvellement, le taux sera celui des emprunts d'Etat à plus de sept ans.

● La deuxième tranche est de 8 milliards de francs à taux révisable, avec option d'échange. La durée est de douze ans, avec remboursement *in fine*. La coupure est de 2 000 F, et le prix d'émission au pair.

Pour cette tranche à taux révisable tous les ans, le premier coupon sera fixé à 12,30 %. Les autres coupons seront alignés sur le taux des emprunts d'Etat du moment, de plus de sept ans.

En outre, au bout de deux ans, les détenteurs pourront échanger leur emprunt à taux révisable pour des obligations à taux fixe de la première tranche. Pour faire l'échange, il faudra accepter que le deuxième coupon, celui de juillet 1986, soit amputé de 2,30 %.

Cet emprunt est le deuxième de l'année. Le 18 février dernier, une émission a été lancée pour une somme de 18 milliards de francs.

Le Crédit lyonnais, chef de file, dirige l'opération et en assure le secrétariat tandis que la Caisse centrale des banques populaires, co-chef de file, participe à l'opération.

Selon les professionnels du marché, la première tranche à 12,80 % devrait être favorablement accueillie par la clientèle privée. La seconde tranche à 12,30 % est assurée du succès auprès des investisseurs professionnels, qui savent ainsi, dès à présent, qu'ils pourront bénéficier des taux fixes lorsqu'ils voudront échanger – à l'issue de la deuxième année – leurs titres contre des obligations.

Rappelons que le déficit budgétaire prévu pour 1984 est de 125,8 milliards de francs. L'année dernière, l'Etat avait lancé trois emprunts obligataires pour un montant de 43,9 milliards de francs (28 janvier, 24 août, 30 novembre) auquel s'était ajouté l'emprunt obligatoire de juin pour un montant de 13,4 milliards de francs. Le déficit budgétaire a atteint 118,7 milliards de francs en 1983.

ÉTRANGER

Les banques américaines portent leur taux de base de 12,5 % à 13 %

Les banques américaines ont relevé à nouveau leur taux de base *(prime rate)*, le portant de 12,5 % à 13 %. Le dernier relèvement, de 0,5 %, remonte au 7 mai dernier, précédé par des augmentations de même importance le 5 avril et le 19 mai. Au début de l'année, ce taux était encore de 11 %. Cette mesure a été prise par les établissements en raison de la hausse générale du coût de leurs ressources, notamment de celui de l'argent à court terme entre banques (les *federal funds*), qui a dépassé récemment 11 %, et même frôlé 12 % certains jours. La réserve fédérale des Etats-Unis, la FED, qui détermine le volume des liquidités disponibles sur le marché en faisant varier ses concours aux banques par la procédure de l'open market, est, en partie, responsable de cette hausse. On sait que la FED s'inquiète de l'expansion trop rapide de l'économie et s'efforce de réduire la surchauffe. Les besoins du Trésor et ceux des entreprises et des ménages font le reste. Lors de la dernière augmentation du taux de base en mai, la Maison Blanche avait protesté, mais, cette fois-ci, il est probable qu'elle gardera le silence, peu soucieuse de croiser le fer avec M. Paul Volcker, gardien vigilant de l'orthodoxie.

Sur le plan local, ce relèvement, attendu depuis une semaine, n'a entraîné aucune réaction particulière, ni sur le marché des changes (le dollar est resté inchangé à New-York) ni sur les taux d'intérêt à court et à moyen terme.

Sur un plan plus général, cette mesure, ironie de l'histoire, prend place quinze jours à peine après le sommet de Londres, où les Européens avaient réclamé, à cor et à cri, une baisse du taux, comme l'ont fait, le week-end dernier, les représentants des onze Etats les plus endettés d'Amérique latine, réunis à Carthagène en Colombie. Elle prouve, une fois de plus, que les Etats-Unis suivent leur propre logique, c'est-à-dire, pour l'instant, une élévation des taux pour réduire la surchauffe et une « douce négligence » pour leur déficit budgétaire, dont le Congrès va se borner à limiter la croissance. Le même phénomène s'était produit après le sommet de Versailles, en juin 1982, ce qui prouve l'inutilité, ou la vanité, de ce genre de réunions. Quand les Etats-Unis éternuent, le reste du monde s'enrhume : qu'on le veuille ou non, l'adage se vérifie, aujourd'hui comme hier, et, probablement, comme demain.

F.R.

PRESSE

A LA VEILLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Agence centrale parisienne de presse espère échapper au dépôt de bilan

Les actionnaires de l'Agence centrale parisienne de presse, convoqués le mercredi 27 juin pour décider du sort de l'agence, qui traverse une crise grave, éviteront-ils le dépôt de bilan envisagé (*le Monde* du 9 juin) ? Recevant lundi 25 juin les représentants du personnel de l'ACP, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, a réaffirmé que le gouvernement était prêt à soutenir des opérations de restructuration destinées à sauver l'agence. Les délégués du personnel tiendront une conférence de presse le jeudi 28 juin au siège de l'ACP.

L'Agence centrale parisienne de presse (ACP), depuis sa création en 1947, n'a jamais connu de période euphorique. Sa situation a toujours été précaire et ses effectifs modestes – ses salaires aussi – même lorsque « tout allait bien ». Pourtant l'Agence a grandi, à l'ombre de sa puissante aînée, l'Agence France-presse. Les effectifs sont aujourd'hui de 117 personnes, dont 80 travaillent au siège, 1, rue Caumartin, logées dans un local qui fut sans doute, il y a deux siècles, l'appartement d'un grand bourgeois spécialisé dans le commerce des armes mais qui n'a qu'un lointain rapport avec l'idée qu'on se fait aujourd'hui d'une agence de presse. Qu'importe ! Le buste de Mirabeau qui trône dans la salle dite de la Rotonde semble protéger les journalistes de *« la force des baïonnettes »*... Mais les armes les plus dangereuses ne sont plus forcément, en 1984, celles qu'on croit, et lorsqu'on annonce à l'assemblée générale ordinaire annuelle que le bilan de l'exercice précédent de l'ACP se solde par un déficit net comptable de 2,202 millions de francs, s'ajoutant à un déficit antérieur de 2,817 millions, on peut s'attendre au pire. Légalement déjà, en vertu de l'article 241 de la loi du 29 juillet 1966, le conseil de la société anonyme – considérant que l'actif net est nettement inférieur à la moitié *du capital social (5,210 millions* de francs) – doit décider dans les quatre mois si l'Agence dépose son bilan ou si elle poursuit ses activités. Condition nécessaire : une nouvelle augmentation de capital.

RTL et RMC majoritaires

En avril 1983, l'ACP avait conforté son capital social, notamment avec des prises de participation de Radio Monte-Carlo (15000 actions sur 52 100 au total) et RTL-Edíradio (12000), pour atteindre le chiffre de 5,2 millions de francs, en retrait cependant des 6 millions projetés au départ. Ce qui a fait de RMC et de RTL des actionnaires majoritaires (52 %) malgré eux. Mais depuis cette opération « ballon d'oxygène », quatre clients – *la Montagne, le Républicain lorrain, le Dauphiné libéré* et *le Courrier picard* – ont fait savoir à l'ACP qu'ils ne renouvelleraient pas leur abonnement. La nécessité pour ces journaux de faire des économies est mise en avant pour justifier ces *désabonnements. Conséquence : un* trou de 3,85 millions de francs en année pleine. Tout n'a pas été, pour autant, négatif au cours du dernier exercice puisque de nouveaux abonnements ont été souscrits dans le courant de l'année : *le Bien public, l'Echo républicain* (Chartres), *la Liberté du Morbihan* (Lorient) et *le Journal du dimanche*.

Mais les clients de l'ACP se recrutent de plus en plus parmi les quotidiens départementaux, surtout depuis que l'Agence France-Presse a décidé de mieux « couvrir » la province. Les dix-neuf quotidiens départementaux qui souscrivent un abonnement à l'ACP sont : *l'Ardennais, le Bien public, le Courrier de l'Ain, le Courrier de l'Ouest, l'Echo républicain, l'Est Eclair, le Journal du Centre, le Journal de l'Ile (Réunion), Libération Champagne, Liberté Dimanche, la Liberté de l'Est, la Liberté du Morbihan, le Maine libre, Nord Littoral, le Petit Bleu, le Populaire du Centre, la Presse de la Manche, Presse Océan,* et *l'Yonne républicaine*. Les quotidiens régionaux sont au nombre de dix : *la Dépêche du Midi, les Dernières nouvelles d'Alsace, l'Est Républicain, le Journal du dimanche, Midi Libre, Nice-Matin, la Nouvelle République du Centre Ouest, le Provençal, le Télégramme de Brest, et Var matin-République*.

Six abonnés appartiennent à l'audiovisuel : Radio France, TF 1, Antenne 2, Europe 1, RMC et RTL, et dix-huit abonnés sont des organismes gouvernementaux ou administratifs. Ces dix-huit abonnements représentent 6 % du budget de l'ACP, alors que les abonnements de même nature constituent près de 60 % de celui de l'AFP.

On relèvera l'absence, parmi les abonnés, de la plupart des titres du groupe Hersant (sauf *Presse-Océan* et *La liberté du Morbihan*). En revanche, si l'on en croit *le Canard enchaîné* de cette semaine, M. Robert Hersant ne se désintéresserait pas pour autant du sort de l'ACP, et l'aurait fait savoir à l'Elysée. Mais M. Jean-Louis Forest, PDG de l'agence, déclare tout en ignorer.

Pour tenter d'éviter le dépôt de bilan lors de l'assemblée générale de mercredi, les dirigeants de l'ACP ont lancé, la semaine dernière, un nouveau coup de sonde vers leurs abonnés, dans le but d'obtenir un « ballon d'oxygène » sous forme, par exemple, de règlement anticipé du prix de leur abonnement ou de prise de participation temporaire. Le sondage serait assez favorable, même si les réponses sont assorties de la garantie d'un plan de redressement de l'entreprise.

CLAUDE DURIEUX.

PDG de « Var Matin » depuis six mois

M. JACQUES DEFFERRE EST REMPLACÉ PAR M. de BARBARIN-PAQUET

(De notre correspondant.)

Toulon. – Au cours de sa réunion du lundi 25 juin, le conseil d'administration du groupe de presse *le Provençal* a élu M. Christian de Barbarin-Paquet président-directeur général du journal *Var Matin*, départemental varois tirant à quatre-vingt-dix mille exemplaires. Il succède à M. Jacques Defferre (70 ans), qui, après avoir été directeur du journal depuis 1955, occupait le poste de PDG laissé vacant par M. Francis Leenhardt, décédé il y a six mois.

[Directeur général adjoint du *Provençal*, M. de Barbarin-Paquet, le nouveau PDG de *Var Matin*, est âgé de cinquante-quatre ans. Il est président des élus socialistes et républicains des Bouches-du-Rhône, et maire de Vauvenargues (Bouches-du-Rhône).]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Moët-Hennessy

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie à Paris le 22 juin 1984 sous la présidence de M. Alain Chevalier, a approuvé les comptes et le bilan consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 1983.

Elle a fixé à 20 F par action le dividende de l'exercice, auquel s'ajoute un impôt payé d'avance (avoir fiscal) de F 10, soit un dividende global de 30 F.

Il est rappelé qu'un acompte sur dividende de 8 F par action a été payé en date du 6 février 1984. Le complément, soit 12 F, sera mis en paiement à partir du 2 juillet 1984 contre remise du coupon nº 39.

L'Assemblée générale a nommé administrateur pour une période de six ans M. Jean-Louis Masurel, Directeur général de Moët-Hennessy. Elle a également renouvelé pour la même période le mandant d'administrateur de MM. Alain Chevalier et Ghislain de Vogüé.

Par ailleurs, une Assemblée générale extraordinaire a autorisé le Conseil à émettre des obligations convertibles pour un montant maximum de 500 millions de francs.

Le Conseil d'administration qui s'est réuni à la suite, a reconduit M. Alain Chevalier dans ses fonctions de président. Il a également renouvelé les mandats de Directeur généraux de MM. Alain de Pracomtal, vice-président, et de M. Jean-Louis Masurel.

Le président a fait part au Conseil de l'activité très satisfaisante du groupe pour les cinq premiers mois de l'année, dont le chiffre d'affaires consolidé a en effet progressé de 38 %.

INTERTECHNIQUE

EXERCICE 1983

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 14 juin, a approuvé les comptes de l'exercice 1983.

Le bénéfice net de l'exercice, soit 52 220 597 F contre 41 363 070 F en 1982, a été affecté comme suit : participation de salariés 11 183 504 F, dividende 10 332 000 F, le solde en réserve et report à nouveau.

Le dividende ressort à 18 F par action, soit un revenu global de 27 F, du même montant que celui de l'exercice 1982, mais attribué à un nombre d'actions augmenté de 14,3 %, en raison de l'augmentation de capital par attribution d'actions gratuites, portant jouissance du 1er janvier 1983.

Les actions nouvelles sont attribuées, depuis le 25 juin 1984, aux guichets des sièges et agences en France des établissements suivants :

– Banque Rivaud, Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Crédit commercial de France, Banque Louis Dreyfus, Banque industrielle et commerciale du Marais.



Société immobilière et de construction hôtelière

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 14 juin 1984 sous la présidence de M. Serge Houssin, a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se soldent par un bénéfice net de 49 733 266,85 F. Elle a décidé la distribution d'un dividende de 20,30 F par action, contre 17,50 F pour l'exercice antérieur. Ce dividende, assorti d'un crédit d'impôt de 0,01 F, sera distribué à compter du 2 juillet 1984.

Toutes les résolutions mises aux voix ont été adoptées à l'unanimité.

A l'issue de l'assemblée qui se tenait à l'hôtel Novotel-Bagnolet, les représentants d'une trentaine de clubs d'investissement avaient répondu à l'invitation qui leur avait été faite de se joindre aux actionnaires pour participer à une réunion d'information. Celle-ci a permis de présenter le patrimoine de Sicotel, d'évoquer la politique appliquée en matière commerciale et financière et de développer les perspectives d'avenir de Sicotel.

Ces informations ont été accueillies avec intérêt par les participants qui ont pu poursuivre leurs échanges de vues au cours du cocktail qui a clôturé cette manifestation.

AUSSEDAT REY

L'assemblée générale ordinaire réunie le 22 juin 1984 a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se soldent par une perte de 61,6 MF après 44,8 MF d'amortissements ; cette perte a été imputée au compte de report à nouveau.

L'assemblée générale a renouvelé les mandats d'administrateur de Messieurs Agabriel, Brouard et Pascal ; elle a pris acte du désir de Monsieur Jacques Rey de ne pas voir renouveler son mandat. Elle a nommé trois nouveaux administrateurs : Messieurs Mathieu Calemard, Bernard Kasriel et Francis Rey.

Au cours de son allocution, le président Jacques Calloud a rappelé l'aboutissement favorable, en mars dernier, du financement accordé à la Société par ses banquiers, avec l'appui des pouvoirs publics.

S'agissant des perspectives de 1984, le président a précisé :

« Le redressement des prix des papiers a pu se faire progressivement et le second trimestre, qui sera bénéficiaire, doit permettre de compenser les pertes du premier, laissant prévoir au 30 juin une situation voisine de l'équilibre.

» Si les conditions actuelles se poursuivent, et indépendamment des charges liées aux opérations de restructuration auxquelles nous procédons, le résultat de l'exercice 1984 pourrait être bénéficiaire, toutefois, à l'époque où nous vivons, les réserves les plus grandes s'imposent, que ce soit dans le domaine monétaire ou dans celui de l'économie générale.

» Dans tous les cas, l'exercice 1984 devrait être sensiblement meilleur que prévu dans nos plans. »

Le conseil d'administration de la Société, réuni après l'assemblée générale ordinaire, a pris connaissance des conditions du lancement du programme d'investissements approuvé précédemment. En outre, le conseil a confirmé sa décision récente de prendre une participation minoritaire dans la société CORIMEX. Cette société, dont le président-directeur général est Monsieur Marcel Roux, a fait un chiffre d'affaires de 57 MF en 1983 ; elle est spécialisée dans la transformation des papiers graphiques de haute technologie. Cette prise de participation s'inscrit dans la stratégie du groupe Aussedat Rey relative aux papiers spéciaux.

CERABATI

Le conseil d'administration, compte tenu de la détérioration des résultats depuis le début de l'exercice, malgré une augmentation de 17 % du chiffre d'affaires, a décidé de déposer le bilan de la société et de demander au tribunal de commerce le règlement judiciaire, afin de pouvoir continuer l'exploitation et livrer sans heurts la clientèle.

Béghin Say

EXERCICE 1983

Allocution de Monsieur Jean-Marc VERNES, Président, prononcée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 1984.

« Le rapport du Conseil d'Administration vous a fourni tous les détails sur l'activité et les résultats de notre Société pour l'exercice écoulé. Je n'insisterai donc pas sur ces points.

Secteur sucre

C'est dans le secteur sucre que nous avons eu le plus à souffrir bien que la campagne se soit déroulée dans des conditions techniques favorables, avec une tare faible et une richesse élevée.
Par contre, la faiblesse persistante des cours mondiaux nous a fortement pénalisés pour la vente de nos sucres C, c'est-à-dire la production au-delà de nos quotas A et B, à prix garanti, à laquelle il faut ajouter les tonnages reportés l'année précédente.

BRANCHE SUCRE :
Production : 944 471 t contre 1 249 819 t en 82/83, soit 26,5 % de la production métropolitaine.

Tonnages vendus : 1 513 808 t (-9,4 %). Cette baisse est liée à celle des exportations dont le tonnage est passé de 72,1 % à 69,2 %.

BRANCHE PAPIER, CARTON ET PAPIERS DOMESTIQUES :
Papier de presse : poursuite du redressement et dépassement de l'équilibre atteint en 1982 : livraison de 269 353 t (+ 22,9 %) pour un chiffre d'affaires (HT) de 1 309 MF (+ 32,6 %).

Papiers domestiques : ralentissement de la croissance au deuxième semestre. Production de tissu ouaté : 101 000 t (+ 5,6 %). Production d'articles transformés : en augmentation de 3,7 %.

Carton et emballages : production des cartonneries de Corbehem, Nantes et Kaysersberg : 141 276 t (+ 7 %). Production d'emballages : 94 700 t.

Ce mouvement de baisse s'est poursuivi et au cours actuel, dans quelque pays que ce soit, aucune production ne peut être rémunératrice.

C'est pourquoi des négociations internationales se poursuivent activement pour essayer d'arriver à un accord entre producteurs mondiaux. Une conférence se tient à Genève depuis le 12 juin. Même s'il s'agit de la conférence de la dernière chance, la Communauté Européenne doit maintenir fermement ses positions essentielles, à savoir notamment d'obtenir un quota d'exportation de 5,4 Mt et la liberté de disposer de nos sucres excédentaires, tout en conservant des possibilités de report d'une année sur l'autre ; il serait inadmissible qu'on nous oblige à écouler en priorité des stocks qui correspondent à des réductions volontaires antérieures.

Vous comprendrez pourquoi, compte tenu de ces éléments, nous avons incité les planteurs à la modération en ce qui concerne les ensemencements pour la prochaine campagne, même si notre Société a été parmi celles dont la réduction de surface dépassait largement la moyenne de la profession. L'augmentation en surface ne devrait pas dépasser 8 %.

Papiers domestiques

Le secteur ouate de cellulose a continué, malgré une concurrence accrue et une lutte des prix excessive, à aller de l'avant et ses résultats sont encore en progression. Nous restons dans ce secteur les leaders incontestés de la profession.

Papier de presse

Je vous rappelle qu'en ce qui concerne le papier de presse, nous ne produisons que du papier couché et demeurons très nettement le premier producteur français avec 269 000 t pour l'exercice écoulé, soit 45 % de la production totale.

Les marges bénéficiaires demeurent insuffisantes mais grâce à un effort industriel et commercial important, nos résultats sont positifs et devraient s'améliorer cette année dans ce secteur. Nous ne pouvons que regretter les décisions prises par le Gouvernement quant au plan de restructuration de la Chapelle-Darblay, qui place cette Société sous contrôle étranger, constituant ainsi un danger considérable pour les producteurs français, car Chapelle-Darblay deviendra un concurrent direct, notamment pour notre usine de Corbehem.

Il n'est pas concevable que tout cela ait été réalisé par des aides exceptionnelles profitant à des étrangers n'ayant fait aucun apport d'argent frais et qu'il n'y ait pas eu concertation.

Bénéfice net : 125,7 MF contre 103,5 MF en 1982 (+ 21,4 %) après provision pour impôt de 57,2 MF.

Marge brute d'autofinancement : 471,6 MF (- 13,3 %).

Investissements : 347 MF pour les 20 usines de la Société dont 22 % pour la branche sucre et 78 % pour la branche papier-carton.

Dividende net : F 12 par action assorti d'un avoir fiscal de F 6. Mise en paiement à compter du 5 juillet 1984 (coupon N° 33).

Sans revenir sur cette affaire qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, je répéterai seulement que les aides apportées par l'Etat, qui dépassent les *3 millions de francs par ouvrier*, soit près de 3 milliards de francs, sont sans aucune *commune mesure* avec les emplois sauvegardés.

Les avantages ainsi consentis par les Pouvoirs publics mettent notre ensemble de *Corbehem en état d'infériorité* et de concurrence inégale. En fait tout se passe comme si *l'ensemble Chapelle-Darblay* détenait un cash-flow préférentiel de 250 millions de francs par an. Ce chiffre se passe de commentaire... Alors que nous devons trouver les moyens pour achever la modernisation de notre usine.

Les investissements

Nous poursuivons nos investissements au rythme prévu dans nos trois secteurs d'activité et avons émis le mois dernier un emprunt obligataire avec *bons de souscription, d'un montant de 250 millions* de francs, qui a remporté un légitime succès.

L'exercice en cours, malgré la crise économique qui se poursuit, se présente normalement et la confiance dans l'avenir de notre Société ne se dément pas.
Nos objectifs demeurent la modernisation de notre outil industriel, le maintien de l'emploi et notre implantation à l'étranger, et plus particulièrement celle de notre département ouate de cellulose aux Etats-Unis.

Evolution et répartition du chiffre d'affaires (en MF).

	1981	1982	1983
Total	7944,4	9805,9	10617,4
Branche papier-carton	3044,7	3829,4	4451,4

☐ Branche papier-carton
▩ Branche sucre

Rapport annuel 1983 disponible sur simple demande au 54, avenue Hoche - 75008 PARIS.

Je conclurai en remerciant comme de coutume tous les collaborateurs de la Société pour leurs efforts quotidiens.

Je souhaite que la paix sociale nous permette de poursuivre nos activités dans un climat favorable permettant de produire en dégageant le profit nécessaire à notre expansion et en incitant nos Actionnaires à nous garder leur confiance. »

Jean-Marc VERNES.

omnium de publicité profil

Bourgeois s.a.

(montures, verres, lentilles de contact)

	1983	Variation 1982/1983
Chiffre d'affaires	101,0 millions	+ 21 %
M.B.A.	5,7 millions	+ 13 %
B.N.	3,3 millions	+ 18 %

Une entreprise qui voit loin

Bourse de Lyon

Le 29 juin 1984 seront admises les actions de la Société Bourgeois s.a.

Second Marché

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

L'assemblée générale ordinaire réunie le 22 juin 1984, sous la présidence de M. Maurice Mathieu, président du conseil de surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1983.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'élève à 12,7 milliards de francs, en progression de 24 % sur 1982. La croissance de l'activité s'explique par la seule progression des travaux à l'étranger.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les résultats du groupe ont enregistré une nouvelle progression

— le bénéfice d'exploitation consolidé a atteint 387,2 millions de francs contre 334,3 millions de francs en 1982 ;

— le bénéfice net consolidé hors part des tiers représente 239,4 millions de francs contre 211,6 millions de francs en augmentation de 13 %.

Quant à SAE elle-même, son bénéfice net s'établit à 221,2 millions de francs, en augmentation de 38 %.

DIVIDENDE

L'assemblée a décidé la distribution *d'un dividende net par action de 29 F* (hors avoir fiscal).

Compte tenu de l'acompte de 15 F mis en paiement depuis le 1er juin 1984, le solde du dividende net, soit 14 F, sera mis en paiement à compter du 1er juillet 1984 contre remise du coupon n° 47.

EPEDA-BERTRAND FAURE

Assemblée générale ordinaire du 22 juin 1984

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 22 juin 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et décidé l'attribution d'un dividende net de 32 F par action, portant le revenu global à 48 F avoir fiscal compris. Ce dividende sera payable à compter du 1er juillet 1984.

L'assemblée a par ailleurs ratifié la nomination en qualité d'administrateur de M. Didier Renaudin et nommé administrateur M. Paul-Jean Sourian.

EMPRUNTS JUIN 1984.

DEUX FORMULES AU CHOIX

EMPRUNT 13,70 % A TAUX FIXE 1 MILLIARD DE FRANCS

OBLIGATIONS DE 5 000 F ÉMISES AU PAIR.
TAUX ACTUARIEL BRUT AU 9 JUILLET 1984 : 13,70 %.
AMORTISSEMENT PAR TRANCHES ÉGALES A LA FIN DES 10e, 11e ET 12e ANNÉES.
DURÉE : 12 ANS.

EMPRUNT A TAUX REVISABLE 2 MILLIARDS DE FRANCS

OBLIGATIONS DE 5 000 F ÉMISES AU PAIR.
TAUX D'INTÉRÊT POUR LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES : 13,70 %.
TAUX RÉVISABLE EN 1987, 1990, 1993.
AMORTISSEMENT AU PAIR LE 9 JUILLET 1996. DURÉE : 12 ANS.

DATE DE JOUISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 9 JUILLET 1984. UNE NOTE D'INFORMATION (VISA COB N° 84 180 DU 20/06/84) EST DISPONIBLE, SANS FRAIS SUR DEMANDE. BALO DU 25 JUIN 1984.



crédit foncier de france
S.A. AU CAPITAL DE 973.260.000 F. SIÈGE SOCIAL : 19, RUE DES CAPUCINES, 75001 PARIS.

Delrieu, Dupuy & Ass. – Finances



centrale internationale des services

L'assemblée générale de Bis S.A., réunie le 20 juin 1984 sous la présidence de M. Laurent Negro, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et adopté à l'unanimité les résolutions proposées.

RAPPEL DES DONNÉES POUR L'EXERCICE 1983

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes du groupe Bis s'élève à 2 018 millions de francs pour l'exercice 1983 contre 1 989 millions de francs pour l'exercice précédent.

Les revenus de Bis S.A., société holding, s'élèvent à 76 425 956 F contre 60 676 266 F.

Résultats

Le résultat net consolidé du groupe atteint 17 millions contre 24 millions en 1982.

Dividendes

L'assemblée générale a approuvé la distribution d'un dividende net de 9 F par action (contre 11,60 F en 1983) donnant droit à un avoir fiscal de 4,50 F, soit un revenu global de 13,50 F par action.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 1er juillet 1984 contre remise du coupon n° 16.

LE BHV PIONNIER DU CREDIT GRATUIT

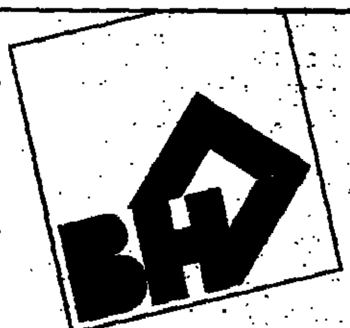
1973
Première opération du Crédit Gratuit dans tous les BHV.

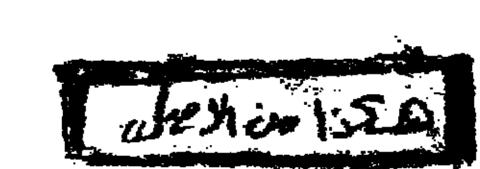
1973-1984
Le BHV développe cette forme de service à la satisfaction de centaines de milliers de clients qui lui font confiance.

A partir du 25 juillet 1984
La Publicité pour le Crédit Gratuit à l'extérieur des magasins est interdite par la loi.

A l'intérieur de ses magasins, le BHV continuera cependant à proposer du Crédit Gratuit à certaines époques de l'année dans le cadre des

"SOLUTIONS-CREDIT DU BHV."





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

26 juin

Irrégulier

Au lendemain d'une séance qui a permis aux valeurs françaises de s'adjuger 1 % de hausse, le marché parisien est apparu plus irrégulier. Le dollar a fléchi sur le marché des changes (8,5675 F contre 8,6115 F la veille) et les titres tournés vers les marchés transatlantiques qui avaient suivi le billet vert dans son ascension la veille (Mumm, Générale Biscuit, par exemple) ont été moins recherchés.

Au total, la cote a baissé de 0,3 % alors que les écarts supérieurs à 5 %, dans un sens ou dans l'autre, constituaient l'exception. CFDE et Poclain (+ 5,3 %), entraient dans ce cas de tandis que Vallourec, Comptoirs Modernes, Imétal, Majorette, ADG et UFB progressaient de 2 % à 3 %. A signaler la hausse de Michelin (près de 3 %), alors que la firme de Clermont-Ferrand a été jusqu'à escompter, lors de son assemblée générale, une reprise du dividende « dès que la situation du groupe le permettra » après la réduction de moitié de ses pertes en 1983.

Généralement limités, les replis ont surtout concerné Crouzet, Crédit Foncier Immobilier, Sommer-Allibert, Opfi-Paribas, CGIP, TRT, J.-Lefebvre, Perrier, La Redoute, Scoa, CIT-Alcatel, avec des baisses de 2,5 % à 5 %. Club Méditerranée qui avait progressé de plus de 5,6 % lundi, a reperdu 3,2 % le lendemain, alors que le groupe de M. Trigano se trouve confronté à un pénible incident avec les autorités albanaises après la mort d'un de ses animateurs (le Monde du 26 juin).

Sur le marché de l'or, le métal fin a continué à baisser à Londres (369 dollars l'once contre 370,45 la veille). A Paris, le lingot a perdu 400 F, à 101 950 F, le napoléon inscrivant un second cours de 621 F (– 5 F).

Introduite à 300 F sur le second marché de Paris, la firme d'aromates Robertet a été finalement cotée à 391 F, 6 % des ordres d'achats ayant été exécutés.

NEW-YORK

Légère baisse

Comme il fallait s'y attendre, la plupart des grandes banques américaines ont procédé, lundi, au relèvement de leur taux de base bancaire pour le porter de 12 1/2 % à 13 %. *« Ce coup de pouce donné au prime rate n'est pas vraiment une surprise,* estimait un professionnel au cours de la séance, *mais il intervient à un moment où on peut l'interpréter comme une agression »*, expliquait-il, faisant allusion au sommet des pays les plus endettés d'Amérique du Sud qui venait de s'achever à Carthagène, en Colombie. Pour sa part, le président Reagan a tenu à manifester sa déception après ce nouveau relèvement du taux de base bancaire, et la Maison Blanche reconnaissait qu'il *était difficile* d'admettre que les fonds fédéraux puissent continuer à fluctuer entre 11 % et 12 % alors que l'inflation se maintenait dans la fourchette de 3 % à 4 %.

A Wall Street où l'effet d'annonce n'a pratiquement pas joué, on continuait à interpréter beaucoup plus favorablement l'adoption, à la fin de la semaine dernière, par la commission mixte du Congrès, d'un texte comportant la suppression, sur-le-champ, de la retenue à la source de 30 % applicable aux revenus tirés par les investisseurs étrangers détenteurs de titres américains. La cote a réussi alors à contenir le courant vendeur et, en clôture, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles ne reflétait qu'une légère baisse de 0,55 point, à 1 130,82, alors que les échanges régressaient à 72,85 millions d'actions contre 98,40 millions le vendredi précédent.

VALEURS	Cours du 22 juin	Cours du 25 juin
Alcoa	32 1/8	32 3/8
A.T.T.	17	16 3/4
Boeing	43 1/8	43 1/2
Chase Manhattan Bank	39 1/2	39
Du Pont de Nemours	45 1/4	45
Eastman Kodak	71	69 3/4
Exxon	40 1/4	40 1/8
Ford	36 1/4	35 1/2
General Electric	54	53 5/8
General Foods	54 5/8	54 7/8
General Motors	65 3/8	65
Goodyear	25 1/4	25 3/8
I.B.M.	105 1/4	105 1/2
I.T.T.	32 1/2	32 5/8
Mobil Oil	27	26 5/8
Pfizer	34 1/2	33 7/8
Schlumberger	48 1/4	46 1/8
Texaco	34 1/2	33 1/2
U.A.L. Inc.	36 3/4	36 1/2
Union Carbide	51 3/4	51 7/8
U.S. Steel	25 1/4	25 1/8
Westinghouse	21 7/8	22 3/8
Xerox Corp.	37 3/4	38 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SUMITOMO. – *Rappelons que c'est à compter du 1er juillet prochain que ce groupe nippon reprendra les activités de Dunlop-France (le Monde du 20 juin), celles de Dunlop-Grande-Bretagne et Dunlop-Allemagne ne devant être intégrées qu'à partir du 1er janvier 1985. Un gigantesque conglomérat japonais, écrivions-nous dans le Monde du 11 avril 1984, en présentant le portrait du groupe.*

En fait, il ne s'agit pas d'un conglomérat mais d'une constellation industrielle composée de très importantes firmes exerçant leurs activités dans des secteurs aussi divers que la banque, la sidérurgie, la chimie, le caoutchouc, l'électronique, la construction navale, l'assurance, l'ingénierie, la cimenterie, l'affinage des métaux, etc., mais n'ayant entre elles, depuis le démantèlement opéré par les Américains après la seconde guerre mondiale, aucun lien financier. Elles ont seulement deux points communs : 1. le nom de Sumitomo, hérité de l'histoire ; 2. une centrale de ventes commune (Sogo Shosha), Sumitomo Corporation, dont le chiffre d'affaires est de l'ordre de celui indiqué, soit 440 à 450 milliards de francs. La curiosité intellectuelle conduirait, en additionnant tous les chiffres d'affaires des différents groupes portant le nom de Sumitomo, à un montant astronomique (près de 1700 milliards de francs) mais, bien entendu, sans signification.

TRUSTHOUSE FORTE. – L'une des plus grandes chaînes d'hôtels et de restaurant du monde a annoncé une hausse de 42 % de son bénéfice imposable au cours des six premiers mois de 1984, à 33,7 millions de livres contre 23,7 millions pendant la période correspondante de 1983. Ce résultat est légèrement supérieur aux prévisions des analystes boursiers, qui prévoient environ 30 millions de livres. Tous les secteurs de la compagnie ont enregistré une hausse de leur revenu, et notamment l'hôtellerie. Selon le conseil d'administration, ces résultats sont *« bien encourageants »* étant donné que la plus grande *partie des profits de l'année sont toujours* produits pendant la le dernier semestre

Le chiffre d'affaires est passé durant la même période à 503,3 millions de livres contre 440,2 millions précédemment, et un dividende intérimaire de 1,125 penny sera versé (contre 1 penny pour le semestre correspondant de 1983).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	22 juin	25 juin
Valeurs françaises	110,9	111,8
Valeurs étrangères	88,2	89,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	22 juin	25 juin
Indice général	168,3	170,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 26 juin .... 11 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25 juin	26 juin
1 dollar (en yens)	238,35	237,53

BOURSE DE PARIS — Comptant — 26 JUIN

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 25/6

Étrangères

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1790	4,5 % 1973	1800	1790 20	1790 20	– 0 54
3580	C.N.E. 3 %	3600	3580	3597	– 0 08
210	Accor	208	208	211 80	– 1 82
825	Europe no 1	630	636	648	+
780	Facom	815	815	820	+
765	Fichet-bauche	769	740	741	–
180	Finextel	180	180	180	
300	Gén. Belgique	299	298	302	+ 1
520	Gén. Electr.	549	540	540	– 1 63
610	Gen. Motors	657	640	639	– 2 73
70	Goldfields	71 60	71	71	– 0 83
43	GdMetropolitain	43 50	43 35	43 20	– 0 68
198	Harmony	204 50	200 10	201 40	– 1 51
34	Hitachi	35 15	35 20	35 20	+ 0 14
570	Hoechst Akt.	581	585	585	+ 0 68
76	Imp. Chemical	77 90	76	76	– 2 43
97	Inco. Limited	106	102 40	102 40	– 3 39
1020	IBM	1073	1055	1057	– 1 49
1360	Siemens A.G.	1375	1382	1382	+ 0 50
137	Sony	147 50	150	146	– 1 01
195	T.D.K.	201 50	204 30	204	+ 1 24
16	Toshiba Corp.	16	16	16	....
765	Unilever	785	795	795	+ 1 27
615	Unit. Techn.	643	318	316	– 1 71
1220	Vaal Reefs	1255	1216	1221	– 2 70
555	West Deep	570	553	551	– 3 33
480	West Hold.	475	454	455 70	– 4 06
380	Xerox Corp.	387	385	385	– 0 51
2 22	Zambia Corp.	2 23	2 18	2 18	– 2 24

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 611	8 567	8 340	8 740
ECU	6 871	6 862	....	....
Allemagne (100 DM)	307 040	307	293	313
Belgique (100 F)	15 092	15 087	14 400	15 500
Pays Bas (100 fl.)	272 760	272 670	261	281
Danemark (100 krd)	83 800	83 750	79	87
Norvège (100 k)	108 450	107 400	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	11 641	11 587	11 300	12 100
Grèce (100 drachmes)	7 795	7 775	6 600	8 600
Italie (1 000 lires)	4 993	4 994	4 715	5 205
Suisse (100 fr.)	368 750	368 460	369	380
Suède (100 krs)	104 980	104 600	101	108
Autriche (100 sch)	43 730	43 745	42 600	44 800
Espagne (100 pes.)	5 443	5 434	5 350	5 800
Portugal (100 esc.)	5 980	5 935	5 600	6 100
Canada ($ can 1)	6 570	6 525	6 440	6 780
Japon (100 yens)	3 615	3 613	3 500	3 680

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/6
Or fin (kilo en barre)	102500	102100
Or fin (en lingot)	102350	101850
Pièce française (20 fr)	626	621
Pièce française (10 fr)	425	.....
Pièce suisse (20 fr)	610	610
Pièce latine (20 fr)	592	589
Souverain	756	753
Pièce de 20 dollars	4220	4305
Pièce de 10 dollars	2100	2110
Pièce de 5 dollars	1301 25	.....
Pièce de 50 pesos	3970	3905
Pièce de 10 florins	623	622

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. RETOUR DE MOSCOU : « Prison culturelle », par Élie Feuerwerker et Igor A. Mel'cuk.
– LU : *le Marxisme-Léninisme*, de Georges Labica.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
– Le sommet de Fontainebleau.
4. AMÉRIQUES
4. AFRIQUE
4-5. EUROPE
– Les finesses du socialisme hongrois (2), par Jan Krauze.
6. ASIE
– AFGHANISTAN : l'armée soviétique ne pourra se maintenir au Panshir qu'en y accroissant ses effectifs.
6. PROCHE-ORIENT
– SOUDAN : la fuite en avant du président Nemeiry.

POLITIQUE

7-8. Après les élections européennes et la manifestation du 24 juin.

CULTURE

15. CINÉMA : *Liquid Sky*, de Slava Tsukerman ; *les Araignées*, de Fritz Lang.
– THÉATRE : les journées du Conservatoire.

DOSSIER

32. Le point sur... la production laitière en France.

ÉCONOMIE

33. AFFAIRES : le renvoi du PDG d'Usinor.
– L'avenir de Creusot-Loire.
34. SOCIAL. – Point de vue, « Solidarité et responsabilité », par Louis Calisti.
35. AGRICULTURE : la mort de Bernard Lambert.

RADIO-TÉLÉVISION (17)
INFORMATIONS « SERVICES » (14) :
« Vie associative » ; Météorologie : « Journal officiel » ; Mots croisés.

Annonces classées (18 à 31) ; Carnet (17) ; Programmes des spectacles (16) ; Marchés financiers (37).

LE CONFLIT SUR LES 35 HEURES EN RFA

Le médiateur propose une réduction à 38,5 heures par semaine

M. Georg Leber, ancien ministre social-démocrate et ancien syndicaliste, médiateur entre le syndicat IG Metal, et le patronat, a proposé, mardi 26 juin, aux partenaires sociaux une solution de compromis qui consisterait à réduire la durée hebdomadaire du temps de travail à 38,5 heures. Cette réduction serait échelonnée du 1er avril 1985 au 30 septembre 1986. Elle serait accompagnée d'un relèvement des salaires de l'ordre de 3,3 %.

Le médiateur espère ainsi mettre fin à un conflit, qui entre dans sa septième semaine, et porte sur la durée hebdomadaire du temps de travail que le syndicat veut voir ramenée de 40 à 35 heures, alors que le patronat n'admet de diminution – moins importante au demeurant – que pour certaines catégories de salariés.

M. Leber avait refusé, jusqu'au dernier moment, de divulguer les détails de sa proposition, mais se montrait optimiste quant à l'accueil qui pourrait lui être fait. Cependant, dans les milieux spécialisés, on se gardait de faire le moindre pronostic. On retient en effet la leçon de l'échec récent subi par M. Kurt Biedenkopf. Ce dernier, qui était chargé d'une mission analogue dans l'imprimerie, s'était heurté à un refus catégorique de la part du patronat sur sa proposition de réduire la durée annuelle du temps de travail tout en maintenant la règle générale des 40 heures hebdomadaires (*le Monde* du 23 juin).

Le Syndicat de l'IG-Metal et le patronat devaient faire connaître leurs positions dans la soirée de mardi.

LES ADIEUX DE Mgr ETCHEGARAY A MARSEILLE

M. Defferre complimente « son » archevêque

De notre correspondant

Marseille. – On attendait une allusion, une « petite phrase », vingt-quatre heures après la manifestation en faveur de l'école privée qui a mis Paris en état de siège et le ministère de l'intérieur sur le qui-vive. Chacun en a été pour ses frais. La réception donnée à l'hôtel de ville de Marseille par M. Gaston Defferre, entouré de tous les élus et les corps constitués de la ville, en l'honneur du cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, avant son départ pour Rome où il prend en charge la commission « justice et paix », a été chaleureuse et dépourvue de protocole. Il faut dire que le maire et l'archevêque se portent une certaine estime qui va au-delà des rapports officiels.

Pour dire adieu au prélat, M. Defferre a longuement puisé ses citations dans le recueil de chroniques que Mgr Etchegaray vient de publier sous le titre « *J'avance comme un âne* ». Le maire de Marseille a longuement souligné la modestie et l'humour du cardinal comme des traits dominants de son caractère, pour conclure : « *Si vous aimez les Marseillais, je peux vous dire qu'ils vous le rendent bien.* »

Dans sa réponse, l'archevêque a affirmé qu'il aime cette ville avec cette « *sérénité passionnée dont parlait Cézanne dans ses paysages* ». S'adressant plus précisément au maire, il a dit : « *Il y a des gestes qui ne trompent pas : je cite votre constance à veiller, dans le cadre maximal de la légalité, à l'entretien de nos églises et à l'aide de nos écoles.* »

Dans sa conclusion, le cardinal Etchegaray devait ajouter : « *J'ai été très attentif aux efforts de décentralisation, qui rejoignent ce que l'Eglise appelle le principe de subsidiarité, à savoir ne pas renvoyer à l'étage supérieur tout ce qui peut être fait par chacun à son propre niveau.* »

JEAN CONTRUCCI.

LÉGÈRE BAISSE DU DOLLAR

Escompté depuis plusieurs jours, le relèvement du taux de base bancaire américain de 12 1/2 % à 13 % intervenu la veille (le dernier en date remontait au 8 mai dernier seulement) n'a pratiquement pas eu d'effet sur le dollar sur les marchés des changes européens. En début de matinée, le ton était plutôt à la baisse, mardi 26 juin, sur les places asiatiques, et la devise américaine régressait à 237,53 yens à Tokyo contre 238,35 yens auparavant. A Paris, le billet vert se traitait aux environs de 8,5825 francs contre 8,6115 francs, lundi midi en séance officielle, très loin encore de son record historique de 8,70 francs. Parallèlement, le dollar régressait à 2,7950 deutschemarks à Francfort (contre 2,8060 lundi après-midi), alors qu'il se repliait à 2,3340/3350 francs suisses à Zurich (contre 2,3350/3375 la veille). Quant au mark allemand, toujours influencé par l'évolution du conflit des métallurgistes outre-Rhin, il n'a guère varié, à 3,07 francs à Paris.

De l'avis général, le vote intervenu à la veille du week-end dernier à la commission mixte du Congrès américain en faveur d'une suppression immédiate de la retenue à la source de 30 % actuellement applicable aux intérêts perçus par les investisseurs étrangers en valeurs américaines va accentuer l'attrait des marchés financiers outre-Atlantique, contribuant ainsi à renforcer la fermeté du dollar. Toutefois, font remarquer certains observateurs, l'afflux de capitaux qui devrait en résulter pourrait également permettre d'« éponger » une partie du déficit budgétaire américain et, partant, d'alléger un peu la pression sur les taux d'intérêt.

● *La composition de l'équipe de France de football.* – M. Michel Hidalgo a annoncé mardi 26 juin la composition de l'équipe de France qui devait rencontrer l'Espagne le lendemain en finale du Championnat d'Europe : Bats ; Battiston, Le Roux, Bossis, Domergue ; Tigana, Giresse, Platini, Fernandez ou Genghini ; Lacombe, Ferreri ou Bellone. Cependant, Fernandez souffrait toujours mardi d'un coup sous le genou gauche, et Ferreri d'une douleur à la cheville.

Sur le vif

Déprime

J'ai mon amie Paulette, elle est en pleine déprime. Qu'est-ce qu'elle a ? Elle en a marre. Marre de quoi ? Marre de tout. Et vraiment elle a tout fait pour se remonter le moral, pour se changer les idées : le Valium sans alcool et l'alcool sans Valium, le jeu de la valise sur RTL, les yogourts aux fruits, le zen, le jogging, Bouvard à la télé, la gym tonic – c'est là que je l'ai rencontrée, – la Contrex, les surgelés, le yoga, les psy et même la thalassothérapie. Chaque fois c'est pareil. Au début, elle s'emballe. Elle se croit sauvée. Ça tient quoi... trois semaines, un mois. Et ça recraque. Et elle est de nouveau là, pendue au fil du téléphone ou suspendue au bord de la fenêtre. Elle habite au cinquième.

Moi, je la retiens par le fond de son jean. J'essaye de chasser ses papillons noirs, de dissiper ses angoisses. Oui, juillet en solo dans un village de vacances, ce n'est pas tellement rigolo, c'est vrai. OK sa mère est une peau de vache, quelle importance, elle vit à Montpellier. D'accord, son mec s'est tiré sans un mot, sans rien, c'est dégueulasse, mais enfin des mecs, un de perdu, dix de retrouvés. Il y en a plein les rues. Il suffit de se retourner.

Seulement ça, elle n'ose pas trop. Elle préfère les rencontres arrangées par des agences ou des petites annonces. Et, à tous les coups, elle tombe sur des toqués ou sur des paumés. Des types crevés de solitude qui lui refilent leur cafard autour d'un Perrier citron dans des bars minables.

Alors hier au vestiaire, on allait prendre un cours de fonte, voilà qu'elle me refait le coup du suicide. Elle veut aller se noyer dans le bain à bulles. Je la retiens par le fond de sa sudette. Je l'oblige à se rhabiller. Je lui dis : allez ça suffit comme ça, suis moi. Et je l'emmène au métro Convention, où la cabine du chef de gare a été transformée en centre d'accueil « porte ouverte », une espèce d'œuvre de bienfaisance animée par des volontaires à l'écoute de toutes les détresses, de toutes les misères. On arrive sur le quai. Naturellement, elle n'ose pas entrer. Elle a peur de déranger. Moi, je la pousse aux épaules et au derrière, je la force à s'asseoir en face du saint-bernard de service. Je referme précipitamment la porte. Et je prends la fuite. C'est génial, avouez, ce truc dans le métro. Au moins comme ça, si ça ne marche pas, elle n'aura qu'à se jeter sous la prochaine rame.

CLAUDE SARRAUTE.

Les sujets de français au baccalauréat

Les épreuves anticipées de français comptant pour le baccalauréat de 1985 ont eu lieu le lundi 25 juin pour les élèves de première (sections A, B, C, D, D', E). Voici quelques sujets proposés aux candidats.

Paris, Créteil, Versailles.

1) Résumé d'un texte d'Alain, extrait des *Propos sur le bonheur*, sur l'art d'être heureux. Explication du sens de quelques expressions. Discussion : pensez-vous avec l'auteur que le bonheur puisse être le résultat d'un « art d'être heureux » ?

2) Commentaire composé d'un extrait de *l'Education sentimentale*, de Gustave Flaubert.

3) Dissertation. A la question : « *Qu'y a-t-il de vrai dans vos histoires ?* », le romancier contemporain Michel Tournier avoue être tenté de répondre « *Rien, j'ai tout inventé* ». Pensez-vous, d'après vos lectures, que tout soit inventé dans les romans ?

Lille.

1) Résumé d'un texte de Jean Guéhenno extrait de *Carnets du vieil écrivain* (1971). Explication du sens de quelques expressions. Discussion : « *On n'est pas resté soi* », écrit Jean Guéhenno. Dans quelle mesure peut-on partager, nuancer ou discuter cette réflexion et les éléments du texte qui l'illustrent ? Vous organiserez votre argumentation en vous référant à votre expérience et à vos lectures.

2) Commentaire composé d'un extrait de *Désert*, de Jean-Michel Le Clézio (1980).

3) Julien Benda, écrivain et critique, se moquait d'un orateur qui louait quelqu'un en s'écriant : « *Il avait formé ses idées au contact de la vie, et non pas dans les livres.* » Benda constatait : « *Or, nous formons la plupart de nos idées et souvent les plus justes dans les livres. (...) Le mépris des livres au nom de la vie est une ânerie.* » Vous préciserez le problème posé par l'opposition de ces deux attitudes et l'étudierez en fonction de votre expérience.

LA FONDERIE CITROËN DE NANTERRE EST ARRÊTÉE

A l'occasion de la réunion du comité d'établissement, ce mardi 26 juin, la direction de l'usine Citroën de Nanterre (Hauts-de-Seine) doit faire le point sur l'arrêt des activités de fonderie de l'usine, déjà annoncé il y a un an et effective depuis la mi-juin. Ces activités doivent être reprises par l'usine de Villers-la-Montagne, en Lorraine. D'autre part les machines servant au « *ferrage* » des portières de la 2 CV doivent être transférées à l'usine de Levallois, où sera regroupé l'ensemble du montage de ce modèle.

La CGT, *qui s'était opposée* il y a deux semaines au transfert de certaines machines à Levallois, a appelé « *l'ensemble des travailleurs, français et immigrés, à relever le défi et à mettre en échec les prétentions de la direction* ». Elle réclame en particulier que le moteur du nouveau modèle qui doit être monté en Roumanie, l'Axel, soit fabriqué à Nanterre.

Le numéro du « Monde » daté 26 juin 1984 a été tiré à 518 520 exemplaires

APRÈS LE SACCAGE DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE BREST

Un syndicaliste agricole est condamné à quarante-cinq jours de prison

De notre envoyée spéciale

Brest. – M. Jean-Jacques Riou, vice-président du Centre départemental des jeunes agriculteurs du Finistère, a comparu le lundi 25 juin devant le tribunal correctionnel de Brest. Il était accusé de complicité dans le saccage de la sous-préfecture de la ville, le 19 janvier 1984. M. Riou a été condamné à quarante-cinq jours de prison pour complicité et dégradation de monuments publics. Il devra en outre payer 1 F de dommages-intérêts au sous-préfet, 50 000 F de provisions à l'agent du Trésor qui s'est porté partie civile et 10 000 F de frais d'expertise.

Ce jour-là, 19 janvier, alors que la crise du porc bat son plein et que les cours baissent depuis des semaines, le dirigeant syndicaliste agricole et deux cents éleveurs arrivent devant le bâtiment officiel vers 23 h 30. M. Jean-Jacques Riou demande un entretien avec M. Bernard Courtois, sous-préfet. Mais déjà, il est débordé. Armés de barres de fer, les agriculteurs cassent les marches de marbre de l'escalier, pénètrent chez le concierge, mettent le feu à la chambre d'enfant de la loge, avant de pénétrer dans les appartements privés du sous-préfet. Ils se retirent après vingt minutes de mise à sac, laissant derrière eux pour 2 300 000 F de dégâts.

M. Jean-Jacques Riou est-il responsable de cette opération de commando ? Le procureur de la République a rappelé que des opérations de ce genre avaient été organisées au cours des mois précédents à la sous-préfecture de Châteaulin, au commissariat de police de Landivisiau, à l'hôtel des impôts de Carhaix. « *Il était le chef de ces groupes et leur a donné des instructions. C'est le principal responsable qui a été identifié par le sous-préfet* », a-t-il affirmé.

« *Vous jugez un syndicaliste et pas un délinquant* », ont répondu les avocats de M. Jean-Jacques Riou. Mais le tribunal ne les a pas suivis.

Dans un communiqué, le CNJA déclare qu'« *il ne comprend pas le verdict d'extrême sévérité rendu. Les faits n'ayant pas été prouvés, c'est bien le responsable syndical en tant que tel qui a été condamné* », écrit le CNJA, qui poursuit : « *La loi anticasseurs n'est donc toujours pas abrogée, malgré le vote du Parlement. Le CNJA, qui a toujours condamné cette loi, continuera d'apporter son plus ferme soutien à M. Jean-Jacques Riou.* »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Au Sénat

CONSENSUS POUR L'AMÉLIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

L'examen par le Sénat, lundi 25 juin, du projet de loi « *portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger* », adopté sans opposition à l'Assemblée nationale (*le Monde* du 16 juin), a mis en évidence le consensus que recueille l'objectif d'assurer une protection sociale aux Français de l'étranger identique à celle dont bénéficient les autres Français. Pour le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Jean-Pierre Cantegrit (gauche dém.), qui est l'un des huit sénateurs représentant les Français établis hors de France, l'initiative du gouvernement est heureuse, même si elle est « *un peu tardive* » et « *ne règle pas tous les problèmes* ». Selon lui, la prochaine étape devra conduire à la prise en charge progressive par le ministère des relations extérieures des handicapés et des personnes les plus défavorisées : « *Un plan de cinq ans devrait être préparé à cet effet* », a-t-il déclaré.

Parmi les modifications apportées au texte figure la faculté laissée aux entreprises de donner une aide à leurs salariés, mais sans que pour autant le principe d'une cotisation minimale soit retenu.

● *Le commerce du beurre.* – Le Sénat a repoussé le projet de loi concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

